

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14185 - 5 F

MERCREDI 5 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Dégel en Corée

DEPUIS quarante-cinq ans, les deux Corées nous ont habitués à des annonces spectaculaires, mais rarement suivies d'effet. On ne compte plus les rencontres et « sommets » annulés, les offres d'un camp repoussées par l'autre, les propositions torpillées, les chutes et les remontées rapides de tension, sans parler des attentats dans lesquels Pyongyang était passé maître pendant les années 80.

Dernier repaire d'une guerre froide en voie de dissolution, la péninsule coréenne semble avoir réussi - pour la première fois - à établir un véritable contact officiel à très haut niveau avec l'arrivée, mardi 4 septembre à Séoul, du premier ministre nord-coréen. Pour rencontrer son homologue sudiste, il a dû traverser Panmunjom et cette zone démilitarisée qui balafre le pays depuis la fin de la guerre de Corée en 1953.

Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur un accord rapide et durable entre frères ennemis. Pourtant, le dialogue a remplacé l'invective, et il s'agit là d'un pas symbolique, spectaculaire, et qui traduit, bien entendu, un nouveau rapport de forces. Le vieux maréchal Kim Il-sung ne peut plus compter sur ses alliés chinois et soviétiques pour continuer à se surmener. Au contraire, Pékin et Moscou veulent à tout prix éviter une nouvelle explosion à leurs frontières et n'ont plus les moyens de fournir à jet continu des armes à un régime qui, de surcroît, ne peut plus les payer.

Le gouvernement apertiste et dépressif de Pyongyang rappelle d'autre part trop aux Soviétiques ce à quoi M. Gorbatchev leur a permis d'échapper. Moscou laisse même écrire aujourd'hui que l'agresseur, en 1950, lors du déclenchement de la guerre de Corée, était bien le Nord, et non le Sud. Un Sud avec lequel le Kremlin espère développer de fructueux échanges économiques et commerciaux, avant de normaliser prochainement les relations diplomatiques.

POUR Séoul, le plus important était l'ouverture du dialogue. Encore faut-il à présent ménager la Corée du Nord en évitant de la placer le dos au mur. Derrière sa rhétorique de guerre froide, Pyongyang se trouve dans une situation très délicate qui la contraint à chercher dans le dialogue avec le Sud un moyen de rompre son isolement. Le Nord ne peut même plus s'appuyer sur la Chine, qui attend un soutien important de Séoul, un de ses principaux partenaires commerciaux, tandis que Moscou et Pyongyang se battent froid. Et dans la course aux reconnaissances diplomatiques à travers le monde, le Sud a pris nettement l'avantage sur son rival.

Raison de plus, pense-t-on à Séoul, d'inciter Pyongyang à transformer ses épées en charnières. Le budget militaire du Nord ne représente-t-il pas plus de 20 % de son PNB, contre 8 % au Sud ? La rencontre entre chefs de gouvernement permettra aussi aux Nord-Coréens de constater de leurs propres yeux l'immensité du fossé qui sépare aujourd'hui le Sud prospère d'un Nord à la traîne. Une raison supplémentaire d'accueillir cette « première » comme une démarche bienvenue.

Lire nos informations page 8

M 0147 - 9050 - 5,00 F



Qualifiant l'Irak d'« Etat prédateur »

Moscou relance l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient

Bagdad a confirmé lundi 3 septembre l'interdiction faite aux avions étrangers d'évacuer d'Irak les femmes et les enfants dont il avait promis la libération. L'Irak a demandé aux Etats ayant sur son territoire « des ressortissants en grand nombre » de livrer des produits alimentaires « pour assurer les besoins » de ces derniers. M. Chevardnadze, chef de la diplomatie

Dans un discours prononcé mardi 4 septembre devant la conférence organisée à Vladivostok sur le thème « Dialogue, paix, coopération », le ministre soviétique des affaires étrangères a déclaré que, parmi les solutions possibles à la crise du Golfe, l'URSS envisage de « hâter la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, sans renvoyer à plus tard la tâche de parvenir à un règlement global sous l'égide de l'ONU ». « L'accord d'Israël à une telle conférence pourrait avoir une grande influence sur la situation », a souligné M. Chevardnadze, qui propose l'organisation d'une manifestation de ce genre depuis plusieurs années. « Pour sa part, l'Union soviétique ne laissera pas sans réponse une telle démarche d'Israël et jettera un regard nouveau sur les relations soviéto-israéliennes », a-t-il ajouté.

Tout en observant que la priorité dans le règlement de la crise du Golfe « doit incontestablement être donnée aux moyens non mili-

taires », le ministre soviétique a affirmé que la communauté internationale « ne peut pas permettre l'émergence d'Etats prédateurs ou de régimes pirates, car cela conduirait irrémédiablement à l'érosion de la loi et de l'ordre internationaux et cela déstabiliserait les relations internationales ». « Un règlement pacifique ne devrait en aucune façon faire croire que l'agresseur n'a rien à craindre », a encore dit M. Chevardnadze, qui s'est dit « convaincu que les sanctions produiront leur effet et pousseront les dirigeants irakiens à entendre la voix de la raison ».

Avant de quitter Pyongyang lundi, le chef de la diplomatie soviétique avait signé avec son collègue nord-coréen un communiqué commun réclamant « le retrait immédiat des troupes irakiennes du Koweït, le rétablissement de la souveraineté de cet Etat et l'application par tous les pays des résolutions du Conseil de sécurité ». Quelques jours plus tôt, le ministre nord-coréen des affaires étrangères, tout en condamnant l'invasion du Koweït par l'Irak, avait aussi critiqué la présence de l'armée américaine dans la région, mais le communiqué soviéto-nord-coréen ne fait pas allusion à ce dernier point.

Lundi également, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères avait tenu à se démarquer des propos tenus par le général Lobov, chef d'état-major du pacte de Varsovie, selon lequel le déploiement américain va remettre en cause les négociations de Vienne sur les armements conventionnels. « Je n'ai pas dit cela et je ne peux y voir un lien. Les pourparlers de Vienne portent sur les forces en Europe », a dit M. Guerassimov, et les difficultés rencontrées [à ces négociations] n'ont pas de rapport avec la présence américaine en Arabie saoudite. Les Américains sont arrivés là-bas non pas de leur propre initiative, mais après avoir été provoqués par les actions des irakiens. »

Lire la suite page 7

Jordanie : l'exode des laissés-pour-compte

AMMAN
de notre envoyé spécial

Cent mille réfugiés venant pour la plupart du Koweït sont actuellement « en souffrance » sur le territoire jordanien. Leur nombre a doublé en moins d'une

semaine. De cinq à dix mille nouveaux arrivants, en grande majorité des Arabes et des Asiatiques qui travaillaient dans l'émirat, franchissent toutes les vingt-quatre heures la frontière irakojordanienne. Ce rythme devrait encore s'accroître dans les prochains jours. A Amman, où ces indications officielles ont été dif-

fusées lundi 3 septembre, le gouvernement a tiré le signal d'alarme et lancé un appel à la communauté internationale pour une aide d'urgence et, surtout, la fourniture des moyens de transports nécessaires au rapatriement de ces victimes de l'invasion irakienne.

« C'est une tragédie », a déclaré le prince Hassan qui gouverne le royaume hachémite en l'absence de son frère, le roi Hussein. En effet, cet exode massif est un fardeau insupportable pour ce petit pays de trois millions d'habitants qui a depuis longtemps son lot d'autres réfugiés - palestiniens - et qui est l'un des plus éprouvés par les diverses conséquences de la crise du Golfe.

FRANÇOIS CORNU
Lire la suite page 4

- Lire également
- L'aide d'urgence de la France à la Jordanie page 3
 - M. Dumas favorable à un renforcement de l'embargo page 3
 - Nouvelles pressions de l'Irak sur les otages page 4
 - Les Palestiniens, grands perdants de la crise page 6
 - Le déploiement militaire américain page 7
 - Les réactions en France page 7
 - La hausse des prix du pétrole page 21 - section C

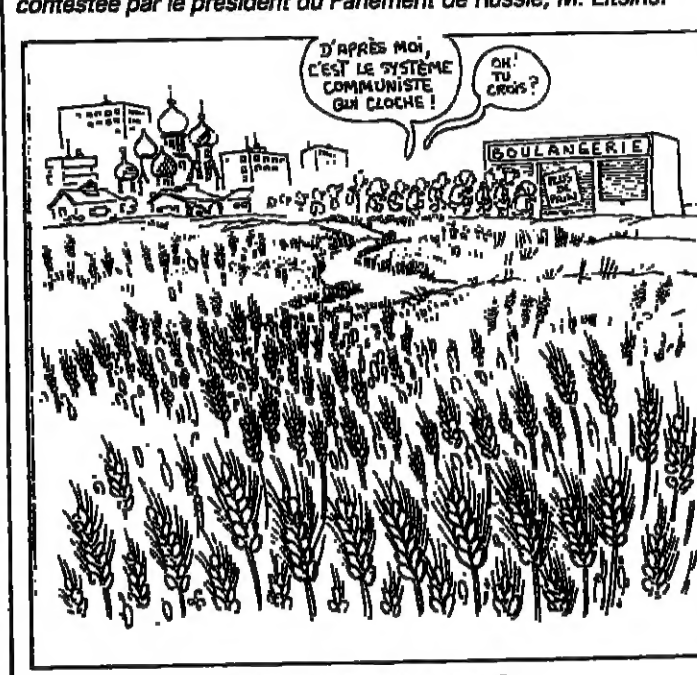
Cartier

51, RUE FRANÇOIS 1^{er}. PARIS
4074.60.60

Les difficultés de la perestroïka

Les pénuries alimentaires s'aggravent en URSS

La situation économique ne cesse de se détériorer en URSS. Après la pénurie sévère de divers produits d'usage courant, c'est le pain qui, pour la première fois depuis au moins vingt-cinq ans, commence à manquer à Moscou où de longues files s'allongent devant les boulangeries. M. Gorbatchev a désigné trois commissions chargées de superviser les divers aspects de la situation mais l'action du gouvernement est vivement contestée par le président du Parlement de Russie, M. Eltsine.



Lire nos informations page 8

- La conférence des pays les moins avancés
M. Mitterrand propose un pacte de solidarité en faveur des plus pauvres page 21 - section C
- Les « trous » du tunnel
3,5 milliards à trouver pour boucler le budget page 23 - section C
- L'an II de la sécheresse (II)
L'eau : une matière première mal gérée page 12 - section B
- La mort du professeur Denoix
Un pionnier de la lutte contre le cancer page 11 - section B

SCIENCES ♦ MÉDECINE

- Vivre normalement après une transplantation cardiaque
- Un « canon à particules » pour manipulations génétiques
- Les fouilles sous le parvis de la cathédrale de Chartres.

pages 13 à 15 - section B

Le sommaire complet se trouve page 42 - section C

Le Monde Initiatives

Un nouveau supplément consacré aux problèmes de la formation et des carrières

Initiatives... En donnant ce titre à son nouveau supplément du mardi (éditions datées mercredi), le Monde a voulu mettre l'accent sur ce qui, dans notre société instable, est de plus en plus demandé : l'imagination et le mouvement. Consacré aux problèmes de la formation et des carrières, Initiatives se veut un observatoire de ce qui bouge dans les écoles, les universités, les entreprises ou les administrations. Il se propose d'aider les étudiants et les professionnels à préparer leur avenir.

Le temps n'est plus, on l'a suffisamment dit, où les hasards de la naissance commandaient les trajectoires individuelles. Certes, les déterminations sociales continuent de peser de tout leur poids. Mais les transformations technologiques et économiques vont à un tel rythme que nul ne

peut être assuré de son destin, s'il ne se dote à temps des atouts correspondant à ses projets. De l'école à la retraite, il faut, à tout moment, être capable de faire les bons choix, si l'on veut éviter de se trouver un jour hors jeu. Les institutions se diversifient, deviennent de plus en plus complexes. Chaque jour ou presque des formations, des entreprises, des métiers se créent. D'autres disparaissent ou se transforment profondément. Conduire sa vie professionnelle et personnelle devient un art, exigeant informations et décisions. La relation entre l'école et le métier se fait de plus en plus ténue. Elèves et professeurs ne se séparent plus le savoir de la pratique professionnelle sur laquelle il débouche : salariés et employeurs savent que l'apprentissage se poursuit tout au long de la carrière.

En traitant, dans un même lieu, la formation et l'emploi, le Monde prend acte de cette évolution. Les lecteurs retrouveront dans Initiatives les informations qu'ils avaient l'habitude de chercher dans le supplément Campus (du mercredi) et dans les pages Emploi (du mardi). Mais Initiatives ne se réduit pas à un changement de cadre. Le rapprochement d'éléments qui s'étaient développés séparément dans notre journal marque la volonté du Monde de créer un espace nouveau pour les « ressources humaines ».

Les aspects plus proprement pédagogiques de la formation, ainsi que l'actualité scolaire, seront traités, eux, dans un nouveau supplément Education, paraissant le mercredi et ce à partir de demain.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 23 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 8 F; Côte d'Ivoire, 405 F CFA; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 IR; Italie, 2 000 L.; Luxembourg, 33 F.; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL.; Portugal, 150 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

La réforme de l'orthographe

« Enfin Malherbe vint »

par Jérôme Peignot

S l'ancien français n'employait pas d'accent, c'est que les mots étaient pourvus des lettres qui les composaient en bonne logique langagière. Bâtir se disait *basir* : tête : teste ; âge : eage ; crûment : cruemment ; sûr : seur... L'orthographe invitait à une interiorisation de l'expression ; à faire de celle-ci le prétexte à une authentique création.

Plus tard, au seizième siècle, quand, sous prétexte de simplifier, les lettres « e » et « s » eurent été supprimées, on s'avisait qu'en la limitant à sa seule transcription, on risquait de remettre le caractère impondérable de la langue en cause et, ce faisant, de la compromettre dans son intégrité même. La célèbre formule « *Enfin Malherbe vint* » ne dit pas autre chose,

qui évoque le rôle de médecin de ce poète appelé au chevet de la langue française moribonde et qui lui administra, *in extremis*, le traitement grammatical qui la sauva. La potion qu'il prescrivit à la malade, pour l'essentiel, consistait à revenir à ce que les Grecs appelaient l'*esprit*. Ce procédé d'accentuation apparenté à l'écriture neumatique avait assuré à la langue grecque la pérennité qu'on sait.

C'est ainsi que Malherbe donna force de loi à la décision de Jacobus Sylvius, qui, en 1531, avait le premier eu l'idée du recours à l'accent circonflexe, singulièrement pour noter les diphtongues. En 1740, l'Académie, qui avait pour première fois marché arrière et sanctionné la suppression de cet

accent sur l'*e* ou des participes (vu, reçu). De la même manière, alors qu'elle le maintenait sur certains mots en « uement » (goulument, incongrument, indument), elle admit sa disparition dans d'autres (éprouvement, ingénuement, résoutement).

Les fabricants font la loi

Si, depuis la Renaissance, en dépit des attaques qu'il a subies, l'accent circonflexe s'est tout de même maintenu au-dessus de nos lignes, c'est qu'il avait fini par faire partie intégrante du français que l'idée ne venait pas même de le supprimer.

Dans la mesure où elles témoignent d'une attitude éminemment spéculative, les raisons qu'invoque aujourd'hui l'Académie pour entraîner la suppression de ce malheureux accent doivent être analysées avec soin. Elle invoque tout d'abord le fait qu'il est la principale cause des fautes d'orthographe, souligne ensuite le caractère soi-disant « incohérent » et « arbitraire » de son emploi, qui empêche tout « enseignement systématique ». Enfin, elle ajoute qu'il n'est jamais « nécessaire ». En somme, sous prétexte qu'il doit être systématique — ce que rien ne

justifie, — ce sont ceux qui font des fautes d'orthographe qui finissent par faire autorité. Et si, en haut lieu, on s'était contenté de ce mauvais coup porté à la langue ! Mais non, on en a remis, allant même jusqu'à écrire que « le véritable remède serait donc la disparition de ce signe et son remplacement par les autres accents sur la voyelle ». Si on veut bien admettre qu'avec cet accent circonflexe c'est une dimension poétique, donc essentielle de notre langue qui s'en va, force sera de reconnaître que, loin de la défendre, le propos de l'Académie a consisté à assister à sa mise à mal.

La France ne fabriquant pas plus les photocomposeuses que les imprimantes d'ordinateurs propres à diffuser notre langue sans requérir, de la part de leurs utilisateurs, de ces manipulations sans lesquelles les accents ne sauraient agencer nos lettres, ce sont donc les fabricants de ces machines qui font la loi. Les choses ne se seraient pas passées ainsi si les lecteurs s'étaient montrés plus vigilants. Il est vrai aussi que les Français se sont détournés de la lecture et qu'après tout ils ont leur part de responsabilité dans le fait que l'oiseau s'est envolé.

► Jérôme Peignot, écrivain, est docteur d'Etat (Paris-1).

Allons plus loin

par Raoul Vanhoutte

RÉFORMETTE ! Traits d'union, tréma, accents, ce sont là bouts de chandelles ! La France conservatrice s'en voudrait de suivre, en matière d'orthographe, l'exemple de l'Italie et de l'Espagne où, par exemple, tous les PH ont été radicalement remplacés par F.

On va s'écrier : « Mais il faut respecter l'étymologie ! » Faut-elle l'orthographe d'Intellectuel ! Comme si l'étymologie n'avait pas été violée dans des milliers de mots ! Écrit-on encore, comme l'exigerait l'étymologie, HAVOIR, HESPAGE, PHANTASIE, PHANTOME, QUARRE, QUARREFOUR, PHRÉNÉSIE, et, comme au dix-septième siècle, RHYTHME ? Ce dernier mot a-t-il perdu quelque chose de sa valeur sémantique et de son expressivité par la suppression de son premier H ? Serait-il dénaturé si on l'écrivait maintenant RYTIME, ou même RITME ?

Au nombre des réformes qui me semblent nécessaires, je note, parmi d'autres :

— la suppression pure et simple de tout H initial non aspiré. Tout serait alors beaucoup plus

clair. L'on ne verrait plus des journalistes écrire faiblement LE HIATUS, l'on n'entendrait plus des commentateurs dire LES ZHANDICAPES ;

— l'uniformisation des pluriels de tous les noms et adjectifs en EU et en AU, par adjonction de la lettre X. Sont particulièrement intéressés par cette réforme les mots PNEU, BLEU, LANDAU, SARRAU ;

— l'uniformisation des pluriels des noms et adjectifs en OU. Pourquoi ne pas accorder un X au pluriel de tous ces mots, pour les mettre sur la même pied que ceux de la ligne précédente ? Les RIPOUX me semblent mériter des ÉCROUX et des VERROUX ;

— enfin et surtout, le remplacement de la lettre T par la lettre G, comme dans la langue espagnole, chaque fois que ce T se prononce C. Nous n'aurions plus alors des aberrations phonétiques telles que celle-ci : NOUS PORTIONS LES PORTIONS.

► Raoul Vanhoutte, professeur honoraire à Nantes, est membre de la Société des poètes français.

L'imagination décoiffée

par Jacqueline Bouchet

L est de bon ton aujourd'hui de raser tout ce qui dépasse, de supprimer tout ce qui ne sert pas une immédiate utilité. Dans les vieilles rues du vingtième arrondissement, on abat peu à peu les maisons en saillie pour aligner au cordeau de nouvelles bâtisses, le béton rectiligne qui saluera plus respectueusement le flot des véhicules : notre langue hélas ! n'a pas échappé à cette manie de l'uniformité, à cette rage du fonctionnel : les accents circonflexes viennent de subir cruellement leur assaut, appelés à disparaître chaque fois qu'ils ne marqueront pas une nuance de prononciation.

Tel le promeneur déconcerté devant des rues sans âme qu'il ne reconnaît plus, l'amoureux des mots pleure ces petits signes allés qui faisaient voyager son imagination : décoiffés, presque déshabillés, volés, déshabillés, les mots figurant sur la liste des « proscriptions » sont tristement méconnaissables : la voue, décapitée, n'est plus qu'arcade en ruine, le mois d'août sans ombrelle ne dit plus

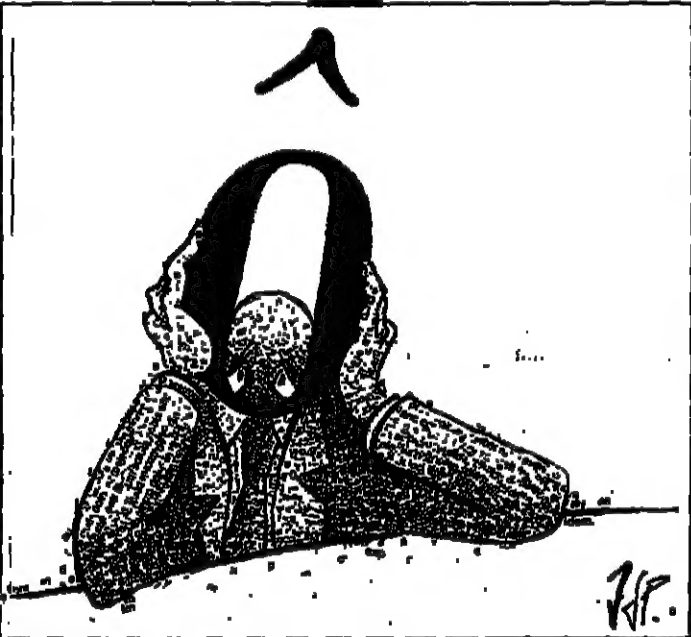
les ardeurs redoutables du plein été, le gout devient parent pauvre de l'égout ou... du dégout ; le foin de délicieux vertiges — assure ce nivellement si cher à notre époque.

Heureux le hasard de l'homophonie qui laisse à l'abri rassurant du toit, à mûr la clôture (cloture ?) propre à exalter les saveurs ! Heureux la sursaut des académiciens défendant les coquetteries de certains de nos verbes !

« La superfluité, chose très nécessaire » est une formule que notre siècle chante mieux encore que Voltaire quand il s'agit de vanter la course vers un confort de plus en plus sophistiqué. Ne pouvait-on tolérer qu'elle s'appliquât aussi à notre langue et ne pas priver le lecteur de ces signes qui, associés aux lettres, nuancent et agrémentent le pouvoir de suggestion des mots. « A noir, E blanc, I rouge... » L'accent circonflexe peut faire aussi rêver.

► Jacqueline Bouchet est professeur agrégée de lettres classiques à Paris.

TRAIT LIBRE



Quand l'œil écoute

par Jean-Marie Zemb

S l'explosion démographique menace la culture d'une société, c'est le multilinguisme philologique qui menace cette identité de la culture que l'on s'accorde à relier à la langue. Si le français n'est pas capable de dénommer des objets, formes, procédés et comportements nouveaux, il déperit. On ne pourrait même pas se résoudre à abandonner à la honte de la néologie toute la nomenclature barbare des choses fabriquées, les termes techniques, et se retirer, à l'abri de la ligne Maginot des mots croisés, dans les délices de la conscience tranquille des bons vieux mots ordinaires, à qui tout le monde doit tout, car pour cent

mille mots il y a un million de termes. Le Conseil supérieur de la langue française pouvait-il se résigner à un régime d'apartheid linguistique, où une langue à termes coexisterait avec une langue à mots intouchables ? La moindre des choses consiste, l'évidence me dispense d'argumenter, dans la réglementation de la croissance.

Depuis qu'une vraie fausse erreur fit traduire « probable » non par éprouver mais par approuver, on répète, mais du bout des lèvres, que « l'exception confirme la règle », alors qu'elle l'infirme désespérément. Comment diminuer le nombre des règles sans augmenter celui des exceptions, comment réduire sensiblement le nombre des exceptions sans multiplier les règles, sinon en pêchant par l'exemple, en appliquant au trésor des mots ce qu'on veut imposer à la banque des termes ?

Les « rectifications » (l'appellation n'est pas hypocrite, mais pertinente) qui concernent le phénomène de la soudure (agglutination) et de la ligature (trait d'union) apparaissent comme une intégration judicieuse de la diachronie dans la synchronie : il y aurait ainsi au moins trois étapes d'un complexe signifiant vers l'unité signifiée, *langue de terre, tête-à-tête, portfeuille*. De telles conventions graphiques obligent parfois à convertir du continu en discret, et on imagine assez bien que cette métamorphose de termes en mots occupera toujours, dans le détail, une Académie justement immortelle. La soudure des numéraux complexes est à cet égard très intéressante. Il est proposé de ne traiter les expressions à ligature composées d'un verbe et d'un nom (par exemple *chasse-neige*) ou d'une préposition et d'un nom (par exemple *sans-abris*) qu'en bloc, le signe du pluriel portant sur l'ensemble et non sur le dernier élément : des *chasse-neiges* des *sans-abris*. Cette rectification fort

heureuse n'est cependant appliquée que partiellement aux numéraux complexes : on écrira certes *mille-deux-cent-quatre-vingt-trois*, mais *mille-deux-cents* et *deux-cent-quatre-vingts*, qu'il y ait ou non un groupe nominal, accentué ou non (*quatre-vingts hommes* et *deux cents chevaux*). Au nom d'une liaison formellement accidentelle, et qui pourrait se faire aussi être notée, comme dans *entre quatre yeux*, ou autrement, par exemple par la désinence -z, on perturbe un système que l'on peut bien appeler naturel, et qui laisserait l'écriture des nombres, en lettres comme en chiffres, indépendante de la mention des choses comptées.

Ces cas des nombres complexes n'est pas seulement intéressant parce qu'il fut l'objet de concertations approfondies, mais parce que le litige portait sur la nature et la fonction de la graphie. Les lettres françaises ne sauraient se comparer aux images chinoises. Elles ne se réduisent cependant pas à la transcription des sons. Outre que la notation de l'intonation et des rythmes n'est guère concevable, une pure orthographe de l'oreille serait sans doute beaucoup plus pauvre que l'orthographe actuelle et future. Selon le rapport du Conseil, c'est à la demande de l'Académie française que sera conservé l'accent circonflexe sur les infinitifs du type *noir* et *parvenir*. Il se trouve que les syllabes concernées sont longues. Même si les longues sont rares à être ainsi marquées, l'accent circonflexe que l'Académie ne veut pas supprimer et qui rappelle en réalité le « s » dans *paraître* a maintenu ailleurs dans la conjugaison de ces verbes. C'est que l'orthographe est aussi l'affaire de l'œil. Elle est un peu leçon de choses à travers la leçon de mots, si je puis tirer de l'oubli des disciplines de l'école primaire et suggérer ainsi un renouvellement de la classe d'orthographe, dictées com-

prises, que l'orthographe rectifiée rendrait singulièrement intéressante.

L'usage moyen de la prononciation canonique n'est évidemment pas méprisable ou secondaire. Mais l'oreille n'est pas tout, je veux dire que l'œil n'est pas seulement un substitut d'oreille, un intermédiaire entre deux paroles. L'œil, qui lit à sa manière, saccadée, rapide, et qui sait volent, est concentré en propre, et avec lui plus directement l'intelligence de la langue. Manifestement, c'est à l'œil que pensait le Conseil, à l'œil humain, mais aussi, et cela devenant indispensable, à l'œil de l'ordinateur. On peut espérer qu'à l'avenir cet aspect (sic) des choses pèsera encore davantage dans le débat, car le coût relatif de l'analyse automatique des textes qui comprennent termes et mots prendra bientôt une importance décisive.

► Jean-Marie Zemb est professeur au Collège de France.

Avant 1835

par Michel Glatigny

L a mythologie grecque évoque l'aventure des Géants qui voulaient atteindre la cime de l'Olympe et se rapprocher de la voue du ciel pour détrôner Jupiter. Ils en furent punis. Les mots français *voute* et *cime* auraient-ils gardé quelque chose de la malédiction qui pesa sur les révoltés ? M. Pierre Bénard (*Le Monde* du 30 juin), légitimement inquiet des dérives possibles d'une très modeste réforme de l'orthographe, craint qu'à côté de *voute* et de *voute*, ne se profilent, dans une relative liberté, des graphies aberrantes, *vouth*, etc. Une telle crainte manifeste un respectable désir de sauvegarder la forme écrite de notre langue. Mais l'histoire permet d'apporter des apaisements.

En effet, l'existence de deux formes de *voute*, parfaitement attestées, n'a produit, à ma connaissance, aucun des monstres dont on craint l'apparition. Dans l'édition de 1706 du Dictionnaire français de Richelieu, nous lisons la sous-entrée suivante : *Voute* en plein cintre, *voute* surbaissée, *voutes* surbaissées, *voutes* à lunettes (...).

Etourderie de l'imprimeur ? Peut-être. Désinvolture caractéristique par rapport à la graphie ? En tout cas, Furetière, dans son Dictionnaire universel de 1690, donne *voute*, *vouté*, *vouter*, sans accent circonflexe. Parmi les exemples et définitions nous lisons : « Les reins de la voute, ce sont les costez de la voute qui la soutiennent ». En une ligne, nous rencontrons trois mots qui s'écrivaient autrement que de nos jours ! Et ce n'est pas un fait isolé. La quatrième édition du Dictionnaire de l'Académie (1762) donne à environ un mot sur quatre une livrée différente de celle sous laquelle il figure dans la première édition du même dictionnaire (1694).

Tout cela n'empêche pas de rêver sous la *voute* azurée (*voute* azurée), expression que la plupart des dictionnaires se transmettent d'âge en âge, de Furetière au grand Robert de la langue française. Libre à chacun de rêver aussi à la forme des mots, à leur esthétique, au charme que peuvent produire, sur les dents nous, certains aspects phoniques ou graphiques des termes que nous utilisons. L'écrivain ne peut faire autrement : artiste en mots, sensible à la pulpe même des productions du langage, il y voit bien autre chose qu'un moyen de simple communication utilitaire.

Il est normal, nécessaire, que les gens de lettres attachent une importance capitale à la forme des mots qui chantent dans leur esprit. Il est bon qu'ils fassent entendre leur voix. Mais la langue est-elle leur propriété exclusive ou celle, aussi, du groupe social qui l'emploie et hors duquel elle n'aurait pas d'existence ? Une infime minorité doit, certes, être entendue ; mais peut-elle prétendre imposer totalement son point de vue à l'immense majorité des utilisateurs ?

Or ceux-ci ont bien changé depuis 1835, époque à partir de laquelle l'orthographe, elle, n'a pas évolué, alors qu'elle avait été, petit à petit, modifiée en cent cinquante ans. La modeste réforme qu'on nous propose résout-elle toutes les difficultés ? Sûrement pas ! Est-elle inattaquable ? Pas plus que tous les efforts faits pour rattraper le temps perdu, tout en tenant un compte légitime des stigmates du conservatisme. Elle supprime quelques difficultés particulièrement choquantes et inutiles. Elle désacralise ce qui n'était qu'un état historique de la graphie française.

► Michel Glatigny est professeur émérite de linguistique à l'université Charles-de-Gaulle (Lille-III).

AU COURRIER DU Monde

Si l'on avait demandé aux profs leur avis...

J'ignore quelle commission a suggéré qu'on écrive « abime » ou « voute » sans accent circonflexe et « mille-sept-cents-quatre-vingts » avec des traits d'union et des « s » à vingt et à cent, mais je serais fort étonné qu'il y eût (supplémentairement à l'accent ?) dans cette éminente, forcément éminente commission, comme dirait Duras, un seul instituteur, un seul professeur d'école — ou un seul professeur

enseignant en collège, c'est-à-dire un de ceux qui sont chargés d'enseigner l'orthographe et qui seront, demain, chargés d'appliquer la réforme.

On réforme l'orthographe pour les doutes de l'orthographe, les familiers de Grévisse et les abonnés des concours pivotesques qui savent que « bonhomie » ne prend — ne prenait — qu'un « m ». Et tant pis si les copies du bac continuent d'être farcies de « biensur » et de choses « intéressantes ».

Si l'on avait demandé aux profs — qui en voient de toutes les couleurs — leur avis sur les adjectifs de couleurs, peut-être auraient-ils souhaité ne plus être toujours marrons

et que les rouges-à-lèvres quelques fois soient cerises.

Mais si l'on avait demandé aux profs leur avis sur la suppression des accents, ils auraient, sans nul doute, su trouver les mots pour dire que les fautes d'orthographe se multiplient dès que sont négligées les virgules et les accents, dès que tout devient informel.

L'accent, c'est le relief, le détail artistique et le stigmate de l'histoire. Le supprimer, c'est rendre les mots plus tristes, et la tristesse ne convient pas à la pédagogie.

Gilbert Cellat, professeur certifié de lettres à Caluire

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Grist, Neely Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappet,
Jacques Amélie,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 40-85-25-89
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-26-25
Télécopieur : (1) 40-80-30-10

150 من المال

LA CRISE DU GOLFE

La France accorde à la Jordanie une aide d'urgence

La France a décidé d'accorder à la Jordanie une aide d'urgence de 4 millions de francs (750 000 dollars) destinée à contribuer au financement du transit des réfugiés qui ont afflué dans ce pays à la suite de l'invasion du Koweït par l'armée irakienne. Cette aide, annoncée à l'issue d'un entretien entre M. Mitterrand et le roi Hussein de Jordanie, arrive lundi après-midi à Paris en provenance de Bonn, s'ajoute à l'assistance alimentaire d'urgence déjà décidée par la CEE, d'un montant de 2 785 000 écus (environ 3,62 millions de dollars).

Au cours de cet entretien de plus d'une heure, M. Mitterrand a expliqué, selon la porte-parole de la présidence, M. Hubert Védrine, la position de la France, qui « applique scrupuleusement le mandat fixé par l'ONU ». Le chef de l'Etat a « regretté que la communauté arabe n'ait pas été en mesure de

régler le problème en son sein. « Si les Arabes pouvaient se rassembler sur une position commune, la France s'en réjouirait », a-t-il réaffirmé en soulignant que Paris maintiendrait le dialogue avec la Jordanie.

Le roi Hussein, dans une brève déclaration à la presse, s'est déclaré « optimiste » et a affirmé qu'il persisterait dans sa tentative de trouver une solution négociée à la crise. « Je crois que les résultats seront positifs parce que la raison doit prévaloir. Nous devons éviter qu'un désastre se produise », a-t-il ajouté.

À Alger, les ministres des affaires étrangères des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) se sont séparés lundi sur un résultat « minimum », à l'issue d'une session extraordinaire consacrée à la crise du Golfe, en adoptant « un document de travail » qu'ils doivent encore soumettre aux chefs

d'Etat maghrébins. Aucune indication n'a été donnée sur la teneur de ce document qualifié, de source algérienne, de « contribution à la recherche d'une solution » à la crise du Golfe.

À Amman, on apprenait lundi de source proche du secrétaire général de l'ONU que M. Javier Perez de Cuellar a proposé à l'Irak, au cours de ses entretiens avec le chef de la diplomatie de Bagdad, la création d'une commission conjointe ONU-Irak sur la situation des étrangers retenus en Irak et au Koweït.

À Bagdad, l'Ordre des avocats d'Irak a pris des « contacts élargis » dans le monde arabe pour tenter un procès au président américain George Bush pour « crimes contre l'humanité et les peuples qui aspirent à la liberté ». Le doyen des avocats irakiens, M. Hamed El Raoui, a précisé que ces contacts avaient comme objectif de préparer

« l'acte d'accusation » et « fixer la date et le lieu du procès qui se déroulera à l'instar de celui de Nuremberg contre les nazis ».

À Amman, des responsables de l'OLP ont affirmé lundi que le Qatar était en train d'expulser des émigrés palestiniens avec leur famille, ainsi que des représentants de l'OLP. Ces expulsions seraient motivées par le mécontentement des autorités de cet émirat, qui avait toujours été très hospitalier à l'égard des Palestiniens, après le soutien accordé par M. Yasser Arafat au président Saddam Hussein. Des membres de l'ambassade de Palestine à Amman affirment qu'ils ont reçu des centaines de plaintes de leurs compatriotes expulsés de plusieurs émirats ou qui n'ont pas eu l'autorisation de continuer à y travailler. On signale même des étudiants palestiniens expulsés d'Égypte. — (AFP, Reuter, AP.)

Le gouvernement français favorable à une extension de l'embargo

M. Roland Dumas : « L'épreuve de vérité approche »

M. Roland Dumas a annoncé lundi 3 septembre que la France était favorable à un renforcement de l'embargo contre l'Irak. Il n'a pas exclu que la France soit amenée à participer à un conflit armé dans le Golfe.

Des chances existent encore de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe, si minimales soient-elles, mais « peut-être n'existeront-elles plus d'ici quelques jours », a déclaré, lundi 3 septembre, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, très à son aise pour répondre aux questions des journalistes lors de l'émission « L'heure de vérité » d'Antenne 2, à son retour de l'impression d'avoir parfaitement en mains le suivi de cette crise du côté français. Il s'est à peine caché d'avoir choisi d'inviter, parmi la brochette de ministres qui composent le plateau, plutôt M. Berégovoy que M. Chevenement, autrement dit d'avoir imposé son point de vue dans la gestion de cette affaire.

Il aura eu aussi, donner le plus souvent l'impression que le langage de la diplomatie n'était pas celui de la dérobade, mais pouvait aussi être celui de la fermeté. L'heure n'est plus aux précautions verbales, au souci de se démarquer avant tout des États-Unis, ni à celui de ménager d'hypothétiques sensibilités amies dans la région en se berçant de l'illusion qu'elles accouchent d'une « solution arabe » à la

crise. « On peut être une solution arabe, puisque le monde arabe est divisé », se demandait M. Roland Dumas, presque en même temps que le président de la République, qui venait de recevoir à l'Élysée le souverain haïmémite. « Des propositions ont été faites par le roi Hussein de Jordanie, par les Tunisiens, par l'OLP... Quelle que soit l'ingéniosité des diplomates ou des chefs d'Etat qui se sont mobilisés, jusqu'à présent aucun écho n'est revenu d'Irak qui permettrait de penser qu'une de ces solutions a une chance de prospérer », a déclaré M. Roland Dumas, en rappelant que le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, s'était « trouvé devant un mur » lors de sa rencontre avec le ministre irakien des affaires étrangères.

La phase de « la vérité »

Ce constat étant fait, la France a cessé de financer. Elle est prête, a dit M. Dumas, à aller plus loin dans les mesures adoptées contre l'Irak et en premier lieu à rendre l'embargo plus efficace, plus « étanche », en l'étendant sur terre et dans les airs. C'est la position qu'elle défendra au Conseil de sécurité de l'ONU, a affirmé M. Roland Dumas, qui a dit s'attendre aussi que MM. Bush et Gorbatchev s'entendent sur de telles mesures lors de leur rencontre à Helsinki dimanche prochain. Tout en rappelant qu'il existe des précédents d'embargos efficaces, notam-

ment celui qui dans les années 50 fit ou deux ans « plier le genou » à l'Irak de Mossadegh, le ministre n'a pas exclu que les choses puissent tourner au conflit militaire. Quelle serait alors la position de la France? M. Roland Dumas sur ce point est moins clair. Il laisse entendre toutefois que la France ne se dérobera pas à une intervention militaire, dès lors qu'elle pourra s'abriter sous le parapluie de l'ONU. « Nous sommes dans le cadre du mandat de l'ONU », il s'agit d'une part d'empêcher toute nouvelle agression de la part de l'Irak à laquelle la France répliquerait militairement, comme l'avait dit le président de la République début août, en annonçant l'envoi dans le Golfe du Clemenceau.

Il s'agit également, toujours en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, d'appliquer l'embargo, ainsi que d'obtenir l'évacuation du Koweït par les troupes irakiennes et la libération des otages. « Nous n'en sommes qu'à », a insisté M. Roland Dumas pour éviter de cautionner une intervention armée dont les Américains prendraient l'initiative. Cette hypothèse a, certes, été examinée, affirme le ministre, qui refuse de révéler sur quoi cet examen a débouché.

L'attitude de la France face à un conflit armé dépendra en somme de la façon dont ce conflit éclatera : « Si le conflit s'ouvre à l'occasion de l'exercice de l'embargo et que nous soyons dans le cadre juridique qui a été fixé, eh bien la France, sous son commandement

particulier, appliquerait les règles relatives à la mise en place de l'embargo. »

Pas de lien avec le problème israélo-palestinien

La crise du Golfe, a encore dit M. Roland Dumas, est entrée dans une troisième phase, après celle de la réaction de la communauté internationale et celle, qui a échoué, de la diplomatie. Cette troisième phase « sera celle de la vérité (...) c'est-à-dire de savoir si la communauté internationale aura la fermeté de faire respecter ses décisions ». Le ministre a souhaité que MM. Bush et Gorbatchev s'entendent pour aborder cette troisième phase, soit sur « une solution de paix » (mais on ne voit pas très bien laquelle), soit sur « une solution de plus grande fermeté pour renforcer l'embargo et éventuellement des actions de force ». Il a dit ne pas douter du comportement de l'Union soviétique, en raison de la volonté qu'il a émise chez M. Gorbatchev lors de son récent voyage à Moscou « de jouer son rôle dans le nouvel ordre international » qui est l'ordre du droit.

M. Roland Dumas a enfin clairement précisé son analyse de la crise et écarté à la fois l'idée qu'il s'agissait d'un conflit Nord-Sud et celle que cette crise serait liée, comme tente de le faire croire la propagande irakienne, à d'autres conflits non résolus et notamment au problème palestinien. « L'affaire du Liban n'est pas la même

que celle des territoires occupés et celle du Golfe non plus, si ce n'est que ce sont des infractions ». Ces conflits ont des origines différentes et établir un lien « serait artificiel », a déclaré M. Roland Dumas, tout en convenant qu'une avancée vers la résolution du conflit israélo-palestinien serait probablement de nature à faire changer l'OLP de comportement par rapport à Saddam Hussein. Dans l'hypothèse où ce dernier s'attaquerait à Israël, ce qui n'est, a précisé le ministre, « qu'une hypothèse de travail », « l'embrasement serait tel qu'il serait difficile de se tenir à l'écart ».

M. Dumas a aussi fermement récusé l'idée qu'il s'agisse d'un conflit Nord-Sud, entre pays riches et pays pauvres : « D'abord, l'Irak n'est pas un pays pauvre. Ensuite se retrouvent avec les Occidentaux un certain nombre de pays beaucoup

plus pauvres que l'Irak. C'est une crise qui est née de la violation du droit international », vouloir la déplacer sur un autre terrain fait partie aussi de la « mise en scène de Saddam Hussein ».

M. Roland Dumas, qui avait convié dans son public son collègue allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, s'est félicité de la réaction commune dans cette crise d'une Europe qui n'est pourtant pas encore dotée des instruments d'une véritable politique étrangère commune. Il a repoussé avec fermeté au passage les craintes qui s'expriment devant l'unification de l'Allemagne et l'idée que cette dernière pourrait à l'avenir jouer son propre jeu aux dépens de la France sur la scène internationale.

C. T.

La France n'a pas l'intention de recourir à la force, selon M. Rocard. — La France n'a pas l'intention de recourir à la force contre l'Irak, a-t-elle déclaré lors de la résolution de l'ONU maintenue le mardi 3 septembre. M. Michel Rocard, lors d'une escale technique à Recife du vol qui le conduisait au Chili. Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, s'est pour sa part prononcé mardi 4 septembre en faveur d'une « résolution internationale » qui étendrait l'embargo aux transports aériens. — (AFP.)

RFI augmente ses émissions vers le Proche-Orient. — Radio-France Internationale diffuse, depuis lundi 3 septembre, six heures de plus en français vers le Moyen-Orient. Ces émissions qui ont lieu chaque jour de 8 h à 11 h (heures françaises) et de 18 h à 21 h sont permises, précise la station, grâce à un redéploiement des moyens de transmission et ne perturberont pas la diffusion des autres programmes à destination du reste du monde.

M. Chevenement : « une guerre ne ferait pas moins de cent mille morts »

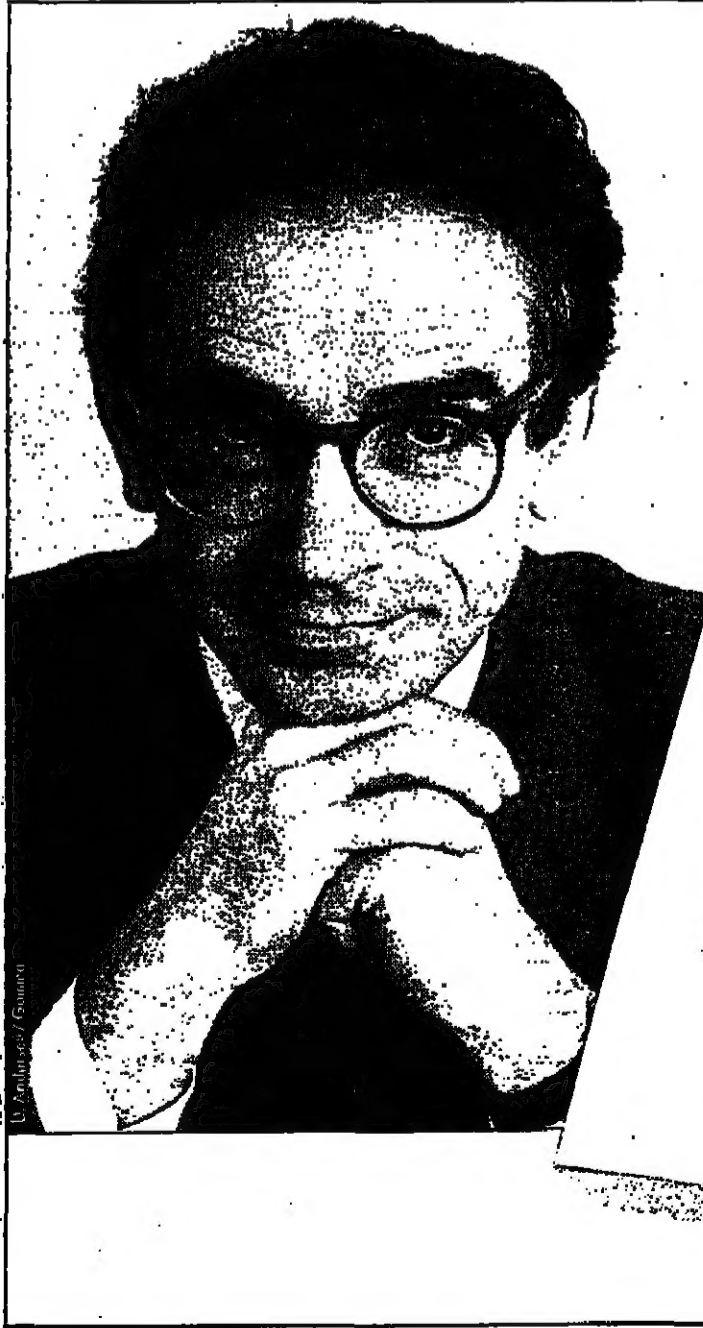
Dans le conflit qui oppose les pays occidentaux à l'Irak, « il n'y a pas d'autre ressource (...) que la fermeté » d'autant que « le système dans lequel nous vivons, et qui est très médiatique, nous rend vulnérables », a déclaré, mardi 4 septembre à Europe 1, M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la défense. « L'embargo est efficace au moins à 95 %, même si il est violé par quelques appareils sur le plan aérien. »

« Il faut être clair, a dit le ministre de la défense, les résolutions de l'ONU ne sont pas de casser l'Irak ou d'aboutir à un dérapage Nord-Sud de ce conflit (...). Il n'y a pas aujourd'hui de bases juridiques pour une intervention militaire contre l'Irak (...). Il faut donc garder la tête froide et ne pas se laisser pousser en avant par des idées irresponsables. »

Pour le ministre, une intervention militaire conduirait inévitablement à des pertes en hommes importantes. « Pas moins de cent mille morts. » « Ce ne sera pas un conflit propre » en raison de « l'immense difficulté de mener une guerre terrestre face à une armée aguerrie ». « Mais, a-t-il rappelé, si Saddam Hussein se livrait à une nouvelle agression, la France interviendrait militairement. »

Il attend cependant « beaucoup de la diplomatie » et note avec satisfaction que « M. Roland Dumas exerce une pression maximale pour aboutir à une solution diplomatique du conflit ».

Interrogé sur ses éventuels désaccords avec la politique étrangère du gouvernement, M. Chevenement a indiqué en conclusion qu'il « ne démissionnerait pas et qu'il n'avait pas offert (depuis le début du conflit) sa démission ».



Nous nous croyons libres et nous sommes manipulés...

L'ÉPREUVE DES FAITS

François de Closets
LA GRANDE MANIP

SEUIL

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Roiman. 125 F

Editions du Seuil

LA CRISE DU GOLFE

Nouveau chantage de Bagdad

L'Irak demande aux pays occidentaux d'assurer le ravitaillement de leurs ressortissants retenus en otage

Les différents obstacles - politiques comme bureaucratiques - mis par les irakiens à la libération des milliers d'otages qu'ils retiennent depuis un mois n'étaient, apparemment, pas suffisants aux yeux du régime du président Saddam Hussein, qui a accueilli, lundi 3 septembre, sa pression sur l'Occident. D'une part, Bagdad a confirmé l'interdiction faite aux avions étrangers d'atterrir en Irak (le Monde du 4 septembre); d'autre part, les autorités irakiennes demandent maintenant aux Occidentaux d'assurer le ravitaillement des otages.

M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, a appelé les Etats « qui ont des ressortissants en grand nombre en Irak » à livrer immédiatement à ce pays des produits alimentaires « afin d'assurer les besoins de ces ressortissants » étrangers. M. Aziz, cité par l'agence irakienne officielle INA, a lancé cet appel lors d'un entretien avec le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Cornelio Sommaruga. Il a ajouté que l'Irak, qui « fait l'objet d'un blocus impérialiste, ne peut être considéré comme responsable de la pénurie de produits alimentaires dont souffrent les ressortissants étrangers », et a appelé les Etats concernés à « prendre des dispositions urgentes » à cet égard.

M. Aziz a souhaité que le CICR « intervienne pour amener les pays concernés à prendre ces dispositions ». Il a en outre affirmé que l'Irak était « prêt à collaborer » avec l'organisation humanitaire et à « assurer ses responsabilités, conformément à la troisième convention de Genève relative à la libération des prisonniers » et au « règlement de toutes les questions qui les concernent, en fonction des

bonnes intentions ». L'agence INA ne précise pas si ces derniers propos de M. Aziz s'appliquent aux prisonniers de guerre irakiens que l'Irak libère actuellement ou aux milliers de ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït. Jusqu'ici, l'Irak qualifiait ces étrangers d'« invités de l'Irak ».

Le chantage s'est fait encore plus précis sur le Japon. Bagdad ayant fait savoir lundi sa disposition à libérer des Japonais retenus comme « bouchers humains » sur des sites stratégiques si Tokyo allégeait son embargo économique.

Par ailleurs, l'Irak n'autorisera aucun avion étranger à atterrir à Bagdad pour rapatrier les étrangers retenus dans ce pays tant qu'il ne sera pas permis aux appareils irakiens de se poser sur les aéroports étrangers, a-t-on appris de source officielle lundi à Bagdad. « L'Irak entend, à titre de réciprocité, exercer ses droits et n'autoriser aucun avion étranger à se poser à Bagdad tant que les avions irakiens ne seront pas autorisés à atterrir sur les aéroports étrangers », a-t-on déclaré de même source.

Les autorités irakiennes avaient refusé dimanche d'autoriser un avion d'Air France, qui devait ramener lundi matin à Paris des ressortissants étrangers, notamment français, à atterrir à Bagdad (le Monde du 4 septembre). Le Quai d'Orsay a déploré les complications faites par Bagdad au départ des femmes et enfants étrangers d'Irak, accusant les autorités irakiennes d'être, « une fois de plus, revenues » sur leur engagement concernant l'envoi d'un avion français à Bagdad.

L'Irak avait au préalable donné son accord pour qu'un appareil français se rende au plus tôt à Bagdad pour évacuer les femmes et enfants français autorisés à partir. Il y a environ 300 Français en Irak et au Koweït, dont quelque 200 femmes et enfants à Bagdad. Paris, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, ne peut « que constater le souci évident » des autorités irakiennes de « compliquer,

d'alourdir et de rendre plus difficile » le départ des femmes et des enfants. Il a précisé qu'un avion était toujours prêt à partir pour l'Irak.

Plus de sept cents étrangers, femmes et enfants pour la plupart, ont quitté Bagdad dans la nuit de samedi à dimanche pour Amman, Paris, Londres, Washington et Francfort, après plusieurs jours d'attente, à bord de deux avions des Iraqi Airways et d'un appareil de la compagnie ouest-allemande Lufthansa (le Monde du 4 septembre). L'un des avions de la compagnie irakienne a ramené, de Washington et Londres, 195 ressortissants irakiens désireux de quitter ces capitales et de rentrer chez eux.

Convoi britannique

Cependant, un convoi d'autocars devait acheminer mardi quelque 500 femmes et enfants britanniques de Koweït à Bagdad, a annoncé lundi le Foreign Office. Londres espère que les femmes et enfants qui rejoindront Bagdad pourront obtenir des visas de sortie. Le convoi, composé d'une dizaine d'autocars, devait quitter Koweït à 6 h 00 locales (3 h 00 TU) pour la capitale irakienne, distante de 900 kilomètres. Le Foreign Office espère que « tous ceux qui auront la possibilité de profiter de cette opportunité le feront », a dit un porte-parole en précisant que la BBC se chargeait de prévenir les ressortissants britanniques du départ du convoi.

L'Australie et la France prennent aussi des dispositions pour acheminer des femmes et enfants de Koweït à Bagdad, a-t-il ajouté. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, actuellement à Djeddah (Arabie saoudite), s'est réjoui du projet de convoi, tout en déplorant que les hommes ne puissent pas partir. Un porte-parole de M. Hurd a précisé que les quatre diplomates britanniques toujours en poste à Koweït ne feraient pas partie du convoi et resteraient dans la capitale de l'émirat. Lundi, près de cent

femmes et enfants ouest-allemands avaient également quitté Koweït en autocars à destination de Bagdad.

Sur le plan diplomatique, les Douze pourraient décider en commun, dans les prochains jours, d'évacuer leurs ambassades à Koweït - où la situation est de plus en plus critique en raison du siège dont elles font l'objet - sans, toutefois, les fermer. La CEE entend également faire condamner l'Irak au Conseil de sécurité pour le blocus imposé aux missions diplomatiques dans la capitale de l'émirat.

Un Boeing 747 de la compagnie aérienne britannique Virgin Atlantic se rendra par ailleurs mardi à Amman pour y embarquer environ 150 réfugiés américains, britanniques et d'autres pays occidentaux en provenance d'Irak et du Koweït. Virgin avait espéré pouvoir envoyer un avion directement à Bagdad, mais les dernières décisions de l'Irak l'en ont empêché. Cet avion transporterait en Jordanie plusieurs tonnes de nourriture (riz et farine) ainsi que des médicaments et des couvertures pour les dizaines de milliers de réfugiés coincés dans ce pays.

Alors que le passage des Occidentaux en Jordanie (par la route ou par avion) se fait au compte-gouttes - une quarantaine d'entre eux ont réussi à passer la frontière lundi - les Soviétiques sont parvenus à évacuer deux mille de leurs ressortissants, « membres, précise l'agence Tass, des familles des spécialistes travaillant en Irak » et au Koweït. Cette évacuation

des femmes et des enfants s'est faite en quatre groupes. Il y avait, avant le déclenchement de la crise, 880 Soviétiques au Koweït et 7 830 en Irak, selon l'ass, qui fait état de « l'inquiétude » que suscite « le sort des spécialistes soviétiques restés en Irak ainsi que celui de quelque deux millions d'étrangers de plus de quarante pays du monde ».

Enfin, Londres a protesté contre l'arrestation, samedi à Bagdad, de sept Britanniques et de trois Américains alors qu'ils effectuaient des démarches afin d'obtenir un visa de sortie pour leurs femmes. Ces dix personnes ont été conduites dans des « installations civiles » des environs de Bagdad, a précisé le Foreign Office. (AFP, AP, Reuters)

Jordanie : l'exode des laissés-pour-compte

Suite de la première page

Au total, en un mois, trois cent mille réfugiés sont entrés en Jordanie. Certes, les deux tiers sont repartis après un transit plus ou moins long, mais beaucoup d'autres attendent toujours une hypothétique évacuation. « Et des dizaines, peut-être des centaines, des milliers se trouvent de l'autre côté de la frontière [en Irak]. On risque une catastrophe économique et démographique », a déclaré, lundi soir, le docteur Xavier Emmanuel, président de Médecins sans frontières.

Sous le soleil, les tentes de couleur, semblables à celles que l'on voit sur les terrains de camping touristique, mais où s'entassent de dix à vingt personnes... Sur un écriteau est indiqué la nationalité des occupants : Indiens, Sri-lankais, Bangladaïsi et Thaïlandais. Au camp d'Andalouz, improvisé sur le terrain d'une gare routière, il n'y a pas de Pakistanais (ceux-ci pour éviter les frictions avec les Indiens ?). Ils sont regroupés ailleurs et les Philippines ont, pour beaucoup, été hébergées en ville par des compatriotes employés en Jordanie ou bien par leur ambassade, très active. Les ressortissants de tous ces pays d'Asie - au nombre de quatre cent cinquante mille - forment le gros de la force de travail étrangère au Koweït, avec les Palestiniens et les Egyptiens (respectivement trois cent mille et cent dix mille); mais les membres de ces deux dernières communautés ne se retrouvent pas dans les camps récemment créés à la périphérie d'Amman.

Les Egyptiens, quand ils ne peuvent gagner Le Caire par avion depuis la capitale jordanienne, dirigent tout de suite vers le port d'Alaba, souvent à bord de leur voiture particulière. Ils ne doivent patienter que quelques jours avant de s'embarquer à bord d'un ferry des lignes régulières reliant la Jordanie à leur pays. Les Palestiniens sont pratiquement tous eux-ci, venant vers les rives du Jourdain, à leur point de départ, en réfugiés de toujours. Ils ont tous, ou presque, gardé des attaches ici. Mais leur retour peut causer des difficultés au gouvernement d'Amman : ils représentent, notamment, un masque à gagner; la Jordanie bénéficiant auparavant d'une partie de leurs revenus au Koweït.

Rançonnés, pillés

La majorité de la population d'Andalouz et des quatre autres camps de la région d'Amman (près de quarante-cinq mille personnes en tout) est assez pauvre. Ces Asiatiques composent la base de la main-d'œuvre koweïtienne. Manœuvres, ouvriers dans les raffineries, vendeurs dans des supermarchés, domestiques, plus rarement infirmiers, petits commerçants ou comptables. Quand l'entreprise qui les employait a fermé après l'arrivée des Irakiens, ils se sont retrouvés démunis (« Nous envoyions presque tout notre argent à nos familles au pays »). Par petits groupes, ils ont affrété des camions, ou mieux, des autobus. Sur le trajet vers la frontière jordanienne, ils ont été rançonnés, escroqués, pillés. Maintenant, ils ont le minimum vital et même plus. Il y a des postes d'eau et toilettes en nombre suffisant, distribution de rations alimentaires (trois fois par jour), message des ordres, service de désinfection, infirmerie et même une voiture de pompier.

Devenus fatalistes, ils ne se plaignent guère si ce n'est d'être « abandonnés » par leurs propres gouvernements qui tardent à organiser leur départ. Le Bangladesh et le Sri-Lanka n'ont pas d'ambassade à Amman. Ils

regardent avec envie passer les avions - l'aéroport international n'est pas loin. « On a entendu dire que demain il y aurait peut-être un avion pour nous », disent les uns et les autres. Rumour trompeuse.

« L'état de santé général est assez bon, constate le docteur Jean-Luc Jacquemont, de Médecins du monde. Mais ils sont démoralisés. Certains sont là depuis plus de dix jours. Ils sont fatigués, voire épuisés par le voyage et leur séjour en plein désert à la frontière jordanienne-irakienne. » Tous décrivent avec horreur leur halte prolongée dans le no man's land, cette zone qui s'étend sur une distance de soixante-dix kilomètres entre le dernier poste irakien et le premier jordanien (voir encadré). Devant l'afflux grandissant des réfugiés, les autorités d'Amman, débordées, ont créé, au début de la semaine dernière, un filtre à l'entrée en Jordanie. Les ressortissants arabes peuvent passer directement, mais les autres doivent « patienter ». Le temps que se libèrent des places dans les camps de l'intérieur du pays, au fur et à mesure des départs vers la destination finale.

Mais ces derniers jours, les Jordaniens ont accepté de laisser entrer bien plus d'arrivants qu'il n'y a eu de partants. Médecins sans frontières a été chargé de l'un des deux camps du no man's land. M. Michel Clerc raconte ainsi sa première et étrange impression : « C'était fou, au milieu

de ce désert absolu il y avait des milliers et des milliers de gens sous de vagues abris faits de n'importe quoi avec, de place en place, une roulotte, une voiture américaine, seule valeur que certains avaient pu conserver. Et puis, ici et là, il y avait des drapeaux et différentes nationalités qui s'étaient regroupées spontanément ». Au début, accablés par la chaleur et les privations, les réfugiés ont cédé à l'énerverment. Pour obtenir de l'eau, apportée par une sorte de camion-citerne, il y a eu des heurts violents entre certaines communautés. Et il y a eu des blessés. L'organisation s'améliore de jour en jour. Mais les réfugiés souffrent de déshydratation, de coups de chaleur et - la nuit - du froid qui bientôt va empirer. Des maladies graves sont redoutées. « On croyait être venus pour assurer un transit de quelques jours, dit M. Clerc. On est peut-être là pour des mois ».

Il n'y a jamais en autant de monde dans un no man's land. Environ cinquante mille personnes étaient décampées lundi. « Il faut vivre ces camps », a affirmé le docteur Emmanuel. C'est pourquoi le gouvernement jordanien, avec l'assistance des Nations unies et la Communauté européenne, bat le rappel. Certains pays ont déjà commencé à établir des navettes. Mais il n'y a pas assez de rotations et d'autres, comme le Bangladesh, sont trop pauvres pour prendre de telles initiatives. L'une des agences de l'ONU a commandé l'effacement de dix-sept avions cette semaine. Quelques bateaux sont prévus. Il en faudrait beaucoup plus pour soulager la Jordanie et conduire au terme de leur exode les laissés-pour-compte de la crise du Golfe.

FRANCIS CORNU

Une traversée du désert

« Il faut sortir tous ces gens de cet enfer »

AMMAN

de notre envoyé spécial

« En ma qualité de docteur et de réfugié, je dois témoigner... » De nationalité britannique mais Népalois d'origine, ce médecin qui résidait depuis douze ans au Koweït et a failli être retenu en otage vient de passer deux jours dans un des camps du no man's land situé entre les postes frontières irakien et jordanien.

« Les conditions sont impossibles, déclare-t-il à son arrivée à Amman, lundi 3 septembre. Là où se trouvent les derniers arrivés, rien n'est organisé. On arrange des abris avec des emballages ou des couvertures, voire du papier. On doit se battre pour un peu d'eau. On survit avec les provisions faites pour le voyage, s'il en reste. Il y a des excréments partout, et les ordures s'entassent ici et là, sous un soleil effrayant. On est au bord de l'épidémie. Le choléra menace. J'en appelle à la communauté internationale. Il faut sortir tous ces gens de cet enfer ».

Il a quitté Koweït le 29 août. « On entendait encore des coups de feu presque toutes les nuits, mais je ne sais pas si c'était des combats, une éventuelle résistance ou bien des tirs d'intimidation. » Après l'invasion, l'hôpital où il travaillait a été réquisitionné par les Irakiens. Puis, il a été remplacé à son poste. « Avec ma femme, nous avons préféré nous terrer

chez nous la plupart du temps. Impossible d'aller vers le secteur des ambassades devenu zone interdite ».

Au cours de l'un de ses rares déplacements, il a été arrêté par des soldats : « Ils m'ont demandé mon permis de conduire; il était britannique, comme mon passeport. Je savais déjà ce que je risquais. » Ils l'ont gardé pendant des heures, durant lesquelles il a tenté de convaincre un officier qu'il n'était pas vraiment britannique. Avec succès.

Alors, sans plus attendre, avec sa femme, il a décidé de partir en compagnie de travailleurs népalais. Après une tentative infructueuse en direction de la frontière irakienne, fermée à ce moment et à cet endroit, à bord d'une bétailière louée au prix fort, ils ont pris la route de Bagdad - ils étaient quarante-quatre. « Tout au long du chemin, nous avons dû acheter des provisions, très chères, et vendre quelques-uns de nos biens pour trois fois rien. A chaque contrôle, on nous demandait si nous avions des appareils électroniques. A la douane, ils ont tout pris ».

Ce médecin, qui aimerait maintenant rejoindre son fils installé aux Etats-Unis, précise que par précaution, durant le voyage, il était « redevenu tout à fait Népalois ». Il avait coiffé la toque traditionnelle de son pays. Il ne la quitte plus.

F. C.

LE NOUVEAU PS/1 IBM
DEJA DISPONIBLE CHEZ METRO


METRO
MICRO-INFORMATIQUE
APPEL GRATUIT
05 386 486

A PARTIR DE
7750 F HT
(T.V.A. 18,60 % en sus)

**Cinq minutes
et vous êtes dans le coup !**

50 من الراحل

LUNTA: PARIS

Les femmes et des enfants s'en font en petits groupes. Il y avait, avec le détachement de la crase, 580 Soviétiques au Koweït et 7 830 en Irak. Le régime Tass, qui fait état de l'implication des Soviétiques restés en Irak après le début de quelques deux millions d'émigrants de plus de quarante pays, conclut :

Shin, Londres a protesté contre l'occupation, samedi à Bagdad, par des Britanniques et de trois autres nations alors qu'ils effectuaient des déminages afin d'obtenir un visa de sortie pour leurs femmes. Ces trois femmes ont été conduites dans des installations civiles des environs de Bagdad, a précisé le Foreign Office. (N.P. A.P. Reuter.)

de ce dernier aspect, les dirigeants de la gauche latino-américaine ont pu constater que les idées de la gauche latino-américaine ont été accueillies avec enthousiasme par les dirigeants de la gauche latino-américaine. Les dirigeants de la gauche latino-américaine ont pu constater que les idées de la gauche latino-américaine ont été accueillies avec enthousiasme par les dirigeants de la gauche latino-américaine.

[illegible]

**« tous ces gens
enfer »**

[illegible]

et tous ceux qui rêvent
d'un petit ordinateur,
mais n'ont pas le temps
d'apprendre à s'en servir.



 **Nouveau PS/1.**
5 minutes et vous êtes dans le coup.



POINT RÉPONSE IBM 05 03 03 03
3615 IBMP5



LA CRISE DU GOLFE

Un entretien avec le leader du Front populaire de libération de la Palestine

M. Georges Habache appelle « les mouvements de libération arabes à frapper les intérêts occidentaux »

Les bouleversements engendrés par la crise du Golfe ont eu pour conséquence concrète, dans le mouvement palestinien, le retour à Bagdad, pour la première fois depuis onze ans, de M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Reçu par le président Saddam Hussein et le premier vice-premier ministre, M. Taher Yassin Ramadan, le leader de l'aile dure de l'OPL, qui vit à Damas depuis l'invasion israélienne au Liban en 1982, explique cette visite par sa volonté d'exprimer sa solidarité avec l'Irak « au moment où les forces étrangères envahissent la péninsule arabique et où George Bush menace l'Irak, son peuple, son armée, ses leaders ». « Nous, en tant que FPLP, nous ne pouvons que dire au peuple et à l'armée d'Irak que nous nous tenons au côté de ses leaders dans la même tranchée pour défendre la liberté de ce pays et la fierté de la nation arabe », nous a-t-il déclaré lundi 3 septembre.

« Je dois vous dire, a-t-il ajouté, que j'ai trouvé le président Saddam Hussein totalement confiant dans la capacité de son peuple et des masses arabes pour réussir. Le président sait exactement ce qu'il veut et il est déterminé à l'avoir et n'a aucun doute sur la victoire. J'espère que la prochaine crise du Golfe sera résolue sans guerre, mais en même temps je

sens clairement que si l'administration américaine continue à prôner ses menaces, la réponse du président sera « Bienvenue à la bataille ! » a-t-il dit dans une allusion au chant patriotique que les Égyptiens utilisaient lors de la crise de Suez en 1956.

Dénouant ce qu'il a appelé « la comédie du sommet arabe du Caire organisé par les États-Unis, qui avaient trouvé dans le misérable Hosni Moubarak (le président égyptien) un acteur obéissant », M. Habache a affirmé : « Les États-Unis doivent comprendre le sentiment réel de l'opinion publique arabe ».

La vision américaine : « Une imposture complète »

Interrogé sur l'initiative du chef de l'OPL pour résoudre la crise, M. Habache a répondu : « Celle-ci est basée sur celle du président irakien », qui proposait une solution globale à tous les problèmes du Moyen-Orient incluant les questions palestiniennes et libanaises.

« L'administration américaine répète toujours qu'elle est intervenue pour faire respecter la légitimité et la loi internationale. L'initiative du président Saddam Hussein est venue pour demander au monde où était cette légitimité quand Israël a occupé les territoires arabes, le Liban, et annexé les hauteurs du Golan ? Où est-elle quand les États-Unis opposent leur veto aux droits légitimes du peuple palestinien ? Par cette initiative, le président Saddam Hussein a montré au monde que la vision américaine de la légitimité internationale

est une imposture complète. La légitimité arabe révolutionnaire doit remplacer la vision américaine de la légitimité ».

Cela veut-il dire que le FPLP et d'autres organisations palestiniennes vont reprendre leurs opérations militaires contre Israël, les États-Unis et les intérêts occidentaux ? « Les opérations militaires contre l'ennemi, affirme M. Habache sans plus de précision, doivent continuer spécialement maintenant ». Le chef du FPLP appelle à cet égard « tous les mouvements de libération arabes à frapper les intérêts américains et occidentaux ».

Un appel qui prend un sens particulier à Bagdad où le chef de la diplomatie irakienne n'a pas exclu récemment le recours au terrorisme, liant son utilisation « à l'attitude du monde occidental. S'il nous déclare la guerre, nous obligons à son égard à réagir », avait-il déclaré dans un entretien au Figaro.

L'Irak abrite aujourd'hui le terrorisme palestinien condamné à mort par l'OPL. Abou Nidal. Ce pays accueille aussi le Front de libération de la Palestine (FLP) de M. Aboul Abbas, organisateur, avec l'aide de l'Irak et de la Libye, du débarquement manqué sur les plages israéliennes en mai dernier.

Un dévaseur de Damas

Cette visite de M. Habache à Bagdad ne peut qu'apparaître, même si le chef du FPLP se garde de toute critique ouverte contre Damas, que comme un dévaseur de l'attitude syrienne, préfigurant-elle le

départ du FPLP de la capitale syrienne ? « J'espère ouvrir ici notre bureau (celui-ci avait été fermé à la suite des divergences syro-irakiennes dans les années 80) mais notre directeur est encore à Damas et j'espère y retourner très prochainement », affirme simplement M. Habache qui précise qu'il n'est à Bagdad que « pour quelques jours et non quelques semaines ».

En réponse à une question sur l'envoi par la Syrie d'un contingent armé en Arabie saoudite, le chef du FPLP s'est contenté d'affirmer que la Syrie est un pays arabe et elle a le droit d'avoir son propre point de vue. C'est une affaire qui relève de la politique intérieure syrienne. Le FPLP est soucieux de maintenir de bonnes relations avec la Syrie comme d'avoir les meilleures relations possibles avec la Syrie et l'Irak, malgré leurs différences », a ajouté M. Habache. Reste à savoir cependant ce que sera à cet égard l'attitude de Damas.

Avec ce retour du secrétaire général du FPLP, la présence importante du Fatah de M. Arafat, qui a transféré plusieurs de ses bureaux militaires de Sanaa à Bagdad, où plusieurs milliers de jeunes Palestiniens s'entraînent dans des camps, et les offres faites aussi au dissident Ahmad Jibril du FPLP-CG, Bagdad est en passe de devenir la première base des mouvements palestiniens, ce qui pourrait entraîner à plus ou moins long terme un changement complet dans la stratégie de paix de l'OPL.

FRANÇOISE CHIPAUX

Face aux dissensions accrues au sein de l'organisation

Le secrétaire général de la Ligue arabe démissionne

M. Chedli Klibi a annoncé, lundi 3 septembre, sa démission du secrétariat général de la Ligue arabe qu'il dirigeait depuis onze ans. Il n'a donné aucune explication sur les raisons qui l'avaient amené à prendre cette décision dont il a informé les chefs d'Etat des vingt et un pays membres de l'organisation.

TUNIS

de notre correspondant

Il était généralement admis, depuis que la Ligue arabe avait décidé, en mars dernier, de transférer dans un délai d'un an son siège au Caire, que M. Klibi ne terminerait pas le mandat de cinq ans qui lui avait été renouvelé pour la troisième fois au printemps 1989. La crise du Golfe et les antagonismes qu'elle a entraînés au sein de l'organisation aujourd'hui au bord de l'effacement (le Monde du 4 septembre) auront précipité son départ.

Selon la presse égyptienne qui ne l'a pas ménagé, M. Klibi avait été pris à partie assez vivement, particulièrement par les chefs des diplomates saoudienne et syrienne lors du conseil ministériel qui s'est tenu la semaine dernière dans la capitale égyptienne. Il aurait été en quelque sorte rendu responsable du peu de succès de cette réunion à laquelle n'assistaient que treize des vingt et un membres de la Ligue, comme s'il avait eu la possibilité d'agir personnellement sur les huit pays absents. En fait, ceux-ci ne tenaient pas à participer à une session dont le seul but était d'entériner les décisions du

sommet arabe ayant condamné l'Irak pour son invasion du Koweït et approuvé l'apport à une force multinationale dans le Golfe.

Mais la goutte d'eau qui a sans doute fait déborder le vase fut la convocation, en dehors de toute règle et pour le 10 septembre, d'un nouveau conseil ministériel chargé de se prononcer sur le transfert immédiat de la Ligue au Caire. M. Klibi ne pouvait, à l'évidence, s'associer à cette entorse flagrante au règlement intérieur de la Ligue sur lequel il avait précisément la charge de veiller. Dès lors il ne pouvait que démissionner et... laisser la place à un nouveau secrétaire général qui sera très probablement égyptien. Mais n'était-ce pas le but des mauvaises querelles qui lui étaient faites depuis déjà quelque temps ?

MICHEL DEURÉ

M. Chedli Klibi : un homme prudent et discret

TUNIS

de notre correspondant

Durant les onze années qu'il a passées au secrétariat général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi aura su conserver la mesure, la patience, la courtoisie et la discrétion dont il avait fait preuve tout au long des vingt-cinq années durant lesquelles il fut au service de l'Etat tunisien. La froideur apparente avec laquelle il a traversé les crises, petites et grandes, et les querelles byzantines du monde arabe cachait peut-être de la timidité mais surtout un souci constant de demeurer l'arbitre et le porte-parole de l'ensemble des membres de l'organisation sans jamais chercher à privilégier une position plutôt qu'une autre.

Cette rigueur ne lui a pas valu que des amis, y compris en Tunisie. Si l'on ne doit retenir qu'une seule entreprise à laquelle M. Klibi s'est adonné avec succès, il faut citer l'engagement du dialogue euro-arabe et les progrès que celui-ci a pu enregistrer sous sa direction.

Agé de soixante-cinq ans, M. Klibi a fait ses études à la Sorbonne. Agrégé de philosophie et de lettres arabes, professeur, syndicaliste, il fut, à plusieurs reprises, ministre de l'information et des affaires culturelles puis occupa longtemps les fonctions de directeur du cabinet de l'ancien président Bourguiba.

Lorsque l'Égypte signe les accords de Camp David et fut mis « au ban des nations arabes », et que la Tunisie accepta, à la demande générale, d'héberger la Ligue arabe, M. Klibi en devint peu après, en juin 1979, le secrétaire général.

M. D.

« L'OPL ne peut se placer que dans le camp hostile à Israël et à ses alliés »

déclare M. Yasser Arafat

Le président du comité exécutif de l'OPL, Yasser Arafat a affirmé lundi 3 septembre, dans un discours prononcé à l'occasion du millième jour de l'intifada, que dans le conflit du Golfe, « l'OPL ne peut se placer que dans le camp hostile à Israël et à ses alliés impérialistes ».

M. Arafat, cité par l'agence palestinienne Wafa à Tunis, a ajouté : « A ceux qui s'interrogent sur la position palestinienne, nous demandons où se place Israël dans cette guerre... Nous ne pouvons être que dans le camp hostile à Israël et à ses alliés impérialistes, qui a mobilisé toute sa machine de guerre sophistiquée non pour venir au secours de telle ou telle autre partie, mais pour protéger ses intérêts ».

M. Yasser Arafat a souligné, dans sa déclaration adressée à la population des territoires occupés, que « nous vivons un moment historique crucial car le devenir de la nation arabe est en danger ».

« A aucun moment de l'histoire ancienne ou contemporaine, on n'a vu une telle croisade sur le sol arabe et on n'a jamais entendu de réquisitoires d'armes étrangères », a-t-il poursuivi en mettant en garde contre les conséquences de « ce déploiement considérable de forces étrangères, de flottes et d'armement de destruction... Ceci augure d'un grand danger et peut engendrer des catastrophes dans le monde arabe et islamique et dans les pays du tiers-monde car cela crée de déstabiliser en guerre totale dont les conséquences n'épargneront personne ». - (AFP)

■ Neuf mille Palestiniens en détention. - Plus de 9 000 Palestiniens, arrêtés pour des activités en relation avec l'intifada sont actuellement en détention, a affirmé lundi soir la télévision israélienne, citant des sources de la police militaire. De même source, on rappelle qu'entre ces 9 000 détenus quelque 4 000 autres Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, incarcérés avant que n'éclate le soulèvement palestinien en décembre 1987, sont encore sous les verrous. - (AFP)

(Publicité)

ARAFAT A BAGDAD, désespère la gauche israélienne.

FACE A SADDAM HUSSEIN, LA GARDE D'ISRAËL

dans TRIBUNE JUIVE cette semaine

20 F

En kiosque et à Tribune juive, 50, faubourg Poissonnière, 75010 PARIS.

Les Palestiniens des territoires occupés grands perdants du conflit

L'hostilité envers Israël, l'anti-américanisme et la haine portée aux émirats expliquent le soutien populaire à Saddam Hussein et renforcent les vieilles frustrations

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les comptes sont vite faits. Politiquement et, à un moindre degré, économiquement, les Palestiniens des territoires occupés sont, après les Koweïtiens bien sûr, parmi les grands perdants de la crise du Golfe — au moins pour le moment.

De Jérusalem à la bande de Gaza, c'est un constat que ne démentiraient pas nombre de personnalités nationalistes mais qui n'entame aucunement l'enthousiasme populaire pour Saddam Hussein. Voilà près d'un mois que le chef de l'Etat irakien a été promu par la rue au rang de héros du monde arabe et soudain défenseur d'une cause palestinienne dont on ignorait, jusqu'à présent, qu'elle lui tenait tellement à cœur.

Pétrole et huile d'olive

On a manifesté en brandissant son effigie à Naplouse et ailleurs ; on a vendu un T-shirt avec son portrait à Jérusalem-Est, la partie palestinienne de la ville (cependant qu'à l'Ouest, d'autres T-shirts portaient la mention « Saddam wanted »). On célèbre ses missiles parce qu'ils font peur à Israël, mais on réclame des masques à gaz.

Les responsables nationalistes sont souvent plus réservés ou nuancés, conscients que la lutte contre l'occupation — israélienne — a beaucoup perdu avec l'occupation — irakienne — du Koweït. A l'interlocuteur occidental qui viendrait s'étonner du choix fait par les Palestiniens — encore un ratage historique ? — on répond qu'il faut d'abord « comprendre la réaction de la rue ».

« Elle est plus émotionnelle que rationnelle », dit l'universitaire et militant nationaliste Ghassan Khatib, qui énumère une série de frustrations profondes. Comme les deux occupations sont mises sur le même pied — sans insister sur ce qui s'est passé en juin 1967, — on comprend mal que dans un cas, celui de la Cisjordanie et Gaza, les résolutions de l'ONU ne suscitent aucune mobilisation de la communauté internationale, alors que dans l'autre, celui du Koweït, on autorise l'emploi de la force pour leur application.

Dans les villages de Cisjordanie, raconte Khatib, cela se traduit par des réflexions du type : « Dans un

cas, c'est du pétrole qui est en jeu, dans l'autre, de l'huile d'olive ». D'où la différence de traitement, disent les Palestiniens, et « l'engrenement des Américains et des Européens au chapeau du Koweït ».

Vient ensuite « la haine pour les émirats du Golfe », accusés d'avoir toujours maltraité une main-d'œuvre palestinienne, qui a construit leurs pays pendant qu'ils encaissaient les dividendes du sous-sol, et accusés aussi de n'avoir jamais réclémé leur arme du sous-sol, et de défendre des droits de l'homme et de manifester pour Saddam Hussein ? Est-il possible de prôner la défense d'une identité palestinienne propre au sein du monde arabe avec l'appui accordé à un parti pan-arabe, le Baas, qui n'a pas précisément jamais soulevé des singularités régionales, quand il ne les écrase pas féroce et comme dans le cas du Koweït ou des Kurdes ?

Apparemment, il y a là autant d'incompatibilités avec l'image que les Palestiniens des territoires occupés ont voulu donner d'eux-mêmes en trois ans d'intifada. A quoi on répond à l'interlocuteur occidental que, certes, « Saddam Hussein, ce n'est peut-être pas très bien », mais que les États-Unis et les Européens, s'ils veulent mettre en avant la démocratie et les droits de l'homme, sont eux aussi en mauvaise compagnie avec la Syrie, l'Arabie saoudite et l'ancienne famille régnante de l'émirat du Koweït.

Il n'empêche : on reconnaît quand même avoir perdu aux États-Unis, en Europe et dans une fraction de l'opinion israélienne une partie de la sympathie que les Palestiniens avaient gagnée depuis le début du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza. On est aussi conscient que l'intifada pourrait bien être reléguée pour longtemps au rang de question subalterne par le conflit du Golfe.

Signe d'un certain malaise, les milieux nationalistes affirment que la position de l'OPL a été présentée de manière déformée et incomplète ; en somme, qu'elle ne serait pas si uniformément pro-irakienne qu'on a bien voulu le dire. Certes, les communiqués de la Direction unifiée du soulèvement (qui représente les grandes tendances de l'OPL) appellent au retrait des troupes étrangères d'Arabie saoudite et à une journée de solidarité avec le peuple irakien ; certes, un hebdomadaire palestinien habituellement modéré comme *Al Bayan* dénonce, à longueur d'édition, la « croisade » des États-Unis et des Européens et s'en prend normalement à la France.

Un « sauveur » tyrannique

Quand on vient dire aux intellectuels de Cisjordanie que ce recours au « sauveur extérieur » — Saddam Hussein — a toujours été catastrophique pour les Palestiniens, ils en conviennent volontiers. A condition, ajoutent-ils aussitôt, qu'on n'oublie pas de mentionner, dans la série des catastrophes, que le dernier « sauveur » auquel les Palestiniens s'étaient adressés — juste avant le baasisme de Bagdad — était précisément l'Onclé Sam... et qu'il a bien déçu, lui aussi, en ne tardant pas suffisamment fort le bras de son protégé israélien quand il s'agissait, il y a quelques mois, de le pousser au dialogue avec les nationalistes des territoires occupés.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE

Catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogue sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

سازا من الاربعين

LA CRISE DU GOLFE

Le déploiement américain et ses implications

Les Etats-Unis auraient secrètement envoyé des avions de combat dans plusieurs pays de la région

Les Etats-Unis ont demandé à leurs alliés de l'OTAN de mettre à leur disposition des bateaux capables de transporter vers le Golfe des milliers d'hommes, du matériel lourd et du ravitaillement. Pour l'instant seules la Grande-Bretagne et l'Italie ont accepté.

Le président George Bush avait déjà demandé la semaine dernière à ses alliés de partager le coût du déploiement militaire dans le Golfe. Initiative qui a soulevé un vif débat en RFA où l'opposition parlementaire a rejeté l'idée d'une aide financière pour soutenir les troupes américaines stationnées dans le Golfe. L'un des responsables du groupe parlementaire social-démocrate (SPD), principal parti d'opposition, a estimé qu'il

n'était « pas bon de signer un chèque en blanc au gouvernement américain, comme si tout ce qu'il faisait, et quels que soient les moyens employés, était automatiquement juste et servait nos intérêts ».

De son côté, le ministre brésilien des affaires étrangères Francisco Rezak a fait savoir lundi à Tokyo à son homologue japonais Taro Nakayama que le Brésil ne reprendrait pas ses exportations d'armes vers l'Irak « même si la situation se normalisait dans ce pays ».

Sur le terrain, où les troupes américaines ont déjà enregistré des pertes de matériel en Arabie saoudite dues à des accidents dans le désert (une jeep chargée de missiles antichars ainsi qu'un char de

la 82^e division aéroportée et un chasseur américain F-16 ont explosés dans la seule journée de lundi sans faire de victimes), les Etats-Unis auraient secrètement déployé des avions de combat dans plusieurs autres pays du Golfe pour « étendre » la couverture de protection américaine, selon des responsables américains cités lundi par le New York Times.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite a catégoriquement démenti lundi une implication de Ryad dans une éventuelle opération secrète visant à renverser le président irakien Saddam Hussein. L'information publiée le jour même dans sa dernière livraison par l'hebdomadaire Newsweek, qui affirmait que Ryad s'appropriait à soutenir financièrement un projet préparé par la CIA.

Le débat sur les conséquences économiques du conflit

MM. Mitterrand et Rocard rappellent les ministres à la discipline

Le conseil des ministres réuni lundi 3 septembre a été l'occasion d'une sèche mise au point du président de la République et du chef du gouvernement, qui ont chacun rappelé les ministres à la discipline et à la cohérence après le débat qui s'était développé ces derniers jours sur les conséquences économiques de la crise du Golfe. M. François Mitterrand a aussi donné son aval à la stratégie économique et financière définie dimanche par M. Michel Rocard.

Le débat est clos, a clairement indiqué M. François Mitterrand lors du conseil des ministres, avancé au lundi 3 septembre en raison du déplacement du premier ministre au Chili. Les adaptations à la politique économique et financière rendues indispensables par la crise du Golfe seront apportées au projet de budget dès son adoption par le gouvernement, et cela sera fait dans le sens indiqué par M. Michel Rocard dans le discours prononcé dimanche 2 septembre, lors de l'université d'été du PS. Il y aura donc un tour de vis budgétaire et un soutien à l'investissement, mais ils n'ont pas pour but de réduire le déficit.

Manifestement, le président de la République et le premier ministre ont été horrifiés par la tournure d'un débat public qui a non seulement divisé les dirigeants socialistes, mais aussi les membres du gouvernement. M. Rocard, soutenu par M. Mitterrand, a donc profité de la première occasion pour les rappeler à la nécessaire discipline. Afin de bien se faire comprendre, le président de la République a demandé à son porte-parole, M. Hubert Védrine, de rendre publique une partie de ses propos aux ministres.

A la sortie du conseil, M. Védrine a donc résumé aux

journalistes la déclaration faite pendant le conseil par M. François Mitterrand. Le président de la République a affirmé : « Il faut que la France s'adapte sans délais à la situation au fur et à mesure de son évolution. Quelles conséquences ? Premier principe : économiser l'énergie. Deuxième principe : sauvegarder une croissance favorable à l'emploi sans résurgence de l'inflation ni aggravation du déficit du commerce extérieur. Troisième principe : poursuivre plus que jamais, en période difficile la lutte contre les inégalités. Quatrième principe : répartir justement l'effort nécessaire, qui est aujourd'hui limité ».

M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, a indiqué de son côté, lors du compte rendu traditionnel du conseil, que M. Rocard a fait état des inquiétudes, qui se sont exprimées « de manière démesurée », avant d'ajouter : « Les mois austérité, rigueur, n'ont pas leur place. Nous faisons l'ajustement que nécessite un alourdissement de la facture pétrolière que nous ne voulons pas voir peser sur l'investissement ».

« Tirs préventifs »

Toujours à propos de la crise du Golfe, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a évoqué le volet diplomatique du problème, avec les initiatives de différents chefs d'Etat arabes ou bien de M. Perez de Cuellar, pour affirmer, selon le porte-parole du gouvernement : « Il faut malheureusement constater que ces projets ou ces initiatives n'ont pas provoqué le moindre écho du côté irakien qui laisse espérer que sur l'essentiel, à savoir le retrait des troupes irakiennes du Koweït, existait une volonté sincère de trouver une issue pacifique à la crise ».

Toutefois, ni le président de la République ni le premier ministre ne s'en sont tenus aux propos rendus publics par les deux porte-parole. Si l'Elysée minimise la portée

des déclarations de ces derniers jours - aussi bien celles de certains socialistes que celles, en sens inverse, de M. François Pericot, le président du CNPF - considérées comme des « tirs préventifs » face aux ajustements à venir, il n'en reste pas moins que M. Rocard s'est exprimé de façon « très carrée », selon les termes d'un ministre, tout comme M. Mitterrand. Le président de la République a rappelé ses ministres aux contraintes de « l'indispensable discipline » - même si M. Jospin avait pris la précaution de prévenir le président qu'il dirait publiquement qu'il était hostile à toute annonce prématurée de mesures économiques inquiétantes (le Monde daté 2-3 septembre), - en ajoutant, ainsi que M. Rocard, que les membres du gouvernement qui s'étaient exprimés n'avaient vu qu'une « fraction » de ce qui est proposé pour faire face aux conséquences de la crise.

L'Elysée a donc rendu son « arbitrage » pour mettre fin, autant que possible, au débat ouvert par les « fuites » sur les projets de M. Bérégovoy et nourris par les propos de MM. Mauroy, Jospin et Fabius, demandant que l'on ne se précipite pas, et par les plaintes de MM. Lang et Emmanuelli contre les orientations du ministre de l'économie. Toutefois, si l'Elysée affirme que le président de la République a fait la « synthèse » entre les uns et les autres, l'intervention présidentielle a été perçue par plusieurs ministres comme un soutien à M. Bérégovoy.

Surtout, en l'espèce, d'un côté comme de l'autre, on se félicite que ne soit apparue « aucune différence de sensibilité » entre l'Elysée et Matignon. M. Mitterrand a simplement ajouté la culture aux priorités (éducation, recherche, justice, logement social) que M. Rocard entend préserver, à la satisfaction de M. Lang, qui, pourtant, avait été l'un des acteurs les plus virulents du « psychodrame » de ces derniers jours.

J.-L. A. ET TH. B.

En Arabie saoudite

Les « boys » livrent leur première bataille... contre l'ennui et la chaleur

Le principal ennemi qu'ont à affronter les soldats américains en Arabie saoudite, c'est l'ennui, qui, joint aux conditions extrêmement pénibles, pour le personnel comme pour le matériel, du désert saoudien, leur fait vivre de dures batailles psychologiques.

Une délégation de membres du Congrès en tournée le week-end dernier dans la région a ainsi été confrontée à des mouvements militaires américains, pour lesquels, ainsi que l'avait indiqué la semaine dernière leur commandant en chef le général Norman Schwarzkopf, un système de rotation et de permissions va prochainement être mis en place.

Il n'y a en effet pas grand-chose à faire sur les bases de l'armée saoudienne dans lesquelles sont confinés les soldats, privés d'alcool et des autres compensations offertes aux militaires en campagne. Un membre de la 101^e division aéroportée interviewé par la télévision américaine est même allé jusqu'à demander que soient

fournies aux troupes des piscines gonflables pour lutter contre la chaleur écrasante du jour. Les soldats sont en outre privés de nouvelles fraîches : ils se plaignent de ne recevoir les journaux américains qu'épisodiquement, et encore avec plusieurs jours de retard.

« Attendre que ça refroidisse... »

Un autre militaire, de la 82^e division aéroportée, a affirmé, pour sa part, que les conditions de vie se dégradent au fur et à mesure de l'arrivée des effectifs nouveaux. Il y a longtemps, a-t-il expliqué, que les soldats ont renoncé à tenter de se débarrasser de la poussière impalpable qui colle à la peau, aux vêtements et aux équipements. Dans les bases avancées, a-t-il expliqué, le trajet entre les douches et les tentes suffit pour être à nouveau couvert de poussière.

L'environnement pèse également sur le matériel. « Le climat crée beaucoup de problèmes », explique un soldat chargé de l'entretien des équipements

électroniques des avions antichars A-10. Ces équipements « arrêtent tout simplement de fonctionner, et, tout ce que vous pouvez faire, c'est attendre que ça refroidisse... ».

Un spécialiste chargé du contrôle des batteries de missiles antiaériens Patriot a indiqué, de son côté, que « de temps en temps, les écrans radars [couplés aux batteries de missiles] deviennent blancs » à la suite de défaillances dues à la chaleur des ordinateurs, pourtant abrités dans des véhicules à air conditionné.

Les soldats en patrouille ont aussi rapidement constaté que la chaleur faisait fondre le câblage de leurs radios et qu'en plein soleil le port du casque de combat devenait une torture. Les mitrailleurs ont signalé, pour leur part, que le signe poussière du désert saoudien enrayait leurs mitrailleuses M-60, et les tankistes, comme les mécaniciens des hélicoptères, sont contraints de changer presque quotidiennement les filtres à air de leurs engins... - (AFP.)

Les consultations du président de la République

M. Marchais reproche aux Etats-Unis de chercher à « contrôler les richesses » du Golfe

A sa sortie de l'Elysée, après cinquante-cinq minutes d'entretien avec le président de la République sur la crise du Golfe, lundi matin 3 septembre, M. Jacques Chirac s'est refusé à tout commentaire. Samedi, le président du RPR avait indiqué que la France ne devait pas négocier sans créer « un rapport de force » avec l'Irak pour obtenir la libération des otages.

Dans l'après-midi, M. François Mitterrand a reçu le secrétaire général du PCF pendant quarante minutes au terme desquelles M. Georges Marchais a lu une déclaration. Le dirigeant communiste a fait part de sa « profonde inquiétude ».

« Actuellement », a souligné

M. Marchais, à l'impérialisme de Saddam Hussein répond l'impérialisme des Etats-Unis, qui voient dans la situation créée le moyen de contrôler cette région et ses richesses. Selon lui, « la France ne doit pas se laisser entraîner dans cette logique » car elle est « loin d'avoir épuisé toutes ses capacités d'initiative » pour parvenir à une « solution pacifique et négociée ».

Enfin, le député du Val-de-Marne a affirmé son « opposition totale à ce que les événements du Golfe soient pris pour prétexte à de nouvelles mesures d'austérité ». Le matin même, l'Humanité avait publié un article de M. Marchais (le Monde du 4 septembre) qui réclamait un changement « de politique et de gouvernement ».

des intérêts pétroliers », ajoute leur communiqué.

Le Conseil national des Français musulmans soutient M. Mitterrand. - Le Conseil national des Français musulmans a indiqué, lundi 3 septembre, qu'il « approuve sans réserve, l'attitude ferme et déterminée de la France dans la crise du Golfe ainsi que les déclarations du président de la République ». « La France, ajoute-t-il, est la seule puissance qualifiée susceptible de relancer la recherche de solutions pacifiques afin non seulement de sortir de la crise actuelle mais aussi des autres crises telles que la question palestinienne ou l'indépendance du Liban ».

« Cette guerre n'est pas la nôtre », estiment Mgr Gaillat et M. Krivine. - Mgr Jacques Gaillat, MM. Alain Krivine, Gilles Perrault et Bruno Etienne, ainsi que plusieurs autres personnalités ont demandé lundi 3 septembre, dans un communiqué, « le retrait de toutes les troupes étrangères de la région du Golfe ». « Cette guerre n'est pas la nôtre (...), nous n'avons pas attendu l'invasion du Koweït pour condamner clairement la dictature irakienne (...) nous refusons l'escalade militaire pour la défense

Moscou pour la relance d'une conférence internationale

suite de la première page

« Paradoxalement », a ajouté M. Guerassimov, leur présence est en train d'aider Saddam Hussein à former un bloc anti-américain de tous les Arabes. Certains tendent à oublier que tout a commencé par la prise du Koweït et la violation de tous les principes du droit international ».

Le ton est également à la fermeté dans les Izvestia, organe du gouvernement soviétique, qui approuve lundi la réaction rapide

de Washington à l'invasion du Koweït.

« Le président Bush n'avait pas d'autre choix, compte tenu des conditions présentes par Saddam Hussein, et son action résolue a évité deux cas de figure pires : une attaque contre l'Arabie saoudite et un possible succès de l'Irak », écrit le quotidien.

Polémique sur les experts militaires soviétiques en Irak

Evouant les « frissons des généraux soviétiques » devant ce déploiement américain « près de nos frontières », les Izvestia répondent qu'il n'y a « pas de raisons de prévoir d'accroissement de la menace à l'égard de l'URSS » et que en misant sur les moyens politiques et pacifiques de solution, Moscou « retient ainsi Washington ».

Le même journal explique encore que la direction soviétique

est divisée sur le maintien en Irak de deux cents experts militaires, qui fait l'objet, selon lui, de « deux versions », l'une publique, l'autre confidentielle : « La position publique consiste à souligner que ces experts militaires réalisent des opérations de maintenance à l'arrière-front et ne participent pas aux opérations militaires ou à leur préparation ».

Mais des collaborateurs du ministère des affaires étrangères jugent que cette situation « n'est pas moralement applicable si l'Irak s'obstine dans son refus de se soumettre à la volonté internationale », poursuit le journal, tandis que, pour d'autres, « l'Irak doit à l'URSS 6 milliards de dollars, et une rupture des contrats pourrait donner à Bagdad le prétexte pour annuler une partie de cette dette ».

« Le problème de la présence de nos militaires dans le pays agresseur a besoin d'être résolu ou d'être expliqué de façon plus fondamentale, concluent les Izvestia. Dans le cas contraire, une protestation croissante est inévitable, non seulement outre-atlantique et en Europe occidentale, mais aussi dans l'opinion publique soviétique. » - (AFP, Reuter, Tass.)

LIBAN : le sort des otages détenus. - « Si des otages vont être libérés, ce seront des Européens, pas des Américains », a déclaré lundi 3 septembre M. Hussein Moussawi, chef de la faction pro-irakienne du Hezbollah au Liban. Il a précisé que les captifs britanniques et ouest-allemands pourraient être relâchés d'ici peu. Selon M. Moussawi, connu pour son soutien aux factions chiites extrémistes, l'intervention américaine en Arabie saoudite « a éliminé la possibilité d'une libération des otages américains au Liban cette année ». Plusieurs quotidiens beyrouthins, citant des sources libanaises proches de l'Iran, avaient récem-

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE.

LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ». TEXTE INTEGRAL, illustré, commenté, traduit par André Prévert, directeur de la collection de l'Amorale.

L'Europe de More : anarchie, corruption, infériorité, guerres. La Rome de l'Instrument utopique : les fautes, les vices, les crimes, les maux de l'Europe, les maux de l'humanité, les maux de la civilisation.

UN LIVRE QUI ECLAIRE L'AMORALE.

UNE EDITION D'ART qui reproduit l'illustration de l'original : deux or, illustrations par Holbein, vignettes, Cuscuta relative de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFERT : 250 F. francs.

Bagelée Paris et chez l'auteur. Par poste, commandez par CCP. A. Prévert, 1462, 81 Z. L. ou par chèque ou mandat libéré en francs français à l'ordre de A. Prévert, 16, avenue des Fleurs F. 93110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à votre adresse. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.

TEL : 20 55 22 16. Délivrance sur demande.

MACINTOSH PLUS

5490 F

T.T.C.*

GARANTIE 2 ANS

*dans la limite du stock disponible

K4

L'INFORMATIQUE DOUCE

14, rue Magellan - 75008 Paris

TEL. (1) 47 23 72 00

OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI

Prague

Après 40 ans de mauvais rêves, secrets et métamorphoses.

Dirigé par Petr Král et Xavier Galmiche

232 pages, 89 F.

En librairie.

autrement

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

EUROPE

URSS

Pénurie de pain à Moscou

C'est désormais le pain qui manque à Moscou, une dernière qui avait pourtant pratiquement toujours échappé aux pénuries dans la capitale soviétique, au moins depuis vingt-cinq ans, selon la presse.

Beaucoup de boulangeries étaient vides, lundi 3 septembre au retour des vacances, et de longues queues s'élevaient devant celles qui étaient encore approvisionnées ou espéraient l'être.

Le manque de pain, aliment de base pour les Soviétiques, fortement subventionné, fait franchir un saut qualitatif à la longue liste de pénuries incluant tabac, fromage, essence ou papier. Il intervient alors que l'URSS devait connaître cette année une récolte de blé record, mais qui sera à nouveau en partie perdue à cause de la désorganisation croissante de l'économie. En l'espèce, ce sont les boulangeries industrielles obsolètes de la capitale qui seraient à blâmer, selon les experts.

Face à cette situation, M. Mikhaïl Gorbatchev a créé lundi trois groupes de travail, a annoncé l'agence Tass : l'un chargé de la question des récoltes et de l'approvisionnement de Moscou et de Leningrad, l'autre pour « déterminer les responsabilités, à tous les niveaux », des « obstacles à la réalisation des contrats économiques », et le troisième pour trouver les moyens de « garantir l'ordre public » et résoudre les litiges de compétence entre les pouvoirs centraux et locaux.

Ces trois groupes sont destinés, selon Tass, à mettre en œuvre les décisions sur la « stabilisation », première étape de la réforme économique, prises la semaine dernière lors de la réunion conjointe des conseils présidentiel et de la fédération, les nouveaux organes, théoriquement consultatifs, créés par le chef de l'Etat soviétique. Les trois groupes ont été confiés respectivement à MM. Lev Voronine,

vice-premier ministre soviétique, Iouri Maslouchov, premier vice-premier ministre, et Alexandre Iakovlev, membre du conseil présidentiel et proche conseiller de M. Gorbatchev.

Le même jour, M. Boris Eltsine, qui avait annoncé dimanche qu'il demandait la démission du gouvernement soviétique, a ouvert une session du Parlement russe en appelant à adopter le plan de réforme économique radicale élaboré sous la direction de l'économiste Stanislav Chataline.

Quarante millions de chômeurs ?

M. Gorbatchev avait suggéré d'adopter ce plan une fois retouché avec certains éléments du projet concurrent plus prudent du premier ministre Rykov, mais le président de Russie a affirmé samedi que seule l'adoption immédiate du plan Chataline pouvait sauver le pays du chaos.

Exposé dans un document de 250 pages remis lundi aux députés, ce « plan de cinq cents jours » prévoit une union de quinze Républiques souveraines, décidant de leur politique fiscale ou agricole, mais gardant une monnaie unique. Le vote des députés russes est prévu la semaine prochaine, le Parlement soviétique entrant lui-même en session le 10 septembre.

Il doit adopter à son tour un programme de réformes économiques, dans lequel les conflits de compétence s'amplifient. Parmi les mesures prévues dans tous les cas de figure, la fermeture d'usines déficitaires et la suppression de projets de construction achevés devraient entraîner la mise au chômage dans les prochains mois de dix à douze millions de personnes, un chiffre qui pourrait atteindre quarante millions « dans les années à venir », a estimé lundi le président du comité d'Etat aux questions sociales et au travail, M. Vladimir Tchicherbakov, cité par Tass. (AP, Reuters, AFP)

Un contestataire du KGB élu au Parlement dans un fief conservateur

M. Oleg Kalouguine, le général contestataire du KGB mis à la retraite en mars dernier et qui s'est acquis une forte popularité en dénonçant les abus de cette institution, a été élu député de l'URSS, a annoncé, lundi 3 septembre, l'agence Tass.

Il a remporté 57 % des voix et battu son rival soutenu par le Parti communiste, dans la circonscription de Krasnodar, un vaste bastion conservateur à majorité rurale du sud de la Russie. Le siège à pourvoir était celui du nouveau chef de file des conservateurs russes, M. Ivan Polozkov, qui a démissionné pour prendre la tête du Parti communiste de Russie.

Ce succès électoral « prouve que le processus de démocratisation commencé à Moscou a gagné les provinces », a déclaré l'ex-général, qui obtient l'immunité parlementaire. Des poursuites judiciaires avaient été lancées contre Oleg Kalouguine, à la demande du KGB, pour « divul-

gation de secrets d'Etat », après qu'il eut été dégradé et privé de sa retraite en juin par un décret du président Gorbatchev.

Il a pu néanmoins mener une campagne électorale vigoureuse, sur les thèmes de l'opposition démocratique et avec pour cible la direction actuelle du KGB, alors que ses supporters craignaient de voir l'ancien cadre des services de contre-espionnage, promu général à quarante ans, tomber victime d'un « accident de voiture », par exemple.

M. Kalouguine a été soutenu dans sa campagne électorale par les deux juges Gélian et Ivanov, qui avaient défrayé la chronique avant lui en poursuivant la corruption des dirigeants soviétiques. Comme pour ces derniers, les accusations et poursuites engagées contre lui par le pouvoir n'ont fait que renforcer sa popularité. Plusieurs autres officiers du KGB se sont à sa suite déclarés opposés à leurs employeurs. (AFP, Reuters)

Auteur d'un article remarqué sur la perestroïka

« Z » persiste, mais signe...

On l'avait soupçonné, il avait nié, mais aujourd'hui il avoue. L'auteur de l'article signé « Z », qui avait intrigué tout Washington en janvier dernier à la suite de sa reproduction dans la New York Times, était bien Martin Malia, professeur d'histoire russe à Berkeley, un éminent spécialiste apprécié des soviétologues, mais qui n'a tout de même pas l'aura des éminentes personnalités que l'on montrait du doigt à l'époque : les « suspects » Robert Gates, le numéro deux de la Maison Blanche, James Billington, directeur de la bibliothèque du Congrès, les anciens conseillers présidentiels Henry Kissinger et « Zbigniew » Brzezinski, qui étaient donc innocents, tout comme George Kennan, que l'on soupçonnait d'avoir voulu réédifier, à quatre-vingt-cinq ans, son exploit de 1947 avec un autre article prophétique sur l'URSS signé « X ».

L'International Herald Tribune, qui avait publié, le 6 janvier dernier, l'article en question (Le Monde du 16 janvier), a donné samedi 1^{er} septembre la parole à Martin Malia. Celui-ci explique

qu'il avait alors choisi l'anonymat pour protéger ses sources soviétiques. Il écrivait que le communisme n'était pas réformable, que la perestroïka allait donc contre la logique du système et ne faisait que retarder le moment de vérité.

Paroles alors sacrilèges mais qui ne le sont plus aujourd'hui, observe-t-il, depuis la chute du mur de Berlin et des régimes communistes en Europe de l'Est, la montée des libéraux en URSS et l'élection à la présidence, russe de Boris Eltsine, dont notre professeur est un ardent partisan. Ce qui ne l'empêche pas de constater que M. Gorbatchev, installé dans un « centre » de plus en plus confortable et trop préoccupé de tactique politique, « ressemble à l'impératrice douairière de Chine entre les rivalités des seigneurs de la guerre ».

Il est probable que, si M. Malia avait retenu le pseudonyme plus technique qu'il proposait initialement, « N. Perestroïka », l'affaire ne serait pas allée très loin. C'est le « Z » qui a tout changé.

M. T.

ASIE

Après avoir franchi la zone démilitarisée

Le premier ministre nord-coréen rencontre pour la première fois à Séoul son homologue du Sud

En franchissant, mardi 4 septembre à dix heures du matin, la ligne de démarcation qui sépare les deux Corées, le premier ministre nord-coréen, M. Yong Hyong-muk, a été la plus haute personnalité de Pyongyang à se rendre au Sud depuis quarante ans. M. Yong doit avoir à Séoul trois jours d'entretiens avec son homologue, M. Kang Young-hoon. Il sera également reçu par le président Roh Tae-woo. Cette visite, qui pourrait être une première étape vers une réduction de la tension dans la péninsule, ultime stigmate de la guerre froide, constitue aussi une reconnaissance réciproque de facto de Pyongyang et de Séoul.

PANMUNJOM

de notre envoyé spécial

Dix voitures, arborant un drapeau aux couleurs des Nations unies, étaient venues prendre la délégation nord-coréenne devant le Pavillon de la réunification, dans la partie nord de la zone de sécurité commune de Panmunjom, espace de 800 mètres de rayon au centre de la zone démilitarisée qui sépare les deux pays à la hauteur du 38^e parallèle. Les voitures ont franchi la ligne, roulant sur le gravier qui borde les trois petits bâtiments points en bleu où fut signé l'armistice de 1953, seul point de contact entre Nord et Sud avant de prendre la route pour Séoul. Des leur arrivée dans la capitale sud-coréenne, elles ont été prises dans des embouteillages. Le cortège officiel a été impliqué dans un accrochage au cours duquel la voiture dans laquelle se trouvait M. Yong a été légèrement endommagée.

Quelques minutes auparavant, une cinquantaine de journalistes du Nord avaient franchi à pied la ligne de démarcation en passant à travers le pavillon de l'ONU. Ils avaient été accueillis par leurs collègues du Sud dans une atmosphère étrangement chaleureuse. Ces 50 kilomètres qui séparent les deux Corées, hérissés de barbelés, de bunkers et de canons, constituent l'une des frontières les plus hermétiques et les plus militari-

sées du monde. Dans son message d'arrivée, M. Yong a déclaré qu'il venait dans un « esprit de paix et de réunification », non sans lancer une pique aux autorités du Sud : « En franchissant cette ligne, symbole de la confrontation, je pense au triste sort réservé à cette Jeune Fleur de la réunification qui faucha l'année dernière ». Références à l'étudiante sud-coréenne qui, après s'être rendue à Pyongyang, retourna à Séoul en passant par Panmunjom : elle a été condamnée à dix ans de prison. Cette première rencontre ne se traduira vraisemblablement pas par un rapprochement immédiat.

Une profonde évolution

Le simple fait d'avoir lieu n'en revêt pas moins une grande signification. « Quel que soit son résultat, cette visite marque un pas vers la normalisation des relations entre nos deux pays », a déclaré le ministre pour la réunification de Séoul, M. Hong

Sung-chol. « Elle est en effet fondée sur la reconnaissance et le respect mutuel des deux systèmes politiques et de leur gouvernement », a-t-il ajouté, employant – fait rare – le mot de « gouvernement » pour parler de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), désignée dans les manuels scolaires du Sud, comme le « régime fantoche du Nord ». Pyongyang qualifie traditionnellement le Sud de « régime à la solde des impérialistes américains », appelant à la réunification de la patrie par la « libération » du joug des Etats-Unis.

Derrière ces courtoisies, se dessine une évolution plus profonde, surtout de la part de Pyongyang qui a toujours affirmé être la seule autorité légitime de la péninsule : la venue à Séoul du premier ministre nord-coréen équivaut à une reconnaissance de fait de la République de Corée. Cette rencontre, dont l'organisation aura pris deux ans, est la plus importante initiative prise par les Coréens pour réduire la tension entre deux pays théoriquement toujours en état

de guerre, et liés par des accords défensifs avec la Chine et l'URSS dans le cas du Nord, et les Etats-Unis (qui entretiennent sur place 43 000 hommes) pour le Sud.

La présence dans les délégations du chef d'état-major inamovible, le général Chang Ho-kun, pour le Sud, et du vice-ministre de l'Armée populaire, le général Kim Gwang-jin, pour le Nord, témoigne de l'importance qui sera accordée à la question du contrôle des armements.

La semaine dernière, M. Roh avait annoncé qu'un programme de désarmement en trois points serait proposé au Nord. Pyongyang avait fait plusieurs suggestions dont la dernière, le 31 mai, préconisait une réduction progressive des troupes jusqu'à 100 000 hommes.

Actuellement, le Nord a presque un million de soldats et le Sud 650 000. Le retrait des forces américaines et de leurs armes nucléaires est la principale condition mise par Pyongyang à une réduction des armements.

PHILIPPE PONS

Quarante-cinq ans de division

1945 : libérée du joug japonais, la péninsule coréenne est divisée à la hauteur du 38^e parallèle en deux zones administrées, au nord, par les Soviétiques et, au sud, par les Américains.

1948 : tandis que le Nord se constitue en République démocratique populaire (RPDC), au sud se crée un autre Etat avec le soutien américain.

1950 : la RPDC envahit le Sud, déclenchant une guerre civile de trois ans dans laquelle interviendront les Etats-Unis – à la tête des forces des Nations unies – la Chine et l'URSS.

1953 : un armistice est signé et une zone démilitarisée de quatre kilomètres de profondeur est établie à la hauteur du 38^e parallèle.

1972 : dans un communiqué commun, les deux Corées annoncent qu'elles sont prêtes à des pourparlers en vue de la réunification. Les rencontres au niveau d'un comité de coordination et des

Croix-Rouges se poursuivent jusqu'en juin 1973.

1973 : Pyongyang suspend les pourparlers du comité de coordination, mais ceux entre les Croix-Rouges continueront jusqu'en 1977.

1980 : les deux Corées entament des pourparlers préliminaires en vue d'une rencontre entre premiers ministres.

1984 : début des négociations pour la formation d'une équipe commune pour les Jeux asiatiques de Séoul de 1986. La même année, le Nord envoie des secours au Sud à la suite d'inondations. Ouverture des premiers contacts sur les échanges commerciaux.

1985 : les deux Corées décident d'organiser une rencontre entre familles séparées. En août, des Sud-Coréens se rendent à Pyongyang et, en décembre, des Nord-Coréens à Séoul. Début des négociations sur l'organisation des Jeux olympiques de Séoul et une éventuelle participation du Nord : elles échouent.

1988 : discussions sur une session commune des deux Parlements.

1989 : nouvelles négociations sur une rencontre entre premiers ministres.

1990 : - 5 juillet : Pyongyang annonce son intention d'ouvrir la frontière à Panmunjom.

- 20 juillet : le président sud-coréen Roh Tae-woo propose un « grand échange » de personnes pendant cinq jours pour commémorer la libération de la colonisation japonaise, le 15 août. Aucune de ces propositions ne se concrétise.

- 26 juillet : à l'issue de leurs 8^e entretiens préliminaires, les deux délégations décident qu'une rencontre entre les deux premiers ministres aura lieu à Séoul du 4 au 7 septembre, suivie d'une autre à Pyongyang début octobre.

OCÉANIE

NOUVELLE-ZÉLANDE : Après la démission de M. Palmer

M. Mike Moore prend la tête du gouvernement travailliste

A moins de deux mois des élections législatives du 27 octobre, le premier ministre travailliste néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, a annoncé ce mardi 4 septembre sa démission. Il a été remplacé par M. Mike Moore, qui était jusqu'à présent ministre des affaires étrangères.

Le départ de M. Palmer, qui dirigeait le gouvernement depuis à peine treize mois, à la suite de la démission de son bouillant prédécesseur, M. David Lange, s'apparente davantage à un hommage. Lundi encore, il affirmait qu'il n'était pas un « lâcheur », qu'il avait l'intention de conduire son parti aux élections, et démentait l'existence d'un « complot » contre lui. Le lendemain, il annonçait sa démission.

Au-delà du problème technique posé par l'opposition des députés travaillistes, et d'une majorité de son cabinet, à un projet sur l'environnement auquel tenait fort M. Palmer, c'est dans l'état de déconfiture et de division politique dans lequel se trouve le Labour néo-zélandais qu'il faut chercher les causes de ce putsch feutré.

Au pouvoir depuis six ans, cela faisait deux ans que les travaillistes montraient des signes d'essoufflement face à une opposition conservatrice du Parti national sans chef d'envergure ni politique de remplacement crédible. Après avoir vogué sur une vague de popularité – surtout au moment de l'affaire du Rainbow Warrior – M. Lange avait dû céder la place à M. Palmer, le parti étant las des déclarations de voix du premier ministre et de ses propres luttes intestines. Vice-premier ministre, M. Palmer avait été chargé de calmer la situation, et

surtout de renverser une tendance de plus en plus défavorable au gouvernement.

En dépit de ses qualités, M. Palmer n'y est pas parvenu. Bien au contraire, car, désormais, le Labour se trouve, dans les sondages, à une trentaine de points derrière les Nationaux de M. Jim Bolger. Pire, ces sondages le rendaient en partie responsable de cette déroute qui pourrait réduire le nombre de députés travaillistes de 56 à une vingtaine.

M. Mike Moore réussira-t-il mieux dans ses efforts ? Il est sans doute trop tard pour remonter la pente, même si les différents témoins tentent de montrer à l'opinion qu'ils font front commun devant l'adversité. Dans ce pays calme des antipodes, qui compte beaucoup plus de moutons que d'électeurs, on sait aussi aiguiller les couteaux dans les arrières-salles aussi bien qu'ailleurs.

Un « self-made man » énergique

S'il était une personnalité qui pouvait tenter ce redressement de dernière minute, ou du moins de limiter les pertes, ce pouvait difficilement être quelqu'un d'autre que M. Moore. Ce jeune politicien ambitieux – il est âgé de quarante et un ans et fut élu député d'Auckland pour la première fois à vingt-trois ans – est issu d'une famille très modeste et démunie. Il commença très tôt à travailler avant de se lancer dans la politique comme un véritable « pro ».

Après avoir surmonté la défaite électorale en 1975, puis un cancer, il devint en 1984 ministre du commerce extérieur – qui se confond souvent en Nouvelle-Zélande avec les affaires étrangères – avant de prendre la direction de la diplomatie

de Wellington, devenant le numéro trois du cabinet.

Dans ses premières déclarations, cet homme énergique n'a pas fait de promesses creuses, montrant surtout son tempérament de battant. « Je n'ai pas de mandat populaire, au cours des huit prochaines semaines, je donnerai à la Nouvelle-Zélande un choix clair et net entre ce que le Labour peut donner et ce que le Parti national peut prendre. Je me trouve dans une situation très difficile. (...) Ma vie a été pleine de situations difficiles. Je les ai toujours surmontées (...) ».

« Je suis conduit, le gouvernement est conduit par la volonté d'assurer que tout le monde aura sa part équitable du produit de la nouvelle situation économique issue des souffrances et des sacrifices de notre peuple », a ajouté M. Moore. « Je suis un battant et je sais que notre pays en est plein, qui combattront à mes côtés pour le rendre aussi grand que nous savons qu'il peut l'être ». Il ne lui reste que huit semaines pour tenter de le prouver.

P. DE B.

DIPLOMATIE

□ Mort de René de Crouy-Chanel, ancien ambassadeur. – Nous apprenons la mort de René de Crouy-Chanel, ancien ambassadeur.

[Né en 1910, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, René de Crouy-Chanel avait commencé sa carrière en 1937, avait été attaché de consulat à Montréal, Prisonnier de guerre jusqu'en 1945, il fut ensuite en poste à Buenos-Aires, à Santiago du Chili, et en Finlande avant d'être conseiller général à Gand (1960-1965), puis à Dax jusqu'en 1973. Après cette date et jusqu'à sa mise à la retraite en 1975, il avait été ambassadeur au Malawi.]



NOUVELLE ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

L'ÉVÉNEMENT 1990

DECOUVREZ-LA
GRATUITEMENT

* 30 volumes 21 x 30 cm
* 4.000 auteurs
* 22.400 articles

Votre documentation
GRATUITE

vous sera envoyée par la poste

Cette documentation comporte notamment une magnifique brochure de 34 pages, abondamment illustrée en couleurs et imprimée sur un luxueux papier glacé. Elle vous présente en détail la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes avec de passionnants exemples d'articles.

SANS ENGAGEMENT

**BON POUR UNE
DOCUMENTATION GRATUITE**

OUI, envoyez-moi gratuitement, par la poste, une documentation complète sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes et sur les conditions privilégiées de souscription qui me sont réservées. Il est entendu que cela ne crée aucune sorte d'engagement pour moi.

☐ M. ☐ Mme Nom _____
☐ Mlle Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

Postez vite ce Bon sous enveloppe non affranchie :
CFL-ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS,
Libre Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.

PRIVILEGES ET CADEAUX

Votre documentation vous dit tout, également, sur les nombreux privilèges qui vous sont actuellement réservés : facilités de paiement, livraison gratuite de tous vos volumes en une seule fois dès un premier versement, Privilège d'actualisation annuelle, Privilège Universalis à vie... et même deux cadeaux d'une valeur de 992 F !

CFL-ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS,
Libre Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.

DIPLOMA

AFRIQUE

MALI

De nouvelles atrocités auraient été commises contre des civils touaregs

Malgré l'absence quasi totale d'informations officielles en provenance de Niaméy et de Bamako, le sort des populations touaregs du Niger et surtout du Mali suscite une inquiétude grandissante en France.

Tilait, association de solidarité avec les Touaregs récemment créée à Paris, s'interroge sur les conditions de vie de ces populations. Elle a demandé à la Commission d'enquête indépendante « chargée de faire la lumière sur les massacres des Touaregs dans la région de Tchad-Tabard » en mai. De son côté, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire s'affirme « préoccupé par la situation qui prévaut dans le nord du Mali » où l'armée gouvernementale reste mobilisée. Les « douloureux événements » qui, selon l'expression du président Moussa Traoré dans son discours du 23 août, ont « endeuillé » le nord du Mali depuis la fin juin, sont loin d'avoir trouvé un épilogue. La prolongation de l'état d'urgence, décrété le 20 juillet, vient, en effet, d'être votée par l'Assemblée nationale, signe que la « campagne de pacification » menée contre les « bandits armés » n'est pas close.

A Paris, l'ambassade du Mali a beau jurer qu'il n'y a plus « aucun problème », les organisations non gouvernementales (ONG) se voient déconseiller par les autorités françaises de s'envoler pour Bamako. Il est non seulement impossible de circuler dans le Nord, mais désormais « très délicat » de sortir de la capitale, les routes étant « peu sûres ». Le climat d'insécurité qui prévaut dans le Nord n'est certes pas une chose nouvelle. Les diplomates en poste à Bamako rappellent que, « chaque année », des Occidentaux imprudents trouvent la mort dans les déserts maliens. Victimes d'une panne de véhicule, certains succombent de soif ou de faim. D'autres sont la proie des voleurs. Mais la tension, à l'évidence, a grimpé de plusieurs crans et changé de nature : la première attaque des « rebelles » touaregs contre la localité de Menaka, le 28 juin, a donné le signal d'une guerre de guérilla.

Les forces gouvernementales, dont le quartier général se trouve à Kidal, « maîtrisent »-elles vraiment la situation, comme l'affirme le président Traoré ? L'invitation qu'il a lancée aux « populations sédentaires et nomades des zones concernées » afin « d'apporter leur collaboration totale et sincère à l'armée » a été

entendue. Les « difficultés de terrain » (mauvaise connaissance des pistes, manque de véhicules adaptés au désert, absence d'hélicoptères) n'empêchent pas les soldats d'intervenir : « La dévotion marche très bien, les militaires agissent essentiellement sur dévotion », assure une source bien informée.

« Contre une chèvre ou une femme... »

Contre la promesse « d'une chèvre, d'une femme ou d'un chameau », certains Touaregs accepteraient de jouer les guides jusqu'aux campements prétendument suspects. Selon cette même source, « plusieurs centaines de civils, surtout des femmes, des vieillards et des enfants » ont été ainsi « massacrés » par l'armée. Pour couronner le tout, plusieurs puits auraient été « empoisonnés » afin de décimer le bétail, sinon la population.

De source touarègue, on cite le cas de plusieurs campements dont les habitants ont été « fusillés », « brûlés vifs » ou « enterrés vivants ». Dans un autre, situé à une quinzaine de kilomètres de Kidal, « neuf hommes ont été forcés de creuser une fosse où les militaires les ont ensuite jetés et enterrés jusqu'aux épaules. Puis, un soldat a lancé une grenade... ». Ces informations, invérifiables, ne sont pas faites pour calmer la tension.

Ce ne sont pas les premiers témoignages du genre (le Monde du 15 août) ni sans doute les derniers. Mais, désormais, plus personne, dans un camp comme dans l'autre, ne nie le fait que des atrocités sont commises contre les civils. Le chef de l'Etat, pour lequel « il ne s'agit pas d'un problème touarègue », dénonce les « actes abominables » perpétrés « par ces anciens mercenaires, de des entraînements intensifs et de longues habitudes, acquises sur d'autres terrains, prédisposant naturellement au langage des armes, au pillage et au vandalisme ». Tout le monde, à Bamako, a compris le message clair, on coule, désigne la mythique « légion islamique » du colonel Kadafi, dans laquelle les révoltes touaregs seraient censés s'être enrôlés.

Cette version des choses fait hurler les milieux touaregs... autant que les milieux libyens. Tandis que ces derniers s'insurgent contre « cette fantasmagorie inventée par les ennemis de la Libye » et jurent que la « légion islamique » n'a « jamais existé », les Touaregs récusent avec virulence l'hypothèse selon laquelle leur combat serait soutenu, voire manipulé, par Tripoli. « Les Touaregs, comme la plu-

part des Berbères, sont ceux qui résistent le plus fortement à la pression panarabiste », explique l'écrivain touarègue Awad.

Tout en reconnaissant que « des camps d'entraînement militaire » — où les mercenaires africains « se trouvent répartis par nationalité » — ont bel et bien été « fréquentés » par les jeunes Touaregs du Mali et du Niger, l'écrivain affirme que cette période est révolue. Un point de vue que confirment la plupart des spécialistes : la « légion islamique », sorte de légion étrangère à la mode libyenne, créée pour les besoins de la guerre contre le Tchad, aurait effectivement été dissoute en 1987-1988.

Mais les séjours de jeunes Touaregs en Libye n'en ont pas pour autant cessé, comme beaucoup d'autres Africains, certains d'entre eux rejoignant régulièrement l'armée libyenne — où ils reçoivent une formation militaire — et la désertent tout aussi régulièrement, emportant solde et armes à travers les frontières. Ce sont ces jeunes (âgés de quinze à vingt-cinq ans, dit-on) qui constitueraient aujourd'hui le gros des « combattants » du nord du Mali. Sont-ils animés par une revendication « simplement identitaire » ? Ou par une volonté séparatiste ? Leurs motivations, en l'absence de porte-parole reconnu, restent difficiles à apprécier. Leur nombre également : il varierait, selon les sources, de six cents à trois mille hommes.

Avec ces maquisards, peut-être pas si nombreux, mais en tout cas très aguerris et rompus dès l'enfance à la vie du désert, l'armée malienne a affaire à forte partie. Pourrait-elle se sortir, seule, de cette « guerre des sables » ? Selon des rumeurs persistantes, Bamako pourrait être tenté de solliciter une aide militaire extérieure. Celle de Paris paraît exclue : de source diplomatique, on assure en tout cas qu'« aucune demande en ce sens, formelle ou informelle », n'a été reçue à ce jour.

CATHERINE SIMON

■ NIGER : le gouvernement invite Amnesty International. — Les autorités de Niaméy ont demandé, lundi 3 septembre, les accusés de l'Amnesty International selon lesquelles des rebelles touaregs auraient été victimes d'exécutions sommaires au lendemain des affrontements de Tchad Tabard, en mai. Le gouvernement invite l'organisation de défense des droits de l'homme à se rendre au Niger « pour s'enquérir sur place de la situation ». — (AFP, AP)

Le voyage du pape

Jean-Paul II appelle à la solidarité entre pays développés et pays en développement

« Ce qui est nécessaire de la part des peuples et des nations, développées et en développement, est un engagement à la solidarité, pour le bien de tous », a déclaré le pape Jean-Paul II devant vingt-cinq mille personnes rassemblées lundi 3 septembre à Songes, une petite ville du sud-ouest de la Tanzanie.

Au troisième jour de sa visite en Afrique, le souverain pontife a reconnu, lors d'une cérémonie de confirmation de jeunes catholiques, que leur avenir sur le continent le plus pauvre du monde peut sembler décourageant.

Selon lui, les rêves de l'époque des indépendances ont été amantés

par les problèmes de la faim, de la malnutrition et des réfugiés, par la criminalité, la corruption et les carences sanitaires et scolaires. « Mais cela ne doit pas être forcément ainsi », a dit le pape.

« Beaucoup de problèmes de développement (...) peuvent être résolus avec une nouvelle attitude, diamétralement opposée à un désir égoïste de profit et à une soif de pouvoir », Jean-Paul II s'est également adressé aux dirigeants musulmans présents pour rappeler que le catholicisme et l'islam doivent avoir une relation de « justice, de fraternité et de respect mutuel ». — (Reuters)

EN BREF

■ TCHAD-LIBYE : la Cour de la Haye saisie. — Le Tchad et la Libye ont saisi la Cour internationale de justice de la Haye pour le règlement de leur conflit territorial sur la bande d'Aouzou, a-t-on appris de source autorisée lundi 3 septembre à N'Djaména. — (AFP, Reuters)

■ LIBÉRIA : nouvelles menaces des rebelles. — Le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), Charles Taylor, a déclaré une guerre totale contre la force ouest-africaine d'interposition qu'il a qualifiée, dimanche 2 septembre, de « bande de mercenaires composée de voyous ». Charles Taylor a averti les Libériens qu'il n'y avait « pas de place pour

ceux qui souhaiteraient rester neutres ou à l'écart de la guerre ». — (Reuters)

■ ETHIOPIE : inquiétude sur le sort des Falchas. — Selon un responsable de l'Association des immigrants éthiopiens en Israël, plus d'une centaine de juifs éthiopiens seraient morts au mois d'août, à Addis-Abeba, où ils attendaient des visas pour émigrer. « Ils sont sans vivres, sans logement et c'est l'hiver en Ethiopie. Des enfants ont succombé à l'absence d'alimentation et la plupart de ceux venant du Soudan ont la malaria », a affirmé ce responsable. — (Reuters)

AFRIQUE DU SUD

Libération de onze membres de l'ANC

Onze membres du Congrès national africain (ANC) détenus à la prison de Robben-Island, au large du Cap, ont été libérés lundi 3 septembre, a indiqué un porte-parole de l'organisation, M. Trevor Manuel.

Les onze détenus, accusés de terrorisme et de haute trahison, ont bénéficié de « libérations administratives ». Ils avaient effectué les deux tiers de leur peine. Leur libération n'intervient donc pas dans le cadre de l'accord de Pretoria, signé le 6 août entre le gouvernement sud-africain et l'ANC, et prévoyant la création d'un groupe de travail commun chargé d'étudier l'élargissement, à partir du 1^{er} septembre, de prisonniers politiques.

D'autre part, le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela a réitéré, lundi, au cours d'une conférence de presse, les accusations de son mouvement à l'encontre de la police, en déclarant : « Il ne fait aucun doute dans notre esprit que des policiers ont aidé à fomenter les violences ».

M. Mandela a nié le caractère ethnique de ces violences, et a critiqué la décision du président Frederik de Klerk de confier au ministre de la loi et de l'ordre une enquête sur le comportement de la police dans les affrontements, estimant qu'il revenait à la justice de mener ces investigations.

Enfin, deux bombes ont explosé, dimanche, à l'extérieur des locaux du journal de langue afrikaans (Beeld) à Johannesburg sans faire de blessé. — (AFP)

POLITIQUE

Réunis à Pau en université d'été

Les jeunes rocardiens renoncent à demander la suppression du service militaire

PAU

de notre correspondant

La crise du Golfe, en toile de fond des débats, a évidemment perturbé le calendrier de la sixième université d'été des jeunes rocardiens, réunis à Pau du 30 août au 2 septembre : M. Rocard, pour la première fois, n'a pas fait le déplacement et la tonalité des échanges a changé. Il n'est pas simple, en effet, de discuter sur « la fin des partis politiques ? » — début de « pure rhétorique » pour l'historien Jacques Kergat — ou sur « les nouvelles dimensions de l'Europe », alors que M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du premier ministre, est venu, vendredi 31 juillet, brosser, en termes empreints de gravité, le tableau d'une situation internationale tendue et annoncer les « conséquences inévitables » sur l'économie et le budget. Ceux auxquels M. André Labar-

rière demandait d'être, sinon des iconoclastes, du moins des analystes critiques, dont la première vertu serait de « dérouter et contester », n'ont pourtant pas renoncé à mener à son terme la réflexion qui les avait conduits à proposer aux clubs Forum, pour l'année à venir, une charte en dix points (le Monde du 31 août).

Ils ont quand même, en bout de compte, révisé quelques-unes de leurs prises de position et modifié certaines des formules d'un texte qui avait provoqué quelques remous.

Ainsi ont-ils renoncé à la proposition initialement faite de supprimer purement et simplement le service national pour souhaiter « une rénovation des formes du service national et la suppression du service militaire obligatoire ». De même, ils ne posent plus en principe pour le gouvernement de la France « un exécutif à une seule tête » et se contentent de demander

« de nouveaux rapports entre exécutif et législatif ».

A propos des « départs de la rigueur », ils ont attendu l'analyse qui les avait conduits à écrire : « Aujourd'hui, la faiblesse de l'inflation et le haut niveau des taux d'intérêt sont un obstacle à la consommation des plus démunis et une prime à l'épargne des plus favorisés ». « L'inflation n'est pas un facteur de développement social », ont corrigé les congressistes, qui, en revanche, continuent de demander « un traité communautaire instaurant le droit de vote des ressortissants de la CEE sur la base de réciprocité », « des procédures de naturalisation accélérées » et un « grand emprunt national » pour financer l'effort en matière d'éducation. Enfin, ils ont renoncé à demander « l'interdiction de tout autre mandat aux parlementaires » en maintenant leur exigence du renforcement de la règle du non-cumul.

PHILIPPE TUGAS

Les socialistes alsaciens veulent isoler les Verts

STRASBOURG

de notre correspondant

La manifestation favorable à la construction de l'usine autrichienne d'acide citrique que j'ai rassemblé deux mille personnes, samedi 1^{er} septembre à Markolsheim (Bas-Rhin), et qui était soutenue par le maire socialiste de Strasbourg, M^e Catherine Trautmann (le Monde du 4 septembre), révèle la profondeur de la cassure entre les Verts et les socialistes alsaciens (1), les premiers s'éloignant de plus en plus des seconds depuis les municipales de mars 1989.

Le maire de Strasbourg, avec l'appui de ses amis socialistes, affirme que les Verts — hostiles à la construction de l'usine — ont poussé le bou-

choir trop loin dans l'affaire de Markolsheim et ignorent complètement les réalités du développement économique. De fait, la gauche alsacienne, qui a pris plusieurs maires de la région en 1989 — Mulhouse, Strasbourg, Sélestat, Thann, par exemple — veut démontrer qu'elle a perdu tout dogmatisme dans la gestion des affaires. Elle entend prouver que les Verts s'isolent lorsqu'ils sont extrémistes et que leurs élus sont imperméables à la discussion.

Dans la région d'Antoine Waechter, député européen et conseiller municipal de Mulhouse, il s'agit aussi de convaincre l'important électoral vert que le PS, seul, sait marier écologie et économie. Il y a quelques semaines, les Verts stras-

bourgeois avaient pris leurs distances avec le projet de tramway défendu par M^e Trautmann pour Strasbourg, demandant qu'il soit largement rediscuté. Les Verts, pourtant partisans de ce mode de transport, craignent que ce projet mi-chèvre mi-chou ne conduise à la réalisation d'un tramway gadget et onéreux.

JACQUES FORTIER

(1) A Strasbourg, le samedi 25 août, lors de l'université d'été des rocardiens, M^e Trautmann avait affirmé que le président de la République, en intervenant personnellement dans la querelle de Markolsheim, par une lettre adressée à M. Antoine Waechter, avait mis le feu aux poudres dans un dossier qui était en cours de règlement.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres, s'est réuni lundi 3 septembre, sous la présidence de M. François Mitterrand, au Palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● Code rural et code forestier

Le ministre de l'Agriculture et de la forêt et le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'environnement et de la protection des risques technologiques ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la partie législative des nouveaux Livres II, IV et V du code rural. Le ministre de l'Agriculture et de la forêt a également présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la partie législative du code forestier.

Ces projets ont pour objet de donner force de loi à des textes codifiés par voie réglementaire. Les livres II, IV et V du code rural sont respectivement consacrés à la protection de la nature, aux baux ruraux et aux organismes professionnels agricoles.

Il résulte de la volonté du gouvernement de relancer la codification des textes législatifs et réglementaires. Celle-ci permet aux citoyens d'accéder plus facilement à la règle de droit et contribue ainsi à améliorer les relations entre l'administration et les usagers.

● Développement technologique de l'industrie française

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire et le ministre de la recherche et de la technologie ont présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de développement technologique de l'industrie française.

Depuis deux ans, la priorité donnée à la recherche bénéficie tout particulièrement à la recherche industrielle et au développement technologique des entreprises, qui est devenu un axe majeur de la politique industrielle française. Les dotations budgétaires consacrées à la recherche industrielle progressent chaque année de près de 15 % depuis trois ans.

Au-delà des secteurs stratégiques où l'action publique a conduit à de remarquables réussites technologiques et commerciales (aéronautique, espace, télécommunications, défense, énergie...), la politique menée vise à stimuler l'innovation dans l'ensemble des entreprises.

1. — Des mesures encouragent le

développement de la recherche dans toutes les entreprises : amélioration du crédit d'impôt-recherche, dont le coût pour l'Etat s'est accru de 30 % en 1990 ; soutien apporté à la formation des chercheurs, notamment au sein des entreprises elles-mêmes ; efforts consentis pour la diffusion des technologies, de la formation scientifique et technique et pour la normalisation.

2. — Les actions favorisant l'innovation dans les petites et moyennes entreprises ont été renforcées : les moyens de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche ont augmenté de 60 % en trois ans ; des aides financières à la diffusion des techniques sont mises en place par l'Etat dans certains secteurs ; un réseau national de diffusion s'organise en complément des activités des centres régionaux d'innovation et de transfert de technologies.

3. — Le lancement des grands projets de recherche fait l'objet depuis deux ans de nouvelles procédures, baptisées « sauts technologiques » et « grands projets innovants », qui s'appliquent d'ores et déjà à soixante-dix projets.

L'Etat soutient également la conduite de grands projets stratégiques : JESSI pour les composants électroniques, télévision haute définition, véhicule automobile propre et économie, TGV de troisième génération. Deux nouveaux projets doivent être prochainement lancés : l'un concerne les nouvelles technologies de production agro-

alimentaire axées sur la qualité, l'autre le véhicule sûr et les systèmes d'assistance à la conduite. Pour l'avenir, les pouvoirs publics examinent la possibilité de lancer de nouveaux programmes, par exemple dans l'informatique, la biochimie ou le traitement de l'eau.

4. — L'Etat s'attache enfin à favoriser la coopération européenne en matière de recherche, notamment dans la mise en œuvre de l'initiative EUREKA.

● Bilan de l'opération « été-jeunes »

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a présenté au conseil des ministres une communication, établissant un premier bilan des opérations de prévention de la délinquance juvénile dénommées « été-jeunes ».

Depuis neuf ans, ces opérations à caractère interministériel ont pour objectif de lutter contre le décrochage des jeunes de treize ans à vingt et un ans vivant dans les quartiers défavorisés.

Ces opérations se sont déroulées en 1990 dans de bonnes conditions. Au cours des mois de juillet et d'août, plus de deux cent vingt mille jeunes ont participé à diverses activités éducatives, sportives et de loisir.

Les collectivités locales, qu'il s'agisse des communes ou des vingt-quatre départements engagés dans cette action, ont apporté une contribution importante et efficace à ces opérations.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de la défense,

— le général de division aérienne Claude Lemieux est nommé général de corps aérien.

En outre ont été adoptées diverses mesures d'ordre individuel relatives à la promotion, à l'affectation et à la situation administrative d'officiers généraux de l'armée de terre, du service des essences des armées et de la gendarmerie nationale.

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

— M. Jean-Raphaël Alven-

toes, administrateur civil hors

classe, est nommé directeur du personnel et de la formation de la police (lire page 11).

Sur proposition du ministre de la santé et de la protection sociale,

— M. Jean-Louis Buhl, inspecteur des affaires sociales, est nommé directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Sur proposition du ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer,

M. André Combeau, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, est nommé directeur du Port autonome de Bordeaux.

سكنا من المصل

12 L'an II de la sécheresse
16 Chénay : le festival de Deauville

16 L'appel de M. Lang pour le « Cinéma d'Europe »
17 Rock à Vincennes

20 Tennis : les internationaux des Etats-Unis
Rugby : la fin du règne Fouroux ?

La réforme du Service de coopération technique internationale

Les diplomates policiers de M. Pierre Joxe

Les trente-cinq chefs des délégations à l'étranger du Service de coopération technique internationale de la police (SCTIP) tiennent un colloque au ministère de l'intérieur du lundi 3 au vendredi 7 septembre. Appelés à réfléchir sur la politique et les mécanismes administratifs et financiers de la coopération policière, ces hauts fonctionnaires préparent la mutation d'un service qui, créé en 1961 pour assister la formation des polices des pays étrangers, est conduit à « devenir progressivement le service des relations internationales de la police », selon la formule du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, qui a ouvert le colloque.

La réforme engagée au sein de la police nationale n'épargne pas ses antennes à l'étranger. Souvent considérées dans le passé comme des oubliettes dorées, bien pratiques pour tenir à l'écart tel haut fonctionnaire indésirable, ou tout au contraire comme des récompenses exotiques offertes à d'autres, tel autre, les antennes du SCTIP avaient, selon le mot d'un représentant du ministère de l'intérieur, répu-

tion « de ronronner dans une tradition post-coloniale » : « Les chefs de délégation étaient en pose depuis des années. Il arrivait qu'on ne sût plus très bien s'ils étaient encore les représentants de la France ou bien des conseillers officiels du ministre de l'intérieur du pays étranger. » Parallèlement, la représentation de la police nationale dans les diverses instances internationales pouvait souffrir de la multitude des directions et des services administratifs qui composent le ministère de l'intérieur. Un « désordre » difficilement conciliable avec le « changement d'échelle - presque une explosion - de la dimension internationale des activités du ministère », explique M. Joxe. Qu'il s'agisse de la lutte contre la drogue et de la grande délinquance financière qui lui est liée ou tout simplement de l'harmonisation européenne, la police française obéit, au fil du temps, à une logique d'internationalisation.

De cette évolution témoigne la multiplication des accords bilatéraux en matière de lutte contre la criminalité transfrontière avec les partenaires européens parmi lesquels vont bientôt figurer la Pologne, la Hongrie et peut-être l'URSS, selon M. Joxe. Ou encore la participation française accrue dans les organisations internationales spécialisées (Interpol, le Fonds des Nations unies pour la lutte contre les abus de drogue), leur permettre d'élaborer et de proposer « clé en main » à l'étranger des programmes de modernisation policière. « L'objectif est d'avoir à terme des attachés policiers dans les ambassades, de la même manière que celles-ci disposent d'attachés militaires ou commerciaux », précise-t-on au ministère de l'intérieur.

Exporter le modèle démocratique

Le SCTIP avait fait déjà beau jeu. En trois ans, presque la totalité de ses cadres ont été renouvelés, assure son directeur, M. Jacques Franquet. Depuis 1988, le nombre des délégations est passé de vingt-cinq à trente-cinq. L'influence policière française a gagné l'Afrique non francophone, les pays de la zone caribbe et l'Amérique latine. De nouvelles ouvertures de postes sont actuellement étudiées en Pologne, au Bangladesh, en Inde, au Zaïre.

Cette expansion géographique s'est accompagnée d'un effort de formation des fonctionnaires du SCTIP. Des stages de management et de technologie policière se sont succédés aux quatre coins du monde afin de

Dans l'affaire de « Port Fréjus »

Le promoteur exproprié est expulsé par les forces de l'ordre

MARSEILLE

Trente-cinq policiers de Toulon et de Fréjus ont procédé, lundi 4 septembre, sans incident, à l'expulsion d'un promoteur, M. René Espanol, qui occupait depuis le 30 juillet (le Monde du 1^{er} août) une parcelle de terrain dont il avait été exproprié dans le cadre du projet municipal de construction de « Port Fréjus ».

« Le droit avec des aileres »

La SCI Bleu Marine a repris aussitôt possession de la parcelle libérée par M. Espanol qu'elle fait désormais garder par des vigiles. Le promoteur fréjusien, qui s'est installé à proximité, sur des lots non commercialisés de son ancien terrain, a annoncé qu'il engageait de nouveaux recours, en responsabilité professionnelle, contre le notaire marseillais ayant passé les actes de vente et pour escroquerie à jugement contre la SEMAF.

Cette opération a été déclenchée en exécution d'une ordonnance d'expulsion, rendue le 3 août par le juge des référés du tribunal de grande instance de Draguignan (le Monde du 4-5 août). Elle faisait suite à une assignation lancée contre M. Espanol par la SCI Bleu Marine, l'une des deux sociétés de promotion bénéficiant d'un permis de construire sur le terrain contesté.

Après l'annulation de la déclaration d'utilité publique de « Port Fréjus » par le Conseil d'Etat, le 27 juillet, M. Espanol estime que l'ordonnance d'expulsion dont il a fait l'objet est devenue caduque et devra, nécessairement, être annulée par la Cour de Cassation qui doit statuer prochainement. Du coup, la vente des terrains par la société d'économie mixte de

« L'usage de la force publique, a commenté le conseil de M. Espanol, M. Marcel Giannarino, intervient à l'appui d'une décision de référé qui ne pouvait trancher un problème de propriété et qui se situe en aval de toute une série de jugements allant en sens inverse. C'est, en l'occurrence, faire du droit avec des aileres ».

GUY PORTE

M. Alventosa directeur du personnel et de la formation de la police

Au conseil des ministres du lundi 3 septembre, M. Jean-Raphaël Alventosa a été nommé, sur proposition du ministre de l'intérieur, directeur du personnel et de la formation de la police. Administrateur civil hors classe, M. Alventosa était depuis décembre 1988 conseiller technique au cabinet de M. Pierre Joxe, chargé du budget. La nomination de M. Alventosa intervient alors que le ministère de l'intérieur est engagé dans une négociation avec les organisations syndicales sur une réforme des corps et des carrières de la police nationale.

[Né le 1^{er} avril 1949 à Paris, M. Jean-Raphaël Alventosa, licencié en philosophie et en droit, est ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion « Droits de l'homme »). D'abord affecté à la sous-direction de l'administration des personnels des services extérieurs du Trésor (1981-1983), il rejoint ensuite le cabinet de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget comme conseiller technique chargé de la décentralisation et du budget de l'intérieur (1983-1985). Mis à la disposition du contrôle d'Etat et du budget, chargé de la modernisation (1985-1986), il est affecté en septembre 1987 à la direction de la comptabilité publique avant de rejoindre, en décembre 1988, le cabinet de M. Pierre Joxe.]

A la maison d'arrêt de Fresnes Le dénouement heureux d'une prise d'otage

Un détenu de la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne) a pris en otage un médecin de l'établissement pendant près de quatre heures, lundi 3 septembre (nos dernières éditions du 4 septembre).

Claude Schmidt, trente-six ans, qui avait été condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Moselle en 1985 pour homicide volontaire, avait appris, le samedi précédent, le décès de son père.

Considéré comme un détenu violent, il avait été transféré à Fresnes au début du mois d'août pour y être suivi par les psychiatres du centre médico-psychologique. Le 3 septembre, en début de matinée, le docteur Claude Chirinkian décidait de rencontrer le détenu pour parler avec lui de la mort de son père. Elle ne connaissait pas Claude Schmidt, et apparemment ne savait pas qu'il devait sa condamnation à l'assassinat, à la mitrailleuse, d'un infirmier.

Selon les autorités judiciaires, le détenu développait une agres-

sivité toute particulière à l'égard du personnel médical. L'entretien entre le détenu et le médecin devait avoir lieu dans une cellule, située en détention, usuellement au parloir avec les avocats. Aussitôt mis en présence du médecin, Claude Schmidt, qui n'avait pas été fouillé, sortit un long couteau très effilé, qu'il plaça immédiatement sur la gorge du médecin. Pendant trois heures, il ne cessa de répéter qu'il allait le tuer, et demanda un entretien avec le procureur de la République.

M. Jean-Louis Nadal, procureur de Créteil, estimant qu'aucune intervention des forces de l'ordre n'était possible, vu l'exigüité du lieu où se déroulait la prise d'otage, parlementa pendant quarante minutes avec le forcené. Il finit par obtenir que le prisonnier relâche son otage, en lui promettant qu'il pourrait, sous escorte, se recueillir, sur la tombe de son père. Une enquête administrative a été ouverte, qui devra déterminer quels ont été les défauts de surveillance. Parallèlement, une information judiciaire a été ouverte.

Contrat brésilien pour la fusée Ariane

Un contrat a été signé, lundi 3 septembre à Rio-de-Janeiro, entre l'entreprise publique brésilienne de télécommunications Embratel et la société européenne Arianeespace, pour le lancement de deux satellites de télécommunications brésiliens de la nouvelle génération, Brazilsat B1 et B2.

Ces derniers, d'une masse au décollage d'environ 1 750 kilos, seront construits par la société américaine Hughes Aircraft Corporation et devraient être mis sur orbite respectivement au début et à la fin de 1994. La fusée Ariane avait déjà lancé, en 1983 et 1986, les satellites Brazilsat B1 et B2. Avec ce nouveau contrat, obtenu selon Arianeespace au terme d'une « compétition commerciale difficile », le carnet de commandes de la société européenne s'élève à trente-sept satellites et représente une valeur globale de 15,5 milliards de francs. - (AFP)

La Chine a lancé un nouveau satellite météo. La Chine a réussi la mise sur orbite géostationnaire de son deuxième satellite météorologique expérimental. Version améliorée du premier, le satellite FY-1 placé sur orbite en décembre 1988, « Fengyun 1 » a été lancé lundi 3 septembre par une fusée Long March 4 depuis le pas de tir de Taiyuan, dans la province centrale du Shanxi. - (AFP)

Dans sa campagne contre les essais nucléaires français Greenpeace publie des témoignages d'accidents mortels à Mururoa

Après la réunion aux îles Fidji du 21^{er} Forum du Pacifique Sud, le mois dernier, le mouvement écologiste Greenpeace intensifie sa campagne contre les essais nucléaires français en Polynésie. Il a publié lundi 3 septembre à Wellington (Nouvelle-Zélande) un livre intitulé « Témoignages », qui relate divers accidents et anomalies survenus autour du site de Mururoa depuis 1977.

L'ouvrage, rédigé à partir des témoignages d'anciens employés du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) et d'habitants des îles environnantes, évoque notamment un accident survenu le 7 juillet 1979, lors de l'essai de la première bombe à neutrons française. Selon un employé du centre victime de cet accident, qui a depuis été indemnisé, une explosion s'est produite ce jour-là près de la salle de contrôle, tuant sur-le-champ un ingénieur, René Villette, et blessant mortellement deux autres personnes.

Un porte-parole de l'ambassade de France à Wellington a indiqué à ce propos que l'accident de 1979, qui a blessé quatre personnes, dont deux sont mortes par la suite, était dû à une explosion où la radioactivité n'était pas en cause. Simple

« accident de laboratoire », l'explosion avait été provoquée par un fluide de nettoyage contenant de l'acétone.

Toujours selon le document de Greenpeace, un tir souterrain baptisé « Astenax », en 1977, aurait provoqué une fissure de trois kilomètres de long dans le basalte du lagon, fissure qui, après de nouveaux essais, mesurerait aujourd'hui sept kilomètres de long.

L'ouvrage publié en Nouvelle-Zélande s'ajoute à l'article du chercheur américain Norm Buske, publié dans la revue britannique New Scientist, qui conteste l'interprétation des résultats de l'étude publiée à la suite d'une campagne menée en 1987 par le commandant Cousteau sur le site de Mururoa (le Monde du 1^{er} septembre). L'ambassadeur français pour le Pacifique Sud, M. Henri Jaccolin, a contesté à son tour l'interprétation du chercheur américain : « Je ne vois pas pourquoi nous devrions commenter cette étude, car il s'agit de fausses informations. C'est seulement une campagne de Greenpeace », a indiqué le diplomate français.

La mort du professeur Pierre Denoix Une vie vouée à la lutte contre le cancer

Le professeur Pierre Denoix, oncologue, ancien directeur général de la santé, est décédé, à la suite d'une longue maladie, samedi 1^{er} septembre, à l'âge de soixante-dix-sept ans, à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif (Val-de-Marne). Les professeurs Maurice Tubiana et Robert Flammant rendent hommage à son action.

Pierre Denoix est décédé au terme d'une longue maladie à l'Institut Gustave-Roussy, dans le bâtiment même qu'il avait construit avec tant d'efforts et qui est entièrement dédié à la lutte contre le cancer. Chirurgien des hôpitaux en 1948, il s'était immédiatement consacré à la lutte contre le cancer.

Il avait choisi de travailler dans ce qui, à l'époque, était l'Institut national du cancer et devait devenir, à la mort de son fondateur Gustave Roussy, l'Institut Gustave-Roussy. Il devait y faire toute sa carrière jusqu'à son départ à la retraite en 1982, après en être devenu le directeur en 1956, succé-

dant à René Huguenin. Professeur à la faculté de médecine Kremlin-Bicêtre, Pierre Denoix a dominé la cancérologie française et internationale pendant plusieurs décennies, et son œuvre a été double. Sur le plan scientifique et médical, il a été le pionnier d'une classification moderne des tumeurs (le TNM), qui permet aux médecins de tous les pays d'avoir un langage commun et donc de pouvoir comparer leurs résultats. Spécialiste de la chirurgie des cancers du sein, il a contribué à créer une nouvelle discipline, la chirurgie oncologique. Mais son intérêt débordait le cadre de la chirurgie. Il a été l'un des créateurs en France de l'épidémiologie des cancers et a notamment, avec le professeur Daniel Schwartz, contribué à démontrer l'effet cancérogène du tabac.

Le professeur Denoix avait compris qu'un cancérologue, pour rendre son action efficace, devait accepter des tâches d'intérêt général. Dès la Libération, son rôle dans la création des centres de lutte contre le cancer et la rédaction de leur statut a été prééminent. Il en est resté toute sa vie

l'ardent défenseur. Comme chef de la section cancer à l'Institut national d'hygiène, puis comme président de la Commission du cancer, il a été le promoteur ardent d'une lutte contre le cancer, avec son quadruple aspect : les soins, la recherche, l'enseignement, l'information du public. Passionné par l'aspect organisationnel de sa tâche, il a été l'un de ceux qui ont introduit le temps plein dans les centres de lutte contre le cancer, avant même la réforme Débré, qu'il avait soutenue de toutes ses forces. Nommé directeur de la santé par M. Simone Veil (1974-1978), il a renforcé en France l'infrastructure de l'hygiène publique et de la prévention des maladies.

Un rôle international

Son rôle international fut éminent et il a été, entre autres, l'un des animateurs de l'Union internationale contre le cancer, dont il fut président de 1973 à 1978. D'une immense personnalité, mais aussi plein de fougue et de courage, il n'a pas hésité à prendre souvent le

contre-pied des idées à la mode, notamment pour l'organisation des hôpitaux. Il a mis, pendant cinquante ans, toute son énergie à se battre pour ce qu'il croyait et à faire avancer les causes qu'il estimait justes. Il était commandeur de la Légion d'honneur et croix de guerre 1939-1945. Il laisse derrière lui une veuve et trois enfants.

P. MAURICE TUBIANA directeur honoraire de l'Institut Gustave-Roussy et P. ROBERT FLAMMANT Directeur de l'Institut Gustave-Roussy

Né le 26 octobre 1912 à Paris, le professeur Pierre Denoix termine son internat, en 1942, après avoir été incorporé à Fresnes par la Gestapo. Chirurgien des hôpitaux de Paris à partir de 1948, professeur de cancérologie, il conduit toute sa carrière à l'Institut national du cancer, devenu Institut Gustave-Roussy, jusqu'à sa retraite en 1982. Pendant la même période, il est titulaire de la chaire de clinique cancérologique de la faculté de médecine de Paris. Il est directeur de la Santé de 1973 à 1978. Membre de l'Académie de chirurgie et de sociétés savantes étrangères, le professeur Pierre Denoix a présidé l'Union internationale contre le cancer de 1973 à 1978.]

Ingénieurs*!

4500 F.T.C. 1500 F.T.C. 1050 F.T.C. 550 F.T.C.

Calculateur de base portable PANASONIC EX-7000

Ordinateur portable TOSHIBA T1000 SE

Calculateur scientifique CASIO FX 9000

Capteur CANON FL 1

Appareil électronique CASIO FX 9000

Bureautique DURIEZ Informatique

*Ingénieurs les prix. Ingénieurs le choix. Ingénieurs le service. Ingénieurs le conseil. Ingénieurs DURIEZ.

3, rue La Boétie 75008 PARIS (1) 47.42.91.49 102, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 46.33.20.43 132, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 43.29.05.60 8, bd de Sébastopol 75004 PARIS

SOCIÉTÉ

L'an II de la sécheresse

II. - L'eau, une matière première mal gérée

Températures à la hausse et précipitations à la baisse : la France connaît un deuxième été consécutif de sécheresse. Si toutes les régions et toutes les catégories n'en souffrent pas également (le Monde du 4 septembre), un accusé est unanimement désigné : la gestion de l'eau. C'est moins la quantité des réserves d'eau qui devrait, en effet, inquiéter le pays que la qualité et les modalités de sa distribution et de sa consommation.

La France ne subit pas seulement un nouveau choc pétrolier. Vingt-quatre mois de sécheresse sur les trois quarts de son territoire équivalent à un véritable choc hydrique. Jusqu'à présent, le pays l'a plus ou moins bien supporté. Hormis l'agriculture, aucune des activités essentielles de la vie quotidienne, du commerce et de l'industrie, du transport et du tourisme n'en a véritablement pâti. Seule la nature, avec ses rivières à sec, sa végétation exsangue et ses animaux assoiffés, a triqué.

Une sécheresse équivalente aurait été catastrophique il y a vingt ans. Qu'on se souvienne de 1976. Elle n'a été jusqu'à présent que précautionnée. L'expérience aidant, les particuliers s'adaptent et les pouvoirs publics savent mieux gérer ce genre de situation.

La cellule sécheresse du ministère de l'Environnement, devenue permanente depuis le printemps 1989, a, mois par mois, surveillé l'évolution. « Lâchages » d'eau sur les barrages, pompes renforcées, solidarité entre les réseaux d'adduction, restrictions sur les consommations de luxe, ont permis, en gros, de faire face. Mais, du même coup, les problèmes de

l'eau sont apparus pour ce qu'ils sont : une affaire d'Etat. L'eau, « matière première » indispensable à la vie du pays, doit être gérée avec vigilance.

3 millions de litres par Français

Le ciel pourtant n'est pas avare. Bon an, mal an, il nous arrose en moyenne de 750 à 800 mm de pluie et de neige. Même si les deux tiers de ces quantités s'évaporent, soit directement, soit par les plantes, le reste s'infiltre dans les nappes ou coule dans notre formidable réseau hydrographique (277 000 km), soit une quantité, en année normale, de 170 milliards de mètres cubes. Chaque habitant en France dispose donc, grâce au ciel, d'environ 3 millions de litres d'eau, renouvelés chaque année. Ce torrent, le plus souvent bienfaisant, mais parfois dévastateur, excède de quatre à cinq fois la totalité des besoins actuels.

A cette eau « courante », si l'on peut dire, s'ajoutent des réserves six fois plus importantes. D'abord celles qui sont stockées derrière les barrages. Elles représentent plus de 10 milliards de mètres cubes, dont les trois quarts appartiennent à EDF, le dernier quart servant à soutenir le débit des rivières du bassin de la Garonne, de la Loire et de la Seine. Malgré la canicule de l'été 1990, ce capital a été à peine entamé : il en reste plus de 80 %, pour « voir venir » en septembre et produire du courant cet hiver.

Le pays possède surtout un fabuleux trésor naturel : celui qui est contenu dans les nappes superficielles, sédimentaires et profondes. Là, dorment 1 000 milliards de mètres cubes d'eau. Selon la jolie formule d'un spécialiste du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), il s'agit d'une sorte de

banque à laquelle on peut emprunter des « liquidités » qui lui seront remboursées par des annuités d'infiltration. Les consommateurs pompent chaque année 7 milliards de mètres cubes : la moitié pour des usages domestiques, l'autre pour les besoins de l'industrie. Or, sauf exception localisée, le niveau des aquifères n'a pas baissé depuis le début du siècle.

Eaux courantes ou dormantes, l'ensemble des disponibilités nationales est trente-trois fois supérieur aux besoins. Selon les dernières estimations, qu'il faut prendre avec précaution, car elles sont de grande complexité, les disponibilités sont d'environ 35 milliards de mètres cubes par an. Les grands utilisateurs d'eau sont, dans l'ordre, l'agriculture (6,6 %), l'industrie (14,4 %), les communes (17 %) et les centrales thermiques (62 %).

L'évolution de la consommation est différente d'un secteur à l'autre. Chez les industriels, qui pratiquent de plus en plus le recyclage, elle diminue de 3 % par an. Les centrales thermiques, quant à elles, sont parvenues à la stabiliser, notamment en installant leurs réacteurs en bord de mer. Mais la consommation continue de croître dans les villes (+1,8 % l'an) et surtout chez les particuliers, les agriculteurs. Ceux-ci ont découvert les vertus de l'arrosage.

De 500 000 hectares en 1960, les terres irrigables sont passées à 1,8 million d'hectares.

Une consommation en dents de scie

Les ressources nationales seraient donc largement suffisantes pour garantir la vie des rivières et pour éteindre la soif de tout le monde. Hélas, tous ces besoins ne s'expriment pas de manière uniforme sur

l'ensemble du territoire et tout au long des quatre saisons. Les cultivateurs exigent impérativement de l'eau durant les mois d'été et stoppent leurs pompes le reste de l'année. Les barrages EDF pourraient être mis davantage à contribution et « lâcher » de l'eau, mais les électriciens veulent se faire indemniser pour les kilowatts qu'ils ne produisent pas.



ront pas. Quant aux communes qui ont développé un tourisme local autour des retenues, elles protestent si on s'avise de les vider prématurément.

Un exemple : dans le Sud-Ouest, les stocks d'eau accumulés derrière les barrages représentent 2,8 milliards de mètres cubes. Plus qu'il n'en faut pour couvrir théoriquement tous les besoins durant une année entière. Pourtant, la pénurie menace chaque été. Un plan de dix ans prévoit la construction de dix-sept ouvrages supplémentaires, notamment à Charlas (Haute-Garonne) et d'une multitude de petits lacs collinaires. Coût : 3,3 milliards de francs et, au grand dam des éco-

logistes, qui protestent, des kilomètres de vallées noyées.

D'autres investissements de modernisation sont à prévoir. Datant des années 50, les installations de captage et les réseaux de distribution d'eau, notamment dans les petites communes, ont vieilli. Les puits se colmatent, les canalisations fuient à qui mieux mieux. Si des milliers de ruraux ont été privés d'eau, ils le doivent plus à cette vétusté qu'au tarissement des sources.

Mais la révélation majeure de la sécheresse, c'est la pollution des eaux. Rien ne sert d'avoir la quantité, si le liquide n'est pas utilisable. Contamination fécale à l'aval des villes, déchets d'élevage, engrais et produits phytosanitaires dans les campagnes, toxiques, métaux lourds, composés de synthèse et traces de radioactivité dans les secteurs industriels sont monnaie courante.

Vingt ans après le démarrage des agences financières de bassin et malgré les dizaines de milliards d'investissement qui ont permis de construire en France 8 000 stations d'épuration, la situation générale s'est dégradée. Le tiers seulement des effluents déversés dans les cours d'eau est effectivement traité. Résultat : les distributeurs d'eau potable ont de plus en plus de mal à épurer convenablement le liquide qu'ils puisent au droit de leurs usines.

L'effort à consentir pour régénérer les rivières est tel que le ministère de l'environnement n'ose plus afficher des objectifs de qualité. Pour les nappes souterraines, la constatation est la même. On estime que déjà 10 % de cet inestimable capital est impropre à la consommation humaine.

N'ayant pas su préserver la qualité de ses ressources, la France se trouve donc menacée de pénurie en

cas de sécheresse. En 1990, le déficit de précipitations a privé ses eaux courantes de 40 milliards de mètres cubes, le quart des apports habituels. La pollution aggrave encore ce déficit. Elle est une gêne pour la vie quotidienne, une catastrophe pour la vie aquatique. Cette pénurie limite le développement économique.

Remercier

les agences de bassin

La crise de l'été 1990 aura au moins le mérite de tirer le signal d'alarme. La gestion de l'eau est à la fois archaïque, laxiste et désordonnée. Les agences de bassin n'ont pas les moyens de leur mission, les contrôles sont dispersés entre une demi-douzaine d'organismes et les amendes frappent ceux qui paient ou rejettent sans vergogne sont d'un montant ridicule. C'est pourquoi, dès l'automne, M. Brice Lalonde présentera au gouvernement puis au Parlement un projet de loi qui tentera de « remettre de l'ordre dans la maison ». L'eau étant une ressource commune et vitale, tout prélèvement et tout rejet doivent être contrôlés, voire autorisés par la puissance publique. Il s'agit de remanier les agences de bassin et surtout de créer les directions régionales de l'environnement et de l'eau (DREE), qui coordonneraient l'action de tous les services concernés. Une tâche de longue haleine.

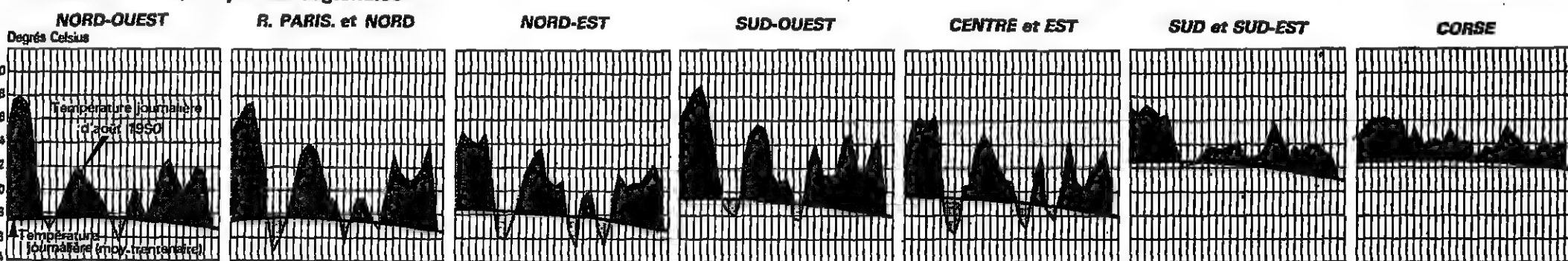
MARC AMBROISE-RENDU

PROCHAIN ARTICLE

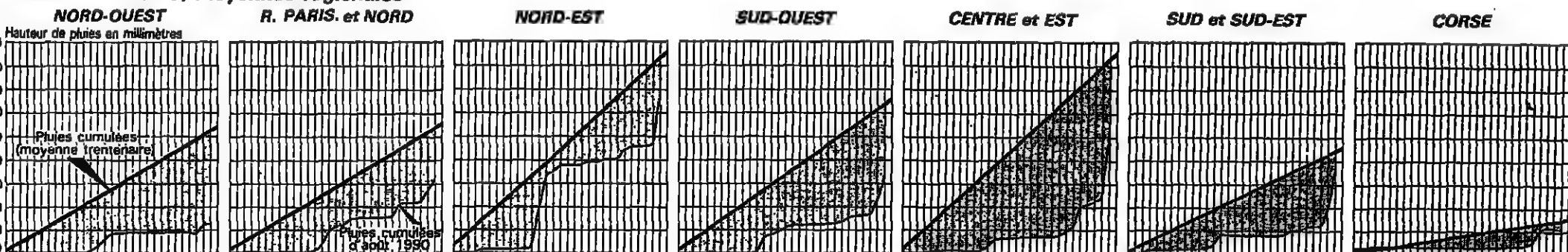
Les cultures sur le grill

Déficit de pluie et excédent de chaleur

TEMPÉRATURES, moyennes régionales



PRÉCIPITATIONS, moyennes régionales



Juillet a été un mois remarquable par la chaleur et la sécheresse (le Monde du 2 août). Août a suivi sensiblement les mêmes tendances. Les quatorze graphiques que nous publions ci-dessus sont régionaux, c'est-à-dire qu'ils ont été établis en calculant les moyennes journalières à partir des données recueillies dans quatre, cinq ou six stations de chacune des sept régions météorologiques. De tels graphiques ne rendent évidemment pas compte des conditions particulières locales. Mais ils traduisent bien la situation régionale, au jour le jour, pour le mois d'août 1990.

Partout en France, le déficit des précipitations, très important en juillet, s'est poursuivi au mois d'août, même si les pluies tombées pendant les derniers jours du mois l'ont un peu atténué. Au 29 août, le Poitou, la Touraine, le Berry, les régions de Tarbes, Bergerac et Cazaux, le Dijonnais, le Lyonnais, la Côte d'Azur et la région de Toulouse avaient reçu moins de 10 % de leurs précipitations mensuelles moyennes.

Les températures ont été partout très au-dessus des moyennes quotidiennes régionales, pendant tout le

mois d'août, à l'exception de quelques jours de fraîcheur. Devant une telle situation de grande chaleur et de sécheresse persistante, le réflexe instinctif est de dire qu'on n'a jamais vu cela, que le temps s'est irrémédiablement détraqué. Pour le vérifier, la Météorologie nationale a bien voulu nous fournir, dans sa masse de données, quelques chiffres très significatifs.

Le précédent de 1921

Il est exact que les mois de juillet et d'août 1990 ont été suffisamment secs pour que des records de faibles précipitations - au cours des quarante dernières années - aient été battus dans plusieurs villes (tableau n° 1).

La comparaison des pluies tombées pendant les douze mois courant du 1^{er} août au 31 juillet en 1975-1976, 1988-1989 et 1989-1990 montre l'inégale répartition de la sécheresse selon les périodes et les régions. Elle montre aussi que ces trois périodes ont été, en général, très déficitaires par rapport aux normales, c'est-à-dire aux moyennes calculées sur les trois décennies 1951-1980.

Qui se souvient, enfin, de la sécheresse de 1921 ? A part les météorologistes, personne. Pourtant, cette année 1921 a été la plus sèche de celles dont les archives de la Météorologie nationale ont gardé une trace chiffrée. Dans le *Mémorial de la Météorologie nationale*, Climatologie de la France, publié en 1967, qui se termine par une liste commentée des grands étés et des grands hivers, on peut

lire cette phrase qui relativise notre malheur d'aujourd'hui : « 1921 [a été] une année de sécheresse sans précédent dans les bassins de la Seine et de la Loire inférieure ainsi que dans toute la moitié est de la France ; aussi le débit des rivières alpines s'est-il trouvé réduit dans des proportions qu'on n'avait encore jamais observées. Les mois de juin et juillet n'ont reçu en tout, à eux deux, à

Paris que 5 millimètres de pluie, et le total de l'année, 278 millimètres, n'atteint même pas la moitié de la valeur normale : il représente environ la quantité normale de pluie

qu'on recueille à la limite septentrionale du Sahara algérien » (tableau n° 2).

YVONNE REBEYROL

Totaux de précipitations annuels (en mm)

	1921	1976	1989	Normale	TOTAL au 1 ^{er} août 1990
Paris-Montsouris	270	417	565	646	305
Bordeaux	444	1 018	665	936	443
Marseille	282	803	261	569	251
St-Denis-d'Oléron	278	636	532	702	252
Bonifacio	459	797	546	667	163
Ile de Bréhat	329	604	481	709	429
Langres	570	579	645	881	478

Les totaux sont les cumuls de précipitations de janvier à décembre. En 1990, le total a été obtenu en tenant compte des mois de janvier à juillet inclus. La comparaison des années est donc relative puisque : en 1990, on ne préjuge pas de la poursuite de la sécheresse ; les cumuls prennent en compte les orages (par exemple, celui de juin 1990 à Paris) ; à quelques kilomètres de la station, le cumul peut être plus faible ; les instruments de mesure et leur emplacement ont changé.

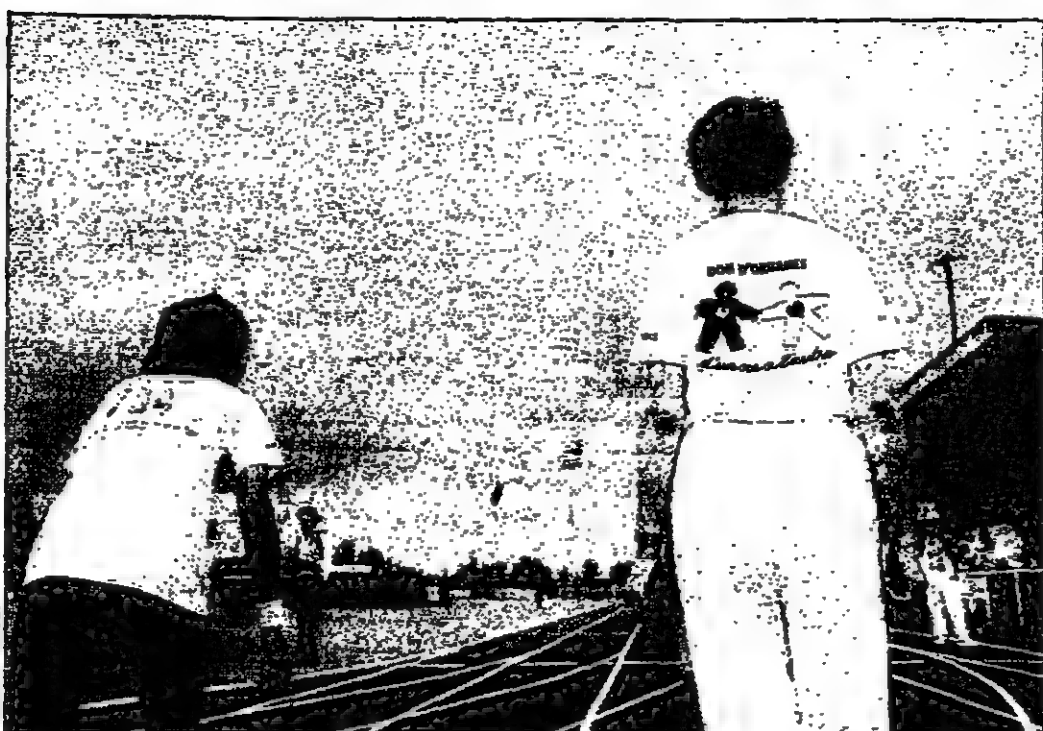
Avec la période utilisée et les totaux estimés, la sécheresse de 1990 n'apparaît pas comme record, si automne et hiver sont normalement pluvieux mais elle peut le devenir dans les trois stations si automne et hiver sont secs. Mais le choix d'une période plus longue, comme août 1989 à juillet 1990 ou janvier 1989 à juillet 1990, conduirait sans doute à classer 1990 dans les records : le déficit de précipitations persistant depuis 1989 devient très important.

سكنا من الامطار

SCIENCES • MEDECINE

Les battements du second cœur

Après une transplantation cardiaque peut-on vivre normalement, faire du sport par exemple ?



Pour l'exercice physique, mais avec certaines précautions.

PATRICK BOREL, greffé du cœur le 22 septembre 1982 à l'âge de vingt ans, prend rarement l'ascenseur. Le plus souvent possible, il gravit énergiquement les étages qui le mènent au service de la Caisse des dépôts et consignations où il travaille. Aujourd'hui, il se définit lui-même comme « un homme presque comme les autres ».

Seuls quelques jours d'absence dans l'année pour effectuer des examens de contrôle ainsi qu'un traitement quotidien marquent aux yeux des autres sa différence. Au fil des ans, Patrick a fini par apprivoiser son deuxième cœur. Malgré l'anonymat inscrit en matière de don d'organes, il a cherché à connaître, comme la plupart des greffés, l'identité du donneur et les circonstances de sa mort.

Une indiscretion lui a permis de savoir qu'il s'agissait d'un homme de trente-neuf ans. Cet homme, il lui a donné un nom, Antoine. Souvent, il cherche à confronter ses propres réactions à celles qu'aurait pu avoir son bienfaiteur. Que doit-il au cœur d'Antoine dans ses propres émotions ?

Malgré son DESS en ressources humaines, Patrick n'a pas trouvé sans mal un travail. Plusieurs contrats à durée déterminée lui ont permis de faire ses preuves dans différentes sociétés, mais ses candidatures pour un emploi définitif ont parfois buté pour des raisons de santé. Aujourd'hui, ce sont les banques qui refusent de lui faire un prêt.

Plus de six cents greffes l'an dernier en France

Pourtant depuis 1967, date de la première greffe de cœur, réalisée en France par le professeur Christian Barnard, la survie des patients a considérablement augmenté. Le rejet du greffon par l'organisme du receveur, à l'origine du décès de nombreux greffés, a pu être en partie maîtrisé grâce à la découverte de la cyclosporine au début des années 80. Cet immunosuppresseur limite les risques de rejet en diminuant la réaction immunitaire, mais affaiblit la défense de l'organisme contre les infections.

Les premières manipulations génétiques sur des plantes ne datent guère que de 1981. Cette année-là, des chercheurs américains ont introduit et fait s'exprimer un gène de haricot dans des cellules de tournesol, et des Belges de l'université de Gand (restée depuis l'un des centres européens de la génétique végétale) ont réalisé la même opération avec un gène bactérien dans des cellules de tabac. La voie ainsi ouverte fut suivie immédiatement par de nombreuses autres équipes. Tous utilisaient comme vecteur l'*Agrobacterium tumefaciens*, une bactérie responsable d'une sorte de cancer végétal, la galle du collet ou crown gall.

Les céréales font de la résistance

Des chercheurs français avaient démontré dix ans plus tôt que cette bactérie injectait à la plante malade une partie de son propre matériel génétique. En manipulant l'*Agrobacterium* pour y ajouter le gène à introduire dans la plante (on savait manipuler des bactéries depuis 1973), il était donc possible de s'en

A partir de 1974, la biopsie du muscle cardiaque, qui consiste à prélever un fragment du myocarde, a également permis un diagnostic précoce du rejet avec une mise en œuvre plus rapide d'un traitement. En quelques années, les greffes ont pu ainsi faire un bon spectaculaire. De tous les pays d'Europe, c'est en France qu'est pratiqué le plus grand nombre de transplantations cardiaques. En 1989, 626 interventions y ont été effectuées contre 10 en 1980 et, actuellement, une trentaine d'équipes pratiquent ce type de greffe.

A la fin 1989, l'association Franco-Transplant, chargée de coordonner les prélèvements et les transplantations d'organes, comptabilisait 2 539 greffes cardiaques - y compris 115

greffes cœur-poumons - depuis les débuts de la transplantation en France, en 1968, par l'équipe du professeur Christian Cabrol (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris). Au début de l'année 1990, 1 390 transplantés cardiaques, y compris les greffes cœur-poumons, étaient en vie. Le cas d'Emmanuel Vitria, « recordman du monde » de la transplantation cardiaque, mort en 1987 après plus de 18 ans de survie, n'est plus exceptionnel. Les taux de réussite s'améliorent régulièrement et la survie moyenne des greffés cardiaques de 1985 atteignait 65 % quatre ans après.

Les deux grandes raisons de la greffe cardiaque sont, en tête, les cardiomyopathies, qui se traduisent par une dégénérescence du muscle, le plus

souvent d'origine inconnue, et les cardiopathies ischémiques, principalement les infarctus, en augmentation. Viennent ensuite des atteintes d'origine valvulaire, plus rares.

L'amélioration du pronostic des transplantations cardiaques va de pair avec l'émergence de la question de la réinsertion des greffés et de leur qualité de vie. Plusieurs équipes chirurgicales plaident pour la reprise d'une vie quasi normale et préconisent, sous certaines conditions, l'exercice physique. « On a pu créer, à une certaine époque, une population totalement assistée sans connaître exactement le degré de fragilité des personnes greffées », explique le docteur Jean-Claude Verdier, physiologiste spécialisé dans les adaptations cardio-vascu-

laires à l'hôpital Cochin et responsable du suivi médical des Jeux européens des greffés du cœur (1).

Depuis quelques années, d'abord aux États-Unis et dans les pays scandinaves, puis, plus récemment, en France, on explore les limites physiques des transplantés cardiaques. « En ce qui concerne les sports d'endurance, qui demandent un effort modéré et soutenu d'au moins vingt minutes, comme le vélo, la course à pied ou encore la natation, la limite n'est pas d'origine cardiaque, mais elle est simplement celle de la fatigue musculaire », considère le docteur Jean-Claude Verdier, au vu des tests qu'il mène dans le service de physiologie des adaptations du professeur Michel Rieu (hôpital Cochin, Paris).

Ces exercices doivent toutefois se dérouler en suivant certaines précautions. L'échauffement est primordial. En effet, la réponse d'un cœur greffé à l'effort est décalée en raison de son absence d'innervation. Il augmente la fréquence de ses battements sous la seule action des hormones (les catécholamines) libérées par les glandes surrénales. Ce retard de l'adaptation du cœur, ou « inertie », atteint environ trois minutes et doit être compensé par un échauffement adapté.

Une deuxième vie

A l'inverse, lors de l'arrêt de l'effort, la fréquence cardiaque reste élevée à cause de la persistance des hormones dans le sang, ce qui impose au greffé de ne pas arrêter un effort brutal, sous peine de malaise.

En dehors de ces précautions et des recommandations particulières de l'équipe de transplantation liées à l'état de chaque individu, la pratique du sport semble souhaitable à la suite d'une greffe cardiaque. « Des activités physiques régulières permettent de diminuer la période d'inertie, dans le meilleur des cas, à une minute, explique le docteur Jean-Claude Verdier. Elles diminuent les risques de fractures et d'athérosclérose liées au traitement par les corticoïdes, en stimulant la minéralisation osseuse et en augmentant le métabolisme musculaire ».

Après une transplantation cardiaque, il n'est pas rare que certains aient le sentiment de vivre une

deuxième vie. « Nous sommes des condamnés à mort grâces par le corps médical », déclare Michel Pichereau, greffé en 1988 à cinquante-sept ans. On nous a donné une bouée de sauvetage et nous nous devons de lutter. Je revis comme avant l'opération. Je refais du vélo, du sport, etc. »

« Quand on a, comme moi, été donné pour mort, on a envie après de faire un maximum de choses dans un minimum de temps, explique Christian Fontagne, trente et un ans, greffé en octobre dernier. Cette aventure, je trouve que c'est un plus. On apprend mieux les petites choses de la vie. » Seulement, il y a la cicatrice, cette grosse balafre sur le thorax qui interdit tout décolleté. « Je veux absolument la faire enlever », insiste-t-elle. Mon chirurgien m'a promis que dans un an, on pourrait le faire. » Plus tard, Christiane envisage de monter une « onglerie », un institut où l'on pose de faux ongles. « Ce sera très difficile, car aux yeux des banques et des assurances, je suis une personne à risques ».

L'association Cardio-greffés (2), créée en 1987, travaille pour une meilleure réinsertion des greffés du cœur et des poumons. « En organisant les récents Jeux, nous avons voulu témoigner de notre aptitude à nous réinsérer et sensibiliser les pouvoirs publics et le patronat à notre condition », explique son président, M. Georges Morel. « Notre bataille vise également à avoir davantage de donneurs », continue M. Maurice Girod, vice-président de Cardio-greffés. En effet, sur près de six cents personnes actuellement en attente, combien n'arriveront pas à la greffe faute de cœur ?

MARTINE LARONCHE

(1) Les Jeux européens des greffés du cœur se sont déroulés du 30 août au 2 septembre, à Paris. Organisés par l'association Cardio-greffés, ils ont réuni près de deux cents athlètes greffés, venus de dix pays d'Europe, d'URSS, des États-Unis et d'Israël. Les épreuves sportives comprenaient natation, athlétisme, cyclisme, tennis, ping-pong et volley-ball.
(2) Cardio-greffés, 36, rue Petit, 75019 Paris, tél : (1) 42-38-63-71.

La génétique au canon

Dernière arme des biologistes, le « canon à particules » va permettre la mise au point de céréales transgéniques résistantes aux herbicides et aux maladies

CÉRÉALE stratégique de l'agriculture mondiale - avec le blé et le riz - le maïs résistait jusqu'à présent à toute manipulation génétique. Ses dernières défenses viennent de céder. L'arme décisive dans cette bataille que se livrent les laboratoires de biologie végétale du monde entier est une invention étonnante mise au point à l'université Cornell de New-York. Les chercheurs l'ont baptisée « canon à particules », mais cela tient plus du tromblon de laboratoire que de l'accélérateur des physiciens nucléaires.

Les premières manipulations génétiques sur des plantes ne datent guère que de 1981. Cette année-là, des chercheurs américains ont introduit et fait s'exprimer un gène de haricot dans des cellules de tournesol, et des Belges de l'université de Gand (restée depuis l'un des centres européens de la génétique végétale) ont réalisé la même opération avec un gène bactérien dans des cellules de tabac. La voie ainsi ouverte fut suivie immédiatement par de nombreuses autres équipes. Tous utilisaient comme vecteur l'*Agrobacterium tumefaciens*, une bactérie responsable d'une sorte de cancer végétal, la galle du collet ou crown gall.

Les céréales font de la résistance

Des chercheurs français avaient démontré dix ans plus tôt que cette bactérie injectait à la plante malade une partie de son propre matériel génétique. En manipulant l'*Agrobacterium* pour y ajouter le gène à introduire dans la plante (on savait manipuler des bactéries depuis 1973), il était donc possible de s'en



Des céréales « taillées sur mesure » pour la fin des années 90.

servir comme cheval de Troie pour investir les cellules végétales. Cette technique a, depuis, été utilisée avec succès sur le tabac d'abord (l'une des plantes les plus facilement manipulables génétiquement), puis sur le tournesol, le colza, les tomates, les pommes de terre, le concombre, ou... les pétunias. L'opération est devenue assez courante. Et, si aucune plante transgénique n'est encore disponible sur le marché, une

quarantaine d'essais en champs ont déjà été réalisés en France sculement (contre 70 à 80 aux États-Unis).

La voie semble désormais ouverte à la « fabrication » de plantes résistantes aux maladies, aux herbicides et aux insectes, ou « taillées sur mesure » pour être plus productives. Au point que, l'an dernier, des chercheurs de l'université de Gand et de la société belge Plant Genetic Sys-

tem ont même réussi à manipuler du colza pour lui faire produire des substances pharmaceutiques! (*Le Monde* du 17 février 1989.)

Mais les chercheurs se heurtent, jusqu'à ces derniers mois, à un problème de taille : toutes ces belles réalisations n'étaient possibles que sur les plantes appartenant à la classe des dicotylédones.

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 14

Conférences

Dans le cadre de l'exposition
LA FABRIQUE DE LA PENSÉE

mercredi 12 septembre à 17h
«Le fonctionnement du cerveau : la 4^e dimension»
par Marc Peschanski, Inserm (U161)

samedi 29 septembre à 15h
«Les humeurs passionnées du cerveau»
par Jean-Didier Vincent, Inserm (U176)

mercredi 3 octobre à 17h
«L'homme et la douleur»
par Jean-Marie Besson, Inserm (U161)
et Bernard Roques, Inserm (U266)

Dans le cadre de
LA SEMAINE DE L'ASTRONOMIE

mercredi 19 septembre à 17h
«L'eau et les étoiles»
par Pierre Encrenaz, CNRS (URA 336)
Observatoire de Meudon

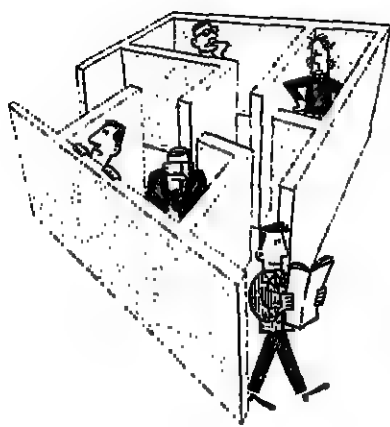
(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Célestin Barou 75019 Paris (Métro Porte de la Villette)
Informations : (1) 46 42 13 13

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI



AUJOURD'HUI SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS LES RÈGLES DE L'EMPLOI VOUS SEREZ VITE HORS JEU

Chaque semaine, dans le *Monde Initiatives*, des informations et des analyses de fond sur les carrières, la formation professionnelle, les études et leurs débouchés. Avec des offres d'emploi pour les cadres.

CHACQUE MARDI (numéro date mercredi)

Comment lutter pour le respect des droits de l'homme si on ne sait pas qui les viole.



Tout porte à croire
que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.
En 1989 plus de 140 pays ont encore violé
les droits de l'homme.



A partir du 1^{er} septembre le rapport 1990 est disponible
en librairie. Prix de vente : 95 F.

amnesty international.

2, rue de la Pierre Levée 75011 PARIS. MINITEL 3515 CODE AMNESTY

SCIENCES • MÉDECINE

CORRESPONDANCES

« Ligne de vie » et crédulité

A la suite de notre article consacré à la publication de médecins britanniques tendant à établir une corrélation entre la longueur du pli cutané correspondant à la « ligne de vie » des chiromanciens et la durée de la vie (le *Monde Sciences-Médecine* du 29 août), nous avons reçu le texte suivant du professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne) :

Les publications médicales sont ravagées par les lacunes méthodologiques et par leur souci de publier pour exister. L'objectif n'est pas la qualité du produit, mais le retentissement de la publication par son caractère iconoclaste, voire scandaleux. Quand la presse généraliste s'en empare, elle peut bien assortir « l'information » de critiques méthodologiques, le mal est fait.

L'article de Newrick et collaborateurs, publié dans le *Journal of the Royal Society of Medicine*, sur la ligne de vie qui est plus longue quand les cadavres avancent en âge est un modèle du genre. Le ton plein d'humour est déjà un piège, évoquant un canular. Il s'agit en réalité d'un « vrai-faux canular », car il y a des faits et ils sont publiés dans une revue scientifique. Si un auteur avait proposé à la revue un article affirmant que les plis du visage étaient plus creux et plus longs quand on vieillissait, le comité de lecture aurait envoyé au panier une telle découverte ! Chacun de nous évalue l'âge d'un visage nouveau en utilisant cette modification. À partir du moment où il s'agit de la main, avec la mesure d'un pli appelé ligne de vie, un saut aventureux intervenait, un indicateur de l'âge se transformait en une indication de l'aptitude à vivre vieux.

Avant d'étudier cette hypothèse dans une étude prospective comportant l'identification des facteurs de risque, il fallait dans un premier temps comparer la longueur des plis cutanés de la main sur le cadavre et sur un groupe de « vivants » d'âge identique. L'absence de différences significatives entre les deux groupes aurait indiqué que la longueur de la « ligne de vie » était un simple indicateur du vieillissement réel (génétique ou acquis). Cette étude ne présentait aucune difficulté, mais la réaliser risquait tout simplement de dénuier l'intérêt de l'article. Il ne fallait donc surtout pas la faire. Les

auteurs se sont également gardés de nous indiquer l'influence de l'âge sur la longueur des autres lignes de la main, ce qu'ils pouvaient faire sans difficulté. Si le comité de lecture de cette revue avait fait son travail, il aurait exigé ces études complémentaires, mais alors aurait-on parlé dans la presse internationale du *Journal of the Royal Society of Medicine* ?

Il faut aussi s'inquiéter de la facilité avec laquelle des médecins font coexister dans leur esprit la méthodologie scientifique et la crédulité la plus naïve. L'effondrement du scientisme insolent de la fin du siècle dernier et une mauvaise digestion d'incertitudes proprement scientifiques (la position et la vitesse de l'électron, la querelle déterministe, les théories des catastrophes et des systèmes chaotiques...) les ont fait basculer dans l'acceptation de postulats plus rassurants que l'attente d'une explication scientifique des faits observés.

La méfiance de l'Eglise à l'égard des miracles est analogue à celle du scientifique face aux affirmations sans preuves. Si les miracles ne laissent plus la place au doute, où est le mérite du croyant ? Si l'on remplace dans les sciences de la vie la méthode scientifique par l'affirmation de systèmes artificiels, pourquoi expérimenter ? Allons chercher dans l'un ou l'autre de ces deux jardins, voire dans les deux, ce qui nous passionne ou nous aide à vivre, mais sauvegardons leurs différences et ne les confondons pas.

L'anglais, langage scientifique

A la suite de l'article « L'Académie rend compte en français » paru dans le *Monde* du 18 juillet 1990, nous avons reçu la lettre suivante du docteur Michel Goldberg, chercheur au département de biophysique de l'Institut Weizmann de Rehovot (Israël).

Publier un article scientifique en anglais n'est pas une triste concession pour un chercheur de langue française. C'est le meilleur moyen pour faire connaître à toute la communauté scientifique le produit d'un travail original et utile à l'avancement d'autres recherches.

Les scientifiques du monde entier forment une communauté parce qu'ils partagent deux langues communes : le langage scientifique (et tout le vécu qui y est lié) et l'anglais.

La très large communication entre chercheurs de pays différents par leur culture, leur langue, leur niveau de vie ou leur système politique serait presque inexistante si les publications se faisaient en hébreu, en néerlandais, en français.

Je partage le souci des dirigeants de l'INSERM ou du ministère de la recherche qui souhaitent publier des revues scientifiques de très bon

niveau en France (le *Monde* du 16 juillet 1990) en menant une politique éditoriale originale et indépendante de celles des grands éditeurs anglo-saxons, mais je ne vois pas, dans leur argumentaire, de raisons pour privilégier les articles écrits en français et pour les primer.

Au contraire, l'utilisation de la langue anglaise favorise la diffusion des travaux réalisés en France, leur citation par des chercheurs non francophones et l'accueil dans les revues françaises de travaux de qualité réalisés dans d'autres pays.

De plus, une politique qui favorise les articles écrits en français et qui organise des prix spéciaux pour ces travaux ne manquera pas de susciter une suspicion sur le contenu scientifique de ces revues et sur les intentions protectionnistes de leur comité de lecture.

Par contre, il est utile que les grandes institutions de recherche et les éditeurs français bénéficient d'une aide pour publier des livres scientifiques de très bonne qualité en langue française, fréquemment remis à jour, principalement destinés aux étudiants, car la découverte des sciences, de leur finesse, de leur complexité et de leur beauté se fait de façon plus aisée dans la langue maternelle.

La génétique au canon

Suite de la page 13

Celles de l'autre classe, les monocotylédones, résistent en effet aux attaques de l'*Agrobacterium tumefaciens*. Or le blé, le maïs, l'orge, le riz, la plupart des céréales alimentaires les plus répandues dans le monde, en font partie. Un marché considérable.

Les chercheurs ont donc tenté de trouver d'autres méthodes pour tourner l'obstacle. Parmi elles, l'utilisation des protoplastes. Il s'agit de cellules végétales « épluchées » de leurs parois qui laissent l'ADN supportant les gènes passer à travers leur membrane. Moyennant, hélas, quelques manipulations assez délicates, comme l'introduction d'un agent mouillant (un polyéthylène glycol) ou la perforation préalable des membranes des protoplastes par des chocs électriques (électroporation).

Des équipes britannique, japonaise et chinoise ont ainsi réussi à modifier génétiquement du riz il y a deux ans. Et, en 1988, des chercheurs américains sont parvenus pour la première fois à introduire un gène étranger dans le maïs. Hélas, les plants développés à partir des cellules manipulées se sont révélés stériles. De plus, souligne M. Michel Becker, directeur de recherches à l'Institut national de la

recherche agronomique (INRA), « il s'agit là de manipulations presque « artistiques », difficilement exploitables industriellement ». L'électroporation, par exemple, n'est efficace que pour une cellule sur mille ou dix mille, et seulement une cellule modifiée sur un million est capable ensuite de se reproduire !

Des microbilles de tungstène

Le salut est venu de l'université Cornell (New-York), où un chercheur à l'âme de bricoleur met au point, en 1987, un dispositif d'une simplicité désarmante. Un « microcanon » qui tire des billes de tungstène, d'or ou de zinc de quelques millièmes de millimètre de diamètre. Préalablement enduites d'ADN (porteur du gène à introduire), et projetées à une vitesse de 430 mètres par seconde, ces particules traversent les cellules végétales sans les détruire, mais en y abandonnant au passage les précieux gènes. Cette méthode présente l'avantage d'éviter les étapes délicates, comme la transformation des cellules en protoplastes. Des essais ont même été réalisés sur des bourgeons.

Aussi incroyable que cela puisse

paraître, cette technique violente semble fonctionner. Au moins pour les céréales. En tout cas, souligne M. Becker, « cinq à six communications convaincantes ont été présentées récemment lors d'un seul congrès tenu à Amsterdam ». Toutes concernaient des manipulations sur le maïs, obtenues à l'aide du canon à particules, et ayant donné naissance à des plants fertiles. Ces expérimentations ont été réalisées dans les laboratoires de firmes importantes comme Ciba-Geigy, Monsanto et Hoechst, ou des petites compagnies américaines en pointe comme Dekalb ou Biotechnology. En France, l'université d'Orsay expérimente un canon à particules de son cru. Rhône-Poulenc, Elf Biotechnologie et Limagrain s'y intéressent de près.

Il ne s'agit évidemment pour l'instant que de travaux de laboratoire portant sur des gènes « marqueurs » (résistance à un antibiotique ou à un herbicide). Reste à identifier et à cloner les gènes commercialement utiles, puis à les faire s'exprimer dans la plante, avant de passer aux essais en serre, et en plein champ. Pour prometteuse qu'elle soit, cette technique ne débouchera pas sur un produit commercial avant la fin des années 90, estime M. Claus Conzelmann, porte-parole de Ciba-Geigy pour les biotechnologies. « C'est un peu comme si nous venions de mettre au point une machine à tisser le vin en bouteilles. Mais, ajoute-t-il, il nous reste maintenant à trouver le châliis ».

JEAN-PAUL DUFOUR

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Éditions,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F
V4801 - 15-10-70 - Société Titulaire
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Impression
du « Monde »
12, rue de la Harpe
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 51 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-22-20-20

ABONNEMENTS

L. place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

501 من المجلد

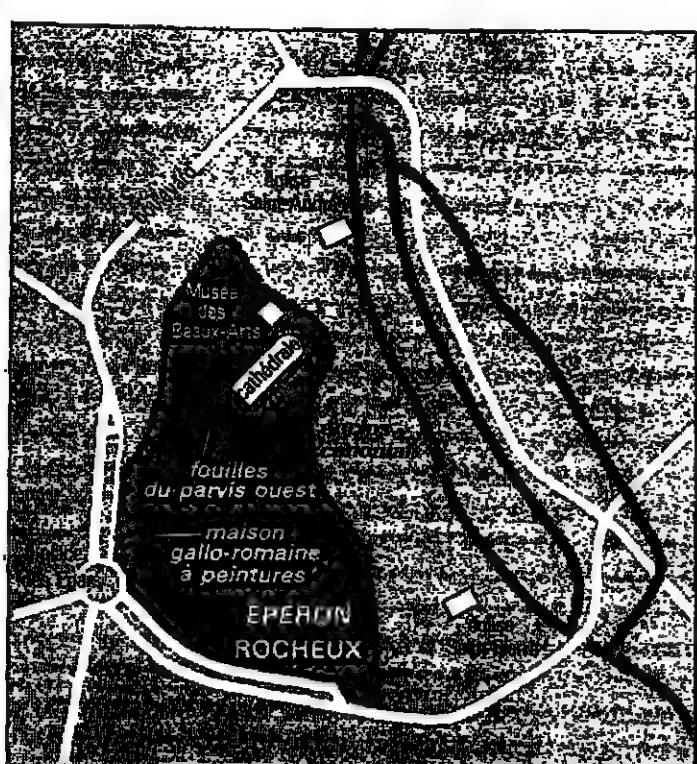
SCIENCES • MEDECINE

Chartres, à la recherche des temps perdus

Des fouilles vont commencer sous le parvis ouest de la cathédrale qui pourraient mettre au jour les restes d'une ville gallo-romaine

M. GEORGES LEMOINE, maire de Chartres, a annoncé, lundi 3 septembre, le commencement des fouilles archéologiques du parvis ouest de la cathédrale. Depuis plus d'un an, il mène avec ténacité le projet de créer dans sa ville un Centre médiéval consacré à l'Europe des cathédrales.

Environ trois millions de pèlerins et de touristes viennent à Chartres chaque année. Mais la plupart d'entre eux - pour ne pas dire leur quasi-totalité - ne visitent que la cathédrale, et encore le font-ils au pas de charge. Rares sont ceux qui entrent dans le riche musée des Beaux-Arts, pourtant tout proche puisqu'il est installé dans le superbe palais épiscopal, les églises Saint-André ou Saint-Pierre, le nouveau Centre international du vitrail, ou qui se promènent dans les vieilles rues de la ville.



En Moyen Âge, à partir d'une époque qu'on ne peut encore préciser, une bonne partie de l'éperon rocheux est occupée par l'enclos canonial, c'est-à-dire l'ensemble constitué par les églises puis les cathédrales successives, les logements des clercs et autres chanoines, les bâtiments de service, un hôtel-Dieu, etc. Au moins dès le XIII^e siècle, l'enclos canonial est entouré d'un mur percé de nombreuses portes dont subsistent ici ou là quelques éléments.

Les gens d'Eglise - en tout cas certains d'entre eux - savaient lire et écrire. Ils aimaient les papiers, les documents, les archives. A chaque changement d'occupant, ils dressaient l'état des lieux et gardaient soigneusement tous ces textes qui, même sans plan, sont suffisamment précis pour que l'histoire de l'occupation des sols puisse actuellement être reconstituée avec une bonne continuité depuis 1300 jusqu'au début du XX^e siècle, où le parvis a été - enfin - débarrassé de toute construction. C'est ce qu'on montrera les études d'archives faites l'année dernière par M^{me} Catherine Goldmann et Solange Lauzanne (1).

Une zone à risque

Le maire de Chartres, qui a sans doute été l'un des premiers à s'intéresser concrètement au passé de sa ville en y favorisant les fouilles et les sauvetages, veut essayer de retenir les visiteurs pendant quelques heures supplémentaires en leur proposant d'en savoir un peu plus sur les cathédrales. De cette façon, Chartres constituerait une étape de choix sur l'axe touristique et culturel majeur - les Champs-Élysées culturels -, selon la formule de M. Lemoine - qui s'inspire de Paris à Chambord en passant par Versailles et Blois.

Mais le touriste n'est-il pas paresseux par définition? Le Centre médiéval doit donc être situé le plus près possible de la cathédrale. D'où l'idée de l'installer en face du portail royal, sous le parvis ouest occupé actuellement par un petit jardin public. Rien ne devant apparaître en

surface, il faut creuser pour pouvoir enfouir le bâtiment dans le sous-sol et l'y dissimuler. Mais le parvis ouest est une zone archéologique à risque car il est situé sur l'éperon rocheux qui, dominant l'Eure, a attiré très tôt les hommes. Pour le moment, rien ne permet de dire avec précision ce que trouvera l'équipe d'archéologues dirigée par M. Bernard Randoia (de la direction des Antiquités historiques de la région Centre) qui va commencer les fouilles aux alentours du 1^{er} octobre. Étant donné l'intérêt topographique du site, on peut rêver d'y rencontrer un oppidum gaulois (place forte), un peu analogue à celui de Fort-Marroard (à une quarantaine de kilomètres au nord de Chartres), qui aurait couronné l'éperon rocheux avant la conquête romaine du milieu du I^{er} siècle avant Jésus-Christ. Mais, pour le moment, on n'a aucune preuve de l'existence à Chartres d'un tel oppidum.

En revanche, on est sûr qu'une agglomération gauloise était installée sur l'éperon rocheux au début du I^{er} siècle avant notre ère. Une ville gallo-romaine s'y est ensuite construite, qui a débordé largement de l'éperon, est descendue dans la vallée de l'Eure et s'est même étendue jusqu'au versant d'en face.

Les papiers des clercs

De cette époque, on a retrouvé divers éléments de murs en appareil romain dans la crypte de la cathédrale, sous le musée des Beaux-Arts et sur le bord sud de l'éperon; les traces d'un théâtre sur le flanc est de l'éperon; les restes de plusieurs maisons, ainsi que des nécropoles toujours situées, selon la loi romaine, hors des agglomérations.

Du I^{er} au début du III^e siècle, tant que règne la pax romana, la ville - Autricum, d'Autura, l'Eure en latin - est étendue et riche. Au III^e siècle, la situation de l'empire devient instable: la ville se rétracte jusqu'à ne plus occuper que l'éperon rocheux et la bordure de celui-ci.



Des fragments retrouvés à Chartres, place des Epars

Isis vénérée sur les bords de l'Eure

Le Centre d'étude des peintures murales romaines de Soissons (CNRS), dirigé par M^{me} Alix Barbet, travaille actuellement à la restauration de peintures gallo-romaines découvertes en 1984-1985 par M. Dominique Joly, dans une riche maison de la fin du I^{er} siècle ou du début du II^e siècle de notre ère, près de la place des Epars de Chartres.

Après trois ans de travail, M^{me} Claudine Allag et l'équipe du centre ont réussi à reconstituer certains des décors peints qui avaient été récupérés sous la forme de petits morceaux, d'un poids total de 3 tonnes. Plusieurs ensembles de peintures murales ornent les murs de la maison: grands panneaux blancs agrémentés de petits édifices (des frontons et de thyrses (des bâtonnets enrubannés de feuilles de lierre ou de vigne, emblèmes de Dionysos), reconstitués sur 2 mètres de haut; décors d'accolades; imitations de marbre défigurées par des graffiti; person-

nages (nombreuses femmes peuvées, mais bien coiffées, et un homme) très abîmés. Le décor le plus étonnant et le plus énigmatique ornait le grand salon d'apparat (10 mètres de long, 9 mètres de large, au moins 2,70 mètres de haut). Il s'agit d'une procession se détachant sur un fond blanc.

Uniquement dans la Gaule romaine

Deux hommes, habillés d'une dalmatique dont les larges manches sont décorées de bandes pourpres, déroulent chacun un volumen (un rouleau assez grand sur lequel étaient écrits des textes sacrés), tout en marchant vers une estrade peinte en perspective. Sur celle-ci se tient un troisième homme dont il ne reste que les pieds, les jambes et le bas de la tunique. Subsistent aussi la tête aux grands yeux noirs et au crâne complètement rasé d'un qua-

trième personnage et les mains d'un cinquième présentant au public des tablettes écrites.

Si fragmentaire soit-elle, cette composition a surpris M^{me} Allag et Barbet. Elle est unique à ce jour dans la Gaule romaine, mais son iconographie rappelle des décors peints de Pompéi représentant des thèmes isiaques.

L'épouse de l'empereur Septime Sévère, qui a régné de 193 à 211, était d'origine syrienne et, à ce moment-là, les cultes orientaux se sont largement répandus dans l'Empire romain. La scène représentée à Chartres est de grandes dimensions: le personnage qui a le plus résisté à l'injure du temps est haut de 2 mètres et la composition devait s'étirer sur une largeur d'au moins 2 mètres également. Elle a donc une allure ostentatoire. Faut-il en déduire que le culte d'Isis était célébré à Chartres et que le propriétaire de la maison était fier d'afficher ses opinions religieuses?

Y. R.

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE SA VENIR

NUTRITION

LES BONS EQUILIBRES

LE GUIDE DES VRAIS BESOINS
CANCER: LES ALIMENTS SUSPECTS
COEUR: LES GRAISSES ENNEMIES

EN VENTE PARTOUT 24 F

anRs)
AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
APPEL D'OFFRES 1991
PROJETS DE RECHERCHES

L'AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA lance un appel d'offres destiné à soutenir, en 1991, des projets de recherches appliquées au sida et à la rétrovirologie humaine. Ces projets peuvent porter sur tous les domaines de la recherche fondamentale ou appliquée, notamment:

- 1^{er} en virologie (y compris la mise au point de médicaments antiviraux);
- 2^{es} en immunologie (y compris la mise au point de vaccins);
- 3^e en recherche clinique;
- 4^e en épidémiologie;
- 5^e en santé publique et dans le domaine des sciences de l'homme et de la société.

Certains thèmes, actuellement insuffisamment développés en France, seront encouragés et précisés dans une note jointe au dossier de candidature. Tous les projets concernant des essais thérapeutiques seront soumis conjointement à l'avis du Comité scientifique sectoriel n° 3 (recherche clinique) et du Conseil scientifique de l'action coordonnée n° 6 de l'ANRS.

Les conditions de sécurité en usage dans les laboratoires devront être précisées clairement dans les dossiers.

Cet appel d'offres est ouvert à tout laboratoire ou groupe de recherche public ou privé.

Par ailleurs, les laboratoires de virologie ou d'immunologie fondamentales qui se consacrent au sida de façon prédominante (80 % ou plus de leur activité) peuvent faire une demande de soutien global sur l'ensemble de leurs recherches. Les intéressés devront faire mention de cette option dans la demande de dossier de candidature.

Les financements ne peuvent être accordés qu'à des laboratoires ou services français, mais les recherches peuvent s'effectuer dans d'autres pays.

Les dossiers de candidature sont disponibles depuis le JEUDI 19 JUILLET 1990. Ils sont à retirer sur place ou seront adressés sur demande écrite à:

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
46 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris
Tél.: 45-41-12-00. FAX: 45-41-14-57

IMPORTANT
La date limite de remise des dossiers est fixée au VENDREDI 19 OCTOBRE 1990, pour des raisons liées au fonctionnement des comités scientifiques sectoriels.
AUCUNE DEMANDE NE SERA ACCEPTÉE APRÈS CETTE DATE.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE
Prenez l'Avenir par la main!
3^e Forum du Val-de-Marne
Fonmenay-sous-Bois
DU 17 AU 20 OCTOBRE 1990
DEBATS • RENCONTRES • EXPOSITIONS • LIBRAIRIE • SPECTACLES
Avec la participation de nombreux scientifiques et de nombreuses entreprises
Séances de 14h à 18h30

CINEMA

Fantastique train de vie

A toute allure, « Alberto Express » escalade la pente d'un onirisme sans trucage et signe le retour en forme d'Arthur Joffé

Couvert d'opprobre, il y a quatre ans, par les professionnels du cinéma et la plupart des critiques, que voulez-vous qu'il ait fait ? Qu'il mourût au fond du désert de Harem (premier film ambitieux, échec arrogant) ou qu'un beau désespoir le secourût. Le sursaut vital d'Arthur Joffé s'intitule Alberto Express. Nullement désemparé, mais tonique et réjouissant.

Une heure et demie durant, l'express piloté par Joffé fonce sur les rails du fantastique, à berceau ouvert. Entre Paris et Rome, entre veille et cauchemar, Alberto remonte vers ses origines tandis que naît son premier enfant : la veille de l'accouchement, le jeune homme décide d'extrême de rembourser ses frais d'éducation à son père.

C'est une tradition familiale assortie de terribles malédictions en cas de transgression. Alberto n'a qu'une nuit pour régler ses comptes : la nuit de son passage à l'âge adulte, bien sûr, peuplée de personnages-métaphores chargés de lui infliger les épreuves de l'initiation.

Bonne occasion pour se détacher d'un numéro hilarant de Michel Aumont, retrouver Jeanne Moreau le temps d'une surprenante prestation en milliardaire égyptienne, reconnaître le noir eunuque de Harem (Dennis Goldson) transformé en homosexuel transi d'amour, ou saluer une piquante apparition de Marie Trintignant, charmant fantôme des amours juvéniles.

Mémoires silhouettes

Alberto Express réussit la performance de ne jamais perdre son rythme échevelé, tout en prenant le temps de dessiner des silhouettes mémorables, burlesques ou émouvantes. Outre les comédiens cités, d'excellents seconds rôles (ces mal aimés du cinéma français d'aujourd'hui) comme Roland Amstutz ou Dominique Pinon leur donnent chair et chaleur.

Alberto, moteur en surrégime de cette vertigineuse odyssée ferro-

viaire, trouve en Sergio Castellito un interprète gavé d'envie de jouer comme d'autres d'ambitions. Entrevu dans le Grand Bleu (en arbitre des compétitions de plongée), repéré l'an dernier dans L'Église qui prêche, de Ricky Tognazzi, le jeune comédien italien se pose sans complexe en héritier de la génération des Ugo Tognazzi, Alberto Sordi... ou Nino Manfredi, qui campe fort symboliquement son père dans le film.

Cinéma sans frontières

Arthur Joffé, aussi survolté dans la vie que l'est Alberto à l'écran, reconnaît que c'est au moment où il apprit qu'il allait lui-même devenir père qu'il eut l'idée du scénario. En revanche, il nie farouchement éprouver le moindre sentiment de dette - professionnelle - vis-à-vis de son père, le cinéaste Alex Joffé auteur des Culottes rouges.

Grâce au tournage exorcisme d'Alberto Express, le jeune réalisateur a désormais pris assez de distance avec la douloureuse expé-

rience de Harem pour évoquer le traumatisme que lui causa son échec, tout en précisant que le film fut loin d'être la catastrophe commerciale que l'on dit : un million de spectateurs français et une carrière honorable à l'étranger, un sort que lui envierait bien des productions hexagonales - si les aventures de Ben Kingsley et Nastassja Kinski n'avaient pas été aussi onéreuses.

Beaucoup moins cher, Alberto Express représente également, à sa manière, un pari. Celui de créer un univers fantastique, sans effets spéciaux ni rayons lasers, par la seule magie d'une imagination prolifique servie par une mise en scène à l'arraché. A saluer enfin, les passages de l'Express parlent autant italien que français (sans oublier l'anglais) et Alberto vit-voit à mi-chemin de deux nations autant que de deux âges.

A l'heure où tant de superproductions montées sur de seuls critères financiers se parent du label « européen », Arthur Joffé, avec sincérité et naturel, a peut-être trouvé la formule d'un vrai cinéma sans frontières.

JEAN-MICHEL FRODON

Rose bonbon

Le cinéma américain redécouvre les délices des happy ends conformes à la morale

DEAUVILLE

de notre envoyée spéciale

Tout commence par un conte de fées : Pretty Woman, de Garry Marshall. Richard Gere, boursier milliardaire, si beau dans son costume trois pièces que l'on croirait humer son after-shave, achète au rabais des entreprises mal en point et les revend par morceaux avec des bénéfices considérables. Un soir, il emprunte une Lotus qu'il ne sait pas conduire, se perd, tombe en panne sur Hollywood Boulevard, où Julia Roberts tapine. Elle le reconduit à son hôtel, passe la nuit avec lui, il l'engage pour la société. Il en a besoin pour ses diners d'affaires. Il lui apprend à s'habiller, à se tenir convenablement, l'emmène en avion privé à l'Opéra de San-Francisco voir la Traviata, bien entendu. Après ces huit jours, non seulement il décide de l'épouser, mais il renonce à démanteler une entreprise.

« A Hollywood, tout le monde rêve », dit un clochard, et la salle applaudit à cette histoire si bien fabriquée, si bien jouée, parsemée de répliques bien tournées. Une vraie comédie américaine à l'ancienne repointe au goût du jour : rose bonbon.

Les scènes d'amour sont filmées floues, avec des ombres protectrices.

Les amants se réveillent le matin enroulés dans les draps. Quand on pense à ce que faisait Julia Roberts dans American Gigolo ou Gentleman ou officier, on s'étonne. Il y a quelques années, elle aurait pu s'agacer des leçons condescendantes de son éducation. Aujourd'hui, elle est simplement heureuse d'accéder à la haute société. La révolte n'est plus de mise.

Histoires de famille

Voir les enfants gâtés du film de John Boorman, Tout pour réussir, ils sont trois, deux filles et un garçon qui jouent aux artistes. Leur père, riche entrepreneur en démolition, veut les forcer à se débrouiller seuls, les larguant dans une vieille bâtisse de Brooklyn. Ils y accueillent une bande d'excéntriques, dont un clochard illusionniste et philosophe. Là encore, on se croirait revenu au temps de Frank Capra dans Vous ne l'emporterez pas avec vous. En un peu plus pesant et avec un glissement du côté du psychédélisme.

Les années sont longuement et musicalement commentées dans Un oiseau sur la branche, de John Badham, avec Mel Gibson et Goldie Hawn, tous les deux grignolés. Ils se sont aimés et se retrouvent par

hasard, sont entraînés dans une cavale burlesque, mais essouffée et même vulgaire, très loin de la Pour-suite du diamant vert, son modèle.

Par moments, on a entendu des rires dans la salle, mais, à la fin, pas d'applaudissements. Il y en a eu, en revanche, pour Staying Together, de Lee Grant. Encore une histoire de famille : trois garçons, trois enfants gâtés, mais sans rapport avec ceux de John Boorman. Ceux-ci habitent, en Caroline-du-Sud, une petite ville sur le point de devenir un centre touristique. Sans rien leur dire, leur père vend la petite entreprise familiale spécialisée dans le poulet frit. « Une petite ville, de petites gens », commente un des garçons ; mais ils sont bien, ils ne veulent pas s'en aller. Ils aiment, souffrent, boivent, vont danser, courent le marathon, se séparent, se retrouvent.

Lee Grant est une actrice de cinéma et de théâtre. Elle filme simple, direct, mais sans diriger ses comédiens. La plupart viennent également du théâtre. Ils jouent ce que le texte ne dit pas, jouent le déséquilibre des situations, les contradictions, les ambiguïtés. Ils ignorent la vie et ses incertitudes. Staying Together est un beau film émouvant.

COLETTE GODARD

ARTS

L'ange du bizarre

Rodolphe Bresdin a gravé les eaux-fortes les plus étranges du XIX^e siècle. Son génie du réalisme fantastique méritait un hommage

La planche a pour titre les Villes derrière le marécage. C'est une lithographie de Bresdin tirée dans les années 1870. On y voit, au fond, au centre, sur des collines et des montagnes, les clochers et les tours de deux villes médiévales. Tout le reste de l'image, les trois quarts, est occupé par des feuillages noirs, un étang, des roseaux, des plantes aquatiques où se posent des libellules démesurées.

Des lézards, un rat et un escargot habitent les rives du trou d'eau. Ils sont fort adroitement observés et dessinés, avec la minutie d'une illustration pour traité de zoologie. Les herbes, les roseaux sont figurés avec autant de précision, quoiqu'à une échelle légèrement plus réduite que les animaux.

Le style de Bresdin est dans cette singularité : il obtient un effet d'étrangeté sans recourir jamais aux procédés ordinaires du genre, ni citer Bosch ni Altörfer. Inventer des monstres hybrides, susciter des visions oniriques ne l'intéresse pas. A l'inverse d'un Doré et d'un Granville, à l'inverse encore d'Odilon Redon, qui fut son élève et le plus constant de ses admirateurs.

Il lui suffit d'une disproportion, d'un détail exagéré, d'un agrandissement de raison, du foisonnement du décor et des êtres pour changer un bonnet paysan en cauchemar, une scène historique en fantasmagorie. Ses insectes sont vrais, et d'autant plus déconcertants. Les costumes des personnages sont vrais, et d'autant plus déconcertants. Les costumes des personnages sont vrais, et d'autant plus déconcertants.

Il lui suffit d'une disproportion, d'un détail exagéré, d'un agrandissement de raison, du foisonnement du décor et des êtres pour changer un bonnet paysan en cauchemar, une scène historique en fantasmagorie. Ses insectes sont vrais, et d'autant plus déconcertants. Les costumes des personnages sont vrais, et d'autant plus déconcertants.

Il lui suffit d'une disproportion, d'un détail exagéré, d'un agrandissement de raison, du foisonnement du décor et des êtres pour changer un bonnet paysan en cauchemar, une scène historique en fantasmagorie. Ses insectes sont vrais, et d'autant plus déconcertants. Les costumes des personnages sont vrais, et d'autant plus déconcertants.

Il lui suffit d'une disproportion, d'un détail exagéré, d'un agrandissement de raison, du foisonnement du décor et des êtres pour changer un bonnet paysan en cauchemar, une scène historique en fantasmagorie. Ses insectes sont vrais, et d'autant plus déconcertants. Les costumes des personnages sont vrais, et d'autant plus déconcertants.



« Je porte cette pierre depuis cinquante ans »

Les gravures de Bresdin, eaux-fortes et lithographies - il y en a en une cinquantaine exposées à Orsay, en compagnie de quelques dessins très méthodiques - ne portent pas à la joie. Le funèbre, la misère, la déchéance sont les sujets ordinaires de l'artiste, que le romantisme a marqué à ses débuts. Il est tentant de croire déchiffre, dans ces saynètes tragiques, des allusions à la vie de leur auteur, qui naquit dans une famille paysanne très démunie, en 1822, dans le département qui s'appelait alors Loire-Inférieure. Il eut une existence désastreuse, traînant de taudis en garnis, bohème errant en quête d'amateurs qu'il ne trouva jamais. Il est à Paris en 1848, ami des Réalistes réunis autour de Champfleury, tous admirateurs des Flamands et des Hollandais d'autrefois, et, déjà, le plus pauvre d'entre eux.

Au coup d'Etat de 1852, il fut en exil, à Toulouse, où il vend quelques dessins, tombe malade, et se met en ménage avec une illettrée. Quand il revient à Paris, en 1860, la princesse Mathilde le secourut, mais il refusa de la remercier par conviction républicaine. Puis, peu à peu, Bresdin, en dépit de l'admiration de Gautier et Baudelaire, disparaît dans la misère.

L'atelier de gravure qu'il organise avec ses élèves fait faillite au bout de trois ans. Bresdin combat pour la Commune, échappe aux Versaillais, qui négligent de le fusiller, et se remet à graver, ignoré de tous, sans éditeur, sans collectionneur, sans biographie évidemment.

Il a beau exécuter alors ses œuvres les plus abstraites, scènes bibliques, combats persanes, cavaliers perses, rien n'améliore son sort. En 1878, il donne à tirer l'une de ses dernières lithographies. Debout dans des entrailles de terre et des chaos de rochers d'où s'envolent des oiseaux de nuit, un malheureux vieillard montre de la main un bloc énorme où est inscrite cette phrase : « Je porte cette pierre depuis cinquante ans ». L'œuvre finit en accablant pour que l'artiste ait la force de travailler plus longtemps. Le 13 janvier 1883, Rodolphe Bresdin meurt à Paris, de faim et de froid.

Philippe Dagen
Musée d'Orsay, de 10 heures à 18 heures ; nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 octobre.

Le palmarès du Festival de Montréal

Grand Prix des Amériques (meilleur film) : Tombés du ciel, de Francisco Lombardi (Pérou-Espagne).

Grand Prix spécial du jury (ex-aequo) : Cérémonie funèbre, de Zdenek Sirovy (Tchécoslovaquie) ; la Femme au paysage, d'Ivica Medo (Yougoslavie).

Prix de la mise en scène : Teng Wenji (la Ballade de la Rivière Jaune, République populaire de Chine).

Interprétation féminine : Natalia Goundareva (Cette chienne de vie, URSS).

Interprétation masculine (ex-aequo) : Marcel Lehoucq (Rafales, Canada), Andres

Pajares (Ay Carmela, Espagne).

Prix du meilleur scénario : Joe Wissencfeld (Princes in Exile, Canada).

Grand Prix du Montréal (court métrage) : Shan Shui Qing (Ta Wei, Japon).

Prix du jury (court métrage) : Overdoss (Francesco Renieri Martinotti, Rocco Mortelliti, Fulvio Ottaviano, Italie).

Prix des Montréalais (50 000 dollars canadiens à une première œuvre de long métrage) : Alain Mazars (Prin-temps perdu, France) ; Irena Paviakova (Le Temps des larbins, Tchécoslovaquie).

Les ministres de la culture des Douze à Venise

M. Jack Lang lance un « appel pour le cinéma d'Europe »

Dressant, à la veille de l'ouverture de la Mostra de Venise, un bilan sévère de la situation du cinéma européen, M. Jack Lang a lancé, lundi 3 septembre, un « appel pour le cinéma d'Europe ». De l'Ouest comme de l'Est.

« La célébration du centenaire du cinéma en 1995 sera-t-elle une fête du bien ou une veillée funèbre ? Si rien n'est fait, la réponse pour M. Jack Lang ne fait aucun doute. Et elle est, bien sûr, négative. Durement concurrencé par la télévision - le nombre de films diffusés annuellement par les télévisions des Douze est passé de 5 000 à 15 000 en dix ans - le septième art européen subit durement la concurrence d'Hollywood.

Le cinéma américain s'adjuge 60 % des entrées dans les salles de la Communauté européenne, quand le cinéma des Douze ne représente que 5 % de la fréquentation.

Un déséquilibre connu mais dont le ministre de la culture et de la communication redoute qu'il ne s'aggrave encore avec les bouleversements en cours dans les pays de l'Est. Longtemps protégé, le septième art pesait encore lourd, à la veille de l'effondrement du « rideau de fer » : plus de 10 000 salles, de 150 à 200 films réalisés chaque année, près de 500 millions d'entrées, URSS exclue (le nombre de spectateurs y atteint les 3,5 milliards par an). Mais, insiste M. Lang, « en Hongrie, depuis le début de l'année, pas un film hongrois n'a été présenté au public des salles. (...) A Varsovie, cette semaine même, sur 46 salles, 36

projettent des films américains. (...) Des studios immenses comme ceux de Babelsberg en RDA, où s'est forgée une part essentielle de l'histoire du cinéma allemand (Fritz Lang, Ernst Lubitsch...), ou ceux de Bulgarie sont pratiquement en vente. Restera-t-on passif devant ce bradage du patrimoine européen ? Les productions nationales sont prises entre deux menaces aussi graves : l'arrêt des subides des Etats et les conditions très dures faites par les grandes compagnies commerciales étrangères.

Pour éviter l'effondrement du septième art dans l'ensemble de l'Europe, le ministre français estime insuffisantes les politiques suivies jusqu'ici et demande que l'on aborde une « nouvelle phase ». « La première façon d'œuvrer pour le cinéma européen, a-t-il poursuivi, c'est de soutenir chacun notre cinéma national (...), agir de façon concertée pour que nos aides soient mobilisables par chacun de nos pays, (...) développer ou accélérer la mise en œuvre des systèmes d'aide multilatérale. » Jack Lang a enfin appelé les pays de la Communauté à la reconstruction des structures de distribution et d'exploitation des films et a souhaité l'organisation, « un jour de juin 1991, d'une Fête du cinéma européen de l'Ouest et de l'Est ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

سورة من القرآن

AGENDA

CINÉMAS

PROGRAMMES DU MERCREDI 5 AU MARDI 11 SEPTEMBRE

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

MERCREDI

La Fête à Henriette (1952), de Julien Duvivier, 16 h ; Hommage à Dirk Bogarde : Hunteed (1951, v.o. s.t.f.), de Charles Crichton, 19 h ; Hommage à Dirk Bogarde : les Dénariés (1969), de Lucino Visconti, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,

porte Saint-Eustache,

Forum des Halles

(40-26-34-30)

MERCREDI

Si vous avez manqué le début : les Mémoires de Paris : le Patron (1930) de Pierre Boyer, Un grand patron (1951) d'Yves Ciampi, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Café, cafés : Bande annonce : Mécènes féminins (1966) de Jean-Luc Godard, Actes III (1951) de J. Hamman, Library Belle (1983) de Pascal Kond, 18 h 30 ; Au-delà du parapluie : Aubervilliers (1945) de E. Lotar, le Jour se lève (1939) de Marcel Carné, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles,

1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6 (42-26-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-75) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ALLO MAMAN (C. BÉBÉ (A., v.o.) :

UGC Emittage, 8 (45-63-16-16).

L'AMOUR POURSUIT (A., v.o.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-58) ;

ATTACHE-MOI ! (E.p., v.o.) :

Latina, 4 (42-76-47-86) ; Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

L'AVENTURE DE CATHERINE C.

(Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-62-41-46) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches,

8 (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD (Fr.) : Pathé

Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82).

GADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-58).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) :

Saint-André-des-Arts 1, 8 (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46) ;

v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Barry Zèbre,

11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma,

11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les

Trois Lumières, 6 (46-33-97-71) ;

COUPABLE RESEMBLANCE (A.,

v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ;

Elysées Lincoln, 8 (43-58-36-14) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Pathé Montparnasse,

14 (43-20-12-06).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) :

Raffet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Le

Triomphe, 8 (45-74-84-94) ;

CRY-BABY (A., v.o.) : Cine Beau-

bourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC

Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; UGC Biar-

ritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ;

Escorial, 13 (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ;

Le Triomphe, 8 (45-74-84-94) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

DE HOLLYWOOD A TAMANRAS-

SET (Fr.-Alg., v.f.) : Pathé Wepler II,

18 (45-22-48-01).

LE DÉMOMAIN (Fr.) : L'Entrepre, 14

(45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) :

Cinoches, 8 (46-33-10-82).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) :

Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC

Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC

Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31) ;

UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ;

Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Maillot,

17 (40-68-00-16).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan.,

v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin.,

v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.f.) : Pans Ciné I,

10 (47-70-21-71).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAU-

CHEMAR (A., v.f.) : Les Montpar-

nos, 14 (43-27-52-37).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC

Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. :

Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montpar-

nasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra,

9 (45-74-84-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ;

La Gloire de Mon Père (Fr.) :

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-57) ;

Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-57-57) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ;

La Pagode, 7 (47-05-12-15) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;

Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ;

Saint-Lazare-Pas-

quier, 8 (43-57-35-43) ; 14 Juillet Bas-

tille, 11 (43-57-80-81) ; Les Nation,

12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille,

12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-66) ;

Gaumont Parnasse, 14 (43-20-12-06) ;

Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50) ;

14 Juillet Beaugrenelle,

15 (45-75-79-79) ; Gaumont Con-

vention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot,

17 (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II,

18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées

Lincoln, 8 (43-58-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Hor-

izon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,

6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31) ;

UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ;

Fauvette, 13 (43-31-56-66) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;

UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ;

La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

HISTOIRE DE GARONS ET DE

FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion,

5 (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES

LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (A., v.o.) : Bre-

tagne, 6 (42-22-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ;

Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE

LA NUIT (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15

(45-32-91-68).

QUAND HARRY RENCONTRE

SAL (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-58-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC

Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Mar-

ignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC

Convention, 15 (45-74-84-94) ; v.f. :

Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montpar-

nasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount

Opéra, 9 (47-42-66-31) ; UGC Lyon

Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC

Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral,

14 (45-39-52-43) ; Pathé Montpar-

nasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy,

18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

RETOUR VERS LE FUTUR 3 : PAR-

TE (A., v.o.) : Forum Orient Express,

1 (42-33-42-26) ; UGC Emittage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra,

3 (47-42-66-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-66) ;

Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

RÈVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Par-

nasse, 6 (43-25-58-00) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Studio 28, 18 (48-08-38-07).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia

Champollion, 5 (43-26-84-65).

LE SOLEIL MÈME LA NUIT (It.,

v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

Eucalypt, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14 (43-20-89-52).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A.,

v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

Studio 28, 18 (48-08-38-07).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont

Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LE TEMPS DES GITANS (Youg.,

v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS

(Sov., v.f.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Cine Beau-

bourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des

Urulines, 5 (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN

ANGLAIS (Brit., v.o.) : Cine Beaubourg,

3 (42-71-52-36) ; Studio des Urulines,

5 (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR

(A., v.o.) : UGC Emittage, 8 (45-63-16-16).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 8

(46-33-10-82) ; Les Montparnos, 14

(43-27-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

ALBERTO EXPRESS. Film fran-

çais d'Arthur Joffé : Cine Beaubourg,

3 (42-71-52-36) ; UGC Montpar-

nasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC

Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biar-

ritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra,

9 (45-74-84-94) ; UGC Lyon Bas-

tille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobe-

lins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ;

Pathé Wepler II, 18 (45-22-48-01).

GUERRIERS ET CAPTIVES. Film

franco-suisse-argentin d'Edgardo

Coccarini, v.o. : Epée de Bois, 5 (43-57-57-47).

ROBOCOP 2. (A.) Film américain

d'Irvin Kershner, v.o. : Forum Hor-

izon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet

Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V,

8 (45-62-41-46) ; UGC Normand-

ie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ;

Saint-Lazare-Pas-

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— Cécile GRANDJEAT
a la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur.

Barbars.

le 23 août 1990.
chez
Yves-Charles GRANDJEAT
et
Floza JENKINSON.

Décès

— Le docteur Paul Boquet,
M. et M^{me} Paul-Louis Boquet
et leurs enfants.
Le docteur et M^{me} Patrice Boquet
et leurs enfants.
M^{me} et M. Grall-Boquet,
M^{me} Geneviève Benon,
M^{me} Jeanne,
annoncent avec une grande tristesse le
décès de

docteur Madeleine BOQUET,
survenu le 21 août 1990.

Ses cendres seront dispersées dans le
Morbihan.

Cet avis tient lieu de faire-part.
25, avenue du Parc-de-Craon,
92380 Garches.

— Le docteur et M^{me} Tuchmann
et leurs enfants.
M. et M^{me} Bourgain
et leurs enfants.
Le docteur et M^{me} Danvin
et leurs enfants.
font part du décès de

général BODOURESQUE,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 26 août 1990, à Thionville,
dans sa quatre-vingt-septième année.
Les obsèques ont eu lieu le 30 août, à
Mirepoix (Ariège).

— M^{me} Lambry,
sa mère,
Le général et M^{me} Clappier,
M. et M^{me} Bernard-Georges Clappier,
M. et M^{me} Bruno de Dieuleveuil,
ses frères, sœur, beau-frère et belles-
sœurs,
Thibaut et Aurélien, Jean, Prudence et
Colombe,
ses neveux et nièces,
Les familles Clappier, Mitterrand et
Serraz,
Tous ses amis
Et particulièrement Roy et Cathé-
rine,
Et tous ceux qui l'ont soigné,
ont la tristesse de faire part du décès,
survenu le 1^{er} septembre 1990, à Paris,
à l'âge de quarante-huit ans, de

François CLAPPIER.
La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 6 septembre, à 10 h 30, en
l'église du Val-de-Grâce, 1, place
Alphonse-Loveran, Paris-5^e (métro
Port-Royal).

L'inhumation aura lieu le lendemain
dans le caveau familial à Saint-Genest-
sur-Roselle (Haute-Vienne), à
10 heures.

Square Charles-Laurent,
75015 Paris.

— M. Pierre Dayre,
son époux,
Eric Dayre,
son fils,
et Michèle Draper,
M. et M^{me} Louis Borne,
ses parents,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Annette DAYRE,
survenue à Paris, le 1^{er} septembre 1990.

L'inhumation aura lieu le mercredi
5 septembre, à 16 heures, dans le
caveau familial, à Grotte (Dordogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.
154, avenue des Pervenches,
93370 Montfermeil,
Grotte.

— M. Michel Dubessy,
M. et M^{me} Michel Morel,
M. Bruno Dubessy,
M^{me} Catherine Dubessy,
Simon, Catherine et Olivier,
M. et M^{me} Jean-René Courtois,
M^{me} Jeanne Dubessy,
Leurs familles
Et tous ceux qui l'ont connue et
aimée,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Josette DUBESSY,
née Ladeit,
à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 5 septembre 1990, à 10 h 30,
en l'église de Saint-Paul-et-de-Caisson
(Gard) et sera suivie de l'inhumation
dans le caveau familial.

L'Ortigue,
30130 Saint-Paul-et-de-Caisson.

— La direction générale
Et le personnel des sociétés Renault,
SNR et Torrington, Nadella,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard LACAZE,
directeur général de Nadella,
survenu le 1^{er} septembre 1990.

L'inhumation aura lieu dans la plus
stricte intimité.

— Gerardo et Gaston Marcotti-
Munoz,
ses enfants,
Tatiana Munoz,
La famille Munoz,
La famille Marcotti-Llanos,
Et ses amis qui l'ont beaucoup aimé
ont la profonde tristesse de vous com-
munique le décès de

Gaston-Dario
MARCOTTI-LLANOS,
survenu accidentellement à Managua
(Nicaragua), le 1^{er} septembre 1990.

Nous vous invitons à une célébration
du souvenir en l'église Saint-Merry,
Paris-4^e, le lundi 10 septembre, à
19 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Simon Pauli,
son épouse,
Annie et Jean-Michel Lwoff,
Jean-Marie et Monique Pauli,
ses enfants,
Jean-Yves Pauli,
Laurence et Jean-Luc Imier,
Nicolas et Laurence Lwoff,
Anne, Marie-Dominique et Christine
Pauli,
ses petits-enfants,
font part du décès de

Simon PAULI,
survenu le 1^{er} septembre 1990.

Les obsèques religieuses ont été céle-
brées à Saint-Martin-la-Méanne (Cor-
rèze), le mardi 4 septembre.

Les obsèques ont eu lieu le 30 août, à
Mirepoix (Ariège).

26, quai d'Orléans,
75004 Paris.

— Guy Suarès,
son fils,
Nicole et Keith Gore,
sa fille et son gendre,
Ses petits-enfants,
Et tous ses amis,
ont la tristesse d'annoncer le rappel à
Dieu, le 26 août 1990, de

Régine ROUSSEAU SUARÈS,
chevalier
de l'Ordre national du Mérite,
fondatrice et directrice
de 1951 à 1974 d'Affinités.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité familiale le mercredi 29 août, au
cimetière parisien de Pantin.

« Partes, élève vos linceux ; Ele-
vez-vous, portes éternelles ! Que le roi
de gloire fasse son entrée ! David. »
Ps 24.

37, rue des Blancs-Manteaux,
75004 Paris.
14, Frenchay Road,
Oxford,
Angleterre.

(Née à Rhodes, le 14 avril 1898, Régine Rou-
seau Suarès fonde en 1951 à Buenos-Aires la
revue Affinités, unique revue française pour
l'Amérique latine qui rend compte des grands
mouvements de la littérature, du théâtre, de la
mode française de l'après-guerre. Jean Cocteau,
Henri Mondor, André Malraux, Paul Claudel,
Albert Camus, Henri de Montherlant,
J.-L. Borges, Gloria Alcora, Rafael Alberti, Angel
Barrios, traducteur de Chaudet, Mallarmé, Bau-
daire, Victor Segalen, Angelica Soreu, Gérard
Warren y ont participé avec Henri Lagimodier et
Robert Kemp leur concours.)

— Selon ses volontés

Maurice SAILLET

a été inhumé dans la plus stricte inti-
mité, à Montlignon, le 16 août 1990.

— M^{me} Visconti
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine VISCONTI,
professeur émérite
à l'université de Provence,
survenu en son domicile le 30 août
1990, dans sa soixante-dix-neuvième
année.

721, Le Corbusier,
Boulevard Michelet,
13008 Marseille.

— Le Centre de physique théorique
du CNRS, Marseille,
a la douleur de faire part du décès de

M. Antoine VISCONTI,
professeur émérite
à l'université de Provence,
ancien directeur
du Centre de physique théorique,
survenu le 30 août 1990, à Marseille.

Remerciements

— Profondément touchée par toutes
les marques de sympathie et d'amour
qui lui ont été témoignées lors du décès de

Bernard DUDKIEWICZ,
survenu le 5 août 1990,

Sa famille
remercie tous ceux qui l'ont soutenu
et se sont associés à sa peine et fait part
de la célébration du mois anniversaire
de sa mort le 6 septembre, à 19 heures,
14, place des Vosges, Paris-4^e.

— La famille
Et les amis de

Huguette GAMONET
remercient très sincèrement toutes les
personnes qui se sont associées à leur
peine et à leur espérance.

— Le docteur Paul Grélot,
M. et M^{me} Bernard Melet,
M. et M^{me} André Gallot,
M. et M^{me} Robert Celles,
M. et M^{me} Jacques Celles,
M. et M^{me} Louis Millot,
M. et M^{me} Auboyer-Truille,
Leurs enfants et petits-enfants,
Le colonel et M^{me} Ekirch,
remercient tous les parents et amis qui
partagent leur peine depuis le rappel à
Dieu de

M^{me} Louis Henri GRELLET,
née Thérèse Ekirch,
survenu le 2 août 1990.

Anniversaires

— Il y a trois ans

Louis BRAU

et il y a cinq ans

Jean-Louis BRAU,
nous quitte.

Une pensée affectueuse est deman-
dée à tous ceux qui les ont connus,
aimés et estimés. Que soient remerciés
tous ceux qui leur sont restés fidèles.

M^{me} Renée Brau,
88, boulevard Ney,
75018 Paris.

— Le 1^{er} septembre 1983,

Jacques TOUTAIN
sénateur et maire de Jouy-en-Josas,
quitte les siens.

Que sa mémoire reste vivante chez
ceux qui l'ont connu.

— L'Amicale de Mauthausen,
Son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Et ses amis,
rappellent le souvenir de

André ULMANN,
qui s'éteignait le 5 septembre 1970, à
Paris, à l'hôpital Cochin.

— La Fédération nationale des
déportés, internés, résistants et
patriotes,
L'Association départementale de
l'Ain,
rappellent le souvenir de leur camarade
et ami,

André ULMANN,
qui les a quittés le 5 septembre 1970.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiaires d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
munique leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Remerciements : 40-65-29-34

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 9 h
au siège du journal,
15, rue Falguère, 75015 Paris.
Tél. : 208 806 77.
Télécopieur : 65-29-13.

Tarif de la ligne H.T.

Toutefois, les avis peuvent être insérés
à l'abonné et actionnaire : 77 F
Communications diverses : 50 F
Les lignes en capital gracieuses sont
facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

Histoire de la presse
des jeunes

et des journaux
pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5340

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Ne se cogne tout de même pas
la tête contre les murs à la suite de
mauvais résultats. — 2. Travaille sur
de nombreux dossiers. — 3. Spécial-
istes des abus de pouvoir. — 4. Reten-
u dans certains cas. En haut
d'un « axe ». — 5. Où des explosions
font d'heureuses victimes. Mite à
contribution. — 6. Sa beauté n'égale
pas celle d'un apollon. Fade, à cause
du manque de piment. — 7. Participe
à des actions sanitaires. — 8. Passe
beaucoup de temps à balayer. —
9. Pouvaient être composées en par-
tie d'une salade. — 10. Poupée orien-
tale. — 11. Sa naissance passe inaper-
çue. D'elle, on s'en tamponne !

VERTICALEMENT

1. C'est quand il expire qu'on res-
pire. — 2. Rupture d'un « catalogue ». A
ses débuts. — 3. Prend sur lui. Grand
dit de jour en jour. Ne croque pas
sous la dent. — 4. Réserve de sel.
Réserve d'eau. — 5. Peut servir à faire
du beau travail... mais il ne faut pas
pour autant s'en froter les mains.
Lettres d'amour. Caractère étranger.
— 6. Disparaît avec précipitation. Four-
nil des fraises et des noix en toute
saison. — 7. Prennent place dans le
vestibule. — 8. S'exprime comme il
peut. N'est pas étranger à la « compa-
gnie ». Note. — 9. Quand la « tirelire »
est pleine.

Solution du problème n° 5339

Horizontalement
1. Fainéants. — 2. Unicaire. —
3. Réa. Lac. — 4. Lues. — 5. Noi-
raudes. — 6. Chaîne. D.D. — 7. Craie.
— 8. Luni. De. — 9. Siègent. —
X. Usé. Remme. — XI. Xérès. Et.

Verticalement
1. Furoncleux. — 2. Are. Oh. Se. —
3. Italaniser. — 4. M. Uri. Ni. —
5. Echancées. — 6. Aa. Sur. —
7. Nil. Aden. — 8. Tragédienne. —
9. Sec. Sue. Tbt.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

La nouvelle grille de la rentrée

L'équipe de « L'oreille en coin »
s'installe sur Europe 1

C'est, bien sûr, la grande nou-
velle de la rentrée pour une sta-
tion qui plus que jamais proclame
sa « pêche » et sa pugnacité :
l'équipe de l'« Oreille en coin »
qui fit les plus belles heures de
France-Inter du dimanche matin
débarque sur Europe 1. Au grand
complet, enlevée par son chef
d'orchestre Jean Garetto, un vété-
ran du service public — il fut
directeur des programmes d'Inter
— et tout juste renforcée certains
week-ends par Jean Amadou qui
y fit ses débuts.

L'émission, qui changera de
titre — propriété d'Inter oblige —
sera enregistrée en public chaque
dimanche dans le grand studio
Floirat entre 9 h 15 et
11 heures et gardera la formule
qui la rendit célèbre en s'ouvrant
toute fois davantage aux invités
non politiques. Elle deviendra
donc désormais la marque de la
station de la rue François I^{er} avec
le retour de Philippe Aubert (éga-
lement en provenance de France
Inter). Une marque que donnera

également à 8 h 30, Didier Gustin
— un jeune amateur auteur de
textes. Ensuite, Europe 1 conti-
nuera à jouer la carte de l'humour
avec Jean Amadou, Jean Rou-
casse et Jean-Yves Lafesse.
Europe 1 ne délaisse pas pour
autant sa vocation ou son image
de station de l'information.
Encore plus de commentaires, de
reportages et d'analyses, prome-
tent ses responsables qui annon-
cent également entre 18 heures et
20 heures une tranche élargie
d'informations. Enfin, si l'actuel
PDG d'Europe 1, M. Jacques
Lehn continue, malgré sa nomi-
nation à la direction générale du
groupe à diriger la station, le pou-
voir de son successeur ne fait désor-
mais plus de doute. Il s'agit de
M. Jean-Pierre Ouzannet, actuelle-
ment directeur général adjoint
d'Europe 1 et bras droit de
M. Lehn. Sa nomination officielle
(en conseil d'administration) et la
passation de pouvoirs se feront
d'ici à la fin de l'année.

A. Co

Le marché de la distribution vidéo

Les Français regroupent leurs forces

Producteurs de films et édi-
teurs vidéo décident de faire
cause commune pour créer une
société de distribution de cas-
settes audiovisuelles, la Nouvelle
Messagerie Vidéo (NMV). « Nous
sommes partis d'un constat, expli-
que un professionnel. Le film
français représente 35 à 37 % des
entrées en salle, quand il ne tota-
lise que 10 % du marché français
de la vidéo. Un décalage inquié-
tant qu'il ne fallait plus laisser
perdre. » Après des débuts
chaotiques, en effet, le marché
français de la vidéo connaît
depuis quelques années un véri-
table essor (le Monde du 10 avril),
qui pourrait faire demain de ce
média l'une des principales
sources de financement du sé-
ptième art.

L'idée de départ, poursuit ce
spécialiste, était donc de regrou-
per nos forces, à la fois pour faire
contre-poids aux Américains, mais
aussi aux géants de la distribution
comme Carrefour, Auchan, Mono-
prix, etc., qui assurent aujourd'hui
l'essentiel de la vente des vidéos.

P.-A. G.

SPORTS

RUGBY : changement d'entraîneur pour le XV de France

La fin du règne Fouroux ?

Le président de la Fédération
française de rugby, M. Albert Fer-
rasse, a annoncé, lundi 3 septem-
bre, (nos dernières éditions du
4 septembre) la décision de Jac-
ques Fouroux d'abandonner son
poste d'entraîneur du XV de
France. Son adjoint, Daniel
Dubroca, lui succéderait, en atten-
dant que les instances fédérales
designent un deuxième homme
pour travailler à ses côtés.

Les dernières défaites du XV de
France — sur treize matches,
l'équipe nationale n'en a remporté
que quatre, — ont pesé dans la
décision de Jacques Fouroux.

Après avoir pris en main les des-
tinées du XV de France en 1981,
remporté six fois le Tournoi des
cinq nations (dont deux grands
chelems en 1981 et 1987), puis
avoir conduit son équipe en finale
de la première Coupe du monde
en 1987, celui qui fut surnommé
le « petit caporal » était devenu
l'objet de nombreuses critiques.

Treize mois avant la deuxième
édition de la Coupe du monde,
organisée, à partir du 29 septem-
bre 1991, en France et en Grande-
Bretagne, le président Ferrasse n'a
pas souhaité « aller directement
contre la volonté de l'entraîneur ».

qui, depuis deux ou trois ans, sou-
haitait prendre du recul. Il garde
cependant toute sa confiance à
Jacques Fouroux, qui conserve ses
fonctions de vice-président de la
Fédération française de rugby et
de président du comité de sélec-
tion du XV de France. « Je veux
adopter un rôle de conseiller », a
précisé Albert Ferrasse, en évo-
quant les noms de Jérôme Gallion,
Richard Astre, Jean Trillo, Serge
Gabaert, Roland Bertranne et
Jean-Pierre Romet.

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

Nathalie Tauziat éliminée

Les vainqueurs de l'an passé
ont poursuivi leur chemin, lundi
3 septembre, lors des huitièmes
de finale des Internationaux de
tennis des Etats-Unis à Flushing
Meadow.

L'Allemande Steffi Graf s'est
contentée de cinquante-trois
minutes pour éliminer la jeune
Américaine Jennifer Capriati.

Son compatriote Boris Becker a
mis plus de temps pour venir à

bout de l'Australien Darren
Cahill, quarante-huitième joueur
mondial. « La partie a été très dif-
ficile et j'ai eu de la chance de
m'en tirer », a reconnu le joueur
allemand après le match.

La dernière représentante fran-
çaise, Nathalie Tauziat, vingt-
trois ans, n'a pas bénéficié d'un
même avantage. Fort logique-
ment, l'Américaine Zina Garrison

son s'est imposée en deux sets
(6-1, 7-5), mettant ainsi un terme
aux espoirs de la Tropicane.

Les résultats

Simple messieurs
(quatrième tour)

Andre Cherkasov (URS) b. Christo van
Rensburg (AFS), 6-4, 6-4, 7-5 ; Andre
Agassi (r. 4, E-U) b. Jay Berger (E-U), 7-5,
6-0, 6-2 ; Boris Becker (r. 2, RF) b. Darren
Cahill (Aust), 2-6, 6-2, 6-3, 3-6, 6-4 ;
Aaron Krickstein (r. 5, E-U) b. Amos Mans-
dorf (Isr), 6-3, 6-4, 6-4.

Simple dames
(quatrième tour)

Zina Garrison (E-U) b. Nathalie Tauziat
(Fra), 6-1, 7-5 ; Steffi Graf (r. 1, RF) b.
Jennifer Capriati (r. 13, E-U), 6-1, 6-2 ;
Jane Novotna (r. 12, Tch.) b. Katerina
Malekova (r. 7, Bul), 6-4, 6-2 ; Arantxa San-
chez-Vicario (r. 6, Esp.) b. Barbara Paulus
(Aut.), 6-4, 6-3.

150 من المال

22 Les conséquences de la crise du Golfe
23 Eurotunnel cherche 3,5 milliards de francs

23 Le programme de privatisation du gouvernement australien
25 Biomatièreux : l'avenir de l'homme-prothèse

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

Les conséquences de la crise du Golfe et la hausse des prix du pétrole

Le choc au PS

Si la crise du Golfe prend fin rapidement, le Parti socialiste se verra justifié dans son attitude critique vis-à-vis de Pierre Bérégovoy, accusé de tout donner aux entreprises sur le dos des salariés. Mais si un affrontement se produit avec l'Irak, entraînant un véritable troisième choc pétrolier, les Français retiendront qu'une fois encore un parti politique aura préféré poursuivre ses jeux internes plutôt que de tirer les conséquences d'une situation à l'évidence grave.

MM. Rocard et Bérégovoy ont rapidement tranché en faveur d'une action immédiate : éviter un arrêt des investissements des entreprises, faire barrage contre l'inflation. Le ministre de l'économie et des finances a été clair : faute de régler instantanément, la France devra accepter un plan de rigueur - peut-être très dur - dans six mois. A cette politique s'en est opposée une autre : celle que l'on pourrait appeler la ligne Jospin. Rien ne presse, attendons de voir venir, dit en substance le ministre de l'éducation nationale. Il a suffi qu'un autre ministre - M. Lang, - malheureux des économies réalisées sur son budget, critique le projet d'abaisser de trois points le taux de l'impôt sur les sociétés pour que les militants socialistes s'enflamment.

L'économie française a créé beaucoup d'emplois depuis 1987 parce que ses entreprises ont retrouvé un équilibre financier qu'elles avaient perdu à partir du milieu des années 70. Si un troisième choc pétrolier apparaissait de nouveau notre industrie, le chômage recommencerait vite à augmenter.

Ce risque est-il lointain ? A ceux qui le pensent on est tenté de leur conseiller un examen des comptes nationaux, qui montrent que depuis l'année dernière déjà l'épargne brute des firmes françaises se dégrade. Comment les militants du Parti socialiste pourraient-ils espérer que se poursuivent dans ces conditions la période béni que nous venons de traverser ?

MM. Bérégovoy et Charasse n'ont pas eu trop de mal à convaincre le président de la République de la justesse d'une stratégie qu'on veut efficace mais aussi équilibrée. L'impôt de solidarité sur les grandes fortunes rapportera l'année prochaine peut-être 1,5 milliard de plus que cette année du fait de la limitation à 100 000 F des effets du plafonnement. Si l'on inclut la taxation des bons anonymes à l'ISF, cet impôt-croûton rapportera rapidement une dizaine de milliards de francs. De quoi financer le revenu minimum d'insertion... Le problème est de savoir si chaque année les gouvernements socialistes en place devront parallèlement justifier leur politique économique.

AL V.
Lire page 7

Les tarifs du fioul domestique risquent de s'emballer en Europe

Les cours du pétrole brut ont repris leur escalade, suivant la tension dans le Golfe. Lundi 3 septembre, les cours du pétrole brut britannique ont atteint 28,50 dollars par baril, soit 1,75 dollar de plus que lors de la séance précédente. Après avoir atteint près de 30 dollars, les cours étaient retombés la semaine dernière aux environs de 25 dollars.

« Si l'hiver est très froid on paiera très cher le fioul domestique », assure M. Henri Pradier, le président de Shell France. La crise du Golfe ne touche pas seulement le marché du pétrole brut. Elle a aussi des répercussions immédiates, et beaucoup plus sensibles pour les consommateurs sur le marché des produits raffinés, notamment celui du gas-oil et du fioul domestique, dont l'Europe et la France sont structurellement déficitaires.

Le blocus de l'Irak et du Koweït a en effet brutalement aggravé le déficit du raffinage mondial. L'arrêt des exportations du Koweït et de l'Irak, ainsi que l'interdiction de la plupart des ventes saoudiennes de produits raffinés, désormais consacrés aux besoins de l'armée américaine, privent le marché d'environ 80 millions de tonnes de produits, soit l'équivalent de la totalité des capacités françaises. Déjà, assure-t-on à la Shell, deux unités de naphta en Corée du Sud ont dû arrêter leur production, faute de pouvoir s'approvisionner en bases pétrochimiques, importées jusque-là du Golfe.

A cette pénurie s'ajoutent les difficultés liées au raffinage du pétrole de remplacement que s'apprêtent à fournir l'Ambie saoudite et le Venezuela. Les qualités qui devraient être bientôt mises sur le marché en remplacement du brut irakien et koweïtien sont en général moins bonnes, plus difficiles à raffiner. Dans le cas du Venezuela, il s'agit de pétrole extra-lourd, presque solide, exigeant des installations particulières.

Le cumul de ces deux phénomènes va aggraver les tensions qui pèsent déjà sur le système de raffinage mondial. Le manque à gagner sera d'autant plus difficile à combler que l'ensemble des raffineries mondiales travaillent depuis plus d'un an à la limite de leurs capacités.

Fermetures de raffineries

Pris à contre-pied par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, les raffineries ont en effet beaucoup réduit leurs capacités depuis dix ans. En Europe, la capacité de raffinage a diminué de 30 % depuis 1978. En France, le recul a été encore plus marqué : 11 raffineries sur 24 ont été fermées depuis 1973, réduisant la capacité de quelque 170 millions de tonnes à un peu plus de 80.

Résultat : l'Europe et notamment la France sont devenues structurellement déficitaires en produits raffinés, le déséquilibre étant particulièrement sensible pour le fioul domestique et le gas-oil. En 1989, l'Europe a importé

30,5 millions de tonnes et exporté 6,1 millions, soit un déficit net de 24,4 millions de tonnes de ces produits. Le plus gros des importations provenait, d'une part, des pays de l'Est, lesquels éprouvent des difficultés grandissantes à maintenir leurs fournitures, et, d'autre part, des pays de l'OPEP (pour 7,4 millions de tonnes).

La crise du Golfe, en aggravant le déficit risque donc, indépendamment même de l'évolution des cours du brut, de provoquer une envolée des cours des produits, particulièrement du fioul domestique. « Les prix des produits sont désormais déconnectés des prix du brut », explique M. Pradier. De ce fait, le début de l'année jusqu'en juillet, les cours du gas-oil cotés sur le marché international de Rotterdam, ont beaucoup moins diminué que ceux du brut, ce qui a accru la marge des raffineries. Depuis le début du mois d'août, les cours du gas-oil ont tendance à augmenter plus vite encore que ceux du brut, une tendance qui risque de s'aggraver à l'approche de l'hiver, lorsque la demande va augmenter.

V. M.

Signature d'un accord pétrolier entre la Libye et le Soudan. - La Libye et le Soudan ont signé un accord prévoyant la livraison par Tripoli « d'importantes quantités » de pétrole, ont révélé lundi 3 septembre les autorités de Khartoum. Cette décision s'inscrit dans la perspective d'une fusion totale des deux pays, laquelle devrait se faire dans un délai de quatre ans. - (Reuters)

La libéralisation du système financier

La direction du Trésor du ministère de l'économie va absorber la direction des assurances

M. Bérégovoy prépare une importante réorganisation du ministère de l'économie. La direction du Trésor va prendre prochainement le contrôle de la direction des assurances à une date qui n'a pas encore été définitivement arrêtée. L'ex-direction des assurances deviendra un service du Trésor, le quatrième. Celui-ci sera dirigé par M. Jean-Pascal Beaufort, actuel sous-directeur du service des affaires monétaires et financières.

Faut-il parler de rationalisation administrative ? En pleine réorganisation budgétaire, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, ne manquera sans doute pas de présenter la fusion du Trésor et de la direction des assurances (la « DA », disent les professionnels) comme un effort destiné à alléger les frais de fonctionne-

ment de son ministère. En réalité, cette fusion ne devrait permettre que peu d'économies, le projet ayant été conçu sur d'autres bases.

Depuis plusieurs années, la direction du Trésor s'inquiète des répercussions que le libéralisme - de gauche comme de droite - a sur son activité. Plus les règlements et les contrôles ont sauté ces dernières années, et moins les bureaux du Trésor ont eu de pain sur la planche. Pour remédier quelque peu cette situation, qui se vent « état-major » du ministère de l'économie et des finances, les responsables du Trésor avaient donc proposé depuis longtemps la fusion avec la direction des assurances. Ils faisaient valoir que les compagnies d'assurances jouent aujourd'hui un rôle croissant sur les marchés financiers et dans la constitution de l'épargne nationale et internationale, tous critères qui concernent au premier chef les bureaux du Trésor. De plus, à l'heure où les banques et les assurances fusionnent d'elles-mêmes, on ne voit pas au

nom de quelle logique les administrations de tutelle resteraient séparées.

Le Trésor ne voit cependant pas arriver ce surcroît de puissance sans quelques inquiétudes. Un service supplémentaire, deux sous-directions nouvelles, cent soixante-dix personnes en plus à intégrer (le Trésor ne compte que trois cent personnes environ) peuvent également représenter autant de handicaps pour une institution qui s'est toujours vantée d'allier capacité de travail et faibles effectifs.

Mais au-delà de l'inertie, les responsables actuels de cette administration craignent que ce brusque gonflement ne fournisse un prétexte au personnel politique pour sander le Trésor en deux : les activités financières domestiques d'un côté, celles liées à l'international de l'autre avec la réouverture de feu la direction financière extérieure (FINEX). Au début des années 80, un éclatement de ce puissant service avait été évité de peu : certains socialistes s'élevaient de la mauvaise volonté des fonctionnaires des finances d'appliquer la politique du programme commun.

Pour parer à cette menace, le Trésor avait un instant imaginé de répartir les activités de la « DA » entre les différentes directions du ministère des finances, le service de la législation fiscale (SLF) récupérant par exemple les fonctions fiscales de la direction des assurances. Mais les assureurs, qui craignent de se retrouver privés d'interlocuteurs précis dans l'administration, sont partis à l'assaut du projet. Le lobby souhaitait un interlocuteur unique. Il a obtenu gain de cause. La « DA » perd son nom, mais en intégrant le Trésor, garde son intégrité. M. Bérégovoy, sans doute pas incontinent de conserver dans sa manche un atout (la critique potentielle contre le gigantisme du Trésor), a donné raison aux assureurs.

Il lui reste maintenant à résoudre un problème de taille, celui des locaux. Si le ministre veut réellement fusionner les deux administrations, il lui faut regrouper les fonctionnaires de la « DA » actuellement logés rue de Châteaudun (dans le 9^e arrondissement de Paris) et ceux du Trésor, installés depuis un peu plus d'un an à Bercy. Or quai de Bercy, il n'y a plus de place.

YVES MAMOU

M. Mitterrand propose un contrat de solidarité aux PMA

Alors que s'ouvrait à Paris le 3 septembre la deuxième conférence sur les PMA (pays les moins avancés), le président de la République a proposé un contrat de solidarité aux PMA sur certains pays en développement (lire page 22). La Commission européenne devait proposer mercredi 5 septembre un programme d'aide à l'Égypte et à la Jordanie en particulier. Vendredi 7 septembre, les ministres des affaires étrangères des Douze se réuniront à ce sujet.

Répondant au message de solidarité lancé d'une voix bien faible par le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, le président de la République M. François Mitterrand a accueilli ses invités à la deuxième conférence des PMA (pays les moins avancés), le 3 septembre, en présentant un « plan de combat contre le sous-développement ». Après avoir rappelé les contingences propres aux pays les plus pauvres - une quasi-absence de richesses combinée à un accès difficile aux marchés internationaux et une lourde dette, - le chef de l'État a souligné l'urgence de conclure avec ces nations désertées un « contrat de solidarité ».

Un tel contrat reposerait en particulier sur la poursuite de priorités telles que l'éducation, la formation et la santé, par l'insertion des agriculteurs dans l'économie de marché, par le renforcement des intégrations régionales, par la lutte contre les catastrophes naturelles. « Ce contrat devrait associer les organisations non gouvernementales (ONG), dont le rôle

est essentiel », a précisé M. Mitterrand.

Comme c'était attendu, le président français a évoqué la nécessité pour les PMA de disposer de ressources financières suffisantes et mieux adaptées à leurs besoins. Élargissant sa politique visant à effacer, autant que possible, les dettes contractées dans le passé par les pays pauvres, le chef de l'État s'est ainsi engagé, au nom du gouvernement français, à déposer un projet de loi qui prévoira l'annulation des créances publiques de tous les PMA (y compris les non africains) et la transformation de leurs prêts en dons.

Compte tenu des mesures prises lors des sommets de Toronto, Dakar et La Baule en faveur des pays du continent noir, l'effort total de la France représente 28,4 milliards de francs. M. Mitterrand a aussi demandé aux pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait (le Japon, les États-Unis) de porter à 0,15 % de leur produit intérieur brut (PIB) leur aide publique au développement dans un délai maximum de cinq ans, la France s'engageant pour sa part à porter sa contribution à 0,20 % du PIB.

Le président a renouvelé son soutien aux accords de produits permettant de stabiliser les cours des matières premières, précisant qu'un nouvel organisme visant à faciliter les exportations vers la France des produits des PMA serait créé. Il a enfin demandé que soient étudiées au cours des prochaines années de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international les conséquences de la crise du Golfe sur les PMA, afin de définir si besoin un plan d'urgence doté de mécanismes compensatoires. « Il faut que cette conférence marque la fin d'un aveuglement général », a conclu M. Mitterrand.

ÉRIC FOTTORINO

Priorité au développement rural demande l'épiscopat français

« La décennie qui s'achève est, pour les pays les moins avancés, la décennie de la régression et de la déconvenue », estime l'épiscopat français dans un mémorandum rédigé à l'occasion de la deuxième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. « La préoccupation de la croissance démographique dans les PMA ne doit pas conduire à inviter les gouvernements à prendre des mesures autoritaires pour limiter les naissances », précise le document. « Le droit des personnes et des couples pour le choix du nombre d'enfants doit être respecté, compte tenu

des contextes culturels et religieux. » A propos du sida, l'épiscopat estime qu'« une coopération internationale aurait utile pour enrayer les progrès ». L'exode « anarchique » des campagnes vers les grandes villes est également mis en exergue et est considéré comme facteur de « nouvelles pauvretés », tandis que « l'insuffisance alimentaire de beaucoup de PMA et les menaces périodiques de famine pour d'autres doivent rester une préoccupation constante dans la coopération internationale ». L'épiscopat rappelle que « la priorité doit être donnée au développement rural ».

SESSION D'OCTOBRE 90 A JUIN 91

LES DIRIGEANTS S'ENTRAÎNENT A L'ESSEC I.M.D.

Le centre de formation permanente du groupe ESSEC est au CNIT.

MANAGEMENT GENERAL

Dépasser sa vision fonctionnelle de l'entreprise pour être de vrais stratèges et de bons managers.

Programme bâti autour de 4 pôles :

- connaître l'entreprise, maîtriser ses rouages
- explorer l'environnement, savoir anticiper
- définir une stratégie, développer l'entreprise
- être un manager, impliquer son équipe.

Durée : 36 jours échelonnés sur 10 mois.

Donner aux hommes les moyens de leurs réussites.

Tél : (1) 4692 2100

Pour toute information : Viviane HENRIOT
ESSEC I.M.D. CNIT - BP 230 - 92053 Paris La Défense



ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe et la hausse des prix du pétrole

Les pays d'Europe de l'Est confrontés à un triple choc

Croulant déjà pour la plupart sous le poids de la dette et devant assurer le fardeau de la transition vers le marché, les gouvernements des pays d'Europe centrale ont accueilli avec une inquiétude plus forte encore que l'invasion du Koweït par l'Irak et la flambée des prix du brut qui a suivi. A l'exception, bien sûr, de l'Union soviétique, le premier producteur mondial d'or noir. La crise du Golfe pourrait faire basculer certains pays du marasme à la catastrophe économique. Plusieurs pays, dont la Pologne, demandent à la communauté internationale une aide supplémentaire.

On murmure à Prague et ailleurs en Europe de l'Est que dans les jours qui suivront la décision d'embargo des exportations irakiennes, des émissaires de Bagdad suggéreront aux nouveaux gouvernements démocratiques que l'Irak leur rembourse immédiatement ses dettes... en pétrole (1). Le refus de l'ancien bloc soviétique de rompre l'embargo en acceptant ces propositions est d'autant plus remarquable que, à l'Est, le choc pétrolier issu de la crise du Golfe risque d'être bien plus violent qu'ailleurs.

L'Occident s'apprête à affronter son troisième choc pétrolier. Pour l'Europe de l'Est, c'est le deuxième, voire le premier. Mais il pourrait se révéler d'une brutalité incomparable avec ceux subis par les pays occidentaux, en raison de la conjonction de facteurs défavorables dont il est assorti. Il s'agit d'un triple choc : le baril, rendu plus cher par la crise actuelle, sera également plus rare, et devra être payé en devises « lourdes ».

Commerce en devises

Si jusqu'à présent l'ensemble du bloc soviétique pouvait s'approvisionner en pétrole à bon marché auprès du « grand frère » soviétique, il n'en sera plus de même à partir du 1^{er} janvier 1991. Le commerce intra-COMECON (2) devra en effet être libellé en devises, ce qui signifie que la Pologne ou la Tchécoslovaquie devront régler leurs achats de brut aux cours mondiaux, bien plus élevés que ceux pratiqués jusqu'ici. Ces deux facteurs de hausse des prix s'accompagnent en outre d'une menace, déjà concrétisée dans certains pays, de diminution des livraisons de l'URSS (3). Même payable au cours du marché, le pétrole acheté à l'URSS revient moins cher en raison des infrastructures de transport extérieures.

Pris globalement, le bloc de l'Est paraît pourtant moins dépendant des importations d'énergie que le groupe des pays industrialisés ou celui en développement. Selon l'économiste soviétique Oleg Bogomolov, « les pays du CIEM (URSS comprise) satisfont environ 95 % leurs besoins en pétrole, gaz, électricité, houille, minerais de fer, et quelques autres matières premières essentielles » (4). Même en excluant l'URSS, les États d'Europe de l'Est assurent 70 à 80 % de leurs réserves énergétiques, grâce, notamment, à l'usage toujours très répandu du charbon et au développement du nucléaire. Mais ces chiffres masquent une dépendance presque totale à l'égard du pétrole importé, et un déclin inévitable à terme de la production charbonnière.

Au cours de la décennie 70, l'Europe de l'Est et l'URSS sont restées

relativement isolées de la vague de bouleversements économiques issus de la formation du cartel de l'OPEP. L'URSS développait sa production et continuait d'approvisionner les pays satellites en échange de crédits à très long terme, libellés en roubles transférables, donc en simples unités de compte. Tout au plus, il fut décidé en 1975 de réexaminer chaque année les prix fixés pour les échanges au sein du bloc soviétique, et d'abandonner leur fixation sur une période de cinq ans.

Une réduction des livraisons en 1982

Le premier véritable choc fut celui de 1982. L'Union soviétique décidait en effet cette année-là de réduire de 10 % ses livraisons de pétrole à l'Est. C'est seulement alors que des politiques de substitution – charbon et nucléaire, principalement – se développèrent. On dit que ce choc n'a jamais été surmonté par l'Europe de l'Est. Tandis que l'Occident retrouvait une croissance vive à partir du milieu des années 1980, les performances économiques des pays socialistes ne bénéficièrent jamais des effets positifs

dés l'an prochain voir sa facture pétrolière dépasser le montant de ses exportations.

Les autres États sont confrontés au même problème d'alourdissement de la facture pétrolière, avec des conséquences variables selon les pays. La Hongrie fait partie de ceux qui tentent depuis plusieurs années de « garder la tête hors de l'eau », malgré l'alourdissement des charges de sa dette extérieure (20 milliards de dollars). Le FMI émet sans cesse des avertissements contre la dégradation des comptes courants du pays, et la crise pétrolière risque de le faire basculer dans le rang des « mauvais payeurs ».

La Pologne, pour sa part, est tombée dans cette catégorie depuis 1981, mais les banquiers redoutent aujourd'hui une incapacité pure et simple à rembourser sa dette de 40 milliards. D'autant qu'une partie des recettes d'exportation de Varsovie proviennent de produits raffinés dont la production pourrait chuter si l'approvisionnement en brut n'est pas assuré. La lutte engagée contre l'inflation – les prix de détail ont crû de 3 % en juillet, contre 78 % en janvier der-

C'EST LA CRISE, IL VA FAUOIR VENDRE LE VÉLO.



du contre-choc pétrolier. Elles ne cessent depuis de se détériorer, précipitant la chute des régimes politiques.

Le passage au commerce en devises et la hausse des cours va donc peser considérablement. Selon les estimations de M^{me} Catherine Locatelli, spécialiste des pays de l'Est à l'Institut d'économie et de politique de l'énergie, à Grenoble, la facture pétrolière de la Bulgarie à l'égard de l'URSS aurait déjà dû s'élever à 1,8 milliard de dollars l'an prochain, avec un baril à 16 dollars payé aux cours mondiaux ; si le prix du baril passe à 30 dollars, elle atteindrait 2,8 milliards. En Hongrie, la facture passerait de un à 1,8 milliard, en Pologne, de 1,8 à 3,4, en Tchécoslovaquie, de 1,9 à 3,7, en Roumanie, de 0,4 à 0,9. Quant à la RDA, elle n'aura pas elle-même à payer la facture, qui passera néanmoins de 2,3 à 4,3 milliards de dollars. Seule, l'Albanie, très peu développée industriellement, est pour l'instant auto-suffisante en pétrole (voir tableaux-dessous).

La dette polonaise menaçante

Autant d'argent qui ne pourra être consacré à la modernisation de l'industrie ou au pouvoir d'achat de la population. Le cas le plus problématique est celui de la Bulgarie. Réputée être le pays ayant le plus bénéficié du système du COMECON, elle pourrait

nier – pourrait par ailleurs subir un sérieux revers.

La Tchécoslovaquie bénéficie d'un endettement moins lourd (7 milliards), mais est la plus dépendante à l'égard des produits importés, et a mis à l'arrêt cette année son programme nucléaire. Quant à la Roumanie, elle bénéficie au moins d'un avantage, celui de s'approvisionner principalement en pétrole auprès des pays de l'OPEP, ce qui lui évite le choc du passage au commerce en devises.

La commission économique pour l'Europe de l'ONU estime que pour les six pays d'Europe de l'Est le déficit de la balance des paiements courants, « limité » à 2 milliards de dollars l'an dernier, devrait être alourdi, par le seul effet de la hausse des prix du brut, de 4 milliards (avec un baril à 25 dollars), ou de 8 milliards (avec un baril à 31). L'impact global de la transformation du COMECON sur les résultats commerciaux est difficile à saisir, car on ne sait où et comment les pays membres parviendront à écouler leur production traditionnelle, livrée à l'URSS. « Cette perspective pose la question de savoir si ces pays seront capables de surmonter ce choc par leurs propres moyens », s'interrogent les experts de la commission, ajoutant que les comptes de la Hongrie et de la Bulgarie sont particulièrement vulnérables. Qui voudra prêter de l'argent à un pays comme la Bulgarie qui ne rembourse déjà plus

sa dette depuis plusieurs mois ?

L'Est devrait pourtant avoir un grand gagnant de la crise du Golfe et de la mutation du COMECON : l'URSS. La hausse des prix du brut apparaît à première vue miraculeuse pour ce pays qui produit deux fois et demie plus de pétrole que l'Arabie saoudite, et se débat dans une crise financière majeure. Il y a encore quelques années, 80 % des recettes en devises de l'URSS provenaient de l'énergie. Mais cette part est tombée à moins de 40 % aujourd'hui (16 milliards de dollars en 1989, années où les exportations ont diminué de 8 %, sur 42 milliards de dollars). La hausse des prix du brut intervient au moment où, faute d'investissements judicieux, la baisse de la production soviétique de brut paraît s'accroître. Elle devrait être compensée par la hausse des exportations de produits manufacturés, mais dont certains redoutent qu'il y ait une nécessaire restructuration de l'industrie pétrolière soviétique, et plus généralement les réformes économiques.

Gaspiage et pollution

Que ce soit dans les pays d'Europe de l'Est ou en URSS, la crise actuelle devrait rendre encore plus difficile les économies d'énergie dans cette région du monde réputée pour son gaspiage et sa pollution. Les petits États ne pourront y consacrer les ressources nécessaires, tandis que l'URSS risque de reléguer ces priorités à un rang secondaire, compte tenu de sa nouvelle « manne pétrolière ». En outre, plusieurs pays, comme la Tchécoslovaquie et la Pologne, avaient émis le souhait de réduire leur dépendance à l'égard du lignite, polluant et peu efficient, mais qui a l'avantage d'être produit localement. Ces projets risquent maintenant d'être mis en suspens.

Dans la plupart des pays industrialisés, l'augmentation actuelle des prix du pétrole est un revers inattendu qui vient se greffer sur un ensemble de données économiques pour le moins sombres, et, sinon entièrement maîtrisées, du moins connues des économistes et des gouvernements. A l'Est, la situation est toute différente, et beaucoup plus grave. Au moment où les systèmes économiques tout entiers sont remis en question, où les systèmes de prix sont bouleversés, il est impossible d'analyser en détail les conséquences du triple choc pétrolier. Mais il est certain que même si la flambée récente du brut s'apaise, l'ancienne Europe socialiste subira un choc énergétique majeur.

FRANÇOISE LAZARE

(1) L'Irak doit 2,5 milliards de dollars à l'URSS, 1,7 milliard de dollars à la Roumanie, 1,3 milliard à la Bulgarie, 500 millions à la Pologne, et 143 millions à la Hongrie.

(2) Le conseil économique d'assistance mutuelle (CAEM, appelé couramment COMECON) regroupe en Europe la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Roumanie, l'URSS, la Yougoslavie et le membre associé.

(3) Les livraisons de pétrole de l'URSS aux pays d'Europe de l'Est ont chuté entre 15 % et 30 % selon les cas au cours du troisième trimestre, provoquant de fortes hausses du prix de l'essence et dans certains cas des pénuries.

(4) Socialisme et compétitivité, les pays de l'Est dans l'économie mondiale. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

La dépendance énergétique des pays de l'Est

(en millions de tonnes d'équivalent pétrole importés (-) ou exportés (+))

Albanie.....	+ 1,154
Bulgarie.....	- 23,960
Tchécoslovaquie.....	- 25,161
Hongrie.....	- 13,304
Pologne.....	- 9,965
RDA.....	- 24,483
Roumanie.....	- 13,188
Union soviétique.....	+ 294

Statistiques de l'année 1988, à l'exception de l'Albanie et de la Roumanie (1987). Source ONU, commission économique pour l'Europe.

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS et SPECTACLES

Le tiers-monde première victime

Les tensions qui s'exercent depuis un mois sur les prix du brut ne montrent pas seulement combien est grande la dépendance de l'Occident vis-à-vis du Proche-Orient producteur d'or noir. Si un troisième choc pétrolier devait se produire en écho des deux précédents, le tiers-monde importateur et son milliard de pauvres seraient au premier rang des victimes.

Pour s'en convaincre, il suffit de mesurer l'impact laissé dans ces pays par les flambées de 1973 et de 1979. Les déficits des balances des paiements courants se creusèrent de 6 milliards de dollars l'an à 50 milliards de dollars entre ces deux dates. Dans le même temps, la facture pétrolière nette des nations du Sud passa de 8 à 60 milliards de dollars (5 % de leur PIB), tandis que le brut représentait désormais 20 % de leurs importations, contre 11 % auparavant. « La part moyenne de ces recettes que le tiers-monde avait l'habitude de prélever pour payer ses importations de pétrole a triplé pendant les années 70 », notent les experts du Worldwatch Institute (1).

En 1981, le Brésil a utilisé plus de la moitié de ses recettes pour régler son pétrole importé, dont le coût passa de 280 millions de dollars en 1970 à 10,3 milliards de dollars en 1980... Le Kenya, la Corée du Sud et la Thaïlande en prélevaient près d'un tiers, et le Bangladesh les deux tiers.

Au cours de la décennie passée, la dette des pays pauvres importateurs passa de 80 à 360 milliards de dollars, et pour cause : l'énergie (dont ils consommaient seulement 9 % du total mondial) était à la fois condition et signe d'un certain décollage. La demande du tiers-monde en pétrole, partant de si bas, progressait plus vite que partout ailleurs. Un troisième choc ne ferait qu'irriter davantage les plaies en souffrance du Sud : l'endettement (il dépasse 1300 milliards de dollars) et le sous-développement chronique, sans oublier la déforestation, l'érosion et la perte de fertilité des sols que ne manqueraient pas d'aggraver un recours accru au bois de feu et au fumier comme sources d'énergie, en Afrique principalement.

Au lendemain des chocs pétroliers, les pays en développement importateurs s'orientèrent avec des moyens et des fortunes diverses vers deux directions : les économies d'énergie et l'encouragement plus systématique à la prospection, avec l'appui parfois de compagnies occidentales. Un plan pro-alcool lancé à la fin des années 70 permit au Brésil de réduire de 60 % sa facture pétrolière entre 1979 et 1988. Mais à quel prix ? L'industrie de l'éthanol aurait reçu un soutien de 8 milliards de dollars pour se développer. La chute des prix du baril à partir de 1983 obligea l'État à dépenser chaque année 2 milliards de dollars de subventions (1), et on songea un temps à supprimer ce remède par certains côtés pire que le mal.

Mettre en valeur leurs ressources

En août 1983, la Banque mondiale estima que, dans les dix ans qui allaient suivre, les pays en développement auraient à investir annuellement 130 milliards de dollars (base 1982) pour la mise en valeur de leurs ressources énergétiques. On soulignait alors le potentiel pétrolier du tiers-monde (qui possédait seulement 3 % des puits forés sur la planète) mais aussi les rigidités étatiques dissuadant l'investissement dans ce secteur. La même année, la Banque mondiale sembla renoncer à ses ambitions. « De nombreux pays ont vu leur développement freiné plus brutalement qu'il ne l'avait jamais été depuis que la Banque a commencé à opérer il y a près de quarante ans », indiquait son rapport de 1983. « Presque autant de PVD ont dû réévaluer leur dette commerciale au cours des deux dernières années que pendant les vingt-cinq années précédentes. »

Dans son dernier rapport consacré à l'Afrique subsaharienne (2), la plus exposée aux effets du nouveau choc, la Banque reprend son leitmotiv : « Pendant les vingt-cinq dernières années, la consommation d'énergie des PVD a augmenté de pair avec leur PIB. En supposant qu'il en aille de même en Afrique, il faudra que la production d'énergie augmente à raison de 5 % l'an. Pour cela, il faudra que l'offre sextuple entre 1986 et 2020, et que les investissements totaux passent de 2 milliards de dollars en 1990 à

4,7 milliards de dollars en l'an 2000, soit l'équivalent de 2 % du PIB. »

Un vœu pieux qui n'en cache pas moins une réelle urgence. L'Afrique n'est pas, il s'en faut, un continent dénué, mais elle prend chaque jour un peu plus de retard sur le reste du monde et du tiers-monde. C'est sur le continent noir que la consommation d'énergie par habitant est la plus faible. Elle progresse de 0,9 % par an, contre 4,9 % en Inde (entre 1970 et 1986) ; 88 % de la production (2,2 millions de barils par jour) proviennent des seuls Nigeria et Angola, cependant que la plupart des autres pays du continent consacrent 20 à 40 % de leurs recettes en devises à l'achat de pétrole.

« En Afrique saharienne, poursuit la Banque mondiale, l'approvisionnement pétrolier est le plus cher du monde. » Une rationalisation des raffineries (aux coûts d'exploitation prohibitifs) permettrait d'économiser 300 millions de dollars par an. Mais les pénuries de devises pesent aussi dans la balance : « Elles conduisent les pays à acheter le pétrole en petites quantités, ce qui leur interdit de profiter de la conjoncture du marché. » Retard ? Deux cents tonnes sept puits forés en Afrique en 1987 contre 2 300 en Amérique latine. Pourtant, le golfe de Guinée, la vallée du Rift, les zones off-shore du Soudan et la Tanzanie recèlent de probables gisements. Au rythme actuel de consommation, les experts estiment à cent vingt ans les réserves connues de pétrole sur le continent noir, des richesses qu'il faudra bien un jour extraire.

Penser à une unité pétrolière africaine relève cependant, pour l'instant, de l'utopie. Au total, l'Afrique n'assure plus que 8,9 % de la production mondiale de pétrole, contre 12,5 % en 1970 et 1,3 % en 1960. Elle compte aussi seulement pour 3 % de la demande.

Une ascension spectaculaire

Si l'Amérique latine a connu, en 1988, une consommation record de pétrole (228 millions de tonnes, produits compris), sa production a aussi enregistré une ascension spectaculaire, progressant en dix ans de 253 à 347 millions de tonnes grâce à de nombreuses découvertes (au Mexique, en Argentine) et à l'émergence de nouveaux fournisseurs, comme la Colombie.

Dans les pays asiatiques en développement, la consommation a augmenté sensiblement, tirée par le secteur des transports aériens et routiers. Mais, dans l'ensemble du tiers-monde, seuls quelques pays apparaissent comme de réels consommateurs de pétrole. La demande africaine se concentre pour l'essentiel (76 %) sur cinq pays : l'Algérie, la Libye, l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud. En Amérique latine, quatre États – Argentine, Brésil, Mexique, Venezuela – accaparent 80 % des besoins de brut. Plus de 70 % de la consommation asiatique proviennent de l'Inde, de l'Indonésie, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taïwan.

Globalement, l'impact sur le tiers-monde d'un renchérissement du prix du pétrole dépendra d'abord de ses répercussions sur l'Occident et sur les États du Sud producteurs d'or noir. Une récession au Nord aurait pour double effet de ralentir les courants commerciaux et les flux d'aide publique et privée habituellement accordés aux plus pauvres. Quant au tiers-monde pétrolier, mais tout aussi lourdement endetté (Mexique, Algérie, Venezuela), la question est de savoir à quoi il emploiera sa manne. Au remboursement d'une partie de ses impayés auprès des banques, une solution qui accentuerait les chances de la récession ? Ou au recyclage automatique par la dépense, qui apporterait dans les zones concernées un ballon d'oxygène ?

Au bout du compte, l'addition s'annonce plus lourde pour les pays pauvres déjà équipés en infrastructures, dont le maintien en activité est coûteux. La Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Brésil et l'Argentine, le Pakistan et les Philippines risquent de payer le prix fort de la crise du Golfe. Ce surcoût atteindrait actuellement une dizaine de milliards de dollars pour l'ensemble des PVD. Après l'austérité des années 80, encore l'austérité.

ERIC FORTTORINO

(1) L'État de la planète, Lester Brown. Préface de René Dumont, Economica, 1989, 96 francs.

(2) L'Afrique subsaharienne. De la crise à une croissance durable, Banque mondiale, 1989.

Afflux de commandes pour une société sétoise

Le « boom » des combinaisons anti-armes chimiques

MONTPELLIER

de notre correspondant

« Je ne peux pas me réjouir de ce conflit », confie tranquillement M. Jacques Boyé, PDG du secteur administratif et militaire de la société de vêtements Paul Boyé, dont le siège social est à Sète, en évoquant la crise du Golfe. Il n'empêche, depuis quelques semaines, il ne cesse de recevoir de nouvelles commandes, qui pourraient bien se convertir très rapidement en riches commandes.

Créée dans l'après-guerre, cette société de mille cinq cents salariés produit aujourd'hui, outre des vêtements conçus dans deux unités implantées au Maroc et à Béchar, dans l'Hérault, toute une panoplie d'uniformes destinés aussi bien à l'armée française qu'aux policiers ou à l'administration des PTT. Mais surtout, depuis dix ans, la manufac-

ture sétoise fabrique dans son unité de Toulouse des combinaisons NBC (nucléaires, biologiques et chimiques) adaptées à la protection des militaires et des populations civiles. Tout un catalogue d'ensembles : combinaisons-masques, des tenues légères de décontamination, y compris un berceau anti-contamination en tissu spécial coiffé d'un hublot.

Ce secteur connaît un regain d'effervescence, car il existe une nouvelle demande, importante, de la part de nombreux pays soudain conscients de la réalité d'une menace de guerre chimique, depuis que l'Irak l'a rendue plausible », explique Jacques Boyé. Plusieurs États, qui souhaitent garder l'anonymat, ont donc intensifié leurs contacts avec l'entreprise locale. A certains pays d'Europe, Suisse comprise, s'ajoutent aujourd'hui de nouveaux clients du Golfe persique. Plusieurs Emirats arabes en feraient

partie. Seules les commandes du Koweït ne peuvent plus être honorées.

Ironie du sort : au mois de mars dernier, devant le climat de détente internationale né des nouvelles relations entre l'Est et l'Ouest, et les prévisions de réduction des dépenses de l'État en matière d'équipements militaires, la société alors en récession supprimait cent trente emplois sur l'ensemble du groupe, ce qui devait provoquer un vif conflit social pendant plusieurs mois. Aujourd'hui, la direction confirme la reprise du secteur NBC, en se gardant de préciser son chiffre d'affaires. Discretion oblige dans un domaine aussi sensible. Mais elle n'exclut pas d'accroître sa capacité de production, si la demande actuelle venait à se pérenniser.

JACQUES MONIN

صدا من الوطن

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Nouvelles rumeurs pour le « chantier du siècle »

Le tunnel sous la Manche cherche 3,5 milliards de francs pour boucler ses comptes

Eurotunnel, le concessionnaire du tunnel sous la Manche, n'en finit pas de se donner des frayeurs. Au cours des derniers mois, il avait connu des problèmes techniques avec les tunneliers, puis des difficultés d'organisation interne, des querelles à n'en plus finir avec Trans Manche Link (TML), le consortium formé par les entreprises de travaux publics qui réalisent l'ouvrage, et une augmentation de 50 % du coût du tunnel, passé de 50 à 75,66 milliards de francs.

Voilà à nouveau des rumeurs de complications financières en provenance du tunnel. Il avait été convenu, en juin dernier, avec le syndicat des deux cent dix banques qui supporte financièrement les travaux, que celles-ci octroieraient une rallonge de 20 milliards de francs de prêts permettant de limiter à 5,1 milliards l'augmentation de capital nécessaire pour

faire face au renchérissement du tunnel. Or le tour du monde bancaire par les hommes chargés de collecter les fonds promis n'a pas été fructueux, dans un premier temps.

Sur les 20 milliards de francs attendus, une douzaine seulement semblaient assurés en août. Un certain nombre de banques ne peuvent faire plus, faute de moyens financiers ou en raison de leurs ratios de risques. Tel est le cas de la société Eurobank et de certains établissements arabes. Chez d'autres, c'est la peur de l'inconnu qui l'emporte et, même si seulement deux ou trois banques sur deux cent dix souhaitent l'arrêt pur et simple des travaux, d'autres n'ont pas envie d'engager des fonds supplémentaires dans une entreprise qui a été agitée de soubresauts pendant tout l'hiver 1990 et qui a été à deux doigts de déposer son bilan à la suite des querelles avec TML. Elles ont pris comme un échec le refus de Mme Thatcher de subventionner la ligne à grande vitesse entre la sortie du tunnel et Londres.

Les responsables d'Eurotunnel et leurs banquiers les plus proches ont fait de leur mieux pour désamorcer ces réticences. Ils ont fait valoir que 103 kilomètres sur les 150 prévus (l'ouvrage comportera trois tunnels de 50 kilomètres chacun) sont d'ores et déjà creusés. Il ne reste que 3 581 mètres entre les tunneliers français et britanniques qui percent le tunnel de service et ils se rejoindront à la mi-novembre. Un certain nombre de banques se sont d'autant plus laissées convaincre par cette plaidoirie que les gouvernements ont discrètement fait savoir leur confiance dans la bonne fin du chantier. De nouveaux bailleurs de fonds se sont présentés, notamment en France, comme le CEFME et la Caisse d'épargne.

Officiellement il manque encore 6,5 milliards de francs, mais la

Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé un prêt de 3 milliards et les banques « fondatrices » se tiennent prêtes à faire un effort supplémentaire. En faisant donner toutes les sources de financement, Eurotunnel devrait donc trouver de quoi compléter dans cinq à six semaines son enveloppe et se lancer, sans trop d'appréhension, dans l'augmentation de capital prévue pour le début du mois de novembre ou pour le mois de janvier. Il n'est pas exclu que ces étapes donnent lieu à de nouveaux soubresauts qui semblent faire partie du mode de fonctionnement d'Eurotunnel.

ALAIN FAIJAS

ÉTRANGER

Provoquant des remous au sein du parti travailliste

Le gouvernement australien prépare un programme de privatisation

Entamée dès 1983-1984 avec la libéralisation du marché des changes et la levée des barrières aux investissements étrangers, la déréglementation de l'économie australienne va s'accélérer ces prochains mois. Le gouvernement travailliste de M. Bob Hawke met la dernière main à un programme de privatisations qui soulève des remous au sein du Labour.

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

C'est dans le Victoria, bastion du travaillisme australien, que le tabou a sauté. Le nouveau premier ministre, M. Joan Kirner, venait

d'hériter d'un brûlot financier : renflouer la banque d'Etat du Victoria dont les pertes atteignent la somme astronomique de 2 milliards de dollars australiens (8,4 milliards de francs), soit le quart de l'excédent du budget fédéral.

A Canberra, le ministre des finances, M. Paul Keating, se saisit aussitôt de l'occasion pour promouvoir ses vues libérales. Il fait adopter par le Parti travailliste un *deal* : la Commonwealth Bank (nationalisée) rachète la banque du Victoria en pleine déconfiture mais finance cette acquisition coûteuse en ouvrant 30 % de son capital à des participations privées.

Si cet épisode de la privatisation partielle de la Commonwealth Bank défraye aujourd'hui la chronique en Australie, c'est qu'il s'agit d'un lever de rideau. Le processus vient d'être enclenché. Baptisé « réformes micro-économiques », le programme de privatisation va être la grande affaire du quatrième mandat de M. Hawke. L'objectif est de délester un secteur public qui alimente environ 10 % du PIB et fournit la même proportion de l'emploi du pays.

La déréglementation du secteur des télécommunications sera la prochaine étape. Le gouvernement fédéral y met d'autant plus d'application qu'il y voit un secteur d'avenir - 25 % à 30 % du PIB vers 2015 selon les chiffres officiels - et d'attractantes perspectives de contrats à l'étranger, notamment en Asie du Sud-Est. La formule qui a toutes les chances d'être retenue consistera à fusionner deux sociétés publiques, Telecom, chargée des liaisons domestiques (84 000 employés), et OTC, spécialisée dans les liaisons extérieures (2 000 employés). Cette super-compagnie (*mega carrier*) sera alors mise en concurrence avec un consortium dominé par des capi-

taux étrangers et constitué autour d'Ausnet, la société nationale - sur-endettée - exploitant les satellites, qui serait du coup privatisée.

Les transports aériens sont promis au même sort. A l'heure de l'austérité budgétaire, les autorités fédérales se trouvent en effet à court de munitions pour renflouer les deux compagnies publiques, Australian Airlines (domestique) et Qantas (internationale).

Selon le schéma le plus souvent cité à Canberra, Australian Airlines serait vendu pour 800 millions de dollars (3,36 milliards de francs) à un repreneur privé australien tandis que Qantas verrait son capital (4,2 milliards de francs) cédé à des intérêts privés locaux à hauteur de 49 %, le reste étant racheté par le personnel. Simultanément, l'espace aérien domestique - réservé pour l'heure à Australian Airlines et à deux compagnies privées (Ansett et East-West) appartenant au même magnat des transports, Sir Peter Abeles - serait démantelé de manière à injecter davantage de concurrence sur le marché. Trois candidats sont sur les rangs.

Ce nouvel engouement pour les privatisations provoque déjà une féroce bataille au sein du mouvement travailliste. L'aile gauche du Labour sonne le tocsin contre les projets de M. Hawke en se retranchant derrière la plate-forme du parti, qui se réfère explicitement à la propriété publique d'Australian Airlines et Qantas ainsi qu'au monopole de Telecom. Les plus déterminés dans cette levée de boucliers sont les syndicats du secteur des télécommunications, fort bien implantés (85 % des salariés) et surtout influents dans l'appareil du Labour. Mais il est peu probable que ce front du refus, minoritaire dans les instances dirigeantes, parvienne à faire reculer le gouvernement.

FREDERIC BOBIN

INDUSTRIE

Alliance américano-japonaise

Hitachi et IBM pourraient développer des logiciels en commun

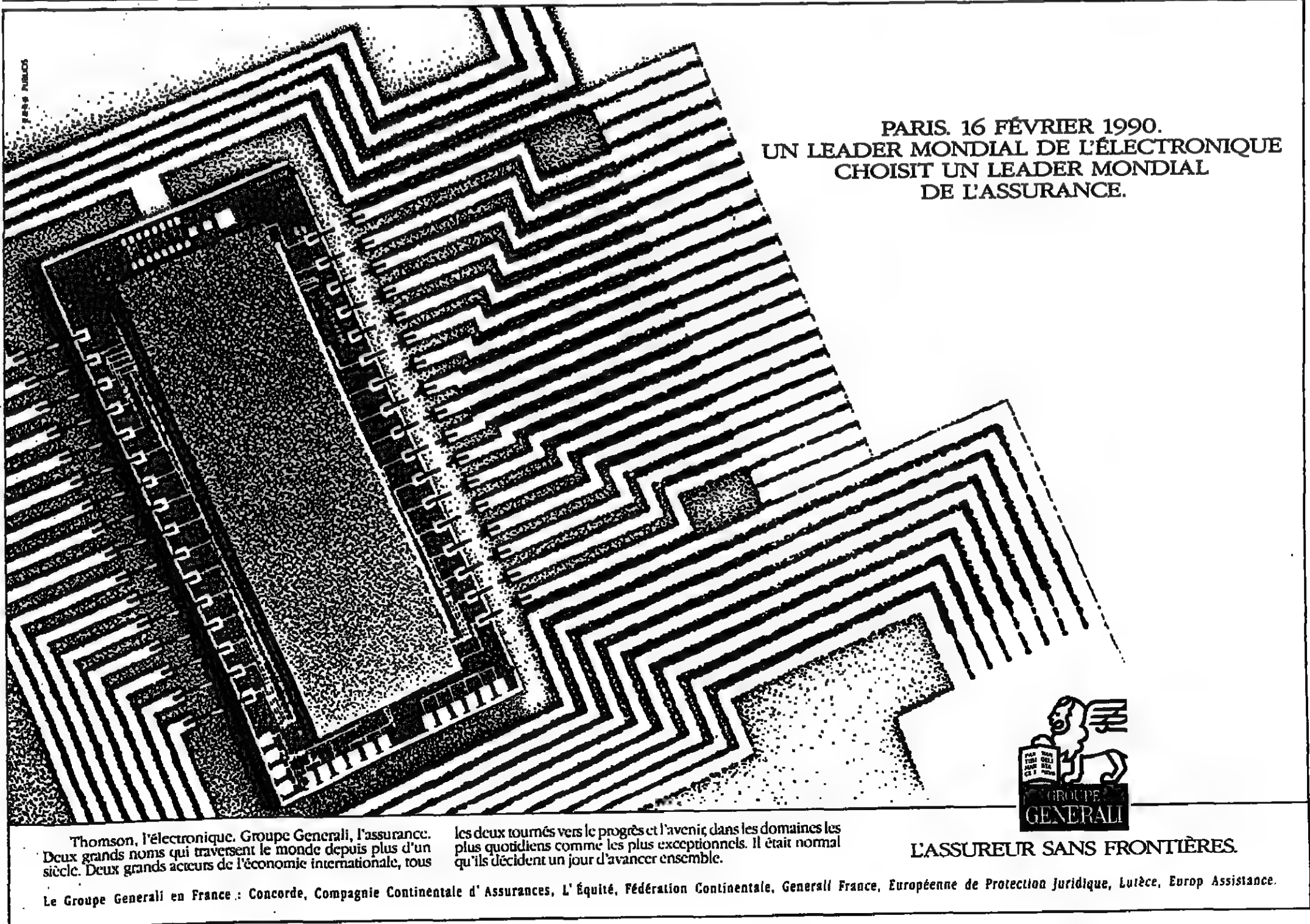
Selon l'agence UPI, Hitachi aurait décidé de s'allier à IBM pour développer des logiciels d'application pour ordinateurs fonctionnant avec le système d'exploitation Unix. Les deux constructeurs étaient déjà membres du groupement OSF (Open Software Foundation) créé pour développer une version commune du système d'exploitation Unix et auquel adhèrent également Digital Equipment, Hewlett Packard, Siemens, et Bull, entre autres.

Cette alliance pourrait renforcer le poids de OSF face à son grand rival, le consortium USL, créé par le développeur initial de Unix, à savoir ATT, et qui rassemble d'autres grands noms de l'informatique comme Fujitsu, NEC et Intel.

La lutte entre ces deux groupes est en fait une guerre de normes. Pour qu'un logiciel puisse tourner sur des ordinateurs différents, il faut que ces machines utilisent le même système d'exploitation, Unix par exemple. Mais il existe en fait plusieurs versions de ce système, plus ou moins incompatibles entre elles. Pour réduire cette incompatibilité, les constructeurs essaient chacun de se rallier le maximum d'alliés. L'enjeu est de taille. Selon la société d'étude de marché Infocorp, les ordinateurs fonctionnant sous Unix (toutes versions confondues) représentaient en janvier 1990 43,7 % du marché des moyens ordinateurs et 12,9 % de celui des grands ordinateurs.

TRANSPORTS

Lufthansa reprend les lignes berlinoises de Pan Am. - La réunification de l'Allemagne aura des conséquences sur la desserte aérienne de Berlin. Empêchée de desservir l'ancienne capitale par les puissances d'occupation à l'issue de la dernière guerre, la compagnie Lufthansa vient de racheter, pour un prix qui n'a pas été publié, les lignes qu'exploite la compagnie américaine Pan Am entre Berlin et le reste du territoire ouest-allemand. Le 28 octobre, au plus tard, Lufthansa exploitera neuf Boeing 727 de Pan Am avec leurs équipages entre Berlin et neuf villes ouest-allemandes. Vers la mi-1991, Lufthansa leur substituera ses propres avions et ses propres équipages.



PARIS. 16 FÉVRIER 1990.
UN LEADER MONDIAL DE L'ÉLECTRONIQUE
CHOISIT UN LEADER MONDIAL
DE L'ASSURANCE.

Thomson, l'électronique. Groupe Generali, l'assurance.
Deux grands noms qui traversent le monde depuis plus d'un
siècle. Deux grands acteurs de l'économie internationale, tous
les deux tournés vers le progrès et l'avenir dans les domaines les
plus quotidiens comme les plus exceptionnels. Il était normal
qu'ils décident un jour d'avancer ensemble.

Le Groupe Generali en France : Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, L'Équité, Fédération Continentale, Generali France, Européenne de Protection Juridique, Luitce, Europ Assistance.

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

N° 174 - SEPTEMBRE 1990

Le Monde DE L'EDUCATION

la maternelle en danger

SOCIÉTÉ
la prévention
contre la drogue

ECOLE AU QUOTIDIEN
regards sur la rentrée

BONNES FEUILLES
portraits d'instits

préparer le bac 91

Français-Philo : tous les sujets de 90

DES COMMENTAIRES DE PROFESSEURS;
EXERCICES ET CONSEILS.
HISTOIRE-GÉO : DES NOUVEAUX PROGRAMMES

Le bac et eux : J. ATTALI, A. ERNAUX,
J.-M. LE CLEZIO, G. PERRAULT,
A. ROBBE-GRILLET, F. SAGAN, M. TOURNIER...

M 2172 - 174 - 20,00 F

NUMÉRO SEPTEMBRE - 20 F.

En vente chez votre marchand de journaux



150 من الدين

DANS
LE T & MIC
LE DISQUET
LA PREMIERE
LA VENTE EN KWSI

TECHNOLOGIES

Biomatériaux : l'avenir de l'homme-prothèse

Du corail pour remplacer les os

Le corail des mers du Sud peut remplacer l'os humain. Cette découverte lance une petite société française à l'assaut du marché mondial.

L'utilisation d'un biomatériau peut éviter de pratiquer des greffes osseuses. Il est obtenu à partir d'un matériau minéral naturel inaltérable : le corail. Originalité : implanté en milieu osseux, il est résorbé progressivement et simultanément remplacé par de l'os. Une fois la restauration terminée, cet os a les mêmes caractéristiques que l'os initial. La composition chimique et la nature de la phase cristalline sont les éléments déterminants dans ce processus. Le corail édifié en effet un squelette minéral par un mécanisme proche de celui de l'ostéogénèse. L'os puise l'ensemble de ses éléments chimiques dans le sérum sanguin, dont les produits constitutifs se retrouvent d'ailleurs dans l'eau de mer où le corail puise les éléments nécessaires à l'élaboration de son squelette.

Et l'architecture corallienne offre une surface d'échanges exceptionnelle entre le biomatériau et l'os receveur.

Des milliers d'applications cliniques chez l'homme ont été suivies entre 1979 et 1988 en chirurgie orthopédique maxillo-faciale, neurochirurgie, chirurgie buccale et reconstructrice.

Des chirurgiens, comme le professeur J.-C. Pouliquen (hôpital R.-Poincaré, Garches) ont utilisé le corail naturel pour remplacer l'os chez des enfants exigeant une greffe vertébrale postérieure. Il permet de supprimer une prise de greffe spongieuse effectuée sur une ou deux crêtes. « Si le recul trop faible ne permet pas des conclusions formelles, la poursuite de cette expérience nous paraît indispensable au moment où le recours aux greffes osseuses et l'utilisation de la transfusion homologues posent des problèmes éthiques graves chez des enfants qui ne sont qu'en danger morphologique ou fonctionnel et non pas en danger vital », explique le professeur (1).

Le handicap de l'homologation

Dès 1985, une petite entreprise, Inotek, était créée pour exploiter les vertus du corail dans le domaine médical. Elle est due à la rencontre de deux hommes : Jean-Louis Petar, médecin qui, dès 1977, expérimenta le produit à l'hôpital de Garches dans les services du professeur Robert Judet, et Jean-Darondel, un créateur d'entreprise aujourd'hui PDG d'Inotek. Après avoir acheté la licence exclusive internationale de ce biomatériau à l'ANYAR, qui en avait déposé le

brevet en 1979, l'entreprise est passée au stade de la production. Une petite unité de fabrication a été implantée au cœur de la Bretagne à Noyal-Pontivy (Morbihan). On y travaille cinq espèces de corail (sur deux mille cinq cents recensées) en provenance de la Nouvelle-Calédonie. Ce type de produit se fabrique selon un mode quasiment artisanal.

Le vrai handicap est ailleurs. C'est celui de l'homologation : libre en Europe du Sud, en France, elle nécessite un enregistrement simple en Belgique, aux Pays-Bas ou en Australie. Mais aux Etats-Unis, il faut passer sous les fourches caudines de la fameuse FDA (Food and Drug Administration), qui exige test de biocompatibilité et bioefficacité. Plusieurs années de défense d'un dossier pour s'ouvrir à la moitié du marché mondial. En attendant, Inotek attaque le marché par étapes. Il doit d'abord convaincre les leaders d'opinion et les grands patrons de la chirurgie en accumulant les références cliniques et en les publiant. C'est seulement après que la phase de commercialisation peut commencer.

Remodeler les visages

Premier succès : Inotek a réussi une percée dans le monde dentaire (des microgranules de corail utilisés en chirurgie buccale pour combler et réparer les lésions parodontales) en prenant 25 % du marché des produits de remplacement. Arme utilisée : le télémarketing systématique auprès de tous les chirurgiens-dentistes de France. Puis, avec le relais de distributeurs locaux, Inotek vient de conquérir l'Europe et le Sud-Est asiatique.

Deuxième étape : la commercialisation encore récente de produits pour la chirurgie orthopédique, ou maxillo-faciale.

Troisième étape : Inotek lancera en 1991 dans le monde de la chirurgie esthétique des microgranules pour remodeler les visages déformés par la fonte des masses osseuses lors du vieillissement. En rendant des formes arrondies au visage, on rejouit la silhouette. Inotek se lance aussi dans la recherche de produits mixtes associant le corail à d'autres substances qui offriraient une alternative à la thérapie des pathologies osseuses.

Pour partager les coûts, Inotek s'appuie sur le savoir-faire d'une autre PME du secteur, la Sofamor (tiges métalliques) pour distribuer ses produits en créant une filiale commune (Sofino Médical).

YANNICK GUIHENEUF

(1) Revue de chirurgie orthopédique, 1989.

Un marché mondial de 2,3 milliards de francs en 1993

A l'instar du corail, les biomatériaux permettent de réaliser prothèses et implants, organes artificiels, produits et appareils en contact avec le sang, systèmes de libération contrôlée des médicaments.

Ils ont en commun la faculté de ne pas provoquer de réactions inflammatoires lors d'un contact prolongé avec des tissus vivants. Récemment, des matériaux nouveaux sont apparus sur ce marché, comme les céramiques, les polymères organiques, et certains matériaux d'origine naturelle, comme le collagène. Les enjeux sont importants. Non seulement ils permettent de traiter de nouvelles affections, de sauver des vies, de maintenir la qualité de la vie des personnes âgées, mais encore les répercussions économiques apparaissent aujourd'hui plus claires. Il s'agit d'un marché à croissance relativement rapide (10 % en moyenne par an) - certains créneaux ont un taux de croissance beaucoup plus élevé - qui pourrait représenter 14 milliards de dollars au niveau mondial à l'horizon 1993. « L'homme-prothèse est pour demain », pronostiquait, il y a quelques années, Jacques Attali. Ce futur est déjà bien engagé.

Hélas, sauf exception, les industriels français sont très peu présents sur ce marché mondial, largement dominé par les firmes américaines. Elles trouvent à leur porte des débouchés : 30 % du marché mondial. C'est au moment même où les Japonais, jusqu'ici peu actifs, préparent l'avenir en investissant fortement dans la recherche de base sur les biomatériaux.

Comme dans l'industrie pharmaceutique, les processus de recherche et développement sont particulièrement longs (dix ans). Il faut satisfaire aux tests de biocompatibilité et essais cliniques imposés notamment par la Food and Drug Administration américaine. Cependant, la France détient certains atouts. Selon une étude de la direction générale de l'industrie (1), nous avons des équipes de recherche de qualité sur la biocompatibilité, et des sociétés françaises ont acquis de bonnes positions pour certains matériaux (collagène, silicone, céramiques).

D'ores et déjà, les seuls besoins médicaux français ne sont pas négligeables. Pour l'année 1988, on a recensé 60 000 opérations de prothèses de hanche, 100 000 implants oculaires, 2 millions de porteurs de lentilles (24 millions aux Etats-Unis) et 30 000 stimulateurs cardiaques. Le vieillissement de la population va accroître considérablement ces besoins. Ce qui laisse espérer pour l'année 1993 un marché évalué à 450 millions de dollars (2,3 milliards de francs), dont une centaine pour les seuls stimulateurs cardiaques et 75 pour les hémodialyseurs. Mais, selon les prévisions des experts, la véritable explosion du marché ne se situera pas avant une dizaine d'années, en raison de la longueur des processus de recherche et développement. Le temps pour la France de prendre pied dans le monde de l'industrie. Le taux de pénétration des produits étrangers est déjà de 70 % (c'est notamment vrai pour les produits orthopédiques).

Un des secteurs les plus promet-

teurs est celui de l'ophtalmologie (3 milliards de dollars en 1993), avec notamment les lentilles souples (80 % du marché) qui corrigent myopie et hypermétropie. De belles empoignées commerciales en perspective avec l'arrivée dans les vitrines des opticiens de la lentille jetable et de la lentille bifocale.

Un tissu industriel fragile

Cette bagarre a déjà commencé. Si dans ce domaine les industriels américains nous dominent, ce n'est pas le cas dans celui des implants oculaires, qui peuvent être utilisés pour résorber les défauts sphériques (myopie très forte) ou pour compenser les pertes de cristallin. Des efforts sont actuellement entrepris pour développer des implants multifocaux. En France, des recherches sont menées chez Domilens, qui tient le leadership des implants oculaires, est d'ailleurs une des rares « success stories » de l'industrie française des biomatériaux. Cas trop rare dans une offre globalement trop faible même si, depuis 1980, plusieurs PMI se sont lancées sur de nouveaux secteurs après des travaux de recherche originaux.

« Elles n'ont pas toujours atteint la taille critique qui leur permet d'affronter la concurrence internationale », estiment les auteurs du rapport de la DGI, réalisé par le cabinet Gueydon (1).

Pour consolider ce tissu industriel fragile, l'Etat distribue des aides (cf. le Monde du 4 juillet 1990). Côté recherche, plusieurs équipes françaises de renom international travaillent sur la biocompatibilité. Un espoir.

Y. G.

(1) Les biomatériaux, enjeux industriels et stratégies technologiques.

(Publicité)

GROUPE DES ECOLES

PARISIENNES DE GESTION

N°1 de la Formation en Management

7 filières d'excellence :

- Ecole Supérieure de Gestion
- Ecole Supérieure de Gestion et Finances
- Ecole Supérieure de Gestion et Commerce International
- Ecole Supérieure de Gestion et Communication
- Ecole Supérieure de Gestion et Négociation
- Ecole Supérieure de Gestion et Informatique
- IEPC (classes prépa HEC)

Inscriptions en 1ère, 2ème et 3ème année Titulaires de BAC ou diplômés de 1er et 2ème cycle

Inscriptions en 3e cycles ESG (Masters de "Management et Marketing Européen" et "Finances et Marchés de Capitaux")

pour les diplômés de 2ème cycle et Grandes Ecoles

DATE LIMITE DU DEPOT DES CANDIDATURES POUR LA SESSION DE SEPTEMBRE : 12/09/90

Groupe EPG : 25, rue Saint-Ambroise 75011 PARIS

Tél. : 43.55.44.44.

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

les 3^{èmes} Cycles de Management

10 mois de formation 7 mois de mission en entreprise

- Agir en généraliste de l'entreprise
- Maîtriser les savoir-faire professionnels

Trois 3^{es} cycles spécialisés

- Ressources humaines et communication
- Finance et contrôle de gestion
- Qualité totale et gestion de projet

Admission :

Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...) qui souhaitent se préparer à des postes de responsabilités globales.

Journées Portes ouvertes : le 10 Septembre 1990 de 14 h à 18 h. Renseignements : (1) 47.57.31.41.

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
☐ souhaitez recevoir une brochure des 3^{es} cycles de Management
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue danton 92300 Levallois-Perret
Etablissement privé d'enseignement supérieur

-40%

DYNASTEURS

L'économie sans ménagement

Chaque mois : DYNASTEURS analyse sans complaisance les phénomènes économiques, financiers, sociaux et culturels qui bousculent le monde de l'entreprise. Son ouverture délibérée sur l'international, ses chroniques signées par de grands acteurs de la vie économique, ses enquêtes incisives font de DYNASTEURS un magazine stimulant, riche en idées neuves, informant ses lecteurs sur les grandes mutations en cours.

Ce mois-ci :
- La fin de l'économie « française » = une grande enquête, solide et stimulante, démontre la disparition des entreprises « françaises » et du déficit de la balance commerciale « française ».
- Immigration, dénatalité = enfin de vrais chiffres pour y voir clair !
- L'interim = cela existe aussi pour les PDG. Opportunités et risques... pour les entreprises... et pour les PDG...
- La musique ancienne, un art contemporain...

Dynasteurs est une publication du groupe Les Echos.

TITRE D'ABONNEMENT PRIVILEGIE

à renvoyer à Dynasteurs, 46, rue La Boétie - 75381 Paris cedex 08

OUI, je désire bénéficier d'un abonnement à DYNASTEURS, 1 an (11 numéros) au prix de 198 F au lieu du tarif normal de 330 F. Mode de règlement choisi :

- ☐ Ci-joint par chèque bancaire ou CCP (2 volets) à l'ordre de HERA.
- ☐ Je préfère régler à réception de votre facture.

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____

Société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Préciser BP ou cédex s'il y a lieu

Date : _____ Signature : _____

Offre valable jusqu'au 31.12.90

M 1

GRATUIT DANS SOFT & MICRO UNE DISQUETTE

DICTIONNAIRE DU PREMIER COURRIER
ORTHOGRAPIQUE ET GRAMMATICAL

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE :

DOSSIERS

- WINDOWS, PM, NEWWAVE. LE RÉGNE DES INTERFACES GRAPHIQUES
- MULTIMEDIA : VERS DE NOUVELLES APPLICATIONS

ESSAIS LOGICIELS

- STREAMLINE
- BMDP
- EVERLOCK
- QUICK PRINT
- INSTAPLAN 5000
- DESIGNER V. 3.01

LE PREMIER MAGAZINE
DES APPLICATIONS ET DU LOGICIEL
32 F - EN VENTE EN KIOSQUE

LE SEUL AGENT DOUBLE
PIERRE MERTENS
On n'écrit que pour être hanté par son propre fantôme.
EDITIONS COMPLEXE

Jeunes SCIENCES PO, UNIVERSITAIRES ou ECONOMISTES

VIVEZ A L'ECOUTE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Placé à un niveau de responsabilité particulièrement motivant, vous suivrez l'évolution économique et politique d'une des deux régions que nous souhaitons vous confier : le Proche Orient ou le Moyen Orient en tant qu'

ANALYSTES ECONOMIQUES

L'un d'entre vous possèdera donc de très bonnes connaissances linguistiques en ARABE, l'autre en PERSAN. Vous aurez à mener une réflexion prospective permettant de définir des stratégies dans le domaine économique, scientifique et technologique. Vous gèrerez et animerez une base documentaire, assurerez des travaux de rédaction de haut niveau.

Agé de moins de 30 ans, vous parlez l'une des langues précitées et bien sûr l'Anglais ; vous êtes curieux, ouvert, aimez analyser mais aussi communiquer.

Au sein d'un organisme spécialisé du secteur public, votre évolution sera à la hauteur de votre talent.

Pour ce poste basé à PARIS, notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf H/CMD/LM à :

R.P.C., 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

Filiale de la Compagnie BTP, important groupe financier et bancaire (800 personnes, 21 milliards d'engagements et 18 milliards de capitaux gérés), le CCME qui occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maitres d'ouvrages de la profession recherche :

JEUNES CADRES
FINANCIERS
PARIS/RENNES

Rattachés à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, ils auront pour mission, après une période de formation, de développer leur portefeuille de clientèle, analyser les besoins des clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre image auprès de nos partenaires (entreprises et maitres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc.).

Les candidats devront nécessairement être diplômés d'une grande école de commerce ou de gestion, ils seront tout particulièrement retenus pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à haut niveau et leur capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.

Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un atout supplémentaire.

CCME
COMPAGNIE BTP

Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions en précisant le secteur choisi à Jean RICHET, Direction des Ressources Humaines, CCME, 128 rue la Boétie 75008 PARIS.

Consultant Recrutement

CORT Consultants - l'un des premiers Cabinets de Conseils d'Entreprise en France - nous avons acquis depuis de nombreuses années, une réputation nationale et internationale auprès des plus grandes entreprises françaises.

Le développement de notre Département "Recherche et Recrutement de Cadres" nous amène à étoffer notre équipe en y intégrant un Consultant confirmé.

Professionnel dans ce métier, vous pourrez acquérir et fidéliser une clientèle diversifiée. Sans du contact, rigueur dans les méthodes de travail, connaissance de l'entreprise et respect de la déontologie de la profession sont les conditions indispensables pour partager notre vie d'équipe et assurer des prestations d'une haute qualité.

De formation supérieure, Sciences Humaines de préférence, vous disposez d'une expérience du recrutement de 5 ans environ acquise en Cabinet et/ou en Entreprise.

Cette expérience vous permettra d'être rapidement opérationnel au sein d'un Département en forte expansion, capable de valoriser vos compétences.

Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3401M



65, Avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Organisateur

PFIZER, filiale française d'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique, réalise un C.A. de 1000 MF avec 1000 personnes.

Collaborateur direct du responsable de l'organisation et des systèmes d'information, vous êtes en contact permanent avec tous les services de la division pharmaceutique ainsi qu'avec le département informatique du groupe en France.

Vous êtes le coordinateur interne de la Division : dans ce cadre, vous êtes chargé de la conception et de la réalisation de projets, de l'animation de groupes de travail, de la gestion des demandes des utilisateurs, de l'élaboration des procédures, etc...

Nous recherchons un candidat diplômé d'une grande école de

commerce ou scientifique, possédant une première expérience d'organisation en entreprise et/ou en cabinet de conseil, et de solides connaissances en micro-informatique. Ce poste exige d'excellentes qualités relationnelles, une réelle capacité d'autonomie et d'esprit de synthèse.

Nous donnerons la préférence à un candidat possédant un bon niveau d'anglais et un potentiel d'évolution vers d'autres domaines d'activité au sein de l'entreprise.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 5014 à Lydia di Martino, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 Montrouge Cedex.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

SEMA SELECTION

COMMUNIQUER,
INFORMER, CONSEILLER

Pour cette Fédération nationale d'un groupe bancaire, leader de son secteur autant qu'acteur déterminant du développement des régions où il est implanté, nous recherchons le

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

à la mesure de l'entreprise, de ses projets et de ses stratégies : un journaliste de haut niveau, ayant acquis, à 30-35 ans, une solide culture économique et une bonne expérience de rédaction.

Rattaché à la Direction Générale et participant au Conseil de Direction, il aura pour principale mission d'assurer la publication des divers supports de communication destinés à différents publics (revues à large diffusion, bulletins d'informations spécialisés, magazine vidéo...).

Plus généralement, il apportera conseil et assistance en matière de communication aux responsables "Communication" des membres de cette Fédération.

Il dirigera une équipe performante, il coordonnera les services de prestataires extérieurs. Vous avez le professionnalisme, le sens des responsabilités, les qualités de contact et d'animation requis par ce poste et par son importance stratégique.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence CC/972, à



Conseil en Recrutement
141, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Membre de SYNTec Recrutement

PIERRE & VACANCES

Responsables de Programme,
pour projets de rêve.

À Cannes, Biarritz, en Espagne..., vous prendrez en charge un des programmes immobiliers de Pierre et Vacances. Le succès de toutes leurs réalisations, celui de Cap Esterel, le plus important complexe de loisirs intégré qui ait été ouvert en France, confirme leur vocation à être pour longtemps le premier aménageur et promoteur de loisirs en Europe.

L'esprit d'entreprise et d'innovation, le management très impliquant de Pierre et Vacances vous assurent des responsabilités, une rémunération et un environnement très stimulants. Ce sont votre créativité et votre imagination qui vous permettront de trouver avec les meilleurs architectes les clés du succès de vos projets, et de les réaliser.

Ingénieur ou grande école de commerce..., avec 2 ou 3 ans d'expérience en aménagement, construction, développement de projets..., vous êtes prêt à vous investir dans une entreprise qui a les moyens de vous intéresser longtemps. Alors écrivez sous la réf 184 457 M à notre conseil Anne Cousin, Cabinet Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Responsable du service
emploi/formation

Etablissement Public à caractère industriel et commercial de 1 000 personnes, notre Direction des Ressources Humaines a confié au service Emploi-Formation (5 à 6 personnes) la mission d'élaborer et mettre en place le plan de formation, de gérer les mobilités internes et externes, de conseiller et d'orienter les salariés dans leur projet professionnel. Pour diriger ce service, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la fonction Emploi/Formation, de formation supérieure et possédant une expérience réussie de 5 à 10 ans dans des postes similaires. Grande capacité d'adaptation, goût des relations humaines, talent d'animateur, créativité, organisation, autant de qualités exigées pour réussir dans cette mission stratégique pour notre établissement.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 40361M.



ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

Conseils en recherche de dirigeants et de cadres, fondés en 1961, nous sommes réputés comme de bons professionnels. Avec 37 consultants en 8 bureaux, travaillant beaucoup en équipes, bien implantés en outre en Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, nous faisons face à une forte demande, notamment en

consultants senior, h/f
Paris, Bordeaux, Lille, Strasbourg

Venez développer notre clientèle, mener des recherches directes et par annonces et conseiller nos clients.

Vous voulez (si vous ne l'êtes déjà !) devenir professionnel du recrutement, vous êtes vous-même soit cadre expérimenté dans une fonction de l'entreprise (personnel, commercial, production, informatique...), soit psychologue affirmé : sachez que nous investissons beaucoup en formation à nos techniques.

Alexandre TIC attend personnellement un mot de votre part, présentant votre carrière et vos projets (réf.5646 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
BORDEAUX - LYON - CHARENTAIS - LILLE
NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

مركز من الامارات

DES GESTIONNAIRES DYNAMIQUES pour diriger des centres de profit progresser dans un groupe leader

- Vous êtes diplômés d'une école de gestion ou d'ingénieurs.
- Vous avez 5 ans d'expérience qui ont apporté la preuve que vous savez gérer, animer du personnel et développer.
- Vous avez la volonté de diriger une unité autonome à taille humaine, tout en bénéficiant des moyens et des opportunités qu'offre un groupe français de tout premier plan comptant parmi les "grands" Européens dans ses diverses activités.

Nous vous proposons d'assumer, au départ, la direction de centres de profit d'une cinquantaine de personnes agissant dans le domaine de la prestation de services.

Nous vous formerons à notre métier, votre autonomie vous permettra de faire vos preuves et votre taille, ainsi que notre croissance vous permettront de progresser si vous êtes ambitieux, performants et mobiles.

Poste : Villes Province - Ouest France -
Ecrire sous réf. 36 A 1931-OM.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



POUR GERER LES RESSOURCES HUMAINES DE NOTRE BANQUE

Un responsable de premier plan

Une importante Banque française étaye l'équipe de Direction du Directeur des Relations Humaines et recherche un Responsable de premier plan.

Il sera chargé de développer les outils les plus modernes de gestion des ressources humaines et d'en animer la mise en œuvre. Son action couvrira un domaine étendu : recrutement, formation, mobilité, appréciation, descriptions de postes, grilles de salaire, ...

Ce poste sera confié à un candidat Sciences Po, Droit ou équivalent, 35-40 ans, ayant une solide expérience de la fonction (de préférence dans le secteur Banque ou Assurance), ou sein d'une Société ayant une politique du personnel dynamique et performante.

Créatif, organisé, réalisateur, il animera une équipe et s'affirmera comme un professionnel de valeurs auprès des différents acteurs de la Banque et des intervenants extérieurs.

Réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 350 000 F +

Ecrire sous réf. 36 A 1905-OM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



GESTIONNAIRE D'ENVERGURE pour seconder le DRH d'une banque

Le Directeur des Relations Humaines d'une importante Banque française renforce son équipe de Direction et recherche le Responsable de son Service "Administration du Personnel".

De formation Sciences Po, Droit, ou équivalent, ce sera un professionnel confirmé, 35-40 ans, ayant une solide expérience de la fonction (de préférence dans le secteur Banque ou Assurance), ayant, en particulier, une parfaite connaissance des systèmes de paie informatisée des plus modernes.

- Sa large vue, ses talents d'organisation lui permettront d'être innovateur et moteur et de faire évoluer les systèmes d'information actuels.
- Son rayonnement personnel en fera l'animateur incontesté d'une équipe de bon niveau et l'interlocuteur apprécié des différents services, de la DRH et de la Banque.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F +
Ecrire sous réf. 36 A 1904-OM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



UN GROUPE FRANCAIS RENOMME UNE IMPLANTATION MONDIALE

ADJOINT DU DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Notre Groupe (C.A. supérieur à 15 milliards - 10.000 personnes dont 4.000 à l'étranger) est leader mondial ou européen pour plusieurs de ses produits.

Nous recherchons l'Adjoint de notre Directeur de la Communication.

Il sera étroitement associé à l'ensemble de ses missions tant sur le plan de l'élaboration des politiques et stratégies que sur celui de leur mise en œuvre et il assumera des responsabilités spécifiques :

- suivi des prestataires de services extérieurs
- étude de l'image du Groupe; analyse du contenu des articles de presse France/Etranger.

Ce poste, particulièrement formateur, conviendrait à un diplômé Grande Ecole (Sciences Po, Ecole de commerce, CELSA, ...), ayant, de préférence en entreprise, soit acquis une première expérience, soit effectué des stages significatifs dans le domaine de la communication.

Bilingue anglais, il saura concilier rigueur et créativité, capacité de dialogue et sens de l'organisation, ... et il aura une bonne plume.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1924-OM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Au sein de la Direction de l'Exploitation et de la Logistique, le Département Organisation est chargé d'améliorer la productivité de l'entreprise, 3ème société de service en France.

Les projets de tout ordre, qui lui sont confiés, concernent aussi bien la conception et la mise en œuvre de procédures que la réorganisation.

Un chef de projet doit rapidement nous rejoindre. Il assure, avec l'aide d'organiseurs qu'il encadre, la responsabilité totale de projets : analyse des problèmes, proposition de solutions adaptées, établissement des procédures, conception et mise en œuvre de systèmes d'informations, suivi des réalisations jusqu'à l'appréciation des résultats.

Agé de 28 ans environ, de formation Ingénieur, l'homme qui nous rejoindra possède une première expérience professionnelle, de 2 à 3 ans, acquise en cabinet ou en entreprise.

Analyse, synthèse, qualités relationnelles, souplesse pour s'adapter à une entreprise en pleine mutation nous apparaissent comme des atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Christine SUQUET vous remercie de lui faire parvenir
lettre, CV et photo, sous réf. 3213A/LM
à BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS



BOSSARD CONSULTANTS, premier Groupe européen de Conseil en Stratégie, Organisation et Ressources Humaines, met en place, pour faire face à son développement, une fonction Ressources Humaines : recrutement - formation - suivi de carrière.

Dans ce cadre, nous recherchons le Responsable Recrutement. Il sera chargé, après avoir acquis la culture de l'Entreprise, de l'organisation et de la mise en œuvre de l'ensemble du plan de recrutement, principalement des consultants. Il assurera le suivi de l'intégration et participera aux actions de promotion de l'image du Groupe.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5) ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans en recrutement, cadre de préférence, en cabinet et/ou en entreprise. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Christine SUQUET vous remercie de lui faire parvenir
lettre, CV et photo, sous réf. 3215A/LM
à BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS



JEUNE CHARGE D'ETUDES Ressources Humaines

Ce Groupe immobilier (1.500 personnes) gère un patrimoine de 100.000 logements en région parisienne et en province. Le professionnalisme, la motivation et l'énergie de ses collaborateurs contribuent à en faire l'un des premiers groupes français.

Sous l'autorité du Responsable des Ressources Humaines, vous prenez en charge les études spécifiques liées à la fonction Personnel : politique de rémunération, d'appréciation, protection sociale...

De formation supérieure (DEA de Gestion du Personnel, CELSA), à 25-30 ans vous possédez une première expérience, même courte, des Ressources Humaines. Vous avez une personnalité ouverte, le sens du dialogue et un esprit de rigueur.

Le poste est basé à Paris.

Dominique CLEVENOT vous remercie de lui faire parvenir
lettre, CV et photo, sous réf. 3074B/LM
à BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS



RESPONSABLE DE LA FORMATION

Ce Groupe immobilier (1.500 personnes) gère un patrimoine de 100.000 logements en région parisienne et en province. Le professionnalisme, la motivation et l'énergie de ses collaborateurs contribuent à en faire l'un des premiers groupes français.

Adjoint au Responsable des Ressources Humaines, ce collaborateur est nécessairement un professionnel de la formation qui crée son poste et en maîtrise les différents aspects : analyse des besoins, conception de programmes, choix de la sous-traitance, établissement du plan de formation, suivi et évaluation des actions, gestion des budgets.

De formation supérieure, vous êtes avant tout une personne pragmatique, réaliste, dotée d'un bon sens relationnel et de bonnes capacités d'animation d'une équipe. A 40 ans environ, vous avez acquis une expérience solide dans un poste similaire, de préférence en entreprise ou en milieu industriel.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir
lettre, CV et photo, sous réf. 3425A/LM
à BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS



JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES 3^{ÈME} CYCLE UN MÉTIER PASSIONNANT POUR LES PASSIONNÉS

Consultants en Organisation

NOTRE VOCATION :

Conseiller les entreprises dans leur évolution, concevoir et réaliser avec elles des solutions pour l'optimisation de leurs performances.

NOS ATOUTS :

La recherche du partenariat avec nos clients, la formation efficace de nos équipes, le savoir-faire dans tous les secteurs de l'économie, des valeurs qui nous situent parmi les premiers cabinets d'organisation français. Intégrés au sein de petites équipes très professionnelles, vous participerez à des interventions diversifiées et de haut niveau qui feront de vous un généraliste du conseil.

VOS QUALITÉS :

Disponibilité, bon esprit de synthèse, grandes qualités humaines, créativité sont les atouts qui favoriseront votre évolution rapide au sein du cabinet.

Postes à pourvoir à Paris et en province.

Adressez votre candidature à Catherine Bocquet
ORGACONSEIL, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.



ORGACONSEIL
ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE



LA FONDATION SANTÉ DES ÉTUDIANTS DE FRANCE recherche, pour l'un de ses établissements hospitaliers situé en Seine et Marne, un

DIRECTEUR

Responsable de la gestion et de l'animation de cet établissement à but non lucratif actuellement implanté sur deux sites peu éloignés, votre première mission sera de mener à bonne fin un projet de regroupement des activités - capacité 100 lits et 100 salariés - et de mettre en place les nouvelles organisations en découlant.

Vous possédez une solide expérience de gestionnaire et une bonne connaissance du milieu hospitalier. Vos talents d'organisateur et de négociateur font de vous un interlocuteur apprécié sur le terrain.

Nous vous proposons une rémunération d'environ 270 KF, complétée par un appartement de fonction.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous référence P269M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

CARDIF
une société de
professionnels
spécialisés dans
l'épargne, la
retraite et la
prévoyance.
une équipe de
150 personnes dont
15% de cadres
une grande
capacité
d'innovation.

CARDIF

Animateur produits PME

Au sein de ce secteur en développement, vous participerez :

- à la conception et au montage de produits adaptés au contexte PME (plan d'épargne, IFC, retraite, prévoyance, assurance homme-clé...),
- à l'animation et à la formation des réseaux partenaires (assistance technique, logistique commerciale, interface avec l'informatique, le marketing...),
- à la définition d'outils d'aide au suivi de l'activité commerciale (fichiers, suivi commissions...)

Pour ce poste diversifié, très relationnel, nous souhaitons accueillir un candidat de formation Ecole de Commerce ou ingénieur, ayant une 1^{ère} expérience commerciale ou marketing, si possible proche des P.M.E.

Ecrivez à CARDIF - Secrétariat général - 56, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly/Seine, réf. 627.



COMPAGNIE BANCAIRE



A FOD, en Arège, la Maison de la Forêt offre aux professionnels de la filière Bois un ensemble de services allant de la formation professionnelle au conseil d'entreprises.

PROMOBOIS, association loi 1901, organisme propriétaire du Site, recrute un JEUNE GESTIONNAIRE rattaché au Président du Conseil d'Administration.

Il assurera la Gestion Administrative et Financière. Il sera chargé de la coordination relationnelle des différentes structures, dotées chacune d'un Responsable Technique compétent dans son domaine : un Centre FPA, un Centre de Formation d'Apprentis, une Coopérative de travaux à façon jouant le rôle de maître de stages dans le cadre de chartes-écoles. Des cycles de Formation sont proposés aux Entrepreneurs, et les infrastructures d'hébergement et d'accueil peuvent être utilisées pour différentes manifestations. De plus, ce futur Directeur apportera sa compétence au développement d'un projet ambitieux de "Centre d'initiation à l'environnement forestier" à l'étude sur ce site.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion ou DECS, DESCF, 30 ans minimum, vous avez déjà vécu une expérience significative de "manager". Soucieux d'efficacité, homme de dialogue et de communication, vous souhaitez apporter votre contribution au développement de l'innocence des "PROCS de la FORÊT" et du BOIS au moment où ce secteur s'apprête à réaliser un investissement majeur sur les hommes.

Merci d'adresser votre dossier : lettre manuscrite, CV (photo) et rémunération souhaitée sous référence M 90091, à notre Conseil en Recrutement M.F. LAUTREC LEPEY, 35 rue des Couleuvres, 31000 Toulouse.

Votre dossier sera traité avec toute la discrétion liée à notre écologie.

Principaux bureaux à Paris et Toulouse.

marie-francoise lautrec lepey

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE, UNIVERSITAIRES BAC + 5...

ET S'IL VOUS RESTAIT ENCORE BEAUCOUP À APPRENDRE !

Vous voilà titulaire d'un Diplôme de fin d'études supérieures (ESC, Universités...). Et alors ? Le plus important reste encore à prouver : optimiser votre bagage théorique et réussir votre vie professionnelle. Pour vous, comme pour nous, la vraie réussite ne se construit pas en claquant des doigts. Nous ne sommes pas devenus les numéros 1 européens du Crédit à la consommation du jour au lendemain. Il nous a fallu comprendre, apprendre et progresser. Et pour continuer à aller encore plus loin, il nous faut transmettre tout cet acquis.

Pour faire de vous l'un de nos futurs dirigeants commerciaux, nous vous avons préparé la meilleure formation : 2 années où alterneront terrain et théorie. Vous débutez en agence : interlocuteur de notre clientèle, vous passerez par toutes les fonctions commerciales. La connaissance de l'entreprise passe d'abord par celle de ses métiers ! Le temps de découvrir et d'assimiler les coulisses de notre réussite : de la permanence qualitative de nos produits (comme la Carte Aurore) à notre performance technologique (télématique, communication en temps réel) en passant par "l'état d'esprit Cetelem", un ensemble unique d'efficacité, de professionnalisme et de convivialité...

Ensuite, votre évolution vers des responsabilités de plus en plus larges dépendra de votre investissement et de votre sens du résultat : vous gèrerez votre réussite personnelle tout en étant le garant du développement de l'entreprise.

Ainsi, si vous pensez qu'il vous reste encore beaucoup à apprendre, rencontrons-nous, nous avons sûrement beaucoup de choses à nous dire. Ces carrières débuteront à Paris et en Province.

Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. : 3 M à Claire TCHERVENKOV - CETELEM - 89, avenue Charles de Gaulle - 92528 Neuilly/Seine Cedex.

cetelem



COMPAGNIE BANCAIRE

La formation en univers industriel RESPONSABLE FORMATION

Filiale d'un très grand groupe industriel français, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située à 100 km au sud de Paris.

Pour relever nos défis techniques, nous investissons de façon importante aussi bien dans nos équipements que pour le développement des hommes.

Intégré à la Direction du Personnel, vous prendrez en charge l'élaboration et la mise

en œuvre du plan de formation, le choix et l'évaluation des organismes prestataires. Éventuellement, vous participerez vous-même à des actions de formation.

Diplômé de l'enseignement supérieur, votre sens du concret, vos qualités d'organisateur et de pédagogue feront la différence. Une expérience de 2 ans environ vous permettra d'être opérationnel immédiatement.

Nous vous offrons un poste

autonome dans une équipe de jeunes cadres et un environnement de production fortement automatisée. Cette expérience enrichissante vous permettra d'évoluer vers d'autres missions, tout aussi passionnantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 2365, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

ASSISTANT(E) MARKETING DIRECT

Nous sommes le leader mondial du Marketing Direct de Fournitures et Accessoires, péri-informatiques. Notre réussite s'explique par le dynamisme de notre équipe, la qualité de nos produits et de notre service liés à la performance de notre mode de distribution.

Nous recrutons un(e) assistant(e) marketing direct.

Au sein de la Direction du Marketing Direct, vous aurez pour mission de fournir et de développer les études et analyses nécessaires à notre croissance :

- Maintenir et analyser nos fichiers internes et externes,
- Analyser les segmentations de fichiers,
- Mettre à jour et développer des modèles de prévision de vente.

De formation supérieure (Maîtrise ou DEA de statistiques ou économétrie), vous possédez de bonnes qualités relationnelles et un sens pédagogique certain.

Vous avez une parfaite maîtrise de l'Anglais, des bases de données sur PC et des tableurs.

Ce poste constitue une excellente opportunité pour un débutant désirant travailler dans une société internationale.

Si vous êtes intéressé(e) par ce poste situé à Paris-Nord II (RER : Parc des Expositions - 93), adressez votre candidature manuscrite + CV + photo à Geneviève BAUDOUIN, Direction du Marketing, INMAC, BP 50005 - 95945 ROISSY CDG Cédex.

inmac

501 من الامن

DIRECTEUR
DE PRODUIT

GRH Conseils

CHEF D'ORCHESTRE DE NOTRE COMPTABILITE

Assurances

Paris 16^e. Cette société d'assurances (140 personnes, 500 millions de francs de chiffre d'affaires) connaît une forte croissance depuis plusieurs années. C'est dans ce contexte dynamique qu'elle recherche le responsable de son service comptable. Directement rattaché au directeur financier, et à la tête d'une petite équipe (7 personnes), il aura la responsabilité complète des opérations comptables (bilans, déclarations fiscales, ...). Il mettra en œuvre un système de comptabilité analytique et développera des pro-

cédures de contrôle de gestion dans un environnement informatisé. Ce poste s'adresse à un comptable confirmé, âgé de 32 ans minimum et de formation supérieure (bac + 4, DECS). Une expérience acquise dans le monde de l'assurance est fortement souhaitée. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9783M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

DIRECTEUR D'AGENCE

Banque - 250/300.000 F

Frontière suisse - Delle (90) - Une banque régionale, membre d'un groupe bancaire de tout premier plan, recherche dans le cadre du développement de ses activités sur le sud du Territoire de Belfort un directeur d'agence. Basé dans une nouvelle agence, il prendra en charge la gestion du portefeuille existant (particuliers et entreprises) et saura le développer vis-à-vis d'une clientèle exigeante sur un secteur frontalier. Il aura la responsabilité de l'agence princi-

pale et deux points de vente rattachés soit au total 14 personnes. Ce poste évolutif conviendrait à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une expérience du management d'équipes et du marché des entreprises. Ecrire à H. CELE-RIER en précisant la référence A/R9781M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

ORGANISATEURS CHEF DE PROJETS

Assurance - Au sein du groupe Caisse des Dépôts, la Caisse Nationale de Prévoyance se situe au tout premier rang de l'assurance-vie. Pour conforter sa position et développer la qualité de ses services, elle recherche des organisateurs. Leur mission au sein du département organisation et systèmes d'informations ou des unités d'organisation des directions opérationnelles sera d'assister les différents services de l'entreprise dans l'analyse de leurs besoins en matière de méthodes, d'organisation et de moyens de traitement informatique. Animant et collaborant à des équipes pluridisciplinaires, ils seront impliqués dans la conception, la mise en œuvre

et le suivi des solutions proposées. Ils seront également amenés à mettre en place des outils nouveaux. Ces postes s'adressent à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs ou de gestion, DESS...) disposant d'une expérience similaire de trois ans minimum. La maîtrise de la conduite de projets est indispensable. La réussite dans ces fonctions pourra ouvrir de larges possibilités d'évolution au sein du groupe. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2166M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

JEUNE INGENIEUR METALLURGISTE AM, INSA...

La société Timken est le leader mondial des roulements à rouleaux coniques. Son siège de Colmar anime les unités de production et de distribution d'Europe, d'Afrique et d'Asie de l'ouest. Dans le cadre de ses développements, elle cherche à intégrer un jeune ingénieur métallurgiste. Diplômé d'une école supérieure d'ingénieurs (Centrale, AM, INSA, ...), il se spécialisera dans les domaines de la métallurgie et aura pour mission, après formation en Europe et aux Etats-Unis, d'assurer l'interface technique dans le cadre des négociations avec les fournisseurs du groupe. En interne, il sera chargé de

l'assistance technique dans sa spécialité auprès des services utilisateurs. Outre un haut niveau de compétences techniques et un sens réel des relations humaines, ce poste requiert une parfaite connaissance de l'anglais pour pouvoir évoluer dans un environnement international. Les conditions de collaboration et les possibilités d'évolution dans le groupe sauront attirer des candidats de valeur. Ecrire à M. GOMEZ en précisant la référence A/6803M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

TIMKEN
LA PASSION DU FUTUR

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Nous sommes un cabinet de conseil en ressources humaines spécialisé dans le secteur financier. A l'issue de missions de conseil, les opérations de recrutement que nous réalisons sont exclusivement traitées par voie d'annonce. Notre croissance nous conduit à intégrer un

Consultant recrutement junior

conseil en ressources humaines

Dégage des contraintes commerciales, il participe aux différentes étapes de sélection des candidats auprès d'un consultant senior. Pour la réalisation de ces missions, il s'appuie sur une méthodologie rigoureuse qu'il accompagne des outils de gestion spécifiques. Dans un esprit de collaboration et de communication, il intervient de façon autonome dans notre cabinet où la qualité des actions s'élabore dans une qualité de vie d'entreprise.

Nous confierons ce poste au candidat dont la maturité et le regard sur le développement personnel des individus facilitent la compréhension des facteurs d'évolution de carrière. Une expérience de la vie d'entreprise d'au moins deux ans et une formation supérieure le prédisposent à réaliser avec succès les opérations qui lui seront proposées.

Michel DIEUDÉ audier avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez : sous la référence MDH 09.425 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Quest
Agro-Alimentaire

L'un des premiers groupes français de l'industrie laitière (CA supérieure à 10 milliards de francs), recherche le **DIRECTEUR DE PRODUCTION** de l'une de ses filiales spécialisée dans la fabrication de fromages à pâte molle (13 000 t), et qui occupe incontestablement une position de leader sur son marché de par la qualité de ses produits. Sous l'autorité du Directeur de l'Établissement et en liaison avec les services commerciaux, il sera responsable du processus de fabrication pour l'ensemble des gammes de produits fabriqués sur une chaîne ultra-moderne et automatisée d'une capacité de 400 000 litres par jour. Il suivra les fabrications au niveau technologique et bactériologique dans le respect des normes de qualité, quantité et délai. Il sera également responsable de l'affinage, de l'emballage, du conditionnement et des expéditions. Il définira, coordonnera, animera et contrôlera les activités de plus de 100 personnes et il interviendra dans le cadre d'une démarche de qualité totale impliquant des actions d'information, de communication et de motivation du personnel. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure agro-alimentaire ou laitière et possédant plusieurs années d'expérience en production fromagère (de préférence pâtes molles) acquise au sein d'une entreprise fortement automatisée et fortement sensibilisée au problème de qualité. Il sera un organisateur et un animateur. Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe pour un candidat de valeur.

Ecrire sous référence 12991 à

GRH Conseils

Discrétion assurée.

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

auditer, concevoir, gérer, animer

Directeur industriel

- auditer et optimiser l'outil existant
- concevoir, mettre en place et gérer une nouvelle organisation (GPAO, flux continu) de l'appareil de production
- mais aussi... animer et mobiliser une équipe à fort potentiel autour d'un projet commun.

Telle est la mission élargie que nous souhaitons confier à un diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (Arts et Métiers ou équivalents) qui a acquis une expérience significative en gestion de production.

PME de 1 000 personnes, notre secteur d'activité est la mode. Nos fabrications sont renouvelées au rythme de deux collections annuelles. Notre production est fortement délocalisée à l'étranger.

Le poste est basé dans l'Ouest de la France où se situent nos principales installations. Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prêt.) à notre conseil Denis SESBOUE - COR'EX - 11 avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS, en indiquant la référence DNIM

COR'EX
Conseil Recrutement
Efficacité

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

La Division Assistance et Service (DAS) regroupe un ensemble de compétences d'études et de soutien logistique nécessaires à la réalisation, l'aide à l'exploitation et au maintien en conditions opérationnelles de grands systèmes électroniques en France et à l'étranger. A ce titre, la Division participe aux réalisations les plus prestigieuses dans les domaines du spatial, des télécommunications et de l'électronique de défense. Le Département Gestion de Grands Programmes de DAS recherche :

RESPONSABLE DES ACHATS INTERNATIONAUX

En amont, lors de la formulation des propositions du département, vous intervenez auprès des chargés d'affaires en tant que conseil. Vous gérez ensuite les achats de matériels et de sous-traitance pour nos réalisations en France mais surtout à l'étranger. Vos responsabilités et votre expertise, portent sur :

- la recherche de fournisseurs et sous-traitants,
- la négociation des marchés,
- la validation des contrats d'achats,
- la participation au montage des offres internationales

et de manière plus générale, l'ensemble des relations avec les fournisseurs étrangers.



Le candidat aura une expérience minimum de 3 à 5 ans dans le domaine de l'achat de matériels et de sous systèmes électroniques ou mécaniques, et de prestations diverses si possible dans les pays d'Extrême Orient ou du Moyen Orient.

Le candidat devra parfaitement maîtriser l'anglais et si possible une autre langue.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à THOMSON-CSF - Division Assistance et Service - 9, Av. Réaumur BP 22 - 92352 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX

THOMSON



INGENIEUR PHYSICO - CHIMISTE (MATERIAUX)

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire (Sciences des Matériaux, polymères), votre 1ère expérience réussie de 2 à 3 ans dans un Service de Recherche et Développement a confirmé votre goût pour la Technique et l'Innovation.

Nous vous proposons de valoriser cette expérience sur notre unité pilote de St Maur (450 personnes) au sein de notre Département R. et D. Vous participerez à l'élaboration et au suivi des spécifications techniques de nouveaux produits optiques en liaison avec les services Marketing, Production, Qualité, Logistique, R et D en France et à l'International.

Vos qualités de rigueur, votre sens du dialogue, la maîtrise de la langue anglaise, font de vous l'homme de la situation.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo) sous la référence IPCMLM à :

CEGOS INTERNATIONAL - Service Recrutement
1, rue du Commerce - 92100 Nanterre

cegos

Consultants Formateurs en GESTION de PERSONNEL

N° 1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS connaît une forte croissance et propose des postes de Consultants Formateurs à des spécialistes en Gestion et Administration du Personnel. Intervenant en entreprises, vous y mènerez, après les avoir conçues et négociées, des formations-actions, vous élaborerez de nouveaux produits de formation et les animerez. Ces postes conviennent à des diplômés(e) d'études supérieures, ayant une forte expérience de la gestion et de l'administration du personnel. Déjà formateurs, vous êtes motivés par une intégration dans une équipe où votre carrière sera liée à votre dynamisme et à votre créativité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 23850/M
à Marie-José FOURNIAT - CEGOS Division Recrutement
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

ECONOMISTE

Au sein de notre Direction des Etudes Economiques, vous contribuerez, par la pertinence de vos analyses et de vos prévisions, à la définition des axes stratégiques du Groupe.

Cette mission vous permettra de découvrir et de vous familiariser avec nos différentes sociétés, françaises et étrangères, les métiers qu'elles exercent et les hommes qui les animent.

A terme, vous pourrez évoluer vers une carrière opérationnelle au sein du Groupe, en fonction de vos aspirations et des opportunités.

Polytechnicien ou diplômé d'une école d'ingénieur avec une formation complémentaire de type ENSAE, INSEAD, SCIENCES PO, ESSEC, vous possédez de préférence quelques années d'expérience en analyse économique appliquée.

La pratique courante de l'anglais (l'allemand serait un plus), la mobilité géographique et professionnelle sont indispensables à votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV)
à la Direction du Personnel de la Compagnie de SAINT-GOBAIN
"Les Miroirs" - 18, avenue d'Alsace - Cedex 27 92096 Paris-La Défense.

PIERRE & VACANCES

De Saint-Tropez à Deauville, vous monterez les dossiers des plus belles opérations immobilières.

Pierre et Vacances, c'est 1,8 Mds de francs de CA, 800 personnes, le numéro 1 de l'immobilier de loisirs en France. C'est le succès d'opérations réussies par leur style architectural, leur intégration dans l'environnement, la mise en oeuvre d'un savoir-faire unique dans l'immobilier de loisirs.

Responsable du montage administratif des dossiers, vous plongerez dans des procédures complexes : études d'impact, ZAC, permis de construire... Vous travaillerez en liaison étroite avec les Responsables de Programmes. Vous serez en relation avec les DDE, les collectivités locales.

Juriste ou gestionnaire, vous êtes très fort dans le droit immobilier, le montage des affaires. 30 ou 40 ans, vous savez travailler avec des équipes où le rythme est soutenu, mais l'environnement et la rémunération très stimulants. Alors écrivez à Jean-Louis Marques, Cabinet Sirca, sous la référence 180 213 M, au 140 Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Responsable de la gestion commerciale Analyser et affiner les stratégies commerciales adaptées à chaque zone géographique



1 700 personnes, 3 usines, sur le marché

des emballages industriels, de la verrerie

de table (Verco, Crescendo...) et des

bocaux à conserves (Le Parfait), réalise

1 Md de F de CA dont 30% à l'export.

Directement rattaché au Directeur Commercial grand public France et Export, vous animerez et contrôlerez la gestion de l'activité commerciale en relation étroite avec le marketing. Vous intervenerez pour mettre au point des outils de suivi fiables et opérationnels notamment sur l'harmonisation des conditions tarifaires de nos clients.

Vous êtes le responsable du service spécial de l'activité.

Grâce à votre esprit de synthèse, vous assurez la liaison avec les responsables commercial et marketing.

Une expérience commerciale, notamment à l'export, vous permettra de

mieux comprendre les préoccupations de nos équipes de vente.

De formation supérieure, diplômé ESC ou Ingénieur, vous maîtrisez l'analyse budgétaire. Un anglais courant est nécessaire pour dialoguer avec nos clients et participer aux foires et salons.

Vous réussirez à ce poste vous permettra de saisir des opportunités d'évolution au sein du Groupe BSN.

Poste basé à Reims.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 64 M3 à Hervé et Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

Hervé
& Millet
Conseil

DEVELOPPEMENT
SOCIAL
ET
URBAIN

CHEFS DE PROJET

VOTRE MISSION : animer et piloter un projet global d'intervention :

- adapter la gestion locale,
- monter et piloter les opérations sur le bâti et les espaces publics,
- favoriser la participation des habitants à la vie de leur quartier,
- développer la vie sociale et l'insertion professionnelle.

VOTRE PROFIL : de formation supérieure (gestion, architecture, urbanisme ou sociologie) vous avez une expérience confirmée de conduite de Projet et de montage d'opération.

Votre expérience de négociateur et d'animateur d'équipes, votre créativité et votre capacité d'organisation et de programmation sont des qualités indispensables pour réussir dans le poste.

Si ce défi vous tente rejoignez-nous !

Pour information et rendez-vous, contactez-nous :

- par téléphone au (1) 42.61.82.61 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, de 10 h à 13 h le samedi)
- par minitel, 3616 code CYCOM
- par courrier (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence 14751 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra.

CONTACT-TELEPHONE

16 (0) 42 61 82 61

HOTELIA

ACCOR

L'Hôtellerie du Grand Age du Groupe Accor poursuit son expansion et renforce son équipe de

DIRECTEURS

■ Votre mission

Vous deviendrez le Responsable d'un hôtel spécialisé dans le service auprès du Grand Age, à l'issue d'une période d'adaptation aux particularités de notre métier.

Gestionnaire de ce centre de profit, vous en assurerez la commercialisation et managerez en toute autonomie une équipe d'une cinquantaine de personnes aux compétences variées (hôtellerie et para-médical).

Cette offre vous intéresse ? Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence DI/M49 à notre Conseil: GROUPE PANISSOD, 109, rue de Turenne 75003 Paris.

■ Votre profil

Vous avez 30 ans ou plus, une formation supérieure de niveau Bac + 4, généraliste ou spécialisée. Votre capacité à motiver et diriger une équipe a déjà été prouvée sur le terrain. L'enthousiasme et la ténacité sont des qualités indispensables à votre réussite dans ce poste. Votre mobilité et votre ouverture d'esprit seront un plus pour évoluer dans le Groupe. Plusieurs postes sont à pourvoir sur toute la France.

Contribuez à notre croissance

Grand laboratoire pharmaceutique de 1000 personnes, notre développement nous conduit à renforcer nos structures. Pour pouvoir identifier les hommes qui contribueront à notre croissance, nous recherchons un :

Jeune Chargé de Recrutement

Au sein de notre département Recrutement, vous prendrez en charge des missions diversifiées depuis la définition de poste jusqu'à l'intégration des candidats.

Dynamique, créatif et relationnel, vous participerez aux actions liées à la communication de recrutement : salons, forums et relations agences...

De formation supérieure, 3ème cycle/DESS, débutant ou avec une connaissance de la fonction acquise par des stages, vous avez un réel esprit d'innovation dans un secteur en très fort développement.

Si vous êtes intéressé par ce poste formateur et très évolutif, adressez lettre et CV sous réf. 057 M à : JOUVEINAL - DRH - BP 100 - 94265 FRESNES Cedex.

jouveinal

مساعدة من الاصل

SANDO

Si Jules Verne connaissait La Poste d'aujourd'hui il écrirait certainement le Tour du Monde en 80 métiers.



JEUNES DIPLOMES BAC + 3

JULES VERNE : un homme de progrès à l'image de La Poste, novatrice dans la transmission de l'information et dans son rôle d'établissement financier.

Jeunes diplômés, Bac + 3, rejoindre La Poste, c'est intégrer une véritable entreprise au service de tous et partenaire de chacun.

Votre partenaire, grâce à une formation technique, commerciale et humaine, une structure créative, des outils informatiques de pointe.

Le partenaire de sa clientèle d'entreprises et de particuliers, grâce au professionnalisme de ses 306 000 collaborateurs, son rang de premier réseau national, de deuxième institution financière.

Alors, pour concilier votre performance personnelle et votre motivation pour l'intérêt général : un métier à La Poste, une excellente idée pour votre avenir !...

Les 24 et 25 octobre 1990, 270 postes de cadres sont offerts par concours (clôture des inscriptions le 17 septembre).

Renseignez-vous dans l'un de nos 17 000 bureaux de poste ou composez l'un des numéros suivants. Vous verrez certainement La Poste sous un jour nouveau.

NUMERO VERT
05 34 05 34
05 05 66 77
05 20 89 89

LA POSTE

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION

dans un environnement international de haute technologie

SYNTHELABO RECHERCHE (L.E.R.S.), filiale de l'un des plus importants groupes pharmaceutiques européens, notamment par la qualité et le niveau de son investissement en recherche, recrute son Responsable des Ressources Humaines et de la Communication (effectif 800 personnes dont 300 cadres - 5 établissements en France et 4 bureaux étrangers).

Dans une grande autonomie d'action et en conformité avec les objectifs du Groupe en matière de Ressources Humaines, vous prenez en charge l'ensemble de la fonction : administration et gestion du personnel, recrutement, relations avec les partenaires sociaux, formation, communication interne... Homme de communication vous êtes garant de la pérennité des outils de communication mis en place que vous êtes en mesure d'améliorer. Vous vous appuyez sur deux collaborateurs cadres et vous animez une équipe compétente de gestion du personnel.

Nous recherchons un professionnel des relations humaines et sociales de formation supérieure, âgé d'environ 35/40 ans, ayant acquis une expérience dans le domaine de la recherche ou dans un environnement caractérisé par son haut niveau de qualification. Homme de terrain, vos qualités relationnelles et votre sens de la diplomatie sont les atouts qui vous permettront de réussir dans cette fonction. Nous vous offrons l'opportunité d'y ajouter à court terme la direction d'un site de 500 personnes.

La maîtrise de l'anglais est impérative. La poste est basée à PARIS (13e).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 45/2197 H à :

EGOR S.A.
8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDEN UNITED KINGDOM

Responsable de Projets Langues vivantes

HACHETTE Classiques, Département de la Branche Education, occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires et parascolaires.

Les Responsables de projets sont chargés de réaliser des ouvrages et des ensembles pédagogiques. Ils participent, sous l'autorité de la direction éditoriale, à la définition des projets adaptés au marché. Ils en dirigent et en gèrent la réalisation, coordonnent et supervisent le travail des auteurs et des différents spécialistes : correcteurs, illustrateurs, maquettistes, fabricants.

Nous recherchons un Responsable de Projets qui sera chargé des manuels et collections de langues vivantes pour les collèges, lycées, universités et grandes écoles.

Vous avez une formation sciences humaines (Bac + 4) ; vous possédez une solide expérience de l'enseignement, si possible en langues vivantes, et une connaissance structurée des besoins du marché des manuels. Vous pratiquez couramment l'anglais, l'allemand et l'espagnol ou l'italien. Une expérience supplémentaire de la fonction éditoriale sera un atout déterminant.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, sous réf. 90063/M, à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE - 24 Boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

HACHETTE GROUPE LIVRE

FORMATION

Pour compléter votre équipe de formateurs et de formés, nous recherchons un **MEDECIN, un PHARMACIEN ou un SCIENTIFIQUE** spécialisé en immunologie et en hématologie.

Mission :

- Concevoir et réaliser des documents pédagogiques adaptés aux formations produits, en relation avec le médical et les chefs de produits.
- Animer des formations actions ou à l'extérieur.
- Suivre et évaluer les actions de formation.

Si vous aimez communiquer, animer, travailler en équipe, si la pédagogie vous passionne, nous serons ravis de vous rencontrer.

Ce poste est basé à Rueil-Malmaison.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, CV et prétentions sous la référence MO 0 109 à :

SANDOZ - BP 313 - 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

SANDOZ

Profession battant

ECOLES DE COMMERCE, D'INGENIEURS, 3^e CYCLE UNIVERSITAIRE, DEBUTANT OU EXPERIENCE COURTE

A la BNP, découvrez tout ce qu'une banque peut vous apporter. Adjoint d'un Directeur d'Agence, conseiller clientèle entreprise, responsable d'un service analyse crédit... Saisissez la balle au bond... et prenez l'avantage en venant rejoindre notre réseau commercial. La victoire est à votre portée : tous les métiers de la banque vous attendent !

Pour nous rencontrer en septembre et octobre à NANTES, TOULOUSE, BORDEAUX, LYON, NANCY et PARIS... N'attendez pas ! Ecrivez à la BNP - Direction du Personnel Recrutement - 5/7, rue Saint Flacé 75002 PARIS. (Précisez la région choisie).

BNP

3616 JOB PLUS code BNP PLUS

Dans un cadre international...

ORGANISER, PLANIFIER, COORDONNER, CONTRÔLER

Pour notre structure dans ses implantations en France comme à l'étranger, tout est urgent, tout est important. Dernière les besoins des uns et les actions des autres... il faut FAIRE, c'est là que se situe votre rôle d'

Adjoint au Directeur Technique/Logistique

Au sein d'un des services les plus importants de notre organisme spécialisé du secteur public, vous animeriez :

- * la planification et le suivi de projets immobiliers (chantiers, aménagement et implantation de sites nouveaux).
- * la logistique et le transport à l'étranger des moyens et matériels utiles à nos opérations.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous parlez Anglais, êtes mobile géographiquement pour de courts et fréquents déplacements. Vous avez une expérience d'au moins 5 ans en fonction technique ou logistique dans le secteur industriel.

Votre talent d'organisateur, votre autorité naturelle et votre sens aigu des relations humaines vous ouvriront de larges perspectives d'évolution.

Notre conseil vous remercie de lui adresser votre résumé de carrière (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la réf. HMDL/LM à RPC 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

Responsable formation dans l'industrie

Nous sommes un des tout premiers groupes industriels français.

Notre Direction des Relations Sociales souhaite aujourd'hui renforcer son équipe Formation et Communication Interne.

Le véritable Chef de Projet que nous souhaitons intégrer sur des missions de formation, conçoit et organise les actions nouvelles, maintient et développe les actions engagées, propose des méthodes et outils principalement à partir des demandes des sites industriels dans le cadre des objectifs de la Direction Générale.

Professionnel de la Formation, à 30/32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience de 7 ans environ a été acquise

surtout en entreprise industrielle. Vous y avez développé vos qualités d'analyse, d'écoute, d'animation et de persuasion. Basé en très proche banlieue parisienne Ouest, ce poste, qui implique des déplacements en province, représente une ouverture de carrière véritable (sites industriels, filiales...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence M/165 X, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel: 42.36.10.30.



UNE VISION TRES INTERNATIONALE DES ACHATS

2300 personnes en France, CA 2,3 MdF, SKF est leader sur le marché du roulement. A l'avant-garde des nouvelles technologies, SKF innove et internationalise la fonction achats.

Vos produits ? Les consommables, emballages, abrasifs, outils coupants, produits pétroliers, services... dont vous négocieriez habilement les prix, sans pour autant sacrifier à la qualité. On a pu, au cours de vos précédentes expériences, apprécier votre dynamisme, votre sens du contact et de la négociation. Pour être écouté par votre équipe (2 acheteurs), et crédible auprès des fournisseurs, une formation de base technique serait un sérieux atout.

A 30/40 ans environ, vous vous passionnez pour votre métier et pour les voyages... Chez SKF vous n'en serez pas privé! Anglais bien sûr indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil PASCALE GALAMPOIX sous réf. 90/37/908 LM.

AXOME

65 Avenue de Wagram 75017 PARIS.



SKF. le plus qui fait la différence

Une nouvelle usine ... et un responsable ressources humaines à découvrir.

Ce sera une belle usine, toute neuve, bien étudiée et située à 150 km de Paris. Avec ses consœurs en Espagne, en Italie et en Grande-Bretagne, elle fait partie de la branche "aérosols" de CMB Packaging : N°1 européen de l'emballage, industrie en forte croissance.

Rattaché au Directeur de la Division, notre Responsable des Ressources Humaines prendra en charge tous les aspects de la fonction. Auxquels s'ajoute une mission complexe : le transfert du personnel de l'ancienne usine vers la nouvelle.

Vous avez 30 ans, de formation supérieure, 3 à 5 ans d'expérience comme N°1 ou N°2 dans une unité de production, vous êtes prêt à vous investir dans un job passionnant. Si vous êtes à l'aise en anglais, de brillantes perspectives d'évolution vous attendent dans cette multinationale française. Faites part de votre intérêt à Jean-Michel Court, associé de Sirca, 140 boulevard Haussmann 75008 Paris, en précisant la référence 182 120 M ainsi que votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Société de conseil, basée à Evry, intervenant dans les domaines du développement local, social et urbain et de la formation, recherche un(e)

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

pour l'étude et la mise en œuvre de systèmes de communication télématique.

Niveau BAC + 4, utilisation informatique (MAC)

Expérience 3 ans minimum

Connaissance des domaines d'intervention souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 8 014

Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

BAC + 4 (ESC, Sc Eco)



• 4 500 personnes
• CA 2 milliards de francs
• 15 unités de production
• Filiale de SAMA LES
CORPORATION, 1^{er} groupe
mondial dans son secteur.

Rattaché à la Direction lingerie ROSY, vous établissez les plans d'approvisionnement en matière première et fournitures, les plans de production à moyen et court terme et participez à l'élaboration des prévisions de vente.

Rigoureux, vos qualités de gestionnaire et de négociateur vous permettent d'être autonome dans ce poste convenant à un débutant.

Un candidat de valeur et ambitieux peut évoluer au sein de la société.

Le poste est basé à Autun (71).

■ Adressez votre candidature sous réf. SC/LM/D171 à notre Conseil CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon.

Tél : 16.80.31.60.75.

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANCON

GROUPE FRANCOM

Le Groupe Francom, implanté dans dix villes en France, est leader de la communication d'entreprise. 200 collaborateurs, honoraires 1990 : 100 MF

Sa filiale Bernard Emselein Consultants, société d'études

et de conseil en marketing et en communication, recherche deux collaborateurs ayant acquis au sein d'un institut, la maîtrise des études qualitatives marketing notamment dans le domaine des services et des biens d'équipement :

UN CONSULTANT SENIOR

(7-8 ans d'expérience)

UN CONSULTANT JUNIOR

(2-3 ans d'expérience)

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV + photo + prétentions à : Marie-Christine Gout, Groupe Francom, 6, rue Paul Cézanne, 93360 Neuilly-Plaisance

INVESTOR

(530 MF CA - Effectif: 130 personnes)

PARIS - LYON - MIDI - ESPAGNE

Nous sommes une société de promotion immobilière en forte croissance. Nous réalisons une large gamme de produits immobiliers (Appartements, maisons, bureaux, lofts, résidences de personnes âgées). Nous recherchons notre

RESPONSABLE ADMINISTRATIF POUR NOTRE SIEGE A LYON

Dans un premier temps, avec une équipe légère, vous serez responsable de nos fonctions administratives et juridiques.

Vous serez également en charge du suivi budgétaire de notre société de service ainsi que de l'évolution de notre outil informatique (micros en réseaux).

Très rapidement, vous devrez renforcer cette équipe, l'organiser et la manager pour qu'elle réponde aux besoins de notre expansion.

Vous avez 30 à 35 ans, une formation supérieure et une expérience réussie du management de la fonction administrative dans une société de service en fort développement.

Nous vous offrons des responsabilités immédiates et de réelles perspectives d'évolution.

Vos connaissances dans les domaines informatique et budgétaire seront un plus.

Merci d'adresser votre candidature complète (CV + lettre manuscrite + photo) sous réf. RAM 09 à Michel PERRIN :



41 quai Fulchiron,
69005 Lyon.
78.38.31.77.

PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL



Jeune Consultant en Management Stratégique

Conseiller les Entreprises, optimiser leur réflexion sur le plan de la stratégie, du management et de l'organisation, constituent une part importante de nos missions... pour les réussir et proposer des solutions innovantes, vous vous appuyerez sur vos capacités d'observation, d'analyse, de synthèse et bien sûr, vos qualités relationnelles.

Une formation supérieure BAC +5 (IEP, ESC...), une première expérience dans le conseil, au sein d'une DRH ou d'un département Organisation, sont les bases de votre réussite. Vous serez encore plus performant si vous avez une bonne connaissance de la psycho-sociologie des Organisations.

Pour intégrer notre équipe jeune et polyvalente de 15 consultants et pour conduire avec nous notre développement en France et à l'étranger, vous êtes naturellement disponible, enthousiaste et autonome.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. C1081MO à notre conseil NERVET PONT 15 rue Gardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil



JEUNE ORGANISATEUR

De formation supérieure (BAC + 4, Maîtrise de gestion, d'économie...), vous êtes débutant, et souhaitez vous investir dans une fonction exigeante de la rigueur, d'excellentes qualités relationnelles, d'analyse et de synthèse.

Intégré au service Organisation et Micro-Informatique, vous prendrez en charge, en collaboration avec les informaticiens et les responsables opérationnels, la définition et le recensement des besoins du département, interviendrez dans le choix des moyens (organisation, procédures, outils informatiques) et dans leur mise en place.

Adressez votre candidature à Catherine LECHANGEUR, sous réf. CL/OR à la Gestion du Personnel BP 342-09 75428 PARIS CEDEX 09.

صلى الله عليه وسلم

PIERRE FABRE



recherche son

CHEF DE CABINET

Vous remplacerez l'actuel titulaire appelé à occuper une fonction opérationnelle au sein de l'entreprise. Les LABORATOIRES PIERRE FABRE emploient 4 000 personnes en FRANCE et à l'ETRANGER.

En 1989, notre EXPANSION a permis une AUGMENTATION du C.A. de 35% et l'arrivée de 670 Collaborateurs.

L'Entreprise est présente dans trois secteurs d'activités :

- PHARMACEUTIQUE (Médicaments),
- MEDICATION FAMILIALE (O.T.C.),
- Dermo-Cosmétique (sélective).

Ancien élève d'une GRANDE ECOLE de Marketing ou de Gestion, ou de formation équivalente, vous avez une EXPERIENCE SIGNIFICATIVE dans l'INDUSTRIE.

Vous ASSISTEREZ le PRESIDENT dans toutes les tâches non directement assumées par les Opérationnels ou les Fonctionnels spécialisés... mais vous êtes à la croisée de toutes les actions et Informations !

Le poste est basé à CASTRES (50 000 habitants), dans le TARN, où sont situées toutes les Directions, y compris, bien entendu, la Direction Générale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), à PIERRE FABRE S.A. Direction des Ressources Humaines - Réf. D 261/2 11, rue Thérion Périé - 81106 CASTRES CEDEX.

Industrie
Pharmaceutique
et Cosmétique
(4.000 personnes
C.A. 3 Milliards)



Caisse d'Epargne Ecureuil des Bouches-du-Rhône et de la Corse

Avec 1 400 personnes, 45 milliards de total bilans, nous sommes le premier établissement financier régional. Pour prendre une part active dans notre expansion et dans la réussite de nos mutations techniques et organisationnelles, nous recherchons :

DIRECTEUR DE L'ORGANISATION

A ce poste nous vous confierons : le pilotage d'une unité de 25 personnes (experts en organisation, ingénieurs d'études), chargés de l'étude, de la création, de la validation et de la mise en œuvre de l'ensemble des processus administratifs, automatisés ou non, destinés à assurer la gestion de nos services bancaires. Vous êtes âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure,

vous disposez d'une expérience réussie de l'organisation et/ou de l'informatique, acquise comme responsable organisation, directeur d'études, directeur de projets, consultant, au sein d'un établissement financier, crédit, assurances ou société de services. Votre dynamisme, vos qualités de management seront les atouts de votre réussite. (Réf. A/XS179M)

INGENIEURS EN ORGANISATION

Vous rejoindrez notre équipe responsable de la conception et de la réalisation du back-office de nos produits et services. A ce poste, votre mission sera la recherche, la création, la validation et la mise en œuvre des processus et outils destinés à la gestion de nos activités bancaires. Vous dirigerez des projets mobilisant des équipes pluridisciplinaires que vous animerez. Vous êtes

âgé d'au moins 28 ans, vous disposez d'une formation supérieure et/ou d'une forte expérience professionnelle. Votre expérience dans la conduite de projets informatiques ou par-informatiques comme chef de projets ou organisateur, votre connaissance du monde bancaire vous permettront de réussir à ce poste. (Réf. A/XS175M)

Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

Notre groupe, leader européen dans sa spécialité, crée pour son Département Marketing le poste d' :

Acheteur de presse H/F

Vous avez 30 ans environ, une formation EFAP, CELSA, 2 à 3 ans d'expérience au sein d'une Entreprise de biens d'équipements (bureau, industriel ou services) ; vous savez vous servir d'un Macintosh (gestion des dossiers), parlez Anglais.

Vous vous occuperez de toutes les relations extérieures, y compris la presse, tiendrez votre budget, suivrez l'argus de la presse. Vivacité, aisance relationnelle et rédactionnelle, beaucoup d'idées... Vous devez devenir vite indispensable.



Notre projet vous plaît, alors merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A/09/02 à notre Conseil, Madame Claude Favereau FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous recherchons pour notre société d'audience nationale et internationale dans un secteur de haute technologie un :

Chef de groupe achats

Rattaché au Directeur des Achats, dans le cadre de la politique Achats définie par ce dernier, vous aurez à manager le groupe Achats investissement, exploitation, logistique, atteindre les objectifs fixés, assister les acheteurs dans leurs négociations, recevoir les fournisseurs, négocier les conditions d'achat...

Vous animerez une équipe de 3 personnes. Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR ou un SUP de CO de formation spécialisée ACHATS (type ESAP ou M.A.I.), avec 2 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, et parlant Anglais. Votre succès à ce poste vous permettra d'évoluer au sein de notre Groupe.



Si vous vous sentez concerné par cette opportunité, merci d'adresser votre candidature sous référence A/09/10 à notre Conseil, Madame Claude Favereau FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Diriger un établissement hospitalier privé

PICARDIE

Un établissement hospitalier privé (Effectif 250 personnes - C.A. 85 MF) qui possède une excellente réputation sur le plan régional, grâce à la compétence de ses équipes médicales et chirurgicales pluridisciplinaires (n = 50 personnes) utilisant un plateau technique ultra-moderne, recherche un DIRECTEUR. Sous l'autorité du Médecin Président de la Société d'Exploitation, il sera chargé d'assurer la gestion intégrale de l'établissement : définition d'investissements, gestion du personnel, administration générale, supervision de la comptabilité effectuée sur IBM AS 400. Il assurera toutes les relations avec les autorités de tutelle et les pouvoirs publics. Ce poste conviendrait à un candidat H ou F âgé d'environ 40 ans, de formation Ecole Nationale de Santé (Rennes ou Montpellier), ESC et possédant impérativement plusieurs années d'expérience de la gestion d'un établissement de santé. Il sera familiarisé avec le montage et le suivi des dossiers administratifs importants à défendre auprès des autorités de tutelle et des pouvoirs publics.

Ecrire sous référence 1301 M à GRH CONSEILS - 43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS. Discretion assurée.

GRH Conseils

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CHARENTE

recrute pour le

Service Départemental d'Aide à la Vie Associative

UN ADJOINT AU CHEF DE SERVICE CHARGÉ DE LA CULTURE

Les candidats disposeront d'une formation spécialisée dans ce domaine et d'une première expérience dans le montage de projets culturels.

Adresser curriculum-vitae, photo et prétentions à :

M. le Président du conseil général de la Charente
Service des Ressources humaines - BP 1404
91, bd Emile-Roux - 16017 Angoulême Cedex

Fille d'un groupe international (7 milliards de CA), nous fabriquons et commercialisons des chaudières et des chauffe-eau destinés à l'habitat. Avec une marque bénéficiant d'une très forte notoriété spontanée, nous réalisons 1 milliard de CA, dont plus de 60 % à l'export. Pour mener à bien notre redéploiement, nous recherchons des candidats de formation commerciale supérieure, ayant entre 3 et 5 ans d'expérience, désireux de s'intégrer dans une nouvelle Direction Marketing et de partager ses challenges. En raison de notre implantation internationale, la pratique de l'anglais leur sera nécessaire. La connaissance du monde du Bâtiment est un atout appréciable.

RESPONSABLE MARCHES

Homme d'analyse et de synthèse, vous prendrez la responsabilité de l'ensemble des marchés France et Export : analyse et suivi de la concurrence, constitution et gestion d'une banque de données, études quantitatives et qualitatives. Cette fonction, qui exige une grande ouverture d'esprit, implique des relations constantes avec notre force de vente et les Directions de nos filiales commerciales étrangères. Réf. CL 1/31660.

RESPONSABLE PRODUITS

Parce que vous aimez le goût de la technique et de la qualité, nous vous confierons la compétitivité de nos gammes. Vous établirez le cahier des charges et le positionnement des produits France et Export, vous en suivrez l'élaboration avec nos usines et en assurerez le lancement. Vous fixerez enfin les tarifs en collaboration avec le Responsable Marchés. Réf. CL 2/31660.

RESPONSABLE PROMOTION - PUBLICITE

Passionné de communication, créatif et rigoureux, vous prendrez en charge, en relation avec nos agences, l'ensemble des opérations publicitaires de la société (Presse, PLV, catalogues, documentations, etc.). Vous concevrez et mettrez en œuvre les actions promotionnelles. Enfin, vous organiserez notre participation aux expositions et manifestations professionnelles. Réf. CL 3/31660.

Motivé par ces postes basés à CHATOU (78), adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sans oublier de préciser la référence, qui transmettra.

CONTESSÉ - 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET

Le Monde des Cadres



Numéro 2 du Magazine.

La qualité de la communication avec nos abonnés est, pour nous, un objectif majeur. Le "Magazine", qui tire, comme vous le savez, à 3 millions d'exemplaires, en est un élément essentiel. Vous pouvez en devenir le rédacteur en chef-adjoint.

Cinéphile, vous avez une solide culture générale, appuyée sur une formation supérieure orientée communication, une plume alerte et rigoureuse, une première expérience de journaliste et/ou de secrétaire de rédaction.

Vite, une lettre argumentée à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann 75008 Paris sous référence 183562 M, si vous pensez pouvoir apporter votre contribution à une équipe motivée, dans un climat convivial mais exigeant. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Liebonne

Membre de Syntec

Organisateur senior

Moteur de notre développement social

(4) 42.27.40.27

Brasseries Kronenbourg

N° 1 français

sur le marché

de la bière,

CA de 5,3 Mds,

2800 personnes.

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs ou de Commerce à 30 ans environ vous possédez 2 à 3 ans d'expérience acquise soit en organisation, soit dans un poste opérationnel en usine. Au sein de notre Direction des Relations Humaines et Sociales, vous gèrerez en charge nos projets d'organisation à dominante industrielle ou logistique depuis l'animation de l'étude jusqu'à la réalisation. Innover, anticiper les évolutions technologiques, améliorer la productivité et le professionnalisme des hommes, vos objectifs sont multiples pour mener à bien vos chantiers. En contribuant efficacement à notre développement social, vous serez l'un des piliers de nos nouvelles opportunités chez KRONENBOURG au sein du Groupe.

Poste basé à Strasbourg

Vous voulez en savoir plus sur ce poste appelez le (1) 42 27 40 27 ou adressez votre candidature sous réf. EP 118M à DSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Teheran, 75361 Paris Cedex 03.



DOMOFRANCE, SA d'ILM de très grande notoriété en Aquitaine, recherche :

L'ADJOINT DU DIRECTEUR de son Département HABITAT LOCATIF

Véritable "bras droit" du Directeur de ce centre de profit très important (16 000 logements gérés, 1000 réhabilitations et environ 200 constructions par an), il sera étroitement impliqué dans l'harmonisation des relations de la société avec ses locataires.

Coordination des actions des services fonctionnels du siège et des antennes décentralisées, amélioration et contrôle des procédures (comptables, administratives, informatiques...), tels seront quelques uns de ses domaines d'intervention.

Les implications multiples de cette fonction la destinent à un professionnel confirmé de l'immobilier et de l'animation des hommes dans ce secteur, disposant d'une formation supérieure en gestion/économie et si possible en technique du bâtiment.

Le poste est à pourvoir à Bordeaux.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 35/3633 A à :

EGOR AQUITAINE

29, cours Georges Clemenceau

33000 BORDEAUX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Conquérir le marché du crédit bail

Structure régionale d'un groupe financier de tout premier plan.

Au sein de la cellule "Marché de l'économie locale", vous commercialiserez les produits de crédit bail de nos filiales, sur le secteur des PME-PMI francophones.

De formation supérieure, 30 ans environ, vous avez acquis une expérience bancaire de 6 ans minimum dont 3 ans dans la gestion d'un portefeuille de PME-PMI.

Votre professionnalisme et votre aptitude à travailler sur objectifs seront les gages de votre réussite. Poste basé à Besançon. Fréquentes déplacements.

■ Adressez votre candidature sous réf. LP/B22 à notre Conseil CDDA, 10 av. Clémenceau, 25000 Besançon. Tél. : 80 31 60 75.

BIJON PARIS **CDPA** LYON BESANCON

Chep France Le système bleu

H/F 250 000 F

300 personnes, 350 millions de francs de CA et un service d'une très grande notoriété font de nous le n°1 en France et en Europe de la location de palettes et de conteneurs. Notre progression annuelle de 30 % est liée à l'évolution permanente et originale de nos produits. Nos clients figurent parmi les grands noms de l'industrie et de la distribution moderne. Aujourd'hui, nous renforçons notre DRH et recherchons notre :

Responsable Recrutement/Formation et Développement des carrières

A 30/35 ans, votre formation de psychologue et votre expérience de cinq ans minimum en recrutement, font de vous un bon spécialiste dans ce domaine. En prenant en charge la totalité des recrutements de la société, ainsi que la formation et le développement des hommes, vous serez le véritable conseil des différents hiérarchiques. Nous vous formerons, en outre, à nos méthodes modernes de gestion des ressources humaines. Vous aurez un poste autonome avec de réelles responsabilités. Notre conseil : INFRAPLAN - 83 Boulevard Raspail - 75006 PARIS, attend dès à présent votre dossier complet, en précisant la référence DCM2.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE Etablissement public de l'Etat recherche

CHEF DE LA DIVISION ADMINISTRATION ET FINANCES

Profil recherché :

- Cadre confirmé de formation supérieure (bac + 4 minimum) ayant déjà occupé des fonctions de responsable administratif (ou fonctionnaire de l'Etat ou territorial de catégorie A), âgé de 30 ans minimum ;
- Excellente connaissance des finances publiques et des procédures comptables informatisées ;
- Maîtrise du droit de la fonction publique et de la gestion du personnel ;
- Homme de dialogue possédant le sens des relations sociales, aimant le travail en équipe et excellent rédacteur.

Rémunération :

Emploi classé en catégorie I des Agences de l'eau (I.B. 659-A3). Rémunération en fonction de la qualification (base : 170 KF).

Renforcements complémentaires :

Richard STOCK - Directeur-adjoint - Tél. : 87-34-47-09. Candidatures à adresser à Monsieur Jean-Luc LAURENT, directeur de l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE BP 19 - 57161 MOULINS-LES-METZ

Important Groupe Industriel Français (CA : 4 Mds) Chargé(e) de Communication

Rattaché(e) directement au PDG, vous serez l'interlocuteur de la presse, garant de la communication externe de la Société, et apte à rédiger des synthèses financières. En relation avec le DRH, vous coordonnerez les informations internes et participerez à la mise en place des outils de communication de l'entreprise.

A 30 ans environ, de formation Sciences Po ou maîtrise de communication, vous possédez une expérience similaire de 3 à 5 ans en Entreprise ou en Agence.

Poste basé dans les Yvelines.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence M737N à notre conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand consultants

Executive Selection
20, rue de
Boulaivilliers
75016 Paris



Nous sommes l'un des grands opérateurs en Aménagement, Construction et Gestion Immobilière (20.000 logements, 430 personnes), basé à Saint-Maur des Fossés (94).

Notre Schéma Directeur Organisation et Informatique entre en phase opérationnelle. Nous recherchons donc le :

Jeune organisateur interne (création de poste) H/F

qui renforcera notre équipe Organisation (3 personnes), et participera activement à la mise en place d'un système d'informations ambitieux, devant susciter des changements importants. Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion (Cat. A), vous possédez une expérience professionnelle réussie d'au moins deux ans, acquise de préférence en Cabinet. Vos qualités d'organisateur - rigueur intellectuelle, aisance de contact, flexibilité et ouverture d'esprit - vous permettront d'évoluer dans des domaines variés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 4303-0 à notre Conseil. Confidentialité assurée.

SEQUOIA

60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS

Collectivité Publique recherche un Chargé de mission (H/F)

Votre mission : chargé de préparer des notes de synthèse sur des sujets très variés, d'organiser des réunions, vous aiderez à l'élaboration de la communication interne et externe de cet organisme.

Votre profil : éventuellement diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Science Po, Science Eco), curieux d'esprit, vous possédez une grande faculté de synthèse, une capacité de travail vous permettant de vous adapter rapidement. Une expérience de quelques années dans le domaine public ou para-public sera considérée comme un plus.

Envoyer C.V. + photo sous réf. LBG 990 K au Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 33 rue des Tuffiers 69008 Lyon ou consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Chef de Publicité

Spécialisés dans la Communication pour l'Emploi, nous avons rejoint en cinq ans le peloton de tête de notre activité.

A 25 ans environ et de formation supérieure, vous êtes le contact, le conseil, vif et intelligent d'une clientèle exigeante et de haut niveau. Avec rigueur, autonomie et efficacité, vous gèrerez les budgets : du conseil rédactionnel au suivi de la fabrication des annonces.

Votre aisance transparaîtra au téléphone ou en direct : culture et bonne expression obligent.

L'écoute, le pragmatisme et l'enthousiasme vous caractérisent et vous avez, si possible, une expérience de type vente de services.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MCP à ER Ressources Humaines, 118, rue de Tocqueville, 75017 PARIS

ER
Ressources Humaines

UNAPEC, association de formation (loi 1901) intervient auprès du personnel des établissements de l'enseignement scolaire privé (chefs d'établissements, enseignants, personnels divers).

RESPONSABLE DE FORMATION

Au sein de l'équipe chargée des formations externes, votre mission sera de : • participer à l'élaboration de plans de formation (analyse des besoins, rédaction du cahier des charges, appels d'offre) • préparer des dossiers pour les commissions concernées présentant et évaluant la qualité des propositions issues des centres de formation • suivre et évaluer la mise en œuvre de plans de formation • mettre à jour et diffuser l'information administrative, juridique et pédagogique et jouer un rôle de conseil auprès des intéressés pour leur orientation et leur qualification.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (maîtrise en Droit ou Gestion souhaitée), vous avez une expérience de 3 ans en tant que Responsable de Formation (en entreprise, dans une association de formation ou un fonds d'assurance formation).

Intéressé ? Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Isabelle CASTAGNE - Responsable des Ressources Humaines UNAPEC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Le Monde *des* Cadres

OPAC D'AMIENS

Etablissement à vocation régionale gérant 13 000 logements locatifs

RECRUTE

UN CONDUCTEUR D'OPÉRATION

Architecte ou ingénieur, dans le cadre du développement de ses missions d'aménageur et de mandataire pour des constructions publiques. Expérience indispensable.

UN MONTEUR D'OPÉRATION

Pour conception et montage de programmes de logements locatifs et opérations d'aménagement urbain. Expérience indispensable.

UN RESPONSABLE MAINTENANCE

Qui élabore, propose et met en œuvre sous la responsabilité du directeur du Patrimoine, la politique d'entretien du Patrimoine. Responsable d'un budget annuel d'environ 35 millions de francs, il anime une équipe de techniciens, négocie et gère les marchés, contrôle l'exécution des travaux.

Expérience professionnelle indispensable d'environ 5 à 6 ans dans une fonction similaire.

Qualités nécessaires : bonne pratique de la technique bâtiment, capacité d'animation et d'encadrement, aptitude à la négociation et sens de l'organisation.

UN CHEF COMPTABLE

Chargé de superviser, sous la responsabilité du directeur financier, la comptabilité générale et la comptabilité des investissements. Il participera à la mise en place de nouvelles structures adaptées au futur passage en comptabilité commerciale.

Une formation supérieure en gestion et comptabilité est nécessaire, des connaissances en fiscalité immobilière et/ou en contentieux du recouvrement sont souhaitées.

UN CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

chargé, en liaison avec le directeur financier

- de définir les procédures de contrôle des services opérationnels et fonctionnels,
- d'élaborer, de mettre en place et vérifier la bonne application de ces procédures,
- d'analyser les tableaux de bord de gestion financière, de trésorerie, de suivi du budget et de recouvrement,
- de participer au comité informatique.

Adresser CV manuscrits - photos - préférences à OPAC d'Amiens
BP 1022 - 80010 AMIENS CEDEX - Tél. : 22-54-30-00.

GROUPAMA Ile-de-France ASSURANCES

350 personnes - 600 Millions C.A.

Pour renforcer notre département MARKETING/ETUDES nous recherchons

CHARGÉ D'ETUDES STATISTIQUES I/V

Formation ENSAE ou Mathématiques

Pour participer au développement des méthodes d'analyse statistique et à la gestion de tableaux de bord.

Bonne maîtrise de l'outil Micro. Informatique nécessaire.

Poste à pourvoir à PARIS-SUD - 5 mn Porte d'Orléans RER.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et préférences sous référence STAT à FMAIF/Recrutement - 75687 PARIS CEDEX 14.

Conseil Général des Bouches-du-Rhône

DIRECTEUR DES ROUTES, DES TRANSPORTS ET DES ÉQUIPEMENTS

Ce poste était occupé par un polytechnicien. Les cadres de l'Etat ou territoriaux, dont la formation serait identique ou équivalente, intéressés par le poste précité devront faire acte de candidature auprès de la Direction du Personnel.

CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

13256 Marseille Cedex 6. Avant le 1^{er} octobre 1990.

Tél. : COGEBDR 430.696 F - FAX : 91-33-23-93

Tél. : 91-57-32-56

L'Etablissement Public de la Bibliothèque de France

recherche pour son département audiovisuel

un responsable du système documentaire

Expérience de l'informatique documentaire appliquée à l'audiovisuel nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions au :
Département personnel E.P.B.F.
1, place Valhubert - 75013 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde *de la* Fonction Commerciale

La vocation d'APPLE est de créer des ordinateurs exceptionnels permettant aux individus de donner le meilleur d'eux-mêmes dans leur travail, leur réflexion et leur communication.

Convaincu de cette philosophie, vous voulez contribuer efficacement à notre mission.

Responsable des Achats Siège Europe

La croissance de nos activités en Europe et le développement de notre siège européen situé à Paris nous conduisent à y créer le poste de Responsable des Achats.

Votre principale mission consistera à mettre en place et à développer la fonction achats destinée à soutenir les activités d'Apple Computer Europe.

Vous serez également responsable de :

- la négociation et la mise en œuvre des contrats fournisseurs au niveau international
- la conception d'une stratégie de réduction des coûts, l'analyse du budget et des dépenses
- l'élaboration des systèmes de gestion, procédures, méthodes et outils d'évaluation des approvisionnements du siège européen
- l'optimisation des fichiers fournisseurs.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec nos différents sites en Europe et notre siège américain.

De formation supérieure, vous avez au minimum 5 ans d'expérience dans un poste similaire au sein d'une direction des achats et possédez d'excellentes qualités de négociateur tant en Français qu'en Anglais.

Merci d'envoyer votre CV en anglais sous réf. BA/LM/990 à Mable JENKINS,
APPLE COMPUTER EUROPE Inc., Le Wilson 2, Cedex 60, 92058 Paris La Défense, FRANCE.
Apple, le Logo Apple et Macintosh sont des marques déposées de la société Apple Computer Inc.



INGENIEURS COMMERCIAUX PARIS - PROVINCE

Imagerie Médicale

Filiale française de Philips Médical

Systems International, Philips

Systems Médicaux est spécialisée dans la commercialisation

et la maintenance de matériel médical de haute technologie :

radiologie numérique, IRM, scanner, ultra-sons...

Vous êtes ingénieur ou diplômé d'une école de commerce,

débutant ou avec une première expérience. Au sein d'une équipe

régionale, et dans le cadre de la stratégie commerciale de l'entre-

prise, votre mission consistera à initier et conclure les affaires, en

incluant les montages financiers. Après une période de formation

en France et à l'étranger, vous prendrez la responsabilité d'un

secteur géographique.



Ce poste vous offrira des possibilités d'évolution dans le médical ou plus largement au sein du groupe, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence IC/M à Philips
Systems Médicaux, M. Douet, 2 rue Benoit Malon, BP 300,
92156 Suresnes Cedex.

"Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards,
23 000 personnes qui évoluent de la recherche au commer-
cial, du marketing à la production dans l'univers passionnant
de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

PHILIPS

PHILIPS C'EST DÉJÀ DEMAIN

GENERALI

Compagnie d'Assurances

active dans tous les domaines de la vie

et des assurances dans le monde.

Assurance Vie, Assurance Incendie, Assurance

Vol, Assurance Automobile, Assurance

Maritime, Assurance Dommages, Assurance

Responsabilité Civile, Assurance

Accidents, Assurance Maladie, Assurance

Invalidité, Assurance Rente, Assurance

Capital, Assurance Pénalités, Assurance

Succession, Assurance Héritage, Assurance

Conjoint, Assurance Enfants, Assurance

Parents, Assurance Grand-Père, Assurance

Grand-Mère, Assurance Petit-Enfant, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Parent, Assurance Grand-Parent, Assurance

Fille d'un Groupe présent dans 35 pays, GENERALI FRANCE emploie 385 personnes. Spécialiste de l'assurance vie depuis 1832, elle s'appuie sur un réseau d'agents et courtiers pour la diffusion de ses produits.

Pour renforcer son équipe commerciale, la Compagnie recherche des

JEUNES DIPLOMÉS en Gestion, Sciences Eco, Ecoles de Commerce pour devenir :

ANIMATEURS COMMERCIAUX

sur les secteurs de :

Limoges (LG), Troyes (TG), Beauvais-soisson (BSG) et Nancy (NG).

Votre mission consistera à soutenir l'activité de nos Agents et Courtiers par une assistance sur le terrain, leur apporter la formation et l'animation nécessaires au développement de nos produits auprès de leur clientèle.

En contrepartie d'une forte motivation pour devenir l'interlocuteur pertinent de notre réseau, vous bénéficierez d'une formation rémunérée, étalée sur un an et modulée selon votre expérience, se déroulant à notre siège parisien, en agence et en région.

Votre détermination, votre sens de l'écoute et du relationnel, votre goût des responsabilités et votre esprit commercial vous permettront de bâtir votre carrière au sein de GENERALI.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo sous référence choisie à : Bruno TUMA - SECOR
113, avenue Victor Hugo - BP 79 - 92503 RUEIL MALMAISON Cedex

SECOR

RESSOURCES HUMAINES

UCABAIL

LA SOCIÉTÉ HOLDING

DE CRÉDIT BAIL

DU CRÉDIT AGRICOLE

CONFIRME SA

DYNAMIQUE DE SUCCÈS

AU SEIN DU

PREMIER GROUPE

BANCAIRE EUROPÉEN :

300 COLLABORATEURS,

20 DÉLÉGATIONS

RÉGIONALES.

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

UCABAIL

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

ATTACHES COMMERCIAUX JUNIOR H/F TOULOUSE - BORDEAUX

Vous êtes récemment diplômés de l'enseignement supérieur (ESCAE, Sup de Co, Maîtrise de gestion ou de Sciences Economiques), libérés des obligations militaires et mobiles géographiquement.

Nous vous proposons, sous l'autorité du Délégué Régional, de prendre en charge 3 missions principales :

- une mission de réalisation comportant entre autre l'établissement des contrats et le suivi des dossiers jusqu'à leur mise en gestion.
- une mission commerciale : contacts téléphoniques avec les interlocuteurs, puis assistance progressive au Délégué Régional dans ses relations commerciales.
- une mission d'étude de risque, dépouillement des documents comptables et analyse financière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence LAM/36-08 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines - BP 48 - 78280 Guyancourt.

مكتبة جامعة القاهرة

SOPRA

SIEMENS

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

RESPONSABLE DISTRIBU-
TION SON ACTION!

Reproduction interdite

Reproduction interdite

Le Monde de la Fonction Commerciale

... Le Monde • Mercredi 5 septembre 1990 37



L'UNION REUSSIE DE LA TECHNIQUE ET DU MANAGEMENT

A environ 35 ans, votre formation supérieure et votre maîtrise de l'univers informatique vous ont permis de déployer votre talent commercial à la direction d'un centre de profit.

Associez votre talent à notre savoir-faire qui a su engendrer la confiance de nos grands comptes régionaux et nationaux.

Devenez l'un de nos futurs Directeurs d'agence et saisissez une opportunité de carrière sur un marché en forte expansion.

Venez partager nos valeurs de rigueur, de qualité, d'excellence professionnelle en contactant Catherine Carrasset - Sopra - Direction des Ressources Humaines - 3, rue Lauriston 75116 Paris, sous réf. DA.

Toute la rigueur que l'on attend d'une SSH

SOPRA
Ingénierie informatique

Quand on rentre de vacances, c'est pour aller plus loin !

Septembre. L'occasion se présente chaque année de repenser à votre métier et son environnement, d'évaluer votre potentiel d'évolution et d'épanouissement.

Septembre 90. Vous voici face à une nouvelle opportunité : rejoindre MERLIN GERIN comme ingénieur commercial et donner ainsi à votre professionnalisme une nouvelle dimension, celle de l'enthousiasme et de la liberté.

Notre Groupe bouge beaucoup !
Notre exceptionnelle croissance (CA +15 % par an depuis plusieurs années, 14,6 milliards en 1989) est le fruit de l'enthousiasme de 29 000 hommes et femmes, dont 3500 ingénieurs et cadres, impliqués dans notre stratégie d'efficacité industrielle et d'innovation technologique.

Chaque terrain d'action est un espace de liberté pour nos ingénieurs commerciaux, au service d'une clientèle diversifiée :

- Installateurs, tableaux, prescripteurs pour nos activités basse tension.
- Ensembles, Industriels et EDF pour nos activités haute tension.
- SSH, PME-PMI, grands comptes pour participer à l'exceptionnelle croissance de notre activité onduleurs.

Notre image de marque est un formidable atout : les commerciaux n'ont guère à argumenter pour vendre le professionnalisme et la maîtrise technique du Groupe !

Autant de temps gagné pour comprendre les vrais besoins du client, le conseiller et développer nos ventes !

Tel est l'environnement de qualité que nous vous proposons de rejoindre !

ingénieurs commerciaux

Vous êtes de formation ingénieur (ou commerciale avec une expérience significative dans un domaine technique).

Débutants, vous acquerez l'expérience incontestable d'un parcours commercial chez MERLIN GERIN et évoluerez vers une direction d'agence, une fonction marketing ou de management d'affaires importantes. (Réf. 1B MOND 461)

Confirmés, vous êtes décidés à trouver aujourd'hui, la dynamique et le professionnalisme d'une entreprise solide pour qui l'investissement de projets n'est pas synonyme de "passe-étape". Vous révélez vos compétences et pourrez rapidement prendre la responsabilité d'une agence commerciale à Paris, en région parisienne ou en province. (Réf. 1B MOND 462)

MERLIN GERIN est l'un des plus importants constructeurs mondiaux d'appareillages et d'équipements électriques.

En informatique industrielle, automatismes, électronique, électrotechnique, le Groupe développe son professionnalisme et son enthousiasme pour garantir la fiabilité, la sécurité, la disponibilité de l'énergie électrique.

la maîtrise de l'énergie électrique



SIEMENS

DEPARTEMENT PRODUCTIQUE ET AUTOMATISATION

Le Responsable Distribution France recherche son Adjoint

Vous l'appuyerez dans l'animation et le développement de son réseau.

Vous possédez un BTS technico-commercial ou technique, une première expérience technico-commerciale dans la distribution de produits d'automatismes.

Vos qualités relationnelles sont incontestables.

Nous vous offrons des possibilités d'évolution dans le domaine de la distribution ou de la vente directe.

Pour nous rencontrer, veuillez nous adresser un C.V. + lettre manuscrite + prétentions sous réf. AC/DIS à :

DEPARTEMENT DU PERSONNEL - Service Recrutement
BP 122 - 93527 SAINT-DENIS CEDEX 2

Siemens S.A.

TITULAIRES BTS/DUT ACTION COMMERCIALE ou TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

(H/F) débutants ou première expérience.

Venez rejoindre le réseau d'agences en région parisienne d'une banque dynamique et motivée. Vous recevrez une formation active et personnalisée au cours d'une première phase d'environ une année. Vous contribuerez au développement du fonds de commerce Entreprises de notre banque.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 63.211, à : PUBLICITE ROGER BLEY - 101, rue Réaumur - 75002 Paris.

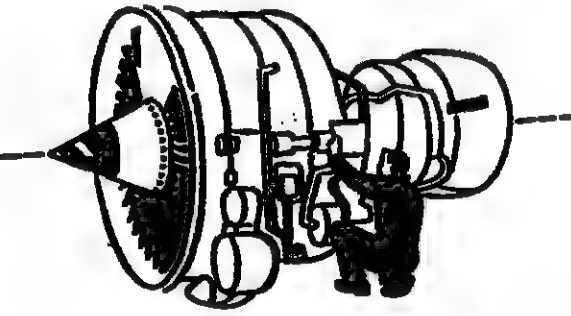
CSP

Leader de la Formation en France Relations Humaines et Qualité Totale poursuit son expansion en créant poste

CADRE DEVELOPPEMENT

- minimum 30 ans • diplômé Grande Ecole de Commerce ou équivalent • expérience formation souhaitée • très bon anglais nécessaire
- Mission : développement produits CSP • contacts et négociation de haut niveau avec clientèle • assistance au développement international
- réalisation d'actions Marketing/Publicité et animation stages après formation.

Envoyer CV, photo, prétentions à Guy SABON
CSP - 68, rue La Fayette 75008 Paris



SOCHATA

UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

Spécialistes de la réparation et de la révision des moteurs d'avions civils et militaires, nous disposons de technologies de pointe parfois uniques au monde. La modernité de nos installations permet à nos 1350 collaborateurs de développer des procédés de réparation les plus performants.

Nous recherchons pour notre Siège de BOULOGNE (92):

INGENIEURS COMMERCIAUX

au sein du service prospection et vente de moteurs civils, vous devrez :

- élaborer le plan des actions commerciales
- préparer les offres et les contrats
- visiter les clients
- assurer le suivi des dossiers clients en liaison avec les différents services des centres

Ces postes impliquent de nombreux contacts internes et externes. Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et possédez une formation commerciale complémentaire. Anglais courant.

RESPONSABLES SUPPORT CLIENTS

au sein du département après-vente moteurs civils, vous devrez :

- détecter et prendre en charge les problèmes rencontrés par les clients
- assurer l'interface avec les centres de production (Saint-Quentin-en-Yvelines et Chatellerauld), afin de coordonner les actions d'après-vente nécessaires.
- veiller à la satisfaction du client aux meilleures conditions de coût et de délais.

Une expérience après-vente ou commerciale et une bonne connaissance de la construction mécanique générale sont autant de compléments nécessaires à votre formation d'ingénieur.

Anglais courant.

Le GROUPE SNECMA offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence SA/FG au GROUPE SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2 bld du Général Maréchal Valin 75724 PARIS Cedex 15.

ou contactez-nous sur 3616 JOB PLUS annonceur SNECMA.

GROUPE SNECMA

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde

de la
Fonction Commerciale**INGENIEURS DES VENTES**

AM, INSA,...

Timken est aujourd'hui le leader mondial des roulements à rouleaux coniques. Notre produit intervient dans la fabrication des produits les plus avancés d'un point de vue technologique et fait de nous le partenaire des projets les plus ambitieux (TGV, Airbus, ...). Notre croissance en France nous amène à intégrer des nouveaux ingénieurs des ventes pour nos différentes agences commerciales. Après une formation poussée à notre technologie, ils auront à visiter nos clients et prospects, présenter l'utilisation de nos produits et participer à la mise au point de nouvelles applications au sein des BE de notre clientèle. Outre cette mission technique, ils seront responsables du développement commercial de leur secteur en marge et en volume. Cette

opportunité de premier plan s'adresse à des jeunes ingénieurs débutants, mécaniciens généralistes (AM, INSA, ...) désireux de s'investir au-delà de leur savoir-faire technique, dans une mission de développement commercial de haut niveau. De fortes qualités relationnelles, une grande mobilité et la maîtrise de l'anglais sont nécessaires pour réussir cette mission. Possibilité d'évolution dans le groupe et conditions offertes surtout attirer des candidats à fort potentiel. Le poste est basé à Colmar pendant la période de formation (15 mois). Ecrire à M. GOMEZ en précisant la référence A/6802M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.15 code PA)

TIMKEN
LA PASSION DU FUTUR

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

Grands comptes**Ingénieurs d'affaires**

Acteur de premier rang dans quatre domaines d'activités : les traitements et services de réseau à valeur ajoutée, l'ingénierie informatique, le logiciel et la logistique du marketing direct, le GROUPE SEGIN (1200 personnes) poursuit une stratégie ambitieuse de croissance forte et de développement européen.

Conjointement qualité des prestations (assurance-qualité) et innovation (R&D, serveurs vocaux, EDI, télépaiement...), nos grands traitements et services à valeur ajoutée sont orientés vers de très grands comptes du tertiaire tels que la banque, les groupes d'assurances, la grande distribution, le monde des médias et du transport ou les grands

services publics.

Pour nous rejoindre, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce et vous avez une expérience de vente de projets importants à haut niveau décisionnel auprès d'une clientèle Grands Comptes.

Responsable d'un ou de quelques grands clients, vous rechercherez et construirez de nouveaux grands projets. Postes offrant de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. LM/90/TR/64 à Guy MACAREZ - Direction des Ressources Humaines - Z.I. rue de la Pointe - 59113 SECLIN.

**GROUPE SEGIN**

GRANDIR, ÇA NOUS AMUSE.

Notre société (500 personnes, CA. 300 MF), située dans une grande ville universitaire de la région Centre, est leader en France dans son domaine d'activité industrielle. Grâce à une politique fondée sur la recherche et l'innovation, elle a un fort potentiel de développement en France et à l'étranger. Nos clients sont des Municipalités, Conseils généraux et régionaux, DDE, Autoroutes, etc...

Notre Directeur Commercial devant être appelé à d'importantes fonctions dans le Groupe d'ici 2 ans, nous recherchons notre futur

DIRECTEUR COMMERCIAL & MARKETING

Directement rattaché au DG, il prendra en main l'ensemble des responsabilités inhérentes à la fonction :
- il définit la politique commerciale, la met en œuvre et la contrôle (marketing, distribution, tarifs, ...),
- il s'engage sur des objectifs quantitatifs et qualitatifs et en suit la réalisation.
- Il anime une force de vente terrain, un service commercial au siège (appels d'offres et suivi des opérations), un service marketing.

D'ici là, il se familiarisera avec les produits et les marchés en occupant les fonctions de Responsable Marketing.

Vous avez une formation de type Sup' de Co, une expérience de 10 années d'animation de force de vente et d'équipes marketing, si possible liée aux marchés publics et à l'équipement des routes et municipalités.

L'intérêt de la fonction et la rémunération sont de nature à attirer des candidats de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 48.016/M à notre conseil KEY MEN - 2, avenue de Paris - 45000 ORLÉANS.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

Superviser notre équipe commerciale**Immobilier**

Nous sommes un organisme immobilier situé à Paris, leader dans son secteur d'activité (collecte du 1 % logement).
Notre équipe commerciale PME recherche son Responsable.

A 30 ans environ, de formation supérieure (Bac + 4) avec une première expérience de l'encadrement, il assure-

ra la cohésion de l'équipe (15 collaborateurs), fixera les objectifs et veillera à leur réalisation.

Il participera au suivi des négociations commerciales.

Nous lui offrons notre image, mais ce sont ses qualités commerciales et son sens du management qui feront la différence.



FAVEREAU CONSULTANTS

Si vous vous sentez concerné, envoyez votre dossier de candidature sous référence B/09/03 à Béatrice Galievsky FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Responsable commercial export

SNPE

6.000 PERSONNES.
800 CADRES.
C.A. 3,1 MILLIARDS F.

Société Nationale de droit privé, connue pour nos savoir-faire, nous maîtrisons des technologies de pointe, aux applications diverses. Au sein de notre Etablissement de Pont de Bois, auprès de notre Département Pyrotechnie civile, nous CREATONS un poste de Responsable Commercial Export.

Promoteur de nos produits, après une formation interne, vous aurez en charge la prospection, la négociation et la vente de notre gamme d'articles de maintien de l'ordre.

De formation supérieure, vous expérience commerciale - 2 à 3 ans - réussie à l'export, a confirmé votre aptitude à l'exercice de ce métier. Par votre capacité et votre goût pour l'organisation et l'action, liés à votre grande disponibilité, vous recherchez un nouveau challenge, dans la stratégie et le développement commercial international.

Dans cette démarche opérationnelle, vous serez l'interlocuteur privilégié de nos agents à l'étranger, des sociétés import-export et des différents donneurs d'ordres accredités.

Maîtrise de la langue ANGLAISE exigée. Pratique de l'ESPAGNOL très appréciée.

Déplacements fréquents à l'étranger.

Pour être basé dans le FINISTÈRE.

Adresser Lettre + Photo + C.V. sous réf. 607/LM à J.M. CLOAREC - CAPFOR - 1, Rue St Marc 29000 QUIMPER - Tél : 98.53.50.51.

Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES

développer nos ventes...

PARIS

RESEAUX INTERNATIONAUX DE TELECOMMUNICATIONS

Notre entreprise multinationale est un des leaders dans le domaine des réseaux internationaux de télécommunications dans le monde.

Notre objectif à ce jour est de conforter notre position en Europe. Ainsi, en France, nous voulons promouvoir notre réseau international de services télécommunications autant auprès de nos clients existants qu'auprès de nos clients potentiels.

Ces clients français ou étrangers, ont vocation à renforcer leur communication dans les autres parties du monde (filiales, distributeurs, clients, fournisseurs, etc.).

Vous serez plus particulièrement chargé d'assurer notre développement commercial en effectuant auprès de nos clients et prospects, une démarche commerciale offensive.

Vous avez la capacité de comprendre et donc d'expliquer l'environnement des télécommunications.

Vous avez par ailleurs acquis une première expérience de la vente de produits et/ou de services de haute technologie à des clients exigeants, multinationaux pour la plupart de ceux-ci.

Ainsi votre entree sera décisive, vos qualités commerciales seront essentielles : nous comptons sur vous.

Vous parlez couramment anglais, car vous serez au contact du monde entier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. GT 03 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

LES CROQUIS DE LA QUALITE FINANCIERE
DES CROQUIS DE L'INVESTISSEMENT



COCEPLAN
à l'écoute des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Depuis sa création, PRECILEC étudie, conçoit et réalise des matériels électromécaniques et électroniques à très forte valeur ajoutée technologique. 270 collaborateurs, 8 établissements à PARIS, COURTENAY et AUNERRE. 90 MF de C.A., ce sont les chiffres significatifs de notre entreprise.

En Bourgogne une fonction pivot: l'administration des

Chez nous, l'administration des ventes est une fonction clé. En effet, elle est le véritable pivot entre le commercial, le client, les études et la production.

Nous recherchons, aujourd'hui, LE PATRON DE CE DEPARTEMENT. A la tête d'une équipe de 3 personnes que vous aimez, vous êtes l'interface dynamique de notre entreprise.

Esprit carré et rigoureux, mais très adaptable vous assurerez la gestion des commandes et le suivi du tableau de bord commercial. De plus, vous participerez à l'implantation d'un logiciel de gestion commerciale adapté à nos ambitions de développement.

Pour réussir dans ce poste, à la mesure de votre talent d'organisateur et d'animateur, vous avez environ 35 ans, une formation supérieure et une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans une fonction similaire en milieu industriel. Vous connaissez l'anglais et les procédures d'exportation.

Basé à AUXERRE et rattaché au siège parisien, vous concilierez management et qualité de vie.

Ecrivez avec CV et prétentions, sous réf. LM/92/21 à A.L. CONSEIL - 35 rue de Naples - 75008 Paris.

PRECILEC

— LE DYNAMISME TECHNOLOGIQUE —

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCES :
PREMIERE BANQUE
REGIONALE.
257 AGENCES.
2 800
COLLABORATEURS.

JEUNES COMMERCIAUX

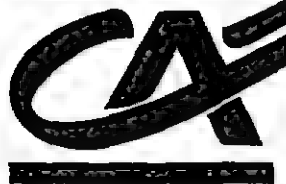
I. ILE DE FRANCE

Vous avez de bonnes qualités relationnelles et un solide sens commercial.

Le challenge que nous vous proposons vous permettra de valoriser vos capacités dans une grande banque. Vous intégrerez notre réseau commercial et ferez l'expérience de plusieurs types d'organisation afin d'acquies sur le terrain une connaissance précise des produits et services du Crédit Agricole.

Notre ambition est de vous confier des missions susceptibles de vous permettre d'évoluer ensuite vers de plus hautes responsabilités.

Merci d'adresser lettre, CV et dossier de candidature sous réf. LM/50 au Service de Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 26, quai de la Rapée, 75012 PARIS.



مسند من الامم

FORMATION PROFESSIONNELLE

LE CESI NORMANDIE
propose

UNE SPÉCIALISATION EN ORGANISATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(en cours d'homologation MASTÈRE auprès de la Conférence des Grandes Écoles)

Vous êtes demandeur d'emploi ou salarié d'entreprise et possédez un diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Vous voulez avoir une compétence reconnue dans les domaines de l'organisation et de la gestion industrielle.

Ce stage rémunéré démarre le 17 décembre prochain. Des réunions d'informations auront lieu les 21 septembre et 5 octobre à 14 heures.

Vous pouvez aussi nous contacter au :

CESI NORMANDIE
Pôle Management Industriel
247-251, route de Darnétal
78000 ROUEN. Tél. : 35-89-71-83
(M. CHARRIER ou Mlle CADET)

IL N'Y A QU'UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES EST/OUEST

ACCREDITÉ PAR LA CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES

ESSCA
École Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers

OBJECTIF :
former en 12 mois (dont 4 mois de stage) des cadres de très haut niveau pour les entreprises et organisations européennes développant des échanges entre les deux Europe.

ADMISSION :
Diplômés des Grandes Écoles ou de l'Université (Bac + 5), cadres d'entreprise.

SÉLECTION :
Sur dossier et entretien avec un jury.

INSCRIPTION :
Direction du Mastère
ESSCA 1 rue Lakanal
BP 2007 49018 ANGERS CEDEX
Tél. (01) 41.73.47.47
Minitel 3618 code ESSCA

IBIA Institut de Bureauquique et d'Informatique Appliquée.

VOUS PROPOSE

DES FORMATIONS REMUNERÉES

Moniteur formateur en micro-informatique

Participants : Jeunes diplômés ou demandeurs d'emploi bac et bac +, ou expérience professionnelle.

Reunions d'information :
• pour les personnes habitant Paris depuis plus d'un an
Vendredi 7, 14 et 21 septembre 1990 à 9h30
• pour les personnes habitant les autres départements de l'île de France
Mardi 11, 18 et 25 septembre 1990 à 9h30

Micro-informatique appliquée à la gestion pour les cadres

Participants : Jeunes diplômés ou demandeurs d'emploi bac + 2 ou expérience professionnelle.

Reunions d'information :
• se présenter ou écrire en joignant c.v.
recrutement immédiat

IBIA - 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS (5ème étage)
Métro : WAGRAM
Tél : 47.66.84.22

Vous avez une expérience professionnelle conséquente en gestion (commerciale, financière, production, etc.) et vous souhaitez acquérir :

UNE COMPÉTENCE COMPLÉMENTAIRE EN INFORMATIQUE

Stage Méthodes et Analyse d'Informatisation au CESI Paris Ile-de-France, du 17-09-1990 au 18-01-1991

Renseignements au CESI :
Mlle SUAVIN 46-64-35-51 ou 46-64-39-69
Possibilité de prise en charge pour les cadres demandeurs d'emploi : conseils, inscription, sélection par l'ANPE ou l'APEC.

L'INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE recherche

10 à 12 ingénieurs, débutants ou confirmés, motivés par des partenariats industriels et R&D dans le cadre de formations Mastère réalisées en coopération avec Sup Télécom Bretagne.

Partenariats à l'étude pour les ingénieurs stagiaires 90/91 :
- lecture automatique de bordereaux de saisie
- Numerica : Ingénierie
- concept de CIM
- transputers et Génie Logiciel
- automatisation dans le secteur de la pêche
- applications industrielles des réseaux neuronaux

Les Mastères concernés :
- GÉNIE LOGICIEL & TEMPS RÉEL pour l'Informatique Industrielle
- IMAGE & INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Envoyez-nous votre CV et contactez : Aline Gaborel au 98.05.43.19, Fax : 98.05.47.67
Institut d'Informatique Industrielle - BP 50 - 29278 Brest Cedex

Le Monde des Cadres

Vous souhaitez vous intégrer au sein d'une équipe vivante dans un secteur d'avenir ?

OBEA
Organisme de formation et de conseil (18 ans d'expérience) recherche :

2 FORMATEURS CONSULTANTS PERMANENTS
en management des ressources humaines, ref. 201 pour rédiger et piloter des projets, assurer la mise en œuvre des actions de conseil, concevoir des produits et des supports pédagogiques, assurer un soutien technique dans les relations commerciales.

1 CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT
ref. 202 pour commercialiser et suivre la réalisation de projets auprès d'industriels de haut niveau du secteur privé.

1 ASSISTANTE DE PROJET
ref. 203 pour assurer la logistique, la gestion administrative et financière des stages.

Envoyer CV et présentation à :
OBEA
3/5, rue Juvénat
75006 PARIS CEDEX 13

Etablissement privé ass. imp. recherche

REVUE PROFESSIONNELLE SECTEUR INDUSTRIEL AUTOMATISÉ
recherche

JEUNE JOURNALISTE
pour reportages et enquêtes bilingues anglais/français formation supérieure et première expérience

Envoyer CV, lettre manuscrite à :
INTERPRESS
84, rue des Minimes
75006 PARIS
pour rendez-vous

Le Laboratoire associé au CRES e Origine, Evolution et Dynamique des Migrations à 5, rue Kessler, Clermont-Ferrand recrute sur concours

UN ASSISTANT INGÉNIEUR
en électronique et informatique (agent de la fonction publique) Diplôme : BTS-DUT ou équivalent
Date limite : 17/09/90
Contact : M. CHASSAIGNES 78-34-67-04 (9 h 30/12 h)

P.S.L.
Leader dans le domaine micro-optique, recrute

UN INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL
Adjoins au directeur commercial, il aura responsabilité de la promotion et de la vente des produits des départements. SOURCES ET TRAITÉ DES FAISCEAUX LASERS SCIENTIFIQUES
Ce poste s'adresse à un ingénieur spécialisé, parfaitement bilingue anglais, Stagiaire de formation chez nos principaux fournisseurs aux États-Unis, en ALLEMAGNE et en ANGLETERRE. Centre d'expertise pour une clientèle de valeur.
Env. CV, photo et lettre à :
PROTON SCIENCE INSTRUMENTS
Z.A. de l'Autodrome
1, rue Louis Delcort
Ligne, 91310 MONTLHERY.

MAIRE DE SAINT-DENIS
recrute
1 RÉDACTEUR
bas pour le service formation
1 ATTACHÉ
pour la direction développement économique qui anime une équipe de 14 personnes. Connaissance de la gestion privée et du montage d'opérations d'immobilier d'entreprise. Niveau minimum maîtrise de langues étrangères. Expérience souhaitée.
Adresser CV et candidatures à :
Monsieur le Directeur-Maire, 2, place Victor-Hugo.

CABINET LAVOIX
conseils en brevets recherche pour travail à domicile

TRADUCTEURS TECHNIQUES
anglais ou allemand vers le français. Formations techniques. Normes de mécanique ou électro-mécanique ou chimie-biochimie.

Adr. C.V. :
2, pl. d'Alsace d'Orvès
75441 PARIS Cedex 08.

La mission Côte d'Opale, organisme chargé du développement et de l'aménagement touristique sur la Côte d'Opale.

COLLABORATEUR (TRICE)
chargé(e) de proposer et coordonner l'implantation des investisseurs. Le (la) candidat(e) sera âgé(e) de 28 à 35 ans, diplômé(e) d'une école supérieure de commerce ou équivalent. Le profil exigé donnera toutes indications de la relation, à la fois avec le client et la rapidité d'analyse du montage juridique et financier de projets.

Le poste est basé à Boulogne-sur-Mer.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
MCO, 6, pl. d'Anglemont
62200 Boulogne-sur-Mer.

Association de formation recherche

CORRESPONDANT DE CREDIT FORMATION
5 000 F brut/moisuel
Envoyer CV à M. le directeur de l'ADCF, 24, rue Edouard-Saïdov, 93110 Rosny/Bois.

ASSOCIATION 95 recherche PSYCHOTHERAPEUTE
travail de soutien payé, pour destruction de projet contractuel d'insertion pour demandeur d'emploi en difficulté. Tél. 30-38-97-29.

JARDINIER EXPÉRIMENTÉ
parlant anglais, libre septennaire, pour propriété Provence. Tél. 04.95.81-27.

ENTREPRISE DE PRESSE Centre de Paris
recrute

JOURNALISTE
Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communication (presse écrite, audiovisuelle, techniques nouvelles de communication, publicité, relations publiques).

Adresser C.V. + photo sous 8008
Le Monde Publicité
5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

L'ADIMAC
Association pour le Développement Industriel du Massif Central recherche

DES CHARGÉS DE MISSION
basés à CLERMONT-FERRAND et à LIMOGES.

LEURS MISSIONS :
Participer aux activités de développement de l'industrie et de l'artisanat, à la mise en œuvre de projets industriels (industries nouvelles, petites, moyennes, créations de nouvelles activités, diversifications, restructurations, reconversions, etc.).

Après une solide formation initiale (grande école d'ingénieurs ou de commerce), le candidat sera chargé de leur accompagnement professionnel les capacités à apprécier, dans les projets industriels, la cohérence entre les différents aspects économiques, organisationnels, techniques et financiers.

Complètement autonome sur le terrain, il assurera le suivi des projets et sera le lien entre l'entreprise, de l'administration et des élus.

Envoyer C.V. avec photo, lettre manuscrite et références à :
ADIMAC,
30, rue Georges-Clemenceau,
63000 CLERMONT-FERRAND.

Possibilité pour les fonctionnaires de détachement ou de mise à disposition auprès de la DATAR.

JUNGHEINRICH F.
Groupe européen leader des systèmes logistiques, recherche pour son siège à Vélizy (78), un :

FORMATEUR BILINGUE ALLEMAND
Technicien confirmé ou enseignant technique, au sein d'une équipe, vous étudiez avec le RFA les nouveaux produits. Vous concevez et réalisez les stages en français pour nos 170 techniciens. Poste éblouissant !
Adresser CV, photo et références sous réf. 17/JM à :
JUNGHEINRICH FRANCE
Service du personnel
14, av. de l'Europe
78140 VÉLIZY.

Collège privé sous contrat, cherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS
de langue maternelle anglaise ou écossaise. Tél. : 46-22-40-20.

ENSEIGNEMENT
Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, recherche :

UN FORMATEUR ENTRETIEN ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES VERTS
Luzern (18)
BP ou expérience équivalente.

DEUX FORMATEURS EN ÉLECTRICITÉ
BP ou expérience équivalente.

DEUX FORMATEURS EN MAINTENANCE ÉLECTRIQUE
Luzern (18), NEUVIC (24)
Luzern (18) ou expérience équivalente.

UN FORMATEUR EN CUISINE
BP ou expérience équivalente. CHATELAIN (28)

Pour l'ensemble de ces postes : expérience des publics de bas niveau de qualification souhaitée. Ces postes pourraient également convenir à des professionnels, justifiés d'une expérience de 10 ans minimum dans le technique, et motivés par la formation (formation pédagogique assurée).

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) à :
SODEXO SIGES,
3, avenue Newton,
78180 Montigny-Le Bretonneux.

SODEXO, groupe français privé de restauration internationale, offre, dans le cadre de la diversification de ses activités, la poste de :

FORMATEUR-ORIENTEUR
pour un centre de formation proche de Périgueux (24).

MISSION :
Au sein d'une équipe de formateurs, vous serez chargé d'effectuer des bilans-orientation et des remises à niveau.

PROFIL :
Maîtrise en psychologie, expérience 4 ans min. auprès de publics en difficulté.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) à :
SODEXO SIGES,
3, avenue Newton,
78180 Montigny-Le Bretonneux.

ENSEIGNANTS TECH. CIALS
Expérience BTS exigée
Tél. : 40-37-74-27.

CENTRE SOCIAL RÉGION NORD
un quartier DSO (20 salariés) recrute

SON DIRECTEUR
Profil : Expérience récente en gestion de projet à caractère social, double animation d'équipe.
Mission : Mise en place de l'association gestionnaire : en partenariat, élaboration et mise en œuvre projet de Centre, dans un contexte favorable : Programme DSO, ville et CAF dynamiques, soutien fédéral.
Rémunération négociable à partir de la CCH du SNAESCO.
Disponible dès que possible. C.V. + photo + lettre manuscrite à envoyer à la Fédération des CENTRES SOCIAUX DU NORD
68, rue du Long-Pot
59500 LILLE
Tél. : 15-20-47-60-20
M. OLIVIER.

ÉDITEUR
cherche

CHEF DE FABRICATION
même débutant, expérience PAD, C.V. à Paris
1, rue Ségur
75006 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Assistante chef de publicité et de recherche, interprète traducteur, prof. d'anglais, présentation, exp. prof. dans les dom. communication-relations pub. de site international en RFA, exp. en service communication-publicité de site international, cabinet conseil en recrutement à Paris.
Tél. : 48-99-22-83-723

F. Ingénieur informatique industrielle à 2, exp. micro-processeur INTEL, C. Pascal, UNIX, PSOS, rech. poste en conception et réalisation sur région ouest ou région parisienne suédoise.
Disponibilité octobre 89 à novembre 90
Env. sous réf. 8018
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil
75007 Paris

FISCALITE
Exp. 30 ans (admission et cabinet). Proximité collab. et de gestion à domicile. Temps plein ou partiel. Tél. : (15-11) 45-39-58-58 (matin).
Candidat sérieux, large exp. bancaire, recherche poste à temps plein ou partiel de relations avec banques.
Env. sous réf. 8018
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil
75007 Paris

PROFESSEUR DE SCIENCES PHYSIQUES
niveau licence de physique et 12 ans d'expérience cherche emploi à Paris.
Tél. : 46-57-48-23.

J.F. 25 ans, bac + 5, droit européen, exp. commerciale, ch. état. stable. 47-27-06-84.

Cherche communication (MBO - pub - R.P.) cherche poste à temps plein ou partiel. Tél. : (15-11) 84-25-88-28.

11.48 a. 22 a. exp. adm. et fin. rech. en France, en étr. et internat. sans discr. et relat. hum. licencié en droit. Cherche poste cadre.
Env. sous réf. 8950
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil
75007 Paris

CHIEF de produit en parfums et cosmétiques
trilingue français, angl. aill. gr. exp. imp. exp. export. des. pour déodorants, ch. challenge.
Cherchez à Paris.
Date limite de candidature le 14 septembre.

Env. photo, C.V. et références à :
Office de tourisme de Chypre, 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

SECRETARE
Bilingue grec-français

pour accueil information, destination, nationale comptabilité. Diplôme de tourisme comme avantage.

Date limite des candidatures le 14 septembre.

Env. à l'Office de tourisme de Chypre, 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

formation professionnelle

CONTRAT FORMATION EMPLOI
Formation analyse-programmeur IBM AS/400, 4 mois et demi. Hébergement, placement garanti. ARIES INSTITUT, Marina Airport, 06270 Villeneuve-Loubon. 92-02-04-06.

ARCHIVISTE DOCUMENTALISTE

Missions :
- Mise en place d'un centre de ressources et de diffusion documentaire ;
- constitution et gestion du fonds ;
- organisation des archives municipales, départementales et mise en œuvre des procédures de versements et de consultations.

Profil :
- Diplôme d'archiviste documentaire ;
- goût pour la communication ;
- rigueur et organisation ;
- connaissances des collectivités locales souhaitées ;
- maîtrise des techniques informatiques.

Envoyer candidature et C.V. à :
Monsieur le Maire
Hôtel de ville
91270 Vigneux-sur-Seine.

PARIS-1
Sté crédit immobilier recherche RESPONSABLES chargés d'animer une équipe de correspondants.
Env. CV + photo à SMO
218, r. St-Michel, 75001 Paris.

SECRETARE
Bilingue grec-français

pour accueil information, destination, nationale comptabilité. Diplôme de tourisme comme avantage.

Date limite des candidatures le 14 septembre.

Env. à l'Office de tourisme de Chypre, 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

formation professionnelle

CONTRAT FORMATION EMPLOI
Formation analyse-programmeur IBM AS/400, 4 mois et demi. Hébergement, placement garanti. ARIES INSTITUT, Marina Airport, 06270 Villeneuve-Loubon. 92-02-04-06.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 SEPTEMBRE

Règlement mensuel										Comptes relatifs à 1982									
VALEURS		Compt. pécuni.	Prémier cours	Dernier cours	%	VALEURS		Compt. pécuni.	Prémier cours	Dernier cours	%	VALEURS		Compt. pécuni.	Prémier cours	Dernier cours	%		
3780	CNE 3%	3740	3740	3765	+ 0.67	Compt. pécuni.	VALEURS	Compt. pécuni.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compt. pécuni.	VALEURS	Compt. pécuni.	Prémier cours	Dernier cours	%		
3780	RAIP T.P.	980	980	990	.....	245	245	248 40	- 0.24	355	355	354 70	- 1.88	1240	Salomon I.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1140	C-Lyon T.P.	1180	1180	1190	.....	340	340	340	.....	940	940	940	.....	1240	Salomon II.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1160	C-Lyon T.P.	1180	1180	1190	.....	340	340	340	.....	940	940	940	.....	1240	Salomon III.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1160	Thomson T.P.	1380	1380	1390	.....	245	245	248 40	- 0.24	355	355	354 70	- 1.88	1240	Salomon IV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1160	Phone Pap. T.P.	1380	1380	1390	.....	245	245	248 40	- 0.24	355	355	354 70	- 1.88	1240	Salomon V.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1160	Sat. Golds. T.P.	1380	1380	1390	.....	245	245	248 40	- 0.24	355	355	354 70	- 1.88	1240	Salomon VI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1160	SAI T.P.	1380	1380	1390	.....	245	245	248 40	- 0.24	355	355	354 70	- 1.88	1240	Salomon VII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
760	ACCOR	760	760	770	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon VIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
760	Al Liquid	677	677	682	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon IX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1000	Alu-Spex	1000	1000	1010	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon X.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1000	Alu-Spex	1000	1000	1010	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XIV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XVI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XVII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XVIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XIX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXIV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXVI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXVII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXVIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXIX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXIV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXVI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXVII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXVIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XXXIX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XL.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLIV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLVI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLVII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLVIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon XLIX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon L.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LIV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LVI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LVII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LVIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LVIX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LX.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXIV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXV.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXVI.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXVII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990	.....	1000	1000	1010	.....	1240	Salomon LXVIII.	1290	1276	1261 1	- 0.02
1570	Alu-Spex	1570	1570	1582	.....	980	980	990											

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Fr/s Inci.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Inci.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Inci.	Rachet net
A.	1008 95	894 35	First-City	36 25	34 73	Placement Premier	5017 38	5626 15+
Alcatel	213 37	207 69	First Court	12177 83	12177 53	Placements	118	114 84+
Anglo	748 08	716 44	Franchet	230 70	227 38	Poiss. Secom	5580 54	5580 54
Assurances	8904 42	8904 42	Franchet-Gen	855 85	847 34	Première Oblig.	10709 96	10895 25+
Banque	155 38	155 38	Franchet-Gen	30 26	30 26	Préfin.	108	108
Chemins de Fer	1073 44	1047 26	Franchet-Gen	843 42	821 67	Préfin. Secom	25131 82	25131 82
EDF	622 77	606 58	Franchet-Gen	30 08	29 35	Préfin. Secom	1046 57	1021 04
EURO	1009	998 01	Franchet-Gen	10287 20	10105 62	Préfin. Secom	133	128
Franchet	116 10	115 08	Franchet-Gen	4855 89	4844 16	Région	88 92	87 71
Franchet-Gen	109 10	108 08	Franchet-Gen	108 10	108 10	Région	580 29	580 29
Franchet-Gen	407 05	397 13	Franchet-Gen	12471 21	12471 21	Région	5219 58	5188 28+
Franchet-Gen	1087 17	1082 48	Franchet-Gen	151 80	148 16	Région	1124 48	1107 83
Franchet-Gen	10847 17	10847 17	Franchet-Gen	10290 12	10159 26	Région	85 48	81 54
Franchet-Gen	947 37	931 08	Franchet-Gen	1132 89	1095 89	Région	246 57	234 53
Franchet-Gen	1767 54	1767 54	Franchet-Gen	108 10	108 10	Région	244 81	244 81
Franchet-Gen	367 30	358 75	Franchet-Gen	11794 12	11549 51	Région	276 87	251 85
Franchet-Gen	5129 34	5116 90	Franchet-Gen	512 30	497 38	Région	507 82	484 50
Franchet-Gen	1111 23	1111 23	Franchet-Gen	161 80	157 08	Région	12811 10	12760 66
Franchet-Gen	154 75	154 75	Franchet-Gen	287 25	284 75	Région	479 55	461 11
Franchet-Gen	1235 14	1235 14	Franchet-Gen	155 85	155 82	Région	721 78	704 83
Franchet-Gen	1544 95	1514 70	Franchet-Gen	284 25	284 75	Région	850 83	850 83
Franchet-Gen	132 86	132 86	Franchet-Gen	258 26	258 26	Région	13016 07	12760 85
Franchet-Gen	140 48	134 43	Franchet-Gen	318 63	302 27	Région	1184 73	1194 73
Franchet-Gen	108 78	103 77	Franchet-Gen	228 26	228 26	Région	678 35	678 35
Franchet-Gen	114 81	109 80	Franchet-Gen	417 40	398 28	Région	1956 87	1956 89
Franchet-Gen	127 92	98 34	Franchet-Gen	134 37	126 47	Région	987 17	927 37+
Franchet-Gen	120 71	115 61	Franchet-Gen	170 05	168 96	Région	387 85	387 20
Franchet-Gen	5423 38	5417 94	Franchet-Gen	359 51	343 21	Région	511 44	511 44
Franchet-Gen	104 98	104 98	Franchet-Gen	2782 10	2782 10	Région	1374 25	1374 25
Franchet-Gen	1161 95	1088 24	Franchet-Gen	1080 13	1080 13	Région	628 84	631 51
Franchet-Gen	352 48	352 48	Franchet-Gen	593 81	593 81	Région	403 48	392 68

[illegible]

Actions		
Agenda for L.A.	1200	1164
Applications Hyl.	1400	1368
Arrest	856	
Bales C-Monroe	286	286
B.A. Hypoth. Error	940	902
B.A.P. Finance	360	352 20
Boyleley C (4)	3300	
Brickwork	6301	
Trusty Quest	2929	2842
BTP	85	86
Cambridge	748	
Carlson Lerman	894	840
Cas Pichon	130	
C.E.F. Pichon	400	389
Champion Henry	555	552
Coastal	116	
Champion Ny	135 90	139
C.O. D.P.	182 60	190
C.I.M.	730	759
C.I.Y.R.M. (B)	2170	
Cass	525	
Chambers	826	
France L.A.D.		994
France S.A. (L)		1649
From. Paul-Henri		2374
Glasnost		280
G.M.C.		363
G.F.C.		423
G.F.I.I.		300
Grds Modins Pans		1460
Groups Victims		1405
G.T.T (Transport)		545
Hall		376 30
Im. Macpherson		674
Im. John-Monroe		448
Interrace		485
Invent. (Sta. Ch.)		3250
Judge		740
Kennedy		38
Lila Bonheur		10895
Luce-Expulsion		286
Luxembourg		479 60
Local		305
Local		305
Local		4053
Local		1894
Macpherson		47 70
Mail-Litvick		195

Specimens M.	155 50	154
S.C.A.C.	780	775

Stamps Inc./Chicago	478	50	448	Rich	30	.....
Steel Part. Bldg.	174	20	.....	Robeco	298	.....
Stile	740	750	.....	Robinson W.	220 50	220 50
Stinebaugh	360	378	.....	Robinson W.	280	.....
STL/H	380	400	388 50	Rockwell	8 40	.....
Solid	705	695	.....	Sonic Group	51 50	.....
Softa	510	.....	.....	SOF Alchabanc	110	102 0
Sotical	1050	1070	.....	Tenneco Inc.	255	.....
Sotomori	350	350	.....	Therm. Controls	47	47 80
SOTIP (M)	410	425 40d	.....	Tesco Int.	27 50	.....
Spartan	1540	1601	.....	Village Inns	3000	.....
Spartan Int.	430	420	.....	Wiggins Ltd.	1580	.....
Sapient	180	175	.....	West. Rural Cos.	14	14 50
Scarsdale Automobile	821	809	.....	Whitaker Corp.	115 02	.....
Seabell	510	528	.....		
Steel	728	.....	.....	
Steel	300	.....	.....	
Steel (C)	350	350	284 70b			
Teknicon Elect.	4950	4820	.....		
Tenn-Anglo	927	940	.....		
Ten. Effort	300	295	.....		
Uffer	800	940	.....		
U.T.A.	2160	.....	.....	
U.S. Steel	300	300	.....		
Valeport	1750	1780	.....		
Vice	175 50	170	.....		
Waterman	1500	.....	.....	
West. Sub. Economic	288	.....	.....	

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS		COURS DES BILLETS	
	préc.	4/9	préc.	4/9	achats	ventes
Bons-Tout (1 ton)	5 911	5 282		5 100	5	5
Aluminium (100 lb)	9 841	9 839				
Aluminium (1000 f)	335 320	338 180		324 500	345	345
Belligène (100 f)	287 250	287 250		16 750	107	107
Indes (100 f)	287 250	287 250		287 500	308	308
Indes (1000 f)	8 948	8 948		83	25	25
Indes (1000 f)	8 948	8 948		9 820	91	91
Gae-Singapour (1 l)	8 948	8 929		4 050	10	10
Grains (1000 grammes)	403 200	402 250		389	500	500
Grains (100 lb)	91 490	91 200		389	500	500
Grains (100 lb)	91 490	91 200		389	500	500
Naviges (100 f)	47 375	47 375		46	100	100
Naviges (100 f)	47 375	47 375		46	100	100
Naviges (100 f)	47 375	47 375		46	100	100
Espagne (100 pes)	3 983	3 983		3 950	3	3
Portugal (100 esc)	4 601	4 673		3 420	3	3
Canada (1 S cent)	3 983	3 983		3 420	3	3
Japan (100 yens)	4 601	4 673		3 420	3	3

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/9	Leclercq de Month...	242	.....
Marin Iran			318	.....
Nicaragua			960	.....
Panama (R)	85300	85750	902	830	o
Paraguay, Pucos	86750	65760	358	358	
Perou (R)	407	411	1730	1730	o
Reunion S.T.	350		200	1955	
St-Georges-Eden-PA	478		306	310	
Seychelles	385	381	1522	.....
S.OM. I.R.A.	484	487	378	.....
Soud	2380	2325	330	356 405	
Surinam	1360	1360	369	.....
Swaziland	825		589	752	o
Togo	2520	2525	.....	.....
Tonkin	402	400	.....	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15 55 01 82 - poste 4220

e : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

Le Monde

Dans un discours à Vladivostok

M. Chevardnadze appelle à la création de structures régionales de négociations en Asie-Pacifique

Dans un discours prononcé mardi 4 septembre à Vladivostok, M. Chevardnadze a souligné le besoin de créer des structures régionales de négociations dans la zone Asie-Pacifique, confirmant notamment sa proposition de réunir prochainement les ministres des affaires étrangères de la région aux Nations unies.

Ces derniers « pourraient tenir une série de consultations sur les problèmes régionaux » en marge de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU, a dit le chef de la diplomatie soviétique. Cette réunion pourrait aboutir à une rencontre au sommet qui regrouperait « une série de pays qui ont d'importantes capacités militaires » et serait ouverte à d'autres pays en tant qu'observateurs. A cet effet, il a « invité les ministres des affaires étrangères de tous les pays asiatiques prêts à accepter son offre à venir à Vladivostok à l'automne 1993 ».

Dans son discours consacré à la politique asiatique de l'URSS depuis dix ans, M. Chevardnadze a insisté sur le potentiel de son pays en matière d'intégration entre l'Europe et l'Asie, en raison de « la situation géographique unique de l'URSS ». Rappelant que l'URSS a réduit de 200 000 hommes ses troupes stationnées sur ses frontières asiatiques, M. Chevardnadze a réaffirmé « l'intention de l'URSS de retirer dans un avenir proche ses troupes stationnées hors de ses frontières en Asie. L'URSS est prête à lancer un dialogue sur les problèmes militaires et sur des mesures de confiance avec tous les pays d'Asie et du Pacifique ».

Cette question sera « soulignée de façon appropriée au cours des prochaines discussions soviéto-japonaises », a poursuivi le ministre soviétique, qui était attendu dans la soirée à Tokyo.

Evocant la situation au Cambodge, il s'est déclaré « encouragé par les déclarations de M. Hun Sen, du prince Sihanouk, des leaders du Vietnam et d'autres pays qui ont approuvé l'accord cadre sur le règlement de la question cambodgienne » récemment adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Chevardnadze avait effectué dimanche et lundi une visite à Pyongyang qu'il a écourtée de quelques heures, n'y ayant pas rencontré M. Kim Il-sung. Regrettant « le niveau élevé de confrontation militaire, particulièrement dans la péninsule coréenne », il a souligné que l'URSS était « prête à chercher tout particulièrement des méthodes asiatiques pour régler les problèmes de sécurité et de coopération dans la région ».

(AFP)

Accompagné de « plusieurs centaines de militants »

M. Ben Bella rentrera à Alger le 27 septembre

M. Ahmed Ben Bella regagnera par bateau Alger le 27 septembre vers 13 heures en provenance de Barcelone, a annoncé, lundi 3 septembre, à Genève, M. Mohammed Lejjajou, un proche de l'ancien président. Le retour se fera sur le *Hoggar*, un navire des lignes régulières algériennes.

M. Ben Bella sera accompagné de sa famille et de « plusieurs centaines de militants algériens », dont une partie viendra se joindre à lui à Barcelone depuis l'Algérie, en plus de militants algériens vivant en Europe, a indiqué M. Lejjajou lors d'une conférence de presse. « Le peuple algérien attend ce retour avec beaucoup d'espérance. Ce sera une journée de liesse sur l'ensemble du territoire algérien », a-t-il estimé.

M. Lejjajou n'a donné aucune précision sur les raisons qui ont poussé l'ancien président à repousser la date de son retour, initialement prévu début septembre. Il a ajouté que deux comités avaient été créés en vue du retour de M. Ben Bella, l'un national, présidé par l'ancien président de l'Assemblée nationale algérienne, M. Hadj Benalla, et composé de vingt-huit personnalités algériennes, l'autre international, présidé par lui-même et comprenant diverses personnalités européennes. — (AFP)

YOUgoslavie

La grève générale a été massivement suivie par les Albanais du Kosovo

BELGRADE

de notre correspondante

L'ordre de grève générale lancé par l'Union des syndicats indépendants du Kosovo a été suivi, lundi 3 septembre, par la quasi-totalité des salariés albanais malgré les menaces des autorités serbes de renvoyer sur-le-champ tous les grévistes et d'apposer les scellés sur tout local privé qui serait fermé pendant la grève.

C'est pacifiquement que les Albanais du Kosovo, qui représentent 90 % de la population de la région — avaient décidé de protester contre la reprise du contrôle de cette province autonome en juillet dernier par les autorités serbes. Afin d'éviter tout affrontement avec les forces de l'ordre, les grévistes ont renoncé à manifester dans les rues et sont restés chez

eux. Ils ont été soutenus par le reste de la population de souche albanaise qui, pendant toute la journée du lundi, a déserté les rues habituellement bondées des principales villes du Kosovo.

Bien que cette grève politique ait été très suivie, les autorités serbes considèrent qu'elle a échoué puisqu'elle n'a pas entraîné la paralysie totale de la région. En effet, tout avait été prévu pour pallier cette cessation de travail. Des travailleurs venus de Serbie étaient là pour remplacer les grévistes dans les secteurs vitaux de la région et les magasins d'Etat avaient été particulièrement bien approvisionnés ces derniers jours.

A Zagreb, la grande majorité des partis politiques de Croatie se sont rassemblés lundi en signe de solidarité avec les Albanais du Kosovo.

Pour l'instant, aucun nouvel avis de grève n'a été lancé mais le climat reste très tendu dans cette région. Toutefois, les autorités fédérales viennent d'annoncer que le tribunal constitutionnel se prononcera mercredi 5 septembre sur la constitutionnalité de la dissolution du Parlement et du gouvernement du Kosovo par les autorités de Serbie.

FLORENCE HARTMANN

En Franche-Comté

Deux conseillers régionaux quittent le FN

Après avoir exprimé leur désaccord avec M. Jean-Marie Le Pen sur la crise du Golfe, deux conseillers régionaux du Front national de Franche-Comté, MM. René Mars et Pascal Martin, ont annoncé, mardi 4 septembre à Besançon, leur démission du parti d'extrême droite. A l'occasion de la récente université d'été du FN à Tours (Indre-et-Loire), M. Mars, qui est cinquième vice-président de l'assemblée régionale, avait déjà manifesté son opposition au président de sa formation, en apportant son soutien « sans réserve » aux Etats-Unis et en rendant hommage « au combat légitime d'Israël pour sa survie ».

Il avait été soutenu par M. Martin mais vivement contesté par le troisième membre FN du conseil régional, M. Gilles Moriconi. Interrogé par le *Monde* à Tours, M. Carl Lang, secrétaire général du parti, s'était prononcé pour une rupture avec les deux élus régionaux contestataires. En septembre 1989, M. Mars avait déjà menacé de donner sa démission

à la suite des insultes proférées par Claude Autant-Lara à l'encontre de M. Simone Veil. Sur les quatre conseillers régionaux élus en 1986 sur la liste d'extrême droite, trois ont quitté le groupe FN. Outre MM. Mars et Martin, M. Hervé Lavenir avait rompu quelques mois après la consultation.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 490 F
PANTALONS 830 F VESTONS 1 660 F
3 000 tissus
Luxueux draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

CONSEILLER DE SANTE

SPECIALISE MEDECINES DOUTES

UN NOUVEAU METIER DEBOUCHES ASSURES

SECTEURS D'ACTIVITE :
(LIBERAL OU SALARIE)

CABINETS DE CONSULTATION
PROFES. PARAMEDICAUX
LABOS PHARMACEUTIQUES
ENTREPRISES / SOCIAL
CAB. SOINS ESTHETIQUES
CENTR. REMISE EN FORME
GYMNASIUM CLUBS
etc...

DIPLOME EUROPEEN : 1 AN
LIMITE D'INSCRIPTION :
30 SEPTEMBRE

I.F.M.A.

252, FAUBOURG SAINT-HONORE
75008 PARIS

Tél. : (1) 42 25 41 33

L'accord Carat-Eurocom

dans l'achat d'espaces publicitaires

M. Bérégovoy tempère l'avis négatif du Conseil de la concurrence

Le ministre des finances a décidé, en suivant globalement l'avis négatif du Conseil de la concurrence, de ne pas autoriser le regroupement des achats d'espaces publicitaires en France entre les deux groupes leaders du secteur, Carat et Eurocom. M. Bérégovoy tempère toutefois cette décision en autorisant des actions communes dans des cas précis de campagnes internationales.

Rumeurs, contre-rumeurs, hésitations : c'est à la dernière minute que le ministre de l'économie et des finances a rendu un avis très attendu sur la concentration dans le secteur de l'achat d'espaces publicitaires (le 13 juillet). M. Bérégovoy avait jusqu'au 5 septembre pour accepter ou refuser la fusion des activités entre deux des principaux acteurs du marché, les groupes Carat et Eurocom (ce dernier est une filiale d'Havas).

En octobre 1989, ces deux groupes s'étaient rapprochés au sein du holding anglais Aegis (Tex-WCRS), dont ils sont les principaux actionnaires. Et ils ont déjà coordonné leurs activités à l'étranger. Carat est par exemple le premier acheteur d'espaces en RFA, en Espagne, en Italie, le second en Grande-Bretagne, et sur un total de 20 milliards de francs de chiffre d'affaires, la société de MM. Gilbert et Francis Gross en réalise 11 milliards hors de l'Hexagone. Mais les deux groupes voulaient aller plus loin, et regrouper leurs activités en France.

C'est là que le bât blessait. En effet, Carat (avec selon ses propres estimations 22 % du marché) et Eurocom (avec plus de 15 %) auraient formé ensemble un mastodonte dépassant largement ses deux concurrents, les centrales PMS (liée à Publicis) et The Media Partnership, avec chacun plus de 10 % du marché français.

Cette position sur l'ensemble du marché publicitaire (estimé à 41 milliards de francs) aurait été encore plus prépondérante dans certains secteurs, notamment le radio et la télévision. En ajoutant à Carat l'activité d'Eurocom à travers ses centrales MédiaPolis, Concerto Média et Affi-conseil, l'ensemble aurait détenu les cordons de la bourse de l'audiovisuel français.

C'est cette menace qui a entraîné le Conseil supérieur de l'audiovisuel, consulté à l'été dernier sur un tel accord, le Conseil de la concurrence, saisi par M. Bérégovoy, à également mis en valeur les dan-

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les charpentiers trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le sé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (109) - M° Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.

gers résultant de cette concentration dans un secteur où la transparence, malgré plusieurs efforts de moralisation, n'est toujours pas de règle. Soulignant que le nouveau groupe détendrait sur le marché « une position très importante de nature à lui permettre d'exercer une influence sur certains supports de publicité », l'avis du Conseil de la concurrence proposait d'interdire tout rapprochement en France entre Carat et Eurocom.

Contrebalancer l'influence américaine

Le gouvernement, après de longues discussions avec les parties concernées, a adopté ce principe : il n'y aura pas fusion, ni achats communs en France en général. Mais il a laissé une porte ouverte à une coopération possible pour tenir compte des demandes d'Havas et de Carat, qui plaident le regroupement des forces françaises pour contrebalancer l'influence américaine dans la publicité européenne.

Seront donc autorisés les achats d'espaces communs aux deux groupes dans des cas précis, ceux de campagnes internationales sur des supports offrant une vente commune dans plusieurs pays. Cette double condition pose des problèmes, mais la situation pourrait évoluer dans les prochains années.

Dans l'immédiat, les deux groupes demandent obtiennent satisfaction sur deux points : leur concentration financière est avalisée, leur action commune en Europe aussi. En France, c'est dans l'application concrète de cette décision qu'on jugera de l'ouverture pratiquée par M. Bérégovoy. Les polémiques ne sont sans doute pas éteintes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

EN BREF

■ Le maire de Marseille assigne l'« Evénement du jeudi » en diffamation. — M. Robert Vigouroux, sénateur (app. PS) et maire de Marseille, a assigné en diffamation, à jour fixe, M. Jean-François Kahn, directeur de la publication de l'hebdomadaire *L'Evénement du jeudi*. L'affaire sera plaidée le 10 octobre devant le tribunal de grande instance de Marseille. La plainte de M. Vigouroux se rapporte à un article paru dans *L'Evénement du jeudi* en date du 9 août dernier intitulé « Marseille : Y a-t-il encore un pilote dans l'aviation municipale ? ». Elle vise, plus particulièrement, un passage de cet article mettant en cause la vie privée du maire de Marseille. — (Corresp.)

■ Arrestation de meurtrier présumé d'un policier. — Le meurtrier présumé du policier tué par balles, mardi 3 septembre vers 2 h 30 (le *Monde* du 4 septembre), devant une discothèque de Mantes (Seine-et-Marne), a été arrêté le jour même, en fin d'après-midi. L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, aurait avoué son crime et devait être déferé au parquet mardi 4 septembre.

■ Grève à Nice-Matin. — A la suite d'un arrêt de travail décidé par une partie des services techniques, le quotidien *Nice-Matin* n'a pas paru mardi 4 septembre. Cet arrêt de travail fait suite à un conflit opposant la direction du journal aux typographes. Ceux-ci réclament des assurances sur le maintien de « certaines tâches techniques aux services techniques », en particulier la mise en page électronique, dont ils redoutent qu'elle soit prochainement confiée à la rédaction. Soutenus par le Syndicat du Livre CGT, ils ont demandé à être reçu, mardi 5 septembre, par le PDG de *Nice-Matin*, M. Michel Bavastro.

■ M. Calvet (Peugeot SA) hostile à une nouvelle limitation de la vitesse. — M. Jacques Calvet, président de PSA (Peugeot et Citroën), a estimé lundi qu'« il y aurait sûrement une formidable réaction négative de la part de l'ensemble des conducteurs » en cas de nouvelle limitation de vitesse des automobiles. Interrogé sur FR 3, M. Calvet a souligné que les conducteurs « ne comprendraient véritablement pas pourquoi on les force à aller à des allures très faibles avec les risques que cela peut comporter sans nécessité impérieuse ». Le secrétaire d'Etat chargé des transports, M. Georges Sarre, avait déclaré auparavant sur Europe 1 que le gouvernement n'a encore pris « aucune décision » concernant les limitations de vitesse, qui en sont encore « au stade des études », dans le cadre d'un plan général d'économies d'énergie.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

La réforme de l'orthographe : « Enfin Mithras vaincu », par Jérôme Peignot ; « Alfons plus loin », par Raoul Vanhoutte ; « L'imagination décollée », par Jacqueline Bouchet ; « Avant 1836 », par Michel Glatigny ; « Quand l'œil écoute », par Jean-Marie Zambo. 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe 3 à 7
Les arbitrages et les rappels à l'ordre de François Mitterrand. 7

SOCIÉTÉ

Médecine
La mort du cancérologue Pierre Denoit. 11
Sécheresse
L'eau, une matière première mal gérée. 12

SCIENCES • MÉDECINE

Les battements du second cœur • Le « canon à particules », dernière arme des biologistes • Chartres, à la recherche des temps perdus. 13 à 15

CULTURE

Arts : le fantastique de Rodolphe Bressin
Le Musée d'Orsay présente les eaux-fortes les plus étranges du XIX^e siècle. 16
La rubrique de S. Poirot-Delpech
L'imprévu qui dérange. 17

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe
Les prix du fioul domestique risquent de flamber. 21-22
La conférence sur les PMA
M. Mitterrand propose un contrat de solidarité avec les pauvres. 21
Un trou dans le budget du tunnel
3,5 milliards de francs pour boucler les comptes. 23
Technologies
L'avenir des biomatériaux : un marché mondial de 2,3 milliards en 1993. 25

Services

Abonnements. 14
Annonces classées. 26 à 39
Carnet. 20
Marchés financiers. 40-41
Météorologie. 19
Mots croisés. 20
Radio-Télévision. 19
Spectacles. 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1990 a été tiré à 566 928 exemplaires.



Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 90 en livraison immédiate

- 205 XL et XR
- 205 Green 3 portes
- 205 Diesel 3 ou 5 portes
- 205 GTI 130 cv
- 309 XAD
- 309 Diesel SRD Turbo
- 405 GR et GR automatique
- 405 MI 16
- 505 ST et Familiale
- 605 SV 3 litres

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

مكتبة العالم